MÉMOIRES

DE

JOSEPH FOUCHÉ,

DUC D'OTRANTE.

MÉMOIRES

DE

JOSEPH FOUCHÉ,

DUC D'OTRANTE.

IMPRIMERIE DE LEFEBVRE,
RUE DE BOURBON, N°. 11.

MÉMOIRES

DE

JOSEPH FOUCHÉ,

DUC D'OTRANTE,

MINISTRE DE LA POLICE GÉNÉRALE.

SECONDE PARTIE.

A PARIS,
CHEZ LE ROUGE, LIBRAIRE,
RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARCS, COUR DU COMMERCE.
14 DÉCEMBRE 1824.

justifier sa conduite politique; ils n'ont pas non plus à défendre leurs intérêts dont aucun n'est compromis. Je ne puis donc attribuer qu'à des suggestions étrangères l'action judiciaire qu'ils m'intentent.

Quant à moi, fort de la justice de ma cause, tranquille sous l'égide des lois protectrices de la propriété littéraire, je n'hésite donc pas à déposer sur le tribunal de mes juges ce *complément* de mon corps de délit imaginaire. La culpabilité de ces deux parties, s'il pouvait en exister quelques traces, serait d'ailleurs identique, et dans l'une comme dans l'autre, je suis certain de n'avoir blessé, ni les lois, ni le gouvernement, ni les convenances individuelles. Voilà ce qu'établira victorieusement dans son plaidoyer l'éloquent et habile avocat qui a bien voulu se charger de ma cause. Elle est remise aux soins de M. Berryer fils; je me présente donc avec confiance devant mes juges, et je soumets à leur équité et à leurs lumières l'ensemble de ces Mémoires.

MÉMOIRES

DE

JOSEPH FOUCHÉ,

DUC D'OTRANTE.

Je m'impose une tâche grande et forte en m'offrant de nouveau à toute la sévérité d'une investigation publique ; mais c'est pour moi un devoir de chercher à détruire les préventions de l'esprit de parti et les impressions de la haine. Du reste, j'ai peu d'espoir que la voix de la raison puisse se faire entendre au milieu des clameurs de deux factions acharnées qui divisent le monde politique. N'importe, ce n'est pas pour le temps d'aujourd'hui que je raconte, c'est pour un temps plus calme. A présent, que ma destinée s'accomplisse ! Et quelle destinée, grand Dieu ! Que me reste-t-il de tant de grandeurs et d'un si énorme pouvoir, dont je n'abusai jamais que pour éviter de plus grands maux ? Ce que je prise le moins, ce que j'amassai pour d'autres, me reste :

à moi, qui, par mes goûts simples, eût pu me passer de richesses; à moi qui n'apportai dans les splendeurs que la réserve d'un sage et la sobriété d'un anachorète! Tour-à-tour puissant, redouté ou dans la disgrâce, je recherchai l'autorité, il est vrai, mais je détestai l'oppression. Que de services n'ai-je pas rendus! que de larmes n'ai-je pas séchées! Osez le nier, vous tous dont je réussis à me concilier les suffrages malgré de fâcheux antécédens? N'étais-je pas devenu votre protecteur, votre appui contre vos propres ressentimens, contre les passions si impétueuses du chef de l'État? J'avoue que jamais police ne fut plus absolue que celle dont j'avais le sceptre; mais ne disiez-vous pas qu'il n'y en eût jamais de plus protectrice sous un gouvernement militaire? de plus ennemie de la violence, qui pénétrât par des moyens plus doux dans le secret des familles, et dont l'action moins sentie se laissât moins apercevoir? Ne disiez-vous pas alors que le duc d'Otrante était, sans aucun doute, le plus habile et le plus supportable des ministres de Napoléon? Vous tenez à présent un autre langage, par la seule raison que les temps sont changés. Vous jugez le passé par le présent, je

n'en juge pas ainsi. J'ai fait des fautes, je le confesse : mais ce que je fis de bien doit entrer en balance. Jeté dans le chaos des affaires, occupé à dénouer toutes sortes d'intrigues, je me complus à calmer les ressentimens, à éteindre les passions, à rapprocher les hommes. C'était avec une sorte de délice que je goûtais parfois le repos, au sein de mes affections privées, empoisonnées aussi à leur tour. Dans mes récentes disgrâces, dans mes hautes infortunes, puis-je oublier que, support et surveillant d'un empire immense, ma seule désapprobation le mit en péril, et qu'il s'écroula dès que je ne le soutins plus de mes mains? Puis-je perdre de vue que si, par l'effet d'une grande réaction, d'un retour que j'avais pressenti, je ressaisis les élémens dispersés de tant de grandeur et de puissance, tout s'évanouit comme un songe? Et pourtant on me regardait comme bien supérieur par ma longue expérience, peut-être aussi par ma sagacité, à tous ceux qui, pendant la catastrophe, laissèrent échapper le pouvoir.

A présent que, désabusé de tout, je plane de très-haut sur toutes les misères, sur tout le faux éclat des grandeurs; à présent que je ne com-

bats plus que pour la justification de mes intentions politiques, je reconnais trop tard le vide des partis contraires qui se disputent les affaires de l'univers; je le sens, je le vois, un moteur plus puissant les conduit et les règle au mépris de nos combinaisons les plus profondes.

Pourtant, il n'est que trop vrai, elles sont incurables les plaies de l'ambition. En dépit de toute ma raison, je me sens encore poursuivi malgré moi par les illusions du pouvoir, par les fantômes de la vanité; je m'y sens attaché comme Ixion l'était à sa roue. Un sentiment pénible et profond m'oppresse.

Et qu'on dise que je ne me montre pas avec toutes mes faiblesses, avec toutes mes erreurs, avec tous mes repentirs! Voilà, je pense, une assez solide garantie de la sincérité de mes révélations. Je le devais, ce gage, à l'importance de cette seconde partie des Mémoires de ma vie politique; me voilà invariablement placé dans la rigoureuse obligation d'en retracer toutes les particularités et d'en dévoiler tous les mystères. Ce sera mon dernier effort. Toutefois, et je l'éprouvai dans ma narration première, je puiserai quelques adoucissemens dans le charme des

souvenirs et dans la saveur de quelques réminiscences.

En préparant ces Mémoires, une idée consolante ne m'abandonna jamais. Je ne descendrai peut-être pas tout entier au tombeau, me dis-je, au tombeau qui déjà s'entr'ouvre aux confins de l'exil pour me recevoir. Je ne puis me le dissimuler! Si j'élude le dépérissement de l'esprit, je ne ressens que trop le dépérissement de mes forces. Que je me hâte donc, pressé par la parque, d'offrir, dans un sentiment de sincérité, le récit des événemens renfermés entre ma disgrâce de 1810 et ma chute de 1815. Ce complément est la partie la plus grave, la plus épineuse de mes confessions politiques. Que d'incidens, que de grands intérêts, que de personnages, que de turpitudes se rattachent à ces dernières scènes, à ce dernier acte d'un pouvoir fugitif! Mais rassurez-vous, amis et ennemis : ce n'est point ici la police qui dénonce, c'est l'histoire qui révèle.

Si je prétends m'élever au-dessus des frivoles ménagemens, je n'en suis pas moins décidé à me placer toujours aussi loin de la satire et du libelle que de la dissimulation et du mensonge;

je flétrirai ce qui doit être flétri, je respecterai ce qui est digne de respect ; en un mot, je tiendrai la plume ferme : et pour qu'elle ne puisse s'égarer, j'aurai l'œil ouvert sur le synchronisme des événemens publics.

De ces préliminaires destinés à éveiller l'attention et à provoquer les souvenirs, je vais passer aux faits qui constatent, aux particularités qui dévoilent, aux traits qui caractérisent. Il en résultera, j'espère, un tableau que l'on nommera, si l'on veut, de l'histoire, ou des matériaux pour l'écrire.

A la fin de la première partie de ces Mémoires, se trouve mon point de départ actuel ; il est marqué par l'événement de ma disgrâce, qui fit passer dans les mains de Savary le portefeuille de la haute police de l'État. Qu'on ne perde pas de vue que l'empire était alors à l'apogée de sa puissance, et que ses limites militaires ne connaissaient déjà plus de bornes. Possesseur de l'Allemagne, maître de l'Italie, dominateur absolu de la France, envahisseur des Espagnes, Napoléon était en outre l'allié des Césars et de l'autocrate du Nord. On était si ébloui de l'éclat de sa puissance, qu'on ne son-

geait déjà plus au chancre de cette guerre espagnole, qui, au Midi, commençait à ronger les fondemens de l'Empire. Partout ailleurs, Napoléon n'avait qu'à vouloir pour obtenir. Tout contre-poids moral avait disparu de son gouvernement. Tout pliait; ses employés, ses fonctionnaires, ses dignitaires, n'offraient plus qu'une troupe d'adulateurs et de muets épiant ses moindres désirs. Enfin il venait de frapper en moi le seul homme de son conseil qui eût osé modérer ses empiétemens successifs; en moi il venait d'écarter le ministre surveillant et zélé qui ne lui épargna jamais ni les avis utiles, ni les représentations courageuses.

Un décret impérial me nommait gouverneur général de Rome (1). Mais je ne crus pas un seul

(1) *Lettre de l'empereur à M. le duc d'Otrante.*

Monsieur le duc d'Otrante, les services que vous nous avez rendus dans les différentes circonstances qui se sont présentées, nous portent à vous confier le gouvernement de Rome, jusqu'à ce que nous ayons pourvu à l'exécution de l'art. 8 de l'acte des constitutions du 17 février dernier. Nous avons déterminé, par un décret spécial, les pouvoirs extraordinaires dont les circonstances particulières où se trouve ce département exigent que vous

instant qu'il entrât dans la volonté de l'empereur que je fusse mis en exercice d'un si haut emploi.

soyez investi. Nous attendons que vous continuerez, dans ce nouveau poste, à nous donner des preuves de votre zèle pour notre service et de votre attachement à notre personne.

Cette lettre n'étant à autre fin, nous prions Dieu, M. le duc d'Otrante, qu'il vous ait en sa sainte garde.

Signé Napoléon.

A Saint-Cloud, le 3 juin 1810.

Lettre du ministre de la police générale, à S. M. I. et R.

Sire,

J'accepte le gouvernement de Rome auquel V. M. a la bonté de m'élever, pour récompense des faibles services que j'ai été assez heureux de lui rendre.

Je ne dois cependant pas dissimuler que j'éprouve une peine très-vive en m'éloignant d'elle : je perds à la fois le bonheur et les lumières que je puisais chaque jour dans ses entretiens.

Si quelque chose peut adoucir ce regret, c'est la pensée que je donne dans cette circonstance, par ma résignation absolue aux volontés de V. M., la plus forte preuve d'un dévouement sans bornes à sa personne.

Je suis avec le plus profond respect, Sire, de V. M. I. et R., le très-humble et très-obéissant serviteur, et fidèle sujet.

Signé le duc d'Otrante.

Paris, le 3 juin 1810.

(Note de l'éditeur.)

Cette nomination n'était qu'un voile honorable tissu par sa politique, pour couvrir et mitiger aux yeux du public ma disgrâce, dont ses familiers seuls avaient le secret. Je ne pouvais m'y méprendre; le choix seul de mon successeur était un indice effrayant. Dans chaque salon, dans chaque famille, dans tout Paris enfin, on frémissait de voir la police générale de l'Empire confondue désormais avec la police militaire du chef de l'État, et de plus livrée au dévouement fanatique d'un homme qui s'honorait d'être l'exécuteur des ordres occultes de son maître. Son nom seul excitait partout la défiance et une sorte de stupeur, dont le sentiment était peut-être exagéré.

Je ne voyais déjà plus qu'avec d'extrêmes précautions, mes amis intimes, mes agens particuliers. J'eus bientôt la confirmation de tout ce que j'avais pressenti. Pendant plusieurs jours, l'appartement de ma femme ne désemplit pas de visites marquantes, qu'on avait soin de masquer sous l'apparence de félicitations, au sujet du décret impérial qui m'élevait au gouvernement général de Rome. Je reçus les épanchemens d'une foule de hauts personnages, qui, en m'expri-

mant leurs regrets, m'avouèrent que ma retraite emportait la désapprobation des hommes les plus recommandables dans toutes les opinions et dans tous les rangs de la société. « Nous » ne savons même pas trop, me dirent-ils, si » les regrets du faubourg Saint-Germain ne sont » pas pour le moins aussi vifs que ceux qui éclatent chez cette foule de personnes notables à » qui les intérêts de la révolution tiennent à » cœur ». De pareils témoignages, vis-à-vis d'un ministre disgracié, n'étaient ni suspects ni douteux.

Par position et par convenance, il me fallut, pendant plusieurs jours, dévorer l'ennui de servir de mentor à Savary dans le début de son noviciat ministériel. On sent bien que je ne poussai pas la bonhomie jusqu'à l'initier dans les hauts mystères de la police politique; je me gardai bien de lui en donner la clef, qui pouvait un jour contribuer à notre salut commun. Je ne l'initiai pas davantage dans l'art assez difficile de coordonner le bulletin secret dont le ministre seul doit se réserver la pensée et souvent même la rédaction. Le triste savoir-faire de Savary dans ce genre m'était connu; jadis je m'étais

procuré, sans qu'il s'en doutât, copie de ses bulletins de contre-police : quelles turpitudes ! A vrai dire, impatienté de ses perpétuelles interrogations et de sa lourde suffisance, je m'amusai à lui conter des sornettes (1).

En revanche, j'eus l'air de le mettre au fait des formes, des usages et des traditions du ministère ; je lui vantai surtout les vues profondes des trois Conseillers d'état, qui, sous sa direction, allaient travailler comme quatre à exploiter la police administrative en se partageant la France. Il en était tout ébahi. Je lui présentai et lui recommandai de tout cœur les principaux agens et employés que j'avais eu sous mes ordres ; il n'accueillit que le caissier, personnage rond, et le petit inquisiteur Desmarets, dont je m'étais défié. Cet homme, doué d'un certain tact, s'était courbé vers le soleil levant par instinct. Ce fut pour Savary une vraie cheville ou-

(1) C'est sans doute ce qui a fait dire depuis à M. le duc de Rovigo, en parlant de Fouché : « Celui-là nous en » a bien fait accroire. » Bien entendu que cette phrase, telle que nous l'avons entendue citer dans le monde, comprend tout le gouvernement impérial.

(*Note de l'éditeur.*)

vrière. Rien de risible comme de voir ce ministre soldatesque donner ses audiences, épelant la liste des solliciteurs, confectionnée par les huissiers de la chambre, avec les notes de Desmarets en regard ; c'était le guide-âne pour les accueils ou pour les refus, presque toujours accompagnés de juremens ou d'invectives. Je n'avais pas manqué de lui dire que c'était pour avoir été trop bon que j'avais indisposé l'empereur ; et que, pour mieux veiller sur ses jours si précieux, il devait se montrer récalcitrant.

Bouffi d'une morgue insolente (1), il affecta, dès les premiers jours, d'imiter son maître dans ses fréquentes incartades, dans ses phrases coupées et incohérentes. Il n'apercevait d'utile, dans toute la police, que les rapports secrets, l'espionnage et la caisse. J'eus le bonheur de le contempler dans ses soubresauts, et s'épanouissant le jour que je lui fis l'agréable supputation

(1) Ceci serait par trop fort pour tout autre que pour Fouché, homme vindicatif, et qui nourrissait contre le duc de Rovigo une haine dont il laisse trop apercevoir les traces.

(Note de l'éditeur.)

de tous les budgets qui venaient se perdre dans la caisse privée : elle lui parut une nouvelle lampe merveilleuse.

Je grillais d'être débarrassé de cette pédagogie ministérielle ; mais, d'un autre côté, je cherchais des prétextes, afin de prolonger mon séjour à Paris. J'y faisais ostensiblement mes préparatifs de départ pour Rome, comme si je n'eusse pas douté un instant d'aller m'y installer. Toute ma maison fut montée sur le pied d'un gouvernement général, et jusqu'à mes équipages portèrent en grosses lettres l'inscription : *Equipages du gouverneur général de Rome.* Instruit que toutes mes démarches étaient épiées, je mettais beaucoup de soins dans de petites choses.

Enfin, ne recevant ni décision ni instructions, je chargeai Berthier de demander à l'empereur mon audience de congé. J'en reçus pour toute réponse que l'empereur n'avait point encore assigné le jour de mon audience, et qu'il serait convenable, à cause des caquetages publics, que j'allasse dans ma terre attendre les instructions qui me seraient adressées incessamment. Je me rendis à mon château de Fer-

rières (1), non sans me permettre la petite malice de faire insérer dans les journaux de Paris, par voie détournée, que je partais pour mon gouvernement (2).

Dans mon dernier entretien avec Berthier, il ne m'avait pas été difficile de pénétrer les dispositions de l'empereur à mon égard; j'avais entrevu combien il était contrarié de voir l'opinion publique se prononcer contre mon renvoi,

(1) Le château de Ferrières est à trois quarts de lieue de la terre de Pont-Carré, bien d'émigré, à environ six lieues de Paris, que Fouché avait acquis de l'État, mais dont on assure qu'il avait payé l'exacte valeur à son propriétaire. Le château de Pont-Carré tombant alors en ruine, il paraît que Fouché le fit démolir, et fit construire sur son emplacement des bergeries. Ferrières et Pont-Carré, réunis à d'immenses bois qui en dépendent à présent, forment, dit-on, un des plus magnifiques domaines du royaume : il embrasse une étendue de quatre lieues. C'est au château de Ferrières que Fouché s'est retiré d'abord après sa disgrâce, et ensuite après son retour de la sénatorerie d'Aix, ainsi qu'on va le voir à la suite de ces Mémoires. *(Note de l'éditeur.)*

(2) L'auteur néglige presque toujours les dates. Nous croyons que c'est le 26 juin 1810.

(Note de l'éditeur.)

et se déclarer contre mon successeur. On n'apercevait plus dans le ministère de la police qu'une gendarmerie et une prévôté. Tous ces indices me confirmèrent dans l'idée que je me déroberais difficilement aux conséquences d'une disgrâce réelle.

En effet, à peine étais-je à Ferrières, qu'un parent de ma femme, laissé à Paris aux aguets, arrive en toute hâte à minuit, m'apportant l'avis que le lendemain je serais arrêté ou gardé à vue, et qu'on saisirait mes papiers. Quoiqu'exagérée dans ces circonstances, l'information était positive ; elle me venait d'un homme attaché au cabinet de l'empereur, et attiré dans mes intérêts depuis long-temps. Je me mis à l'instant même à la besogne, enfouissant dans une cache tous mes papiers importans. L'opération faite, j'attendis d'un air stoïque tout ce qui pourrait m'advenir. A huit heures, J......, mon émissaire de confiance, m'arrive à franc étrier, porteur d'un billet de Mme de V......, en écriture contrefaite, m'annonçant de son côté que Savary vient d'informer l'empereur que j'ai emporté à Ferrières sa correspondance secrète et ses ordres confidentiels. Je vis d'un

coup-d'œil de qui Mme de V....... tenait son information; elle confirmait le premier avis; mais il ne s'agissait plus que de papiers. Quoique rassuré sur toute atteinte portée à la liberté de ma personne, je crus voir entrer le sbire en chef avec ses archers, quand mes gens vinrent m'avertir qu'un équipage, accompagné d'hommes à cheval, pénétrait dans la cour du château. Mais Napoléon, retenu par une sorte de pudeur, m'avait épargné tout contact avec son ministre de la police. Je ne vis entrer que Berthier, suivi des Conseillers d'état Réal et Dubois.

A leur embarras, je m'aperçus que je leur imposais encore, et que leur mission était conditionnelle. En effet, Berthier, prenant la parole, me dit d'un air contraint qu'il venait par ordre de l'empereur me demander sa correspondance; qu'il l'exigeait impérieusement; et que, dans le cas d'un refus, il était enjoint au préfet de police Dubois, présent, de m'arrêter et de mettre les scellés sur mes papiers. Réal, prenant le ton persuasif, et me parlant avec plus d'onction, comme à un ancien ami, me pressa presque les larmes aux yeux de dé-

férer aux volontés de l'empereur. « Moi, lui » dis-je sans aucun trouble, moi résister aux » ordres de l'empereur, y songez-vous? moi » qui ai toujours servi l'empereur avec tant » de zèle, quoiqu'il m'ait souvent blessé par » d'injustes défiances, alors même que je le » servais le mieux ! Venez dans mon cabinet ; » venez partout, messieurs; je vais vous re- » mettre toutes mes clefs; je vais vous livrer » moi-même tous mes papiers. Il est heureux » pour moi que l'empereur me mette à une » épreuve inattendue, et dont il est impos- » sible que je ne sorte pas avec avantage. L'exa- » men rigoureux de tous mes papiers et de ma » correspondance mettra l'empereur à portée » de se convaincre de l'injustice des soupçons » que la malveillance de mes ennemis a pu » seule lui inspirer contre le plus dévoué de » ses serviteurs et le plus fidèle de ses minis- » tres. » Le calme et la fermeté que je mis à débiter cette courte harangue, ayant fait de l'effet, je continuais en ces termes : « Quant à » la correspondance privée de l'empereur avec » moi pendant l'exercice de mes fonctions, » comme elle était de nature à rester à jamais

» secrète, je l'ai brûlée en partie en résignant
» mon porte-feuille, ne voulant pas exposer des
» papiers d'une telle importance aux chances
» d'aucune investigation indiscrète. Du reste,
» messieurs, à cela près, vous trouverez en-
» core quelques-uns des papiers que réclame
» l'empereur; ils sont, je crois, dans deux
» cartons fermés et étiquetés; il vous sera fa-
» cile de les reconnaître, et de ne pas les con-
» fondre avec mes papiers personnels, que je
» livre avec la même confiance à votre examen
» scrutateur. Encore une fois, je ne crains
» rien, et n'ai rien à craindre d'une pareille
» épreuve. » Les commissaires se confondirent en protestations et en excuses. Ils en vinrent à la visite des papiers, ou plutôt je la fis moi-même en présence de Dubois. Je dois rendre ici justice à Dubois : quoique mon ennemi personnel, et plus particulièrement chargé de l'exécution des ordres de l'empereur, il se conduisit avec autant de réserve que de décence, soit qu'il eût déjà le pressentiment que sa disgrâce suivrait bientôt la mienne (1), soit qu'il jugeât

(1) M. le comte Dubois fut remplacé par M. Pasquier,

prudent de ne pas choquer un ministre qui, deux fois renversé, pouvait remonter sur le pinacle.

Touchée vraisemblablement de ma *candeur* (1), la commission impériale se contenta de quelques papiers insignifians que je voulus bien lui remettre; enfin, après les politesses d'usage, Berthier, Réal et Dubois remontèrent en voiture, et reprirent la route de Paris.

A nuit close, sortant par la petite porte de mon parc, je montai dans le cabriolet de mon homme d'affaires, et accompagné d'un ami, je filai rapidement vers la capitale, où je vins descendre incognito dans mon hôtel de la rue du Bac. Là, j'appris, deux heures après (car tous mes fils étaient tendus), que l'empereur, sur le rapport de ce qui s'était passé à Ferrières, était entré dans une colère violente; qu'après

dans ses fonctions de préfet de police, le 14 octobre 1810. Fouché a indiqué l'un des motifs de sa disgrâce, dans la première partie de ses Mémoires.

(*Note de l'éditeur.*)

(1) Le mot candeur était souligné dans les notes originales.

(*Note de l'éditeur.*)

avoir éclaté en menaces contre moi, il s'était écrié que j'avais joué ses commissaires, que c'étaient des imbécilles, et que Berthier en affaires d'état n'était qu'une femme qui s'était laissé mystifier par l'homme le plus rusé de tout l'Empire.

Le lendemain à neuf heures du matin, toute réflexion faite, je cours à Saint-Cloud; là, je me présente au grand-maréchal du palais : « Me voilà, dis-je à Duroc; j'ai le plus grand » intérêt de voir l'empereur sans retard, et » de lui prouver que je suis loin de mériter ses » amères défiances et ses injustes soupçons. » Dites-lui, je vous prie, que j'attends dans » votre cabinet qu'il daigne m'accorder quel- » ques minutes d'audience. — J'y vais, répond » Duroc; je suis fort aise que vous *mettiez de* » *l'eau dans votre vin*. » Telles furent ses propres paroles; elles cadraient avec l'idée que je désirais lui donner de ma démarche. Duroc, de retour, me prend la main, me conduit, et me laisse dans le cabinet de l'empereur. A la vue, au maintien de Napoléon, je devine sa pensée. Lui, sans me laisser le temps de proférer une parole, me caresse, me flatte, et va

jusqu'à me témoigner une sorte de repentir de ses emportemens à mon égard; puis, avec un accent qui semblait dire qu'il m'offrait de lui-même un gage de réconciliation, il finit par me demander, par exiger sa correspondance. « Sire,
» lui dis-je d'un ton ferme, je l'ai brûlée. —
» Cela n'est pas vrai; je la veux, répond-il avec
» contraction et colère. — Elle est en cendres.
» — Retirez-vous. (Mots prononcés avec un
» mouvement de tête et un regard foudroyant.)
» — Mais, sire. — Sortez, vous dis-je! (Pa-
» roles accentuées de manière à me dissuader
» de rester.) Je tenais tout prêt à la main un mémoire court, mais fort de choses, et en sortant je le déposai sur une table, mouvement que j'accompagnai d'un salut respectueux. L'empereur, tout bouillant de colère, saisit le papier et le déchire.

Duroc, que j'allai revoir aussitôt, n'apercevant en moi ni trouble, ni émotion, me croit rentré en grâce. « Vous l'avez échappé belle,
» me dit-il; j'ai détourné avant-hier l'empereur
» de vous faire arrêter. — Vous lui avez épar-
» gné une grande folie, un acte pour le moins
» impolitique et qui eût servi de texte à la ma-

3*

» lignité. L'empereur eût par là jeté l'alarme
» parmi les hommes les plus dévoués aux inté-
» rêts de son gouvernement. » Je vis, à l'air de Duroc, que telle était aussi son opinion, et lui prenant la main, je lui dis : « Ne vous rebutez
» pas, Duroc, l'empereur a besoin de vos
» sages conseils. »

Je sortis de Saint-Cloud, un peu rassuré par cette demi-confidence du grand-maréchal, dont j'étais redevable à une méprise, et je rentrai tout réfléchissant à mon hôtel.

J'allais repartir pour Ferrières, après avoir vaqué à quelques affaires urgentes, lorsqu'on m'annonça le prince de Neufchâtel. « L'empe-
» reur est furieux, me dit-il; jamais je ne l'ai
» vu si emporté; il s'est mis dans la tête que
» vous nous avez joué; que vous avez poussé la
» hardiesse jusqu'à lui soutenir en face que vous
» aviez brûlé ses lettres, et cela pour vous dis-
» penser de les rendre; il prétend que c'est un
» crime d'état punissable de vous obstiner à les
» garder. — Ce soupçon est encore le plus in-
» jurieux de tous, dis-je à Berthier. La corres-
» pondance de l'empereur serait au contraire
» ma seule garantie, et si je l'avais je ne la li-

» vrerais pas ». Berthier me conjure avec instance de céder; et sur mon silence, il finit par des menaces au nom de l'empereur. « Allez, » lui dis-je; rapportez-lui que je suis habitué, » depuis vingt-cinq ans, à dormir la tête sur » l'échafaud; que je connais les effets de sa puissance, mais que je ne la redoute pas : dites-» lui que s'il veut faire de moi un Straford, il en » est le maître. » Nous nous séparâmes; moi plus que jamais résolu de tenir ferme, et de garder soigneusement les preuves irrécusables que tout ce qui s'était fait de violent et d'inique dans l'exercice de mes fonctions ministérielles m'avait été impérieusement prescrit par les ordres émanés du cabinet, et revêtus du seing de l'empereur.

Aussi n'était-ce pas les effets d'une disgrâce publique que je redoutais, mais bien des embûches tendues dans les ténèbres. Décidé par mes propres méditations, de même que par les instances de mes amis et de tout ce que j'avais de plus cher, je me jetai dans une chaise de poste, n'emmenant avec moi que mon fils aîné, accompagné de son gouverneur; puis je me dirigeai vers Lyon; là je trouvai mon ancien secrétaire,

Maillocheau, commissaire général de police, qui m'était redevable de sa place; j'obtins de lui tous les papiers dont je pouvais avoir besoin, et je traversai rapidement une grande partie de la France. De là, passant avec la même rapidité en Italie, j'arrivai à Florence avec un plan fortement conçu, qui devait me mettre à l'abri du ressentiment de l'empereur. Mais tel était mon état d'irritabilité, et l'excès des fatigues dont m'avait accablé un voyage si rapide et si long, qu'il me fallut donner deux jours au repos, avant d'être en état de pourvoir à ma sûreté.

Ce n'était pas sans intention, et je m'en expliquerai tout-à-l'heure, que j'étais venu me réfugier sur cette terre classique, ménagée dans tous les temps par les dieux et les hommes. La belle et libre Toscane, tombée d'abord sous la domination des Médicis, puis sous le sceptre de la maison d'Autriche, princes qui la régirent en pères plutôt qu'en rois, se trouvait alors engloutie dans le gouffre de l'Empire français. Je glisse sur sa cession dérisoire, faite par Napoléon à l'infant de Parme sous le titre de roi d'Étrurie, cession révoquée presqu'aussitôt que conclue,

La Toscane était réservée à d'autres destinées. Depuis 1807, Élisa, sœur de Napoléon, y régnait sous le titre de grande-duchesse. Et c'était moi, ô vicissitudes incohérentes et bizarres! c'était moi qui venais me ranger sous la protection de cette même femme que je n'aimais pas; qui, fortifiant jadis la coterie Fontanes et Molé, avait concouru à ma première disgrâce; de cette femme dont j'aurai à dire ici plus de bien que de mal pour être juste, car j'ai l'habitude de parler et d'écrire avec les souvenirs de l'époque, mais sans passion ni ressentiment. Telle doit être en effet la maxime de l'homme d'état; le passé ne devrait jamais être à ses yeux que de l'histoire: tout est renfermé dans le présent.

Quand il est d'ailleurs question de femmes soumises à l'empire de passions fortes, tout est facile à expliquer. A ma rentrée au ministère, j'avais eu l'occasion de me concilier Élisa; j'avais mis successivement à l'abri deux hommes, Hin.... et Les......, qui lui tenaient essentiellement à cœur, et qui, à très-peu d'intervalle, étaient devenus nécessaires à ses penchans d'une très-vive exigeance. L'un, comme traitant, était poursuivi avec acharnement par l'empereur;

l'autre, plus obscur, s'était abîmé dans une affaire criante. Ce ne fut pas sans peine que je finis par tout assoupir.

En outre, j'avais en 1805 décidé Napoléon à conférer à sa sœur la souveraineté de Lucques et de Piombino; or, j'étais presque sûr de trouver le cœur d'Élisa encore ouvert à la reconnaissance : je n'avais pas hésité de m'en assurer par moi-même le jour où, dans ma dernière audience de l'empereur, ma disgrâce s'était aggravée. M'étant présenté chez la grande-duchesse, alors à Paris pour les fêtes du mariage, je lui avais demandé, sans m'ouvrir à elle entièrement sur les épines de ma position, des lettres pour son grand-duché, où je lui dis que j'allais passer pour me rendre à Rome. Élisa y mit une grâce infinie, me recommandant avec chaleur, et me désignant même dans ses lettres par l'aimable épithète de *l'ami commun*. Ceci s'explique. J'avais en Toscane des amis que j'y avais fait gîter avec lucre, et la grande-duchesse leur donnait toute latitude pour me servir. Telle était la sûreté de leur caractère, que je pus, sans inconvénient, leur faire connaître tout ce que ma position avait de pénible.

Les avis reçus presqu'en même temps de Paris et de ma famille, qui s'était arrêtée à Aix, n'offraient rien de rassurant. Au contraire, on me représentait l'empereur aiguillonné par Savary, et prêt à sévir contre ce qu'on appelait mon obstination, taxée d'imprudente et même d'insensée. Personne alors ne pouvait se faire à l'idée qu'un seul homme osât résister à la volonté de celui devant qui tout pliait, potentats et nations. « Voulez-vous, m'écrivait-on, être » plus puissant que l'empereur? » Ma tête se monta, j'eus peur à mon tour. Dans mes insomnies, dans mes rêves, je me croyais environné de sbires, et il me semblait que je voyais s'ouvrir devant moi, au sein de la patrie du Dante, les portes de son inexorable enfer. Le spectre de la tyrannie s'offrait à mon imagination troublée sous des traits plus effrayans qu'à l'époque même de la tyrannie plus sanglante de Robespierre, qui m'avait désigné au bourreau. Ici je redoutais moins l'échafaud que les oubliettes. Je ne savais que trop, hélas! à quel homme j'avais affaire. Ma tête s'échauffant de plus en plus, j'en reviens à la première idée qui s'était présentée à mon esprit; je prends la résolution désespé-

rée de m'embarquer pour les États-Unis, refuge des amans malheureux de la liberté. Sûr de Dubois (1), directeur de police du Grand-Duché, qui m'était redevable de sa place, je me fais remettre des passe-ports en blanc, puis je cours à Livourne, où je frête un navire, disant partout que je vais par mer voir Naples, pour de là revenir à Rome. Je monte à bord; je mets à la voile, décidé à passer le détroit et à cingler vers l'Atlantique. Mais, grand Dieu! à quel atroce supplice fut aussitôt en proie ma complexion frêle et irritable! Le mal de mer me déchirait la poitrine et me tordait les entrailles. Vaincu par les souffrances, je commençais à regretter de n'avoir eu aucun égard aux représentations de mes amis et de ma famille, dont j'allais peut-être compromettre l'avenir. Pourtant je luttais encore; je

(1) Qu'il ne faut pas confondre avec le comte Dubois, préfet de police. On nous a assuré que le Dubois, directeur de police en Toscane, et M. Maillocheau, commissaire général de police à Lyon, furent sévèrement réprimandés par le duc de Rovigo, pour avoir favorisé le voyage furtif de Fouché. Le commissaire général de Lyon fut même révoqué.

(Note de l'éditeur.)

me roidis tant que je pus à l'idée de fléchir devant le dominateur. Mais j'avais perdu connaissance, et j'allais expirer quand on me remit à terre. Accablé par une si rude épreuve, je déclinai les offres d'un loyal capitaine de navire anglais, qui ambitionnait de me transporter dans son île, à bord d'un bâtiment commode et excellent voilier, me promettant des soins et même des antidotes contre le mal de mer. Il n'y eut pas moyen d'y souscrire. J'étais résolu de tout endurer plutôt que de me confier encore à un élément incompatible avec mon existence. Cette cruelle épreuve avait d'ailleurs changé mes idées ; je ne voyais plus les objets sous les mêmes points de vue. Insensiblement j'admis la possibilité d'en venir à une espèce de transaction avec l'empereur, dont le courroux me poursuivait jusque sur le rivage de la mer de Toscane. J'y errai quelque temps encore, afin de mûrir mon plan et d'attendre plus d'opportunité pour son exécution. Enfin, mes idées une fois fixées, mes batteries dressées, je revins à Florence. Là, j'écrivis à Élisa, toute disposée à me complaire ; je lui envoyai pour l'empereur une lettre où, sans adulation ni

bassesse, j'avouai que je me repentais de lui avoir déplu; mais qu'ayant à redouter de tomber sans défense victime de la méchanceté de mes ennemis, j'avais cru pouvoir me refuser, peut-être à tort, de me dessaisir de papiers qui formaient ma seule garantie. Qu'en y réfléchissant, et tout navré de m'être attiré son déplaisir, je m'étais rangé sous la protection d'une princesse qui, par les liens du sang et la bonté de son cœur, était digne de le représenter en Toscane; que je lui remettais tous mes intérêts, et que je suppliai Sa Majesté de m'accorder, sous les auspices de la grande-duchesse, en échange des papiers dont j'étais décidé à me dessaisir pour complaire à sa volonté, un titre quelconque d'irresponsabilité pour toutes les mesures et tous les actes que j'avais pu faire exécuter par ses ordres pendant la durée de mes deux ministères; qu'un tel gage, nécessaire à ma sûreté et à ma tranquillité, serait pour moi comme une égide sacrée qui me garantirait des atteintes de l'envie et des traits de la malveillance; que j'avais déjà plus d'une raison de croire que par égard pour mon dévouement et pour mes services, Sa Ma-

jesté daignerait m'ouvrir la voie qui restait à sa bonté et à sa justice, en me permettant de me retirer à Aix, chef-lieu de ma sénatorerie, et d'y résider jusqu'à nouvel ordre au sein de ma famille.

Cette lettre, envoyée par estafette à la grande duchesse, eut un plein et entier effet. Eliza y mit du zèle. Le retour du courrier m'annonça que le prince de Neufchâtel, vice-connétable, était chargé, par ordre exprès de l'empereur, de me délivrer un reçu motivé en échange de la correspondance et des ordres que m'avait adressé l'empereur dans l'exercice de mes fonctions, et que je pouvais en toute assurance me retirer au chef-lieu de ma sénatorerie.

Ainsi s'opéra, par l'intermédiaire de la grande-duchesse, non un rapprochement entre moi et l'empereur, mais une espèce de transaction que j'aurais regardée comme impraticable trois semaines auparavant. J'en étais encore moins redevable aux besoins de mon cœur, ou à une soumission sincère, qu'aux atteintes du mal de mer dont il ne m'avait pas été donné de pouvoir supporter les tourmens.

Réuni à ma famille, je pus enfin goûter à

Aix le calme si nécessaire au délabrement de mes forces et à l'état de mon esprit irrité sans être abattu. Ce n'était pas sans un combat intérieur très-pénible que j'avais ainsi plié devant la violence du dominateur. Si je m'étais décidé à fléchir, c'était en capitulant ; mais, pour quiconque sent sa dignité d'homme et n'aspire qu'à vivre sous un gouvernement raisonnable, de pareils sacrifices ne s'obtiennent pas sans efforts. Il était pour moi bien d'autres motifs d'amertume et d'alarmes dans la marche occulte et accélérée d'un pouvoir qui allait se dévorer lui-même, et dont les ressorts m'étaient tellement connus qu'ils ne pouvaient plus se dérober à la prévoyance de mes calculs.

Quoique je dusse me croire condamné pour un assez long terme à rester dans une nullité parfaite et à l'écart, ce rôle, qui m'eût conduit à l'apathie et à l'indifférence, ne pouvait convenir à un esprit rompu aux habitudes et à l'exercice des grandes affaires. Ce que d'autres ne voyaient pas, je l'apercevais. Des fades et mensongères colonnes du *Moniteur*, s'échappaient autant de traits de lumière qui frappaient mes regards ; la cause de l'événement du

jour m'était dévoilée par l'annonce de son résultat; la vérité pour moi était presque toujours suppléée par l'affectation des réticences; et enfin les élucubrations du chef de l'Etat me décelaient tour à tour les joies et les tourmens de son ambition. J'entrevoyais jusqu'aux actions les plus secrètes, jusqu'aux serviles empressemens de ses familiers les plus intimes, de ses agens les plus éprouvés.

Toutefois, les particularités me manquaient; j'étais trop loin du lieu de la scène. Comment deviner, par exemple, les incidens brusques, les circonstances imprévues qui survenaient hors du cours ordinaire des choses? Presque toujours on en éprouvait quelque commotion ou quelque orage dans l'intérieur du palais. S'il en transpirait des traits épars, décousus, ils n'arrivaient guère au fond des provinces qu'altérés ou défigurés par l'ignorance ou la passion.

L'habitude invétérée de tout savoir me poursuivait; j'y succombai davantage dans l'ennui d'un exil doux, mais monotone. A l'aide d'amis sûrs et de trois émissaires fidèles, je montai ma correspondance secrète, fortifiée par des bulletins réguliers, qui, venus de plusieurs côtés diffé-

rens, pouvaient être contrôlés l'un par l'autre; en un mot, j'eus à Aix ma contre-police. Cet adoucissement, d'abord hebdomadaire, se répéta, depuis, plus d'une fois la semaine, et je fus tenu au courant d'une manière plus piquante que je ne l'avais été à Paris même. Tels furent les charmes de ma retraite. Là, dans le calme de la réflexion, mes bulletins de Paris venaient aiguillonner mes méditations politiques. O vous, courageuse, spirituelle et constante V.......! vous qui teniez presque tous les fils de ce réseau d'informations et de vérités; vous qui, douée d'une sagacité parfaite, d'une raison supérieure; qui, toujours active, imperturbable, restâtes fidèle, dans toutes les crises, à la reconnaissance et à l'amitié, recevez ici le tribut d'hommage et de tendresse que mon cœur sent le besoin de vous renouveler jusqu'à mon dernier soupir. Vous n'étiez pas la seule occupée, dans l'intérêt de tous, à tisser la trame patriotique préparée depuis un an pour la chance probable d'une catastrophe (1). L'aimable et profonde D....., la gra-

(1) Ici Fouché ne fait que soulever un coin du voile;

cieuse et belle R......, secondaient votre zèle pur. Vous aviez aussi vos chevaliers du mystère, enrôlés sous la bannière des grâces et des vertus occultes. Il faut le dire : au milieu de la décomposition sociale, soit pendant la terreur, soit sous les deux oppressions directoriales et impériales, qui avons-nous vu se dévouer avec un rare désintéressement ? Quelques femmes. Que dis-je ? un très-grand nombre de femmes restées généreuses, à l'abri de cette contagion de vénalité et de bassesse qui dégrade l'homme et abâtardit les nations.

Hélas ! nous arrivions alors, après bien des traverses, aux confins de ce terme fatal où comme nation nous pouvions avoir tout à déplorer et tout à craindre ; nous touchions à cet avenir effrayant, parce qu'il était prochain, où tout pouvait être compromis et remis en question : nos fortunes, notre honneur, notre repos. Nous en avions été redevables, il est vrai, au grand homme ; mais cet homme extraordinaire s'obs-

a suite mettra le lecteur au fait de tout ce que l'ex-ministre ne dit pas encore.

(*Note de l'éditeur.*)

tinait, en dépit des leçons de tous les siècles, à vouloir exercer un pouvoir sans contre-poids et sans contrôle. Dévoré d'une rage de domination et de conquêtes, parvenu aux sommités de la puissance humaine, il ne lui était plus donné de s'arrêter.

Grâce à mes correspondances et à mes informations, je le suivais pas à pas dans ses actes publics comme dans ses actions privées. Si je ne le perdais pas de vue, c'est que tout l'Empire c'était lui ; c'est que toute notre force, toute notre fortune résidaient dans sa fortune et dans sa force, connexion effrayante sans doute, parce qu'elle mettait à la merci d'un seul homme non-seulement une nation, mais cent nations différentes.

Arrivé à son apogée, Napoléon n'y fit pas même une halte ; ce fut pendant les deux années que je passai en dehors des affaires que le principe de son déclin, d'abord inaperçu, se décela. Aussi dois-je en marquer ici les effets rapides, moins par une vaine curiosité que pour l'utilité de l'histoire. Ce sera d'ailleurs par cette transition toute naturelle que j'arriverai sans

lacunes à ma réapparition (1) sur la scène du monde et au remaniement des affaires de l'Etat.

L'année 1810, signalée d'abord par le mariage de Napoléon et de Marie-Louise, puis par ma disgrâce, le fut aussi par la disgrâce de Pauline Borghèse, sœur de l'empereur, et par l'abdication de son frère Louis, roi de Hollande. Scrutons ces deux événemens pour mieux nous expliquer l'avenir.

Des trois sœurs de Napoléon, Elisa, Caroline et Pauline, celle-ci, fameuse par ses charmes, fut celle qu'il affectionna le plus, sans toutefois s'en laisser jamais subjuguer. Légère, bizarre, dissolue, sans esprit mais non pas sans saillies ni sans quelques lueurs, elle aimait le faste, la dissipation et tous les genres d'hommages. Jamais elle n'eut pour aucun homme d'aversion que pour Leclerc, son premier mari, et plus encore pour le plus doux des hommes, le prince Camille Borghèse, à qui Napoléon la fit épouser

(1) Ce mot, qui exprime bien ce que veut dire l'auteur, n'est pas français; il est emprunté de l'anglais, et on ne pourrait le suppléer que par une périphrase.

(*Note de l'éditeur.*)

en secondes noces. Son premier mariage fut ce qu'on appelle un mariage de garnison. Malade, et refusant de suivre Leclerc dans son expédition de Saint-Domingue, elle fut transportée en litière par ordre de Napoléon à bord du vaisseau amiral.

En proie aux vives ardeurs du climat des tropiques, et reléguée dans l'île de la Tortue par suite des revers de l'expédition, elle se plongea, pour s'étourdir, dans tous les genres de sensualités. À la mort de Leclerc, elle se hâta de remettre à la voile, non comme Artémise ni comme la femme de Britannicus, toute en pleurs, et tenant l'urne funéraire de son époux; mais libre, triomphante, venant se replonger dans les délices de la capitale. Là, dévorée long-temps par une maladie dont le siége accuse l'incontinence, Pauline eut recours à tous les trésors d'Esculape, et guérit. Chose étrange dans sa cure merveilleuse! c'est que, loin d'en être flétrie, sa beauté n'en reçut que plus d'éclat et de fraîcheur, telle que ces fleurs singulières que l'engrais fait éclore et rend de plus en plus vivaces.

Ne voulant plus que jouir sans frein, sans re-

tenue, mais redoutant son frère et ses brusques sévérités, Pauline forma, de concert avec une de ses femmes, le projet d'assujettir Napoléon à tout l'empire de ses charmes. Elle y mit tant d'art, tant de raffinement, que son triomphe fut complet. Tel fut l'enivrement du dominateur, que plus d'une fois ses familiers l'entendirent, au sortir de ses ravissemens, proclamer sa sœur la belle des belles et la Vénus de notre âge. Ce n'était pourtant qu'une beauté hardie. Mais écartons ces tableaux plus dignes des pinceaux de Suétone et de l'Arétin que du burin de l'histoire. Voluptueux château de Neuilly! magnifique hôtel du faubourg Saint-Honoré! si vos murs, comme ceux du palais des rois de Babylone, révélaient la vérité, que de scènes licencieuses ne retraceriez-vous pas en gros caractères?

Pendant plus d'un an, l'engouement du frère pour la sœur se soutint, quoique sans passion; en effet, aucune autre passion que celle de la domination et des conquêtes ne pouvait maîtriser cette ame hautaine et belliqueuse. Quand, après Wagram et à la paix de Vienne, Napoléon revint triomphant dans Paris, pré-

cédé par le bruit sourd de son prochain divorce avec Joséphine, il courut le jour même chez sa sœur, inquiète et dans la plus vive attente de son retour. Jamais elle ne montra pour son frère tant d'amour et d'adoration. Je l'entendis le jour même dire, car elle n'ignorait pas qu'il n'y avait pour moi aucun voile : « Pourquoi ne » régnons-nous pas en Égypte? nous ferions » comme les Ptolémées; je divorcerais et j'é- » pouserais mon frère. » Je la savais trop ignorante pour avoir fait d'elle-même une telle allusion, et j'y reconnus un élan de son frère.

Qu'on juge du dépit amer et concentré de Pauline, quand, à quelques mois de là, elle vit Marie-Louise, parée de toute sa candeur, apparaître aux fêtes nuptiales et s'asseoir sur le trône à côté de Napoléon! La cour impériale subit une réforme brusque dans ses habitudes, dans ses mœurs, dans son étiquette; la réforme fut complète et rigide. Napoléon en donna l'exemple par le strict maintien des convenances et l'observation de ses devoirs comme époux. Dès ce moment, la cour licencieuse de Pauline fut déserte; et cette femme qui joignait toutes les faiblesses aux grâces de

son sexe, regardant Marie-Louise comme son heureuse rivale, en conçut un dépit mortel et nourrit au fond de son cœur le plus vif ressentiment. Sa santé en fut altérée. De l'avis des médecins, elle eut recours aux eaux d'Aix-la-Chapelle, autant pour se rétablir que pour tromper l'ennui qui la dévorait. S'étant mise en route, elle se croisa dans Bruxelles avec Napoléon et Marie-Louise, qui se dirigeaient vers la frontière de la Hollande. Là, forcée de paraître à la cour de la nouvelle impératrice, et saisissant l'occasion de lui faire une injure grave, elle se permit, en la voyant passer dans un salon, de faire derrière elle, et avec des ricanemens indécens, un signe de ses deux doigts, que le peuple n'applique, dans ses grossières dérisions, qu'aux époux crédules et trompés. Napoléon, témoin et choqué d'une telle impertinence, que le reflet des glaces avait même décélé à Marie-Louise, ne pardonna point à sa sœur : elle reçut le jour même l'ordre de se retirer de la cour. Se refusant désormais à toute soumission, elle préféra vivre dans l'exil et dans la disgrâce, jusqu'aux événemens de 1814, qui la retrouvèrent toute dévouée aux malheurs de son frère.

La disgrâce de Louis, roi de Hollande, fut plus noble.

Jusqu'ici l'empereur n'avait poursuivi et dépouillé que des souverains de race, comme si, par là, il eût voulu réellement que la sienne fût bientôt la plus ancienne de l'Europe, ainsi qu'il l'avait dit avec tant d'imprudence. Ne gardant plus de mesure, il va détrôner un roi de sa propre famille, et dont lui-même a ceint le front du bandeau royal. On se demandait si c'était pour réduire son frère à la condition de préfet, qu'il l'avait proclamé roi de Hollande. Louis, d'un caractère doux et ami de la justice, ne voyait qu'avec amertume la ruine de son royaume, par l'effet du système continental destructif de toute industrie et de tout négoce. Il favorisa secrètement le commerce maritime, malgré les menaces de son frère qui le traitait de *fraudeur*. Outré de se voir ainsi désobéi, Napoléon se mit en devoir d'envahir la Hollande, oubliant qu'il avait dit à son frère, en l'appelant au trône et pour vaincre son refus, qu'il valait mieux mourir roi que vivre prince. Louis, ne pouvant empêcher l'occupation de ses Etats par les soldats et les douaniers de son frère, abdiqua la couronne en

faveur de son fils, annonçant, par un message au Corps législatif de la Hollande, sa résolution en ces termes : « Mon frère, quoique très-exaspéré contre moi, ne l'est pas contre mes enfans; certainement il ne détruira pas ce qu'il » a institué pour eux; il ne leur enlèvera pas » leur héritage, puisqu'il ne trouvera jamais » l'occasion de se plaindre d'un enfant qui ne » gouvernera pas par lui-même. La reine, ap- » pelée à la régence, fera tout ce qui pourra » être agréable à l'empereur mon frère. Elle » y sera plus heureuse que moi, dont les ef- » forts n'ont jamais réussi; et qui sait....... » Peut-être suis-je le seul obstacle d'une ré- » conciliation entre la France et la Hollande; » si cela était, oh! je trouverais ma consola- » tion à passer loin des premiers objets de ma » plus vive affection, les restes d'une vie errante » et souffrante. » Une telle abdication n'était pas sans dignité. A peine ce message est-il envoyé, que Louis quitte en secret la Hollande, et se retire dans les Etats autrichiens, à Gratz en Styrie, n'ayant plus pour vivre qu'une chétive pension. Sa femme, Hortense, plus avide, s'appropria les deux millions de rente que Napo-

léon fit décréter en faveur de son frère dépossédé.

Ce premier exemple d'une abdication napoléonienne me frappa et me fit réfléchir. L'avouerai-je? Il me donna l'idée de la possibilité de sauver un jour l'Empire au moyen d'une abdication imposée à celui qui pouvait en compromettre les destinées par son extravagance. On verra plus tard comment cette pensée, concentrée d'abord en moi, fructifia dans d'autres têtes politiques.

On pouvait croire que l'abdication de Louis aurait déconcerté Napoléon. Mais n'était-il pas entouré d'hommes occupés sans relâche à colorer ses invasions et ses empiétemens? Veut-on savoir quelle fut à ce sujet la rhétorique de Champagny, duc de Cadore, son ministre des relations extérieures, promu successivement aux plus grandes places, et que Talleyrand avait si bien jugé, en disant que c'était un homme propre à toutes les places la veille du jour qu'on l'y nommait? Ce ministre si avisé commença par établir, dans un replatrage appelé rapport, que l'abdication du roi de Hollande n'ayant pu se faire sans le consentement

de Napoléon, était nulle par cela même et de nul effet. Il en tira la conséquence merveilleuse (et on s'attendait à ce grand effort de logique) que la Hollande devait être conquise et réunie à l'empire français, ce qu'un *décret impérial* décida sans appel.

Cet événement eut pour dernier acte une scène caractéristique. Napoléon fit venir le fils de Louis encore enfant, qu'il avait créé grand duc de Berg, et il lui adressa cette courte allocution : « Venez, mon fils; la conduite de votre » père afflige mon cœur; sa maladie seule peut » l'expliquer (1); venez, je serai votre père; » vous n'y perdrez rien; mais n'oubliez jamais, » dans quelque position que ma politique vous » place, que vos premiers devoirs sont envers » moi, et que tous vos devoirs envers les peu- » ples que je pourrais vous confier ne viennent » qu'après..... » Ainsi fut déchiré le voile d'une ambition si effrénée que Napoléon se plaçait de

(1) Cette insinuation de Napoléon sur son frère était injurieuse. Louis était mélancolique et valétudinaire; mais son jugement sain et droit n'en éprouvait aucune altération.

(Note de l'éditeur.)

lui-même au-dessus du roi des rois et de la souveraineté de tous les peuples.

A présent, disons quelle fut la vraie cause de l'usurpation de la Hollande : je puis d'autant plus en parler, qu'elle n'est point étrangère à ma disgrâce. Quand le mariage avec une archiduchesse fut résolu, Napoléon eut une velléité de pacification générale que je m'efforçai de changer en volonté ferme et raisonnable. Je savais par mes émissaires que le cabinet de Londres tenait à deux points décisifs : l'indépendance de la Hollande et de la péninsule. Avec Louis, on pouvait compter sur le maintien de la séparation de la Hollande. Quant à la péninsule, Napoléon ne voulait se désister que du Portugal, par la seule raison qu'il ne rencontrait que des obstacles à en consommer la conquête. Je ne désespérais pourtant pas de pouvoir l'amener au dégoût de l'occupation de l'Espagne, qui lui coûtait déjà des flots de sang, et qui n'était rien moins qu'assurée. Autorisé par lui, je concertai avec son frère Louis, dans le séjour qu'il fit à Paris en 1810, un plan de négociation secrète et particulière avec Londres. Louis écrivit à son ministre des affaires étran-

gères que Napoléon était si courroucé contre lui et contre les Anglais, à cause de leur commerce furtif avec ses Etats, qu'il serait impossible d'empêcher qu'il n'effectuât de force la réunion de la Hollande à la France, si la paix maritime n'intervenait pas au plutôt, ou au moins si des changemens dans le système du blocus et des ordres du conseil britannique n'avaient pas lieu. Il autorisait son ministre à s'entendre à ce sujet avec ses collègues, mais comme agissant d'eux-mêmes en son absence, et à faire partir pour Londres un agent qui, environné de quelque considération, pût faire des ouvertures de négociations en leurs noms particuliers. Cet agent devait d'abord exposer au cabinet de Saint-James le désavantage immense qui résulterait pour le commerce et même pour la sûreté à venir de l'Angleterre, si la Hollande, réunie à l'Empire de Napoléon, devenait dans ses mains un instrument d'agression : sans nul doute il commencerait par la soustraire à toute relation commerciale. Les ministres de Louis choisirent pour agent M. Labouchère, banquier d'Amsterdam, qui se rendit à Londres avec des instructions pour entamer

de suite, avec le marquis de Wellesley, une négociation secrète. Il devait surtout insister sur la nécessité d'apporter des changemens dans l'exécution des ordres du conseil, du mois de novembre 1807. Mais le marquis de Wellesley refusa d'entrer dans une négociation détournée au sujet de la Hollande, jugeant parfaitement que son indépendance ne pouvait être assurée qu'autant qu'il plairait à Napoléon, jusque-là si peu disposé à reconnaître les droits d'aucune des nations placées sous son influence. Toutefois, voulant sonder les véritables dispositions de Napoléon, il autorisa, vers la même époque (1), le commissaire anglais Mackensie, chargé de continuer à Morlaix la négociation pour l'échange des prisonniers, à ouvrir une négociation pour la paix maritime, qu'il couvrirait par la négociation ostensible avec le commissaire français préposé pour l'échange (2). Le cabinet de Saint-James laissait à Napoléon, par l'organe du commissaire Mackensie, le choix

(1) Avril 1810.

(2) M. le marquis du Moutier, aujourd'hui ambassadeur de Charles X en Suisse.

(Note de l'éditeur.)

entre trois manières de traiter, savoir : 1°. l'état de possession avant les hostilités; 2°. l'état de possession présent; 3°. enfin des compensations réciproques. Mais Napoléon, enivré de sa prospérité, refusa d'entendre à aucune de ces manières de traiter, repoussant toute autre paix que celle dont il ne dicterait pas les conditions.

Dès ce moment, le marquis de Wellesley ne voulut plus recevoir aucune ouverture de la part du banquier Labouchère, ni même de M. Fagan, que je lui avais adressé dans le même but. Le ministère anglais était trop persuadé de l'efficacité de son système de blocus, pour accéder à aucune modification à cet égard. Tout fut rompu sans retour; et Napoléon, voyant qu'il ne pouvait forcer l'Angleterre à fléchir sous sa volonté, résolut, par esprit de vengeance, d'envahir le royaume de son frère, croyant par-là soustraire à jamais la Hollande au commerce anglais. En même temps, il crut ne devoir plus différer la disgrâce de son ministre de la police, qui s'efforçait de le ramener sans cesse à un système d'administration et de politique raisonnables. Il était d'autant plus porté à me sacrifier, que ses

correspondans privés lui répétaient, en parlant de moi, d'après certains pamphlétaires de Londres : « Qu'il tremblait devant son ouvrage, » sans pour cela oser le renverser. » Depuis plusieurs mois, il en épiait l'occasion. On a vu (1) combien il avait d'abord été inquiet de ma liaison avec Bernadotte. Ici le motif d'une disgrâce lui parut encore plus plausible. Il prétendit que, sous prétexte de négocier au sujet de la Hollande, mes agens à Londres ne s'étaient livrés qu'à des intrigues et à des spéculations frauduleuses, voulant par-là me rendre responsable de la rupture d'un commencement de négociation qui n'avait échoué que par sa mauvaise foi et sa prépotence. Voilà sur les vrais motifs de l'envahissement de la Hollande et de ma disgrâce, des éclaircissemens dont je puis garantir l'exactitude.

Ce système d'irréconciliation et de violences fut perpétué par un décret impérial (2), portant que toutes les marchandises anglaises qui existaient dans les lieux soumis à la domina-

(1) Dans la première partie de ces Mémoires.
(Note de l'éditeur.)

(2) Du 19 octobre 1810.

tion de l'empereur, ou conquis par ses armes, seraient brûlées publiquement. C'était un appendice aux décrets de Berlin et de Milan; c'est-à-dire qu'on allait faire à Amsterdam et à Livourne ce qu'on avait déjà fait à Berlin, à Francfort, à Mayence et à Paris. Si l'on ne pouvait pas répéter ici : « Brûler n'est pas répondre », on pouvait dire : « Brûler n'est pas gouverner. »

Telles étaient les conséquences du système continental, qui, selon des conseillers niais et lâches, devait finir par mettre l'Angleterre hors de combat, et par livrer le monde à Napoléon. Et cette conception incendiaire, qui devint chez lui une idée fixe, n'était qu'une tradition politique dont il avait hérité du gouvernement directorial, à qui des publicistes de clubs et de gazettes avaient persuadé que le seul moyen de réduire l'Angleterre était de lui fermer les ports du continent.

Mais d'abord il fallait subjuguer tout le continent européen, dont Napoléon n'avait encore que le tiers; le reste languissait sous le giron des rois, ses alliés, ses amis ou ses tributaires. Quel esprit régnait dans les notes que leur adressait, coup sur coup, le ministre Champagny-Cadore,

pour leur persuader de fermer leurs ports à tous les navires anglais? « Qu'il n'y avait plus de » neutres pour les États de l'Europe; qu'ils » ne feraient plus par eux-mêmes aucun com- » merce actif ni passif, et que la France seule, » par la voie des licences négociées à Londres, » les approvisionnerait des denrées qu'il leur » était indispensable d'en recevoir. » Tel était ce fameux système continental, qui tendait à anéantir le commerce du monde, et qui par cela même était impraticable. Or, il avait bien fallu le modifier, ou plutôt le terminer par le système des licences d'invention anglaise.

Aussi vit-on, à compter de la fin de 1810, Napoléon étendre lui-même ce système, en accordant à prix d'argent la permission d'introduire en France une certaine quantité de denrées coloniales; mais c'était à condition d'en exporter la valeur en marchandises de fabrique française, qu'on jetait le plus souvent à la mer à cause des difficultés suscitées par les douaniers anglais.

Et qui s'engraissait le plus à ce monopole inoui? Certes, ce n'étaient ni les spéculateurs subalternes, ni les commissionnaires tarifés du

grand spéculateur en chef, réduits à peine à un modique droit de commission. Quant à l'empereur, son bénéfice était clair et net. Chaque jour il voyait grossir, avec une jubilation dont il ne cachait plus les accès, l'énorme trésor enfoui dans ses caves du pavillon Marsan : elles en étaient encombrées. Déjà ce trésor s'élevait à près de cinq cent millions en espèces (1); c'était un résidu des deux milliards de numéraire entrés en France par l'effet de la conquête. Ainsi la passion de l'or l'eût peut-être emporté un jour sur celle des combats, dans le cœur de Napoléon, si l'inexorable Némésis l'y eût laissée vieillir.

Si l'on veut avoir une idée de l'accumulation de richesses inhérentes au développement de la puissance de cet homme, qu'on ajoute aux trésors que les caveaux des Tuileries recélaient, quarante millions de mobilier, et quatre à cinq millions de vaisselle renfermée dans les

(1) Les compagnons volontaires du captif de Saint-Hélène ont confirmé depuis cette révélation; mais ils n'élèvent qu'à quatre cent millions le trésor particulier de leur idole, dans le bon temps.

(Note de l'éditeur.)

résidences impériales; cinq cent millions distribués à l'armée à titre de dotations; enfin le domaine extraordinaire, s'élevant à plus de sept cent millions, et qui de sa nature n'avait point de bornes, puisqu'il se composait des biens « que l'empereur, exerçant le droit » de paix et de guerre, acquérait par des con» quêtes et des traités, » rien ne pouvait lui échapper avec un texte aussi indéfini. Déjà le fonds de ce domaine extraordinaire était formé de provinces entières, d'états dont le sort était indécis, et du produit des confiscations dans tout l'Empire. Nul doute qu'il n'eût fini par absorber tous les revenus et tout le domaine public qui aurait échappé aux deux autres créations de domaines impériaux et de domaines privés. Mettre toute la France en fief, et l'attacher à son domaine par des redevances annuelles, était aussi une des idées favorites de Napoléon.

Quel régime magnifique de spoliations martiales, d'une part, de dons et de prodigalités, de l'autre! Où allait-il nous conduire? A verser tout notre sang pour mettre en dotation le monde entier. Et encore, il n'y avait guère

d'espoir de rassasier la voracité des favoris et des familiers d'un conquérant insatiable.

De pareilles supputations, sorties de ma plume, et les réflexions qui les accompagnent, feront sourire ou rechigner certains lecteurs. Eh quoi! diront-ils, ce ministre si chagrin, parce qu'il fut disgracié, a-t-il donc été si étranger à l'abus des distributions lucratives contre lesquelles il se récrie peut-être, par la seule raison que la source en est tarie? N'a-t-il pas été comblé aussi d'honneurs et de richesses? Et qui vous dit le contraire. Quoi! parce qu'on aurait eu part aux avantages individuels d'un système outré, pernicieux, insoutenable, faudrait-il cesser d'être vrai quand on a promis de tout dire? Le temps des réticences est passé. Il s'agit d'ailleurs ici d'assigner les causes de la chute du plus grand Empire qui ait désolé et orné l'univers.

On va voir comment, dans un très-court délai, Napoléon se précipita volontairement au-delà des bornes de la modération et de la prudence.

Par une conséquence de l'usurpation de la Hollande, il déclara, dans un message adressé

au Sénat (1), que de nouvelles garanties lui étaient devenues nécessaires, et que celles qui lui avaient paru les plus urgentes, étaient la réunion de l'embouchure de l'Escaut, de la Meuse, du Rhin, de l'Ems, du Weser et de l'Elbe, et de l'établissement d'une navigation intérieure de la Baltique. De là un sénatus-consulte (2) portant que la Hollande, une portion considérable de l'Allemagne septentrionale, les villes libres de Hambourg, de Brême et de Lubeck, feraient partie intégrante de l'Empire français et formeraient dix nouveaux départemens. C'est ainsi que Napoléon, sans songer à l'affermissement de ce qu'il avait acquis, se tourmentait pour acquérir encore.

Cette violente réunion s'exécuta sans aucun motif de droit, même apparent, sans négociation préalable avec un cabinet quelconque, et sous le prétexte futile qu'elle était commandée par la guerre contre l'Angleterre. Par-là, Napoléon anéantit même ses propres créations : les états de la Confédération du Rhin, le royaume

(1) Le 10 décembre 1810.

(2) Du 13 décembre 1810.

de Westphalie, ni aucun autre territoire ne fut exempt de fournir sa quote-part à ce nouveau partage du lion.

Mais il venait de se donner une nouvelle ligne de frontières qui enlevait aux provinces du Sud et du centre de l'Allemagne toute communication avec la mer du Nord, qui passait l'Elbe, séparait le Danemarck de l'Allemagne, se fixait même sur la Baltique et paraissait tendre à rejoindre la ligne des forteresses prussiennes sur l'Oder que nous occupions en dépit des traités.

On sent bien que par lui-même ce devait être un acte assez inquiétant pour les puissances voisines, que celui qui établissait ainsi sur les côtes de l'Allemagne une nouvelle domination française, par un simple décret, par un sénatus-consulte imposé à un Sénat servile. Je jugeai aussitôt que le traité de Tilsitt, qui avait eu pour principal objet la délimitation des deux Empires, était par là même anéanti, et que, se retrouvant en point de contact, la France et la Russie n'allaient pas tarder à s'entre-déchirer.

Quand je sus, par mes correspondans de Paris, les inquiétudes que la réunion des villes anséatiques causait à la Russie, à la Prusse,

et même à l'Autriche, je fus confirmé dans l'idée qu'il y avait là non-seulement le germe d'une nouvelle guerre générale, mais d'un conflit qui devait décider en dernier ressort si on aurait la monarchie universelle dans les mains de Napoléon Bonaparte, ou si nous verrions le retour de tout ce qu'avait dispersé ou détruit la révolution.

Hélas! dans cette grande question se trouvait renfermée la question identique des intérêts de la révolution et de la sûreté des hommes qui l'avaient fondée et constituée. Qu'allaient-ils devenir? Pouvais-je rester étranger, froid ou insensible à un avenir si inquiétant?

Parmi les princes nouvellement dépouillés se trouvait le duc d'Oldembourg, de la maison de Holstein-Gottorp, c'est-à-dire de la même famille que l'empereur de Russie. Et Napoléon enlevait ainsi ses Etats à un prince que tout l'invitait à ménager! Une négociation s'ouvrit à ce sujet entre la cour de Saint-Pétersbourg et le cabinet des Tuileries. Napoléon offrait au duc d'Oldembourg, à titre d'indemnité, la ville et le territoire d'Erfurt. Quand j'appris que cette offre venait d'être hautement rejetée, que l'em-

pereur Alexandre avait mis en réserve les droits de sa maison par une protestation formelle, et que ses ministres avaient reçu l'ordre de la présenter aux diverses cours, je ne formai plus aucun doute que la guerre ne vînt à éclater. En réfléchissant toutefois au caractère circonspect et mesuré de l'empereur Alexandre, je jugeai que les approches de la crise ne seraient ni brusques ni précipitées.

Passons à l'année 1811 pendant laquelle s'accumulèrent tous les élémens d'une effroyable tempête, à travers un calme trompeur dont je découvrais toutes les illusions et tous les mensonges. De jour en jour mes bulletins de Paris et mes correspondances privées devenaient d'un intérêt plus vif, plus soûtenu. J'en consignerai ici, pour la liaison des faits, les aperçus et les traits les plus saillans, me permettant à peine d'y ajouter de courtes réflexions et des éclaircissemens obligés. D'ailleurs, je l'ai déjà dit, pressé d'arriver moi-même aux temps de ma rentrée dans les hauts emplois, ce qui me convient le plus c'est une transition historique abrégée qui nous mène aux catastrophes de 1813, 1814 et 1815.

Le premier événement qui se présente est celui de la naissance d'un enfant proclamé roi de Rome (1) au sortir du sein de sa mère, comme si le fils de Bonaparte n'avait pu naître autre chose que roi. Ce renouvellement subit du royaume de Tarquin-le-Superbe parut de mauvais augure à quelques personnes; il rappelait trop la spoliation récente du Saint-Siége et l'oppression exercée contre le souverain pontife. Des bruits ridicules furent propagés et accrédités dans Paris au sujet de la naissance de cet enfant-roi. Si ces bruits, sortis à la fois des classes vulgaires et des classes élevées, ne constataient pas l'état hostile de l'opinion à cette époque contre la perpétuité de la dynastie nouvelle, je me serais dispensé d'en parler comme étant indignes de la gravité de l'histoire. La malignité se montra ingénieusement crédule. On supposa d'abord une grossesse simulée; comme si jamais une archiduchesse, cessant d'être féconde, eût pu faire mentir le distique latin. La conséquence de cette supposition amena une autre fable d'après laquelle on

(1) 20 mars 1811.

aurait reconnu roi de Rome un enfant né récemment de Napoléon et de la duchesse de M...... Certains nouvellistes prétendirent qu'on l'avait substitué à un enfant mort; d'autres à un enfant du sexe féminin. Certes, l'archi-chancelier Cambacérès ne s'y serait pas mépris. Les frondeurs malveillans furent intarissables. Ce qu'il y a de vrai, c'est que l'accouchement de Marie-Louise fut horriblement laborieux, que l'accoucheur perdit la tête, que l'on crut l'enfant mort, et qu'il ne sortit de sa léthargie que par l'effet de la détonation répétée de cent-un coups de canon. Quant au ravissement de l'empereur, il était bien naturel. Quelques flatteurs en inférèrent tout d'abord que, plus heureux que César, il n'aurait point à redouter les ides de mars, puisque le 20 mars était pour lui et pour l'Empire un jour de félicité. Napoléon croyait aux horoscopes et aux présages. Quel mécompte pour lui en mars 1814 et 1815!

Il partit de Rambouillet avec Marie-Louise, vers la fin de mai, pour aller visiter Cherbourg. A leur retour à Saint-Cloud (1), ils présidèrent

(1) Le 4 juin 1811.

au baptême de leur fils, que Napoléon, élevant entre ses bras, montra lui-même aux nombreux assistans. Tout semblait annoncer à cet enfant les destinées les plus brillantes : trois années suffirent pour renverser la puissance colossale de son père; et pourtant la cour, les grands, les ministres, tout l'Empire, vivaient dans une sécurité profonde. A peine découvrait-on, parmi les penseurs, quelques appréhensions, quelques inquiétudes vagues.

Peu de jours après (2), Napoléon, faisant l'ouverture de la session du Corps législatif, annonça que la naissance du roi de Rome avait rempli ses vœux et satisfait à l'attente de ses peuples. Il parla de la réunion des États romains, de la Hollande, des villes anséatiques et du Valais, et il finit par dire qu'il se flattait que la paix du continent ne serait pas troublée. La France attentive comprit ces dernières paroles, qui n'étaient pas jetées sans dessein de préparer les esprits à la guerre.

On m'avait fait connaître l'ukase destiné par l'empereur Alexandre à tirer son Empire de

(2) 16 juin 1811.

l'embarras où le jetait le maintien du système continental. La Russie ne pouvait renoncer plus long-temps au commerce maritime. Je savais d'ailleurs que la faction des vieux Russes commençait à prévaloir dans les conseils d'Alexandre. L'ukase restreignait à certains ports désignés l'importation des marchandises ; et parmi celles qui étaient tarifées, on ne trouvait aucun article de fabrique française. Je vis là le contre-coup de la prise de possession arbitraire des villes anséatiques.

Quant à notre commerce, concentré de plus en plus dans nos propres limites, il ne vivait plus que de roulage ; nous n'avions plus d'autres navires de tonage que des chariots et des haquets. La grande renommée de notre industrie reposait alors sur la fabrication du sucre de betterave. C'était une heureuse exploitation pour certains aventuriers d'industrie nationale, qui arrachaient au gouvernement avances, primes, concessions de terrains. L'administration s'épuisait pour ces jongleries, dont les bateleurs nous promettaient du sucre de betterave à un prix colonial. Déjà même, selon mes correspondans de Paris, l'empereur tenait sous

verre, sur sa cheminée à Saint-Cloud, un pain de sucre de betterave raffiné, qui pouvait rivaliser avec le plus beau sucre colonial sorti des raffineries d'Orléans. Il était si parfait que son ministre de l'intérieur le lui avait présenté en pompe comme une merveille digne de figurer dans un musée. On en envoyait en cadeau au prince-primat et à tous les petits potentats de la confédération du Rhin. Si le public ne pouvait y aborder à cause de la trop grande élévation du prix, en revanche il avait sous la main, et le sirop de raisin et le café de chicorée indigène à un prix raisonnable. Au milieu de cette pénurie de productions coloniales, quelques nouvelles fabriques prospéraient dans l'intérieur, et une centaine de fabricans qui avaient part à la distribution des encouragemens et des primes, vantaient très-haut l'activité de notre commerce intérieur.

Tout le reste languissait, et, ce qui était déplorable, le peuple commençait à souffrir de la disette des grains, occasionnée par une mauvaise récolte, et aggravée par des exportations sur lesquelles le gouvernement faisait des bénéfices. A la vérité, dans tous les départemens

on organisait, pour rendre la misère moins importune, des dépôts de mendicité, où une partie de la population était successivement parquée et substantée au moyen de soupes économiques. Mais le peuple, qui s'obstinait à rester panivore, accusait l'empereur de vendre lui-même nos grains aux Anglais. Il est certain que le monopole exercé par Napoléon sur les blés, produisait en partie la disette. L'esprit qui régnait dans les salons n'était pas plus favorable à l'empereur; on y redevenait hostile. Voilà comment se formait l'opinion depuis que Savary dirigeait l'esprit public.

Cet homme, qu'éblouissait le faste des grandeurs et le prestige de la représentation, crut qu'il arriverait à être influent et puissant s'il avait une cour, des créatures, des parasites, des gens de lettres embrigadés à sa table et à ses ordres. Il s'imagina que pour mettre à profit mes traditions, il lui suffirait de ménager le faubourg Saint-Germain, sans pour cela dépouiller sa police de tout ce qu'elle avait d'odieux et d'irritant. Il crut, en un mot, qu'il formerait l'esprit public de l'Empire comme Mme de Genlis formait les mœurs de la nouvelle cour.

Alors s'organisèrent dans les salles à manger de la police les fameux déjeuners à la fourchette présidés par Savary, et où se réunissaient habituellement les publicistes à gages qui correspondaient avec l'empereur, et les journalistes qui aspiraient à recevoir des directions et des gratifications. C'était là que Savary, excité par des traits d'esprit de commande, et par les fumées d'un large déjeuner, leur intimait ses ordres sur la tendance que chacun devait donner à la littérature de la semaine.

La direction de cette partie *morale* du ministère de la police était confiée au poète Esmenard, écrivain d'un vrai talent, mais si décrié que j'avais cru devoir le tenir bride en main tout le temps que je l'avais mis en œuvre. Abusant bientôt de sa supérierité et de sa position, il mena le nouveau ministre en flattant ses passions et ses écarts. J'avais respecté le savoir et les lettres; mon successeur, feignant de s'ériger en protecteur des académies, les traita militairement, leur imposa ses propres candidats, et n'eut rien de plus pressé que d'avilir avec scandale les organes du savoir et de l'opinion. J'avais respecté la propriété des journaux; Sa-

vary l'envahit avec audace, et en partagea les actions à ses familiers et à ses suppôts. C'est ainsi que, par la dégradation des journaux, il se priva d'un des principaux leviers de l'opinion. De même que Napoléon, il prit en haine Mme de Staël, et s'acharna contre elle de concert avec Esmenard : persécution impolitique, en ce qu'elle fit de la nombreuse coterie de cette femme célèbre un foyer d'opposition contre le régime impérial et d'animosité contre l'empereur.

Dans la haute police, c'était le même système, les mêmes violences ; et là on trouvait pour ministre effectif le petit Desmarets. Qu'attendre d'un homme si mince et des combinaisons d'un tel ministre ? Des inventions maladroites, des actes réprouvés, une administration vexatoire. On en jugera par le trait suivant. Un certain baron de Kolly, piémontais, chargé par le gouvernement britannique de tenter d'arracher Ferdinand VII à sa captivité, vint débarquer au commencement de mars 1810 dans la baie de Quiberon ; de là, il se rendit à Paris, où je le fis arrêter et conduire au château de Vincennes. Que fait mon successeur ? Il imagine d'éprouver Ferdinand à

la faveur d'un faux baron de Kolly, muni des papiers et de la lettre de crédit du véritable émissaire. Ferdinand VII, sur ses gardes, voit le piége, l'évite, et laisse Savary dans la confusion.

La reine d'Étrurie, dépouillée de ses États, vivait à Nice dans l'exil; on l'abreuve de mauvais traitemens; on envoie des émissaires pour l'exciter à se jeter dans les bras des Anglais. Cette malheureuse reine, au désespoir, embrasse ce moyen de salut : on l'arrête, on la menace de la traduire devant une commission militaire, et deux de ses officiers sont fusillés. Quand il n'y a pas de complot, on en imagine, on en excite. C'est ainsi que de malheureux habitans de Toulon, impliqués dans une trame ténébreuse, dirigée, dit-on, contre nos arsenaux, furent traînés au supplice, dans une ville encore consternée par les plus affreux souvenirs.

Cependant l'opinion restait muette; plus de communication, plus d'expansion, plus de confiance entre les citoyens. Ce n'était que dans l'intérieur des familles et au sein de l'amitié que la douleur publique osait s'exhaler par des accens

étouffés. A défaut d'opinion publique, l'empereur voulut avoir celle des salons de Paris. On lui en fit une factice, créée par les trois cents explorateurs aux grands gages. Il y eut ainsi plusieurs statistiques *morales* ; les cinq ou six polices donnèrent la leur. La moins insignifiante était sans contredit celle du directeur général des postes, Lavalette. Jadis le correspondant et l'émissaire de confiance de Napoléon quand il n'était que général, il était au fait de ce qui lui convenait dans ce genre. L'empereur, appréciant bientôt le vide de toutes ces explorations, dont personne, depuis moi, n'avait saisi le véritable esprit, exigea des faits. On lui en fournit, mais de misérables; il finit par y renoncer, par ne plus les lire, tant il les trouvait fastidieux et incohérens. Dans ma retraite, on m'apporta quelques-uns de ces bulletins, faits par des écoliers. Plus tard, Savary transcrivit d'un bout à l'autre celui qui sortait de son cabinet, croyant par là donner plus d'importances à ses vagues explorations.

Si, depuis ma disgrâce, la police avait dégénéré dans ses attributions les plus essentielles, il en était de même dans un autre ministère qui

était aussi l'asile du secret. Je veux parler des relations extérieures, où, depuis la retraite de Talleyrand, l'esprit de conquête, de violence et d'oppression ne connaissait plus ni adoucissemens, ni frein. Napoléon avait eu la maladresse (et on en verra plus tard la conséquence) d'abreuver de dégoût ce personnage si délié, d'un esprit si brillant, d'un goût si exercé et si délicat, qui, d'ailleurs, en politique lui avait rendu autant de services pour le moins que j'avais pu lui en rendre moi-même dans les hautes affaires de l'état qui intéressaient la sûreté de sa personne. Mais Napoléon ne pouvait pardonner à Talleyrand d'avoir toujours parlé de la guerre d'Espagne avec une liberté désapprobatrice. Bientôt, les salons et les boudoirs de Paris devinrent le théâtre d'une guerre sourde entre les adhérens de Napoléon d'une part, Talleyrand et ses amis de l'autre, guerre dont l'épigramme et les bons mots étaient l'artillerie, et dans laquelle le dominateur de l'Europe était presque toujours battu. Cette espèce de lutte satirique prenait un caractère plus grave à mesure que la guerre d'Espagne s'envenimait. De leur côté, M. et Mme de Talleyrand n'en prenaient que

plus d'intérêt aux princes de la maison d'Espagne, relégués à leur château de Valançay par un petit raffinement de vengeance de la part de Napoléon. Piqué de plus en plus contre Talleyrand, il l'aperçoit un jour à son lever au milieu des courtisans, et croyant tirer avantage, pour l'humilier, d'une aventure de galanterie qu'on prétendait s'être passée à Valançay, il lui fit une interrogation qui, pour un mari, est le plus sanglant des outrages. Sans faire paraître aucune émotion dans ses traits, Talleyrand lui répond avec dignité : » Pour la gloire de Votre » Majesté et pour la mienne, il serait à désirer » qu'il ne fût jamais question des princes de la » maison d'Espagne. » Jamais Napoléon ne se montra plus confus qu'après cette sévère leçon donnée avec le sens exquis des convenances. Tout annonça bientôt une disgrâce complète, et la position de Talleyrand devint de plus en plus difficile. Son hôtel, ses amis, ses gens furent livrés à un espionnage perpétuel que Savary affectait même de ne pas dissimuler. Il se vantait à ses familiers de tenir Talleyrand et Fouché dans de perpétuelles alarmes. Le public en tira la conséquence que le chef de l'Etat,

par son caractère ombrageux, s'était privé des services de deux hommes dont les conseils lui avaient toujours été utiles, et qu'il n'y avait plus, dans la police et les affaires étrangères, ni mesure ni habileté depuis leur retraite. La police n'était plus qu'une inquisition stérile et irritante. Dans les affaires étrangères on s'habituait à voir les traités comme des trèves ou des expédiens pour arriver à de nouvelles guerres. On finit même par ne plus rougir d'y faire les plus scandaleux aveux. « Nous ne voulons plus » de principes, disait Champagny-Cadore, suc- » cesseur de Talleyrand, » le même qui avait présidé aux violences exercées envers le pape et envers la maison d'Espagne. Et pourtant ce même ministre, hors de sa sphère diplomatique, ou plutôt de l'influence de Napoléon, était l'un des hommes de France dont le commerce était le plus doux et les opinions les plus modérées. On le verra bientôt éprouver à son tour une disgrâce à laquelle semblait ne pouvoir plus se soustraire aucun des ministres de Napoléon. Comme il n'était plus possible de se soutenir qu'en flattant les passions de celui qui était la source de tous les pouvoirs et de toutes les fa-

veurs, les manipulateurs de la politique impériale se mirent à travailler de plus belle à préparer la chute de l'Angleterre et l'humiliation de la Russie. Les mémoires et les plans se succédèrent sous l'égide de la police secrète de Desmarets et de Savary, chargés de cautionner les faiseurs de projets à l'ordre du jour. L'empereur ne reçut bientôt plus de ses agens que des rapports où la vérité des faits et celle des conséquences étaient ou altérées ou dissimulées; il ne fut plus imbu que de correspondances irritantes, pleines de propositions et de projets d'intrigues, d'aventures et de violences.

On en vint à vouloir *travailler* à la fois l'Angleterre et la Russie. J'avais cherché inutilement, tandis que je tenais les fils de la haute police, à ramener l'empereur à des idées plus saines à l'égard de l'Angleterre. L'empereur estimait les Anglais, et ne haïssait pas précisément l'Angleterre, mais il redoutait l'oligarchie de son gouvernement. Il ne croyait pas qu'avec un tel régime, l'Angleterre voulut jamais le laisser jouir d'une paix solide, mais seulement d'une trève de trois ans au plus, après laquelle il eût fallu recommencer. Jamais

je ne pus détruire à cet égard les préventions et les préjugés de l'empereur. D'autres, par les sophismes les plus grossiers, le fortifiaient dans sa passion violente contre la nature du gouvernement britannique, passion qui le conduisait de nouveau à une guerre universelle. C'était véritablement une révolution que Bonaparte voulait en Angleterre; il brûlait du désir d'y étouffer la liberté de la presse et la liberté des débats parlementaires. Induit à souhaiter de voir cette île livrée à son tour aux horreurs d'une révolution politique, il y envoya des émissaires qui le trompèrent sur son état réel. Je lui avais dit cent fois qu'elle était aussi puissante par ses institutions que par ses forces navales; mais il s'en rapportait plutôt à des explorateurs intéressés. Ce fut dans l'espoir d'y faire éclater des déchiremens intérieurs que, pendant toute l'année 1811, il s'occupa principalement du projet d'exclure entièrement le commerce anglais du continent. Ses émissaires ne manquèrent pas d'attribuer au blocus continental la détresse des manufactures du royaume-uni et les banqueroutes nombreuses qui, pendant le cours de cette même année, portèrent

au crédit anglais les plus rudes coups. Ils annoncèrent des troubles sérieux, et soutinrent que l'Angleterre ne pouvait pas supporter longtemps un état de guerre qui lui coûtait plus de cinquante millions sterlings.

En effet, des émeutes d'ouvriers sans ouvrage éclatèrent dans le Nottinghamshire. Les mutins se réunissaient par bandes, brûlaient ou détruisaient les métiers de nouvelle mécanique, et commettaient toute sorte d'excès. Ils se disaient sous les ordres d'un capitaine *Ludd*, personnage imaginaire, d'où leur est venu le nom de *luddistes*. L'empereur ne vit là qu'une plaie qu'il fallait agrandir, de même que celle de l'Irlande. Bientôt, en effet, ce système d'insurrection s'étendit et gagna les contrées voisines de Derby et de Leicester. On assurait, dans le cabinet de Napoléon, que des personnages considérables n'étaient pas étrangers à ces mouvemens, et en étaient même les instigateurs. On comptait, en cas d'insurrection sérieuse et de tentatives correspondantes préparées dans Londres même, sur la coopération plus ou moins efficace de nos prisonniers, qui s'élevaient à cinquante mille. Tel fut un des motifs qui

porta Napoléon à ne point consentir à leur échange. Comme nous n'avions en France que dix mille prisonniers anglais, mais près de cinquante-trois mille prisonniers de guerre espagnols et portugais, l'empereur feignit de consentir à un cartel, mais seulement dans la proportion d'un Anglais et de quatre Espagnols ou Portugais, contre cinq Français ou Italiens. Il était sûr d'avance que l'Angleterre se refuserait à tout échange établi sur de telles bases. En effet, la proposition seule révolta le ministère anglais.

Napoléon, devenu plus rigide dans son système continental, à mesure qu'il voyait approcher la détresse de l'Angleterre, exigea une fermeture plus exacte des ports de la Suède, à laquelle il ne laissa que l'option d'une guerre avec l'Angleterre ou avec la France. Ces exigeances si impolitiques contre une puissance indépendante, provenaient en partie de son mécontentement contre Bernadotte, proclamé l'année précédente (1), par la volonté unanime des États, prince royal, et successeur

(1) 21 août 1810.

héréditaire du roi Charles XIII. Au fond de l'âme, cette subite élévation avait déplu à l'empereur, dont le ressentiment contre son ancien compagnon d'armes s'était toujours accru depuis la mission que je lui avais déférée en 1809 pour la défense d'Anvers. Il était persuadé qu'une secrète intelligence avait régné à cette époque entre Bernadotte et moi, et que s'il eût éprouvé un grand revers en Allemagne, j'aurais fait proclamer, pour lui fermer à jamais les portes de la France, Bernadotte premier consul ou empereur. Ainsi, d'un autre côté, il le vit d'abord partir pour le nord sans peine, se croyant trop heureux d'être délivré de la présence d'un homme que Savary et ses familiers lui représentaient comme un adversaire qui pouvait devenir redoutable. Croyant même pendant quelques mois qu'il le tiendrait en Suède forcément dans l'orbite de sa politique, il adressa notes sur notes, injonctions sur injonctions, au gouvernement de Charles XIII, pour qu'il tînt ses ports rigoureusement fermés au commerce anglais. Irrité de ce qu'on ne se pressait pas assez de remplir ses vues, il fit enlever par ses corsaires les navires suédois chargés de marchan-

dises coloniales, et persista dans l'occupation de la Poméranie. Des griefs réciproques s'étant ainsi établis, Napoléon donna de nouvelles inquiétudes au gouvernement dont Bernadotte était devenu l'espoir et l'arbitre. Toute l'année 1811 se passa en altercations entre les deux États.

La connaissance que j'avais du caractère de Bernadotte, me faisait assez pressentir qu'il finirait par se jeter dans les bras de la Russie et de l'Angleterre, soit pour garantir l'indépendance de la Suède, soit pour s'assurer l'héritage d'une couronne dont Napoléon se montrait envieux.

Mes anciennes relations avec le prince de Suède donnèrent à l'empereur, par les impressions de Savary, l'idée que j'excitai secrètement Bernadotte à se maintenir récalcitrant envers le cabinet de Saint-Cloud. Je sus bientôt à n'en pouvoir plus douter qu'on m'épiait et qu'on ouvrait mes lettres. Je le demande : qu'aurait-on dit de moi si je ne m'étais pas mis en mesure de me jouer des ridicules investigations d'une police dont je connaissais tous les détours? Je n'ignorais cependant pas ce qui se

passait à Stockholm, ni même dans tout le nord; j'avais auprès de Bernadotte le colonel V. C. qui me tenait au courant.

Terminons par quelques réflexions sur la guerre de la péninsule l'esquisse des événemens politiques de 1811 qui nous conduisent à la fatale expédition de Russie. Déjà la résistance des peuples de l'Espagne avait pris le caractère d'une guerre nationale; et c'était Napoléon qui avait ouvert à l'Angleterre ce champ de bataille sur le continent.

Dès le commencement de 1810, la guerre s'était tellement compliquée en Espagne; elle offrait déjà tant de chances à l'ambition et aux rivalités des généraux, que lorsque le roi Joseph vint à Paris assister au mariage de l'empereur, il fit la demande expresse qu'on en retirât toutes les troupes ou qu'elles fussent sous ses ordres immédiats, ou plutôt sous la direction de son major-général. L'empereur se garda bien de lui accorder le rappel des troupes, mais il lui en déféra le commandement. Joseph alors amena de Paris le maréchal Jourdan, qui eut le titre de major-général du roi d'Espagne. Les généraux en chef furent censés sous ses ordres et eurent à

rendre compte au roi Joseph et à l'empereur en même temps. Mais ces dispositions ne remédièrent à rien; il y eut toujours plusieurs armées, et les généraux, qui dépendaient à la fois de Paris et de Madrid, s'arrangèrent pour ne dépendre de personne; ils voulaient avant tout rester maîtres des provinces qu'ils occupaient ou qu'ils disputaient à l'ennemi.

Cependant nous avions été chassés deux fois du Portugal, où l'armée anglaise trouvait des ressources infinies et un refuge assuré. Tout aurait dû convaincre Napoléon que, pour assujettir la péninsule, il fallait d'abord faire la conquête de Lisbonne et forcer les Anglais à se rembarquer. Il en avait pris en quelque sorte l'engagement à la face de l'Europe. Mais ici son génie se trouva en défaut, comme dans d'autres circonstances décisives où la fougue et la violence de son caractère auraient dû céder à la profondeur des vues ou tout au moins à la prévision la plus commune. Comment put-il lui échapper qu'il compromettrait non-seulement la conquête de l'Espagne, mais sa propre fortune, en laissant s'élever dans la péninsule une réputation militaire, ennemie? L'Europe avait assez

de soldats; elle cherchait un général qui sût les conduire, qui sût résister aux armées françaises, n'importe comment. Il est incroyable que cette vue ait échappé à la sagacité de Napoléon. Ce fut par excès de confiance en lui-même et dans sa fortune. Ainsi, au lieu de marcher en personne à la tête d'une armée formidable pour chasser Wellington du Portugal (la situation du continent le lui permettait), il y envoya Masséna, le plus habile de ses lieutenans, sans doute, d'un rare courage, d'une ténacité remarquable, dont le talent croissait par l'excès du péril, et qui, vaincu, était toujours prêt à recommencer comme s'il eût été vainqueur. Mais Masséna, déprédateur intrépide, était l'ennemi secret de l'empereur qui lui avait fait rendre gorge de trois millions. De même que Soult, il se berça de l'idée qu'il pourrait aussi gagner à la pointe de l'épée une couronne; ils étaient d'ailleurs si séduisans les exemples de Napoléon, de Murat et de Bernadotte! Le cœur de Masséna s'ouvrit aisément à l'ambition de régner aussi à son tour. Plein d'espérance, il se met en marche à la tête de soixante mille soldats; mais, au milieu même des premières

difficultés de son expédition, il reçoit l'avis certain que l'empereur est disposé à restituer le Portugal à la maison de Bragance si l'Angleterre consent à lui laisser l'Espagne, et qu'une négociation secrète est ouverte à cet effet. Masséna, piqué, découragé, laisse s'éteindre le feu de son génie militaire. D'ailleurs, dans une opération si décisive, nul ne pouvait suppléer Napoléon; lui seul eût pu sacrifier trente à quarante mille hommes pour emporter les lignes formidables de Torres Vedras, vraie ceinture d'acier qui couvrait Lisbonne. Tout allait dépendre pourtant de l'issue de cette campagne de 1810, et pour Napoléon et pour l'Europe entière. Ne pas apercevoir cette corélation intime, c'était manquer de tact et de génie.

Qu'arriva-t-il? La campagne fut manquée; lord Wellington triompha; Masséna, tombé dans la disgrâce, vint se morfondre dans les salons des Tuileries, n'obtenant qu'après un mois de sollicitations, une audience particulière où il expliqua les revers de la campagne; et enfin, la guerre de la péninsule, malgré de beaux faits d'armes, offrit dans son ensemble un aspect inquiétant. Suchet, seul, dans les provinces orien-

tales, légua aux Français des titres à une gloire incontestable; il effectua la conquête du royaume de Valence et se suffit constamment à lui-même. Tandis qu'il s'y rendait, pour ainsi dire, indépendant, Soult, qui n'avait pu se faire roi de Portugal, tranchait du souverain en Andalousie; et Marmont, ralliant les débris de l'armée de Portugal, agissait à part sur le Duero et sur la Tormès; en un mot, les lieutenans de Bonaparte gouvernaient militairement, et Joseph n'était qu'un roi fictif. Il ne pouvait déjà plus sortir de Madrid sans avoir une armée pour escorte; plus d'une fois il manqua d'être pris par les *guerillas;* son royaume n'était point à lui; les provinces que nous occupions n'étaient réellement que des provinces françaises ruinées par nos armées ou dévastées par les *guerillas* qui nous harcelaient sans cesse. Je pose en fait que tous les revers subséquens de la péninsule se rattachent aux fautes de la campagne de 1810, si faussement conçue et si légèrement entreprise. Vers la fin de 1811, Joseph fit partir le marquis d'Almenara, muni de pleins pouvoirs pour signer à Paris son abdication formelle, ou pour faire reconnaître l'indépendance de l'Espagne.

Mais Napoléon, ne songeant plus qu'à la Russie, ajourna ses décisions sur l'Espagne après l'issue de la grande expédition lointaine où il allait s'abîmer.

La guerre de Russie n'a pas été une guerre entreprise pour du sucre et du café, comme l'a d'abord cru le vulgaire, mais une guerre purement politique. Si les causes n'en ont pas été bien comprises, c'est que, voilées par les mystères de la diplomatie, elles ne pouvaient être aperçues que par des observateurs éclairés ou des hommes d'état. Les germes de la guerre de Russie furent renfermés dans le traité même de Tilsitt. Il me suffira, pour le prouver, d'en déduire ici les suites immédiates. La fondation du royaume de Westphalie pour la dynastie napoléonienne; l'accession de la plupart des princes du nord de l'Allemagne à la confédération du Rhin; l'érection du duché de Varsovie, noyau du rétablissement de la Pologne entière, épouvantail toujours mobile dans les mains de son inventeur, et qu'il pouvait tourner à volonté, soit contre la Russie, soit contre l'Autriche; le rétablissement de la république de Dantzick, dont l'indépendance fut garantie, mais dont la

sujétion permanente donnait à Napoléon un port et une place d'armes sur la Baltique; enfin, des routes militaires réservées aux armées françaises à travers les États prussiens, ce qui renversait toute barrière jusqu'aux frontières russes, voilà quelles furent les conditions auxquelles souscrivit le cabinet russe, pour des accroissemens éventuels en Turquie, devenus bientôt illusoires. Il n'en fut pas de même, il est vrai, de la Finlande. Toutefois, comment ne pas avouer que si l'autocrate reconnut dans Napoléon un égal, il reconnut aussi un vainqueur qui tôt ou tard se prévaudrait de ses avantages?

Mais, tournant d'abord vers le midi ses vues ambitieuses, l'Espagne, le Portugal et l'Amérique espagnole devinrent les objets immédiats de sa convoitise. De là pour l'empire russe le répit qu'offrait un traité captieux. Il n'en coûtait rien d'ailleurs à Napoléon pour fasciner les yeux de ceux qu'il caressait en méditant leur ruine. J'avais su, dans le temps, à quoi m'en tenir relativement à ses vues sur la Russie, et j'avoue qu'alors, séduit moi-même par la grandeur de ses plans, j'avais espéré le rétablisse-

ment de la Pologne, fondée sur sa liberté; mais Napoléon, repoussant Kosciusko, ou du moins cherchant à l'attirer dans un piége, je compris qu'il ne s'agissait que d'étendre au-delà de la Vistule sa domination, et l'exemple des ravages de l'Espagne remit plus de rectitude dans mon jugement.

Du reste, il était bien entendu que, pour conserver la paix, l'empereur Alexandre devait complaire en tout à Napoléon, à son cabinet, à ses ministres, à ses ambassadeurs, et qu'il ne lui fallait s'écarter en rien de l'obligation de reconnaître sa suprématie et d'obéir à ses volontés.

Tout en procédant à la conquête de l'Espagne, Napoléon avait mis la dernière main à son système fédéral, et s'acheminait ainsi à la monarchie universelle. Survint la dernière défaite de l'Autriche, le mariage forcé d'une archiduchesse, et le changement opéré dans la politique de cette puissance. Alors toute espérance disparut pour le continent européen de pouvoir secouer le joug aussi long-temps que l'empereur Alexandre resterait d'accord avec le chef de l'Empire fédéral, appelé déjà le grand Em-

pire. Mais le moyen de respirer à côté d'une ambition si infatigable ? On commençait en Russie même à reconnaître que les suites infaillibles du système continental, pour toute nation qui s'y livrait, étaient la ruine du commerce et de l'industrie, l'établissement d'impôts devenus accablans, le fardeau de grandes armées presqu'étrangères à leurs princes, et des princes incapables de protéger leurs sujets tremblans devant l'arbitre de l'Europe.

L'empereur Alexandre ouvrit enfin les yeux après trois années d'une alliance équivoque et onéreuse ; il jugea qu'il était temps de rallier toutes les forces de son Empire pour en assurer l'indépendance. Napoléon, averti par ses émissaires que le parti anti-français, ou des vieux Russes, commençait à prévaloir dans le cabinet de Saint-Pétersbourg, en revint, à l'égard de la Russie, à son plan de 1805 et 1806, qu'il n'avait ajourné alors que dans la vue d'en mieux préparer l'exécution.

Voici ce plan : Diviser, anéantir l'empire russe ou contraindre l'empereur Alexandre à faire une paix humiliante, suivie d'une alliance dont le rétablissement de la Pologne et la disso-

lution de l'empire du croissant eussent été la base et le prix entre la Russie, la France et l'Autriche. Alors, accession de toute l'Europe au système continental, qui masquait pour Bonaparte la domination universelle.

Mais d'abord il fallait gagner la Russie en l'intimidant, ou bien lui faire une guerre à mort pour anéantir sa puissance ou la rejeter en Asie. De longue main, on s'occupait à ébranler la fidélité des Polonais, en préparant les esprits par des négociations ténébreuses.

Quand Napoléon eut décidé que tous les ressorts de sa diplomatie seraient mis en jeu dans le nord, il changea son ministre des affaires étrangères, la complication de tant d'intrigues et de manœuvres devenant au-dessus, non pas du zèle, mais des forces de Champagny-Cadore.

Napoléon ne crut pas devoir confier le poids d'aussi grandes affaires à d'autres qu'à Maret, chef de son secrétariat; c'est-à-dire que toutes les affaires du dehors furent dès ce moment concentrées dans son cabinet même, et ne reçurent plus d'autre impulsion que la sienne. Sous ce point de vue, Maret, vraie machine officielle, était bien ce qu'il fallait à l'empe-

reur. Sans être un méchant homme, il admirait réellement son maître, dont il connaissait toutes les pensées, tous les secrets, tous les penchans. Il était de plus son écrivain confidentiel, celui qui savait le mieux coudre ou rendre en phrases grammaticales ses sorties et ses improvisations politiques. C'était lui également qui tenait le registre secret sur lequel l'empereur faisait établir des notes sur les hommes de tous les pays et de tous les partis, qui pouvaient lui être utiles, de même que sur les hommes qu'on lui signalait, et dont il soupçonnait les intentions. Il avait également le tarif des cours et des personnages pensionnés d'un bout de l'Europe à l'autre; enfin, c'était lui qui, depuis long-temps, dirigeait les émissaires du cabinet. Constamment dévoué aux caprices de Napoléon, et n'opposant à ses brusqueries que le calme d'une résignation imperturbable, ce fut de bonne foi et s'imaginant suivre la ligne de ses devoirs, que Maret se prêta sans scrupule à des procédés attentatoires à la sûreté des États. Jamais il ne lui vint dans l'idée de combattre les volontés de Napoléon; aussi jouit-il d'une faveur toujours croissante.

Ces mystères du cabinet, le ton insolite de quelques-unes des notes de 1811, l'indice de grands préparatifs ordonnés dans le secret, de manœuvres, d'intrigues au-dehors donnèrent l'éveil à la Russie. Déjà même le czar avait jugé qu'il était temps de pénétrer les projets de Napoléon, et voulant une autre garantie que celle de son ambassadeur Kourakin, trop cajolé à Saint-Cloud et partisan du système continental, il avait dépêché à Paris, dès le mois de janvier, avec une mission diplomatique, le comte de Czernitscheff. Ce jeune seigneur, colonel d'un régiment de cosaques de la garde impériale russe, se fit d'abord remarquer à la cour de Napoléon par sa politesse et par ses manières chevaleresques. Il parut dans tous les cercles et dans toutes les fêtes; il y obtint, de même que dans la haute société, des succès tels qu'il fut bientôt à la mode auprès de toutes les dames qui se disputaient l'empire des grâces et de la beauté. Toutes aspiraient à recevoir les hommages de l'aimable et sémillant envoyé d'Alexandre; il parut d'abord hésiter; enfin, ce fut à la duchesse de R.... que le Pâris de la Newa donna la pomme. Cette intrigue fit d'autant plus de bruit

que l'empereur, et non son ministre de la police, soupçonna le premier que, sous le voile de la galanterie, sous des dehors aimables et légers, l'envoyé russe masquait une mission d'investigation politique. Les soupçons redoublèrent lorsqu'on le vit revenir avec une nouvelle mission un mois après son départ. Confus d'avoir été prévenu et averti par son maître, Savary, pour lui complaire; charge son faiseur, Esmenard, de décocher quelques traits piquans, mais détournés, à l'émissaire du czar. La veille même de son arrivée (1), l'écrivain semi-officiel insère dans le *Journal de l'Empire* un article où l'on rappelait les courses d'un officier au service de Russie, nommé Bówer, que le prince Potemkin envoyait tantôt choisir un danseur à Paris, tantôt chercher de la boutargue en Albanie, des melons d'eau à Astracan et des raisins en Crimée. L'allusion était sensible; Czernitscheff y vit une insulte; il s'en plaignit avec fermeté de concert avec son ambassadeur. L'intention de Napoléon n'étant pas de brusquer une rupture, il feignit d'être irrité d'une satire dont il avait

(1) Le 11 avril 1811.

fourni lui-même l'idée, et, pour réparation, il prononça la disgrâce apparente d'Esmenard qu'on exila temporairement à Naples, mais couvert d'or et comblé de faveurs secrètes. Elles lui furent fatales : entraîné deux mois après (1) par des chevaux fougueux dans un précipice sur le chemin de Fondi, ce malheureux expira la tête brisée contre un rocher.

Cependant Napoléon et ses ministres ne cessaient de se plaindre, à Saint-Pétersbourg, de l'effet produit par l'ukase du 31 décembre, qui servait les intérêts de l'Angleterre en permettant l'introduction de ses denrées coloniales. Les journaux de Paris annonçaient même fréquemment que des vaisseaux anglais étaient admis dans les ports russes. Dès-lors, les hommes clairvoyans purent juger qu'une nouvelle rupture était inévitable. On sut que le motif apparent d'irritation masquait des griefs politiques devenus l'objet de vifs débats entre les deux empires. Dans l'automne de 1811, cette guerre fut regardée en Angleterre même, comme imminente, et le cabinet de Londres fut dès-lors per-

(1) Le 25 juin 1811.

suadé que Napoléon ne pourrait envoyer à ses armées d'Espagne les renforts que réclamait son frère Joseph.

C'est à partir aussi de cette époque, présente encore à ma mémoire, que par le seul effet des bruits et des conjectures répandus dans le monde et répétés dans toutes les classes, se forma cette préoccupation publique accompagnée d'une si vive attente qui, pendant six ou huit mois, dominant tous les esprits, dirigea toutes les pensées sur l'entreprise immense que méditait Napoléon. J'en étais absorbé au point que dès le commencement de l'été, j'avais éprouvé le plus vif désir de me rapprocher de la capitale; j'espérais y faire changer ma position, et par là me trouver en mesure de présenter à l'empereur, s'il en était temps encore, quelques réflexions capables ou de le faire changer de dessein ou de le porter à modifier ses projets, car un secret pressentiment semblait m'avertir que cette fois il courait à sa perte.

Il se présentait d'assez grandes difficultés. D'abord je ne pouvais me dissimuler que j'étais devenu, pour l'empereur, un objet de soupçon et d'inquiétude; je savais que l'ordre de sur-

veiller mes démarches avait été donné à plusieurs reprises, mais que la haute police s'était trouvée si en défaut qu'elle avait cru devoir alléguer que mon trop grand éloignement et mon genre de vie rendaient sa surveillance illusoire; qu'en un mot, j'échappais avec une adresse infinie à toutes les investigations. Je partis de cette donnée pour fonder le succès de la demande directe que j'adressai à l'empereur par l'intermédiaire de Duroc; je la fis adroitement appuyer par le comte de Narbonne, dont la faveur était croissante.

J'alléguai que le climat du Midi nuisait singulièrement à ma santé; que tel était l'avis des médecins; que d'ailleurs, sous le rapport des intérêts de ma famille, un séjour de quelques mois dans ma terre de Pont-Carré devenait indispensable; que j'éprouverais une grande douceur à pouvoir me retirer dans une solitude pour laquelle j'avais eu dans tous les temps une prédilection décidée. J'y fus autorisé sur le champ; mais Duroc me donnait en même temps l'avis confidentiel de vivre à Ferrières dans la plus grande réserve, afin de ne donner aucun ombrage, d'autant plus que j'avais contre moi la police et

de grandes préventions. Je changeai donc de résidence, mais sans éclat et pour ainsi dire incognito. Arrivé à Ferrières, j'y vécus tout-à-fait dans l'isolement, ne recevant personne, ne m'occupant en apparence que de fortifier ma santé, d'élever mes enfans et d'améliorer mes terres. Là, il fallut user d'abord de précautions infinies pour recevoir de Paris, dont j'étais si rapproché, les informations secrètes dont je m'étais fait une habitude invincible. Je sentis bientôt que, vu la gravité de conjonctures, rien ne pourrait suppléer aux conversations expansives que j'avais l'art de provoquer sans avoir jamais eu à me reprocher aucun abus de confiance; mais ici ce n'était plus qu'à la dérobée et de loin en loin que je pouvais me procurer quelques entretiens furtifs avec des personnes sûres et dévouées. Quand il m'en venait, elles ne pénétraient jamais chez moi qu'à l'insu de mes gens, par une petite porte dont j'avais seul la clef, et protégées par les ombres de la nuit. C'était dans un coin de mon château que je les recevais, et où nous ne pouvions être entendus ni surpris.

De tous les hommes qui tenaient au gou-

vernement, ou qui en faisaient partie, l'estimable et digne Malouet fut le seul qui eût le courage de venir me visiter à découvert et sans aucun mystère. Ce fut alors que je pus réellement juger tout le mérite de cet homme rare. Je fus profondément touché de le voir braver ainsi l'autorité pour venir tendre la main à un ancien condisciple, à un ami de son adolescence (1); et pourtant nous avions eu en politique des opinions opposées, que de fortes nuances séparaient encore. Lui fut toujours un royaliste sage et modéré; moi, j'avais été républicain exalté; que dis-je, hélas!... Aussi Malouet à sa rentrée en France avait-il rapporté contre moi de trop justes préventions. Elles ne se dissipèrent que lorsqu'il put juger par lui-même qu'il retrouvait en moi un autre homme, mûri par l'expérience et par la réflexion, n'usant du grand pouvoir dont j'étais investi que pour désarmer les passions hostiles et cicatriser les plaies de la révolution. Il me rendit alors justice, et

(1) Fouché et M. Malouet avaient étudié ensemble à l'Oratoire.

(Note de l'éditeur.)

finit par me vouer une amitié inviolable. Ce doux sentiment qu'il a emporté au tombeau est certes le gage le plus honorable que je puisse offrir à mes amis et à mes ennemis.

Qu'ils furent délicieux et profonds nos épanchemens mutuels ! Quoique séparés par des nuances d'opinions, nous nous retrouvâmes bientôt sur le même terrain, apercevant les écarts du pouvoir avec les mêmes yeux, pénétrés des mêmes inquiétudes, et persuadés que l'Europe touchait à l'une des plus fortes crises sociales qui eût jamais agité les nations. La guerre de Russie, regardée comme inévitable, et l'extravagante ambition du chef de l'État, furent le texte de nos commentaires et de nos réflexions. J'appris de Malouet que Napoléon avait proposé à l'empereur de Russie de faire passer à son ambassadeur Kourakin des pouvoirs pour entrer en négociation sur les trois points en litige, savoir : 1°. L'ukase du 31 décembre qui, selon notre cabinet, avait annulé le traité de Tilsitt et les conventions qui l'avaient suivi ; 2°. la protestation de l'empereur Alexandre contre la remise du duché d'Oldembourg ; la Russie n'ayant pas le droit, selon notre ca-

binet, de s'immiscer dans ce qui concernait un prince de la Confédération du Rhin; 3°. l'ordre que l'empereur Alexandre avait donné à son armée de Moldavie de se porter sur les confins du duché de Varsovie. Mais Alexandre, dont les yeux étaient ouverts déjà sur les suites de son alliance avec Napoléon, venait d'éluder sa proposition, promettant toutefois d'envoyer à Paris le comte de Nesselrode, qui dans sa confiance avait remplacé le comte de Romanzoff.

Tout bien examiné, nous regardâmes les points en litige comme des prétextes mis réciproquement en avant pour masquer la véritable question d'état; elle résidait dans la puissance et la rivalité de deux empires, désormais trop près l'un de l'autre pour ne pas se disputer la prééminence continentale. Tout en regardant comme inutiles et impuissantes les représentations que je me proposais d'adresser à Napoléon dans un Mémoire sur le danger de cette nouvelle guerre, Malouet ne chercha point à m'en dissuader; il me dit que ce serait une espèce de protestation que je devais à mon pays, à moi-même, à l'importance de l'emploi que j'avais occupé, et dont il convenait que je prisse acte

pour l'acquit de ma conscience. Je lui en montrai l'ébauche qu'il approuva, en me faisant observer toutefois que je ne devais pas trop me presser, car rien d'officiel ni d'ostensible ne pouvant motiver ma sollicitude, j'aurais l'air d'avoir pénétré le secret de l'État; que ce serait à moi seul à saisir le moment le plus opportun, qui vraisemblablement ne se ferait pas attendre. Nous nous séparâmes, et je me remis au travail..

L'empereur, dans le dessein de se concilier ses nouveaux sujets de Hollande, partit en septembre pour faire un voyage le long des côtes. A son retour, il s'occupa immédiatement de ses immenses préparatifs, afin de porter la guerre en Russie. Il y eut, pour la forme, quelques conseils privés, auxquels n'assistèrent que les plus serviles instrumens du pouvoir. Jamais Napoléon ne l'avait exercé, matériellement et moralement, d'une manière plus absolue, tenant les ministres et le Conseil d'état dans sa dépendance, par le Sénat au moyen de sénatus-consultes qui émanaient de son cabinet, et pouvant se passer du Corps législatif au moyen du Sénat, et de tous les deux par le Conseil

d'état encore plus sous sa main. Il ne tenait plus d'ailleurs aucun compte de l'avis de ses ministres, et gouvernait moins par des décrets soumis par eux à son approbation, que par des actes qui lui étaient secrètement inspirés par ses correspondans, ses confidens, et plus souvent encore qui n'étaient dus qu'à ses propres inspirations ou à sa fougue. On a vu comment l'adulation s'était emparée de sa cour, de ses grands, de ses ministres et de son Conseil. L'éloge était devenu si outré, que l'adoration fut de commande et dès ce moment devint honteuse.

Les bruits de guerre avec la Russie acquérant chaque jour plus de consistance, devinrent, par l'attente publique, le sujet de toutes les conversations et de tous les entretiens. Les actes même du gouvernement commencèrent enfin à soulever le voile. Le 20 décembre, un sénatus-consulte mit à sa disposition cent vingt mille hommes de la conscription de 1812. Le discours de l'orateur du gouvernement et le rapport de la commission du Sénat ne furent pas rendus publics, motif de plus pour tout rapporter à la prochaine rupture.

J'avais coordonné toutes mes idées sur les

dangers de s'engager dans cette guerre lointaine qui ne pouvait ressembler à aucune autre; je n'avais plus qu'à mettre au net mon mémoire qu'il était temps de présenter. Il se divisait en trois sections. Dans la première, je traitais de l'inopportunité de la guerre de Russie, et je tirais mes principaux argumens du danger qu'il y aurait à l'entreprendre au moment même où celle d'Espagne, au lieu de s'éteindre, s'enflammait de plus en plus. J'établissais, par des exemples, que c'était une combinaison tout-à-fait contraire aux règles de la politique consacrée même par les nations conquérantes. Dans la seconde section, je traitais des difficultés de cette guerre en elle-même, difficultés, pour ainsi dire, intrinsèques, et je déduisais mes raisonnemens de la nature du pays, du caractère de ses habitans, sous le double point de vue des grands et du peuple. Je n'oubliais pas non plus le caractère de l'empereur Alexandre, que j'étais fondé à croire mal jugé ou mal compris. Enfin, dans la troisième et dernière partie je traitais des conséquences probables de cette guerre dans les deux hypothèses d'un plein succès ou d'un grand revers. Dans le premier cas,

j'établissais que prétendre arriver à la monarchie universelle par la conquête de la Russie qui confine à la Chine, serait une brillante chimère; que de Moscou le vainqueur voudrait incontestablement se rabattre sur Constantinople d'abord, et de Constantinople sur le Gange, par suite de ce même élan irrésistible qui avait poussé jadis, au-delà de toutes les bornes de la raison d'état, Alexandre-le-Macédonien, puis un autre génie, bien plus réfléchi et plus profond, Jules César, qui, à la veille d'entreprendre la guerre des Parthes (les Russes de cette époque) nourrissait la folle espérance de faire, avec ses légions victorieuses, le tour du monde connu. On sent bien qu'avec un texte pareil je ne pouvais rester au-dessous de mon sujet sous le point de vue des considérations générales. » Sire, disais-je à Napoléon, vous » êtes en possession de la plus belle monarchie » de la terre; voudrez-vous sans cesse en étendre » les limites pour laisser à un bras moins fort » que le vôtre un héritage de guerre intermi- » nable? Les leçons de l'histoire rejettent la » pensée d'une monarchie universelle. Prenez » garde que trop de confiance dans votre génie

» militaire ne vous fasse franchir les bornes de » la nature et heurter tous les préceptes de la » sagesse. Il est temps de vous arrêter. Vous » avez atteint, sire, ce point de votre carrière » où tout ce que vous avez acquis devient plus » désirable que tout ce que de nouveaux efforts » pourraient vous faire acquérir encore. Toute » nouvelle extension de votre domination, qui » déjà passe toute mesure, est liée à un danger » évident, non-seulement pour la France, déjà » peut-être accablée sous le poids de vos con- » quêtes, mais encore pour l'intérêt bien en- » tendu de votre gloire et de votre sûreté. Tout » ce que votre domination pourrait gagner en » étendue elle le perdrait en solidité. Arrêtez- » vous, il en est temps; jouissez enfin d'une » destinée qui est sans aucun doute la plus » brillante de toutes celles que, dans nos temps » modernes, l'ordre de la civilisation ait permis » à une imagination hardie de désirer et de pos- » séder.

» Et quel Empire voulez-vous aller subju- » guer? L'Empire russe qui est assis sur le pôle » et adossé à des glaces éternelles; qui n'est » attaquable qu'un quart de l'année; qui n'offre

» aux assaillans que les rigueurs, les souffrances,
» les privations d'un sol désert, d'une nature
» morte et engourdie ? C'est l'Antée de la fable
» dont on ne saurait triompher qu'en l'étouf-
» fant dans ses bras. Quoi! Sire, vous vous en-
» fonceriez dans les profondeurs de cette mo-
» derne Scythie sans tenir compte ni de la du-
» reté et de l'inclémence du climat, ni de la
» pauvreté du pays qu'il vous faudra traverser,
» ni des chemins, des lacs, des forêts qui suf-
» fisent seuls pour arrêter votre marche, ni de
» l'énorme fatigue et des dangers de toute es-
» pèce qui épuiseront votre armée telle formi-
» dable qu'elle puisse être ? Aucune force au
» monde, sans doute, ne pourra vous empêcher
» de passer le Niémen, de vous enfoncer dans
» les déserts, dans les forêts de la Lithuanie;
» mais vous trouverez la Dwina bien plus diffi-
» cile à surmonter que le Niémen, et vous serez
» encore à cent lieues de Pétersbourg. Là, il
» vous faudra choisir entre Pétersbourg et Mos-
» cou. Quelle balance, grand Dieu! que celle
» qui vous fera pencher pour l'une de ces deux
» capitales! Dans l'une ou dans l'autre se trou-
» vera le destin de l'univers.

» Quels que soient vos succès, les Russes vous » disputeront pied à pied ces contrées difficiles » où vous ne trouverez rien de ce qui alimente » la guerre. Il vous faudra tout tirer de deux » cents lieues. Tandis que vous aurez à com- » battre, que vous aurez à livrer trente batailles, » peut-être, la moitié de votre armée sera em- « ployée à couvrir des communications trop « faibles, interrompues, menacées, coupées « par des nuées de cosaques. Craignez que tout » votre génie ne soit impuissant pour conjurer la » perte de votre armée, en proie aux fatigues, » à la faim, à la nudité, à la dureté du climat; » craignez d'être réduit ensuite à venir com- » battre entre l'Elbe et le Rhin! Sire, je vous en « conjure, au nom de la France, au nom de » votre gloire, au nom de votre sûreté et de la » nôtre, remettez l'épée dans le fourreau; son- » gez à Charles XII. Ce prince, il est vrai, ne » pouvait pas disposer, comme vous, des deux » tiers de l'Europe continentale, et d'une » armée de six cent mille hommes; mais, de » son côté, le czar Pierre n'avait pas quatre » cent mille hommes et cinquante mille co- » saques. Il avait, direz-vous, une âme de fer,

» et la nature a départi le caractère le plus
» doux à l'empereur Alexandre ; mais ne vous
» y méprenez pas, la douceur n'exclut pas la
» fermeté de l'âme, surtout quand il s'agit
» d'intérêts si puissans. D'ailleurs, n'aurez-
» vous pas contre vous son Sénat, la majorité
» des grands, la famille impériale, un peuple
» fanatisé, des soldats endurcis, et les intrigues
» du cabinet de Saint-James ? Déjà, si la Suède
» vous échappe, c'est par la seule influence de
» son or. Craignez que cette île irréconciliable
» n'ébranle la fidélité de vos alliés; craignez,
» sire, que vos peuples ne vous taxent d'une
» ambition irréfléchie et ne se préoccupent trop
» de la possibilité d'une grande infortune. Votre
» puissance et votre gloire ont assoupi bien des
» passions hostiles; un revers inattendu pour-
» rait ébranler tous les fondemens de votre
« Empire.

Ce mémoire terminé, je fis demander à l'empereur une audience. On m'introduisit dans son cabinet aux Tuileries. A peine m'aperçoit-il, que, prenant un air aisé : « Vous voilà, M. le duc ; je
» sais ce qui vous amène. — Comment, sire !
» — Oui, je sais que vous avez un mémoire à

» me présenter. — Cela n'est pas possible. — » Je le sais; n'importe, donnez, je le lirai; » je n'ignore cependant pas que la guerre de » Russie n'est pas plus de votre goût que la » guerre d'Espagne. — Sire, je ne pense pas » que celle-ci soit tellement heureuse qu'on » puisse se battre à la fois sans danger au-» delà des Pyrénées et au-delà du Niémen; le » désir et le besoin de voir s'affermir à jamais » la puissance de Votre Majesté, m'ont donné » le courage de lui soumettre quelques obser-» vations sur la crise présente. — Il n'y a pas » de crise; c'est ici une guerre toute politique; » vous ne pouvez pas juger de ma position ni » de l'ensemble de l'Europe. Depuis mon ma-» riage, on a cru que le lion sommeillait; on » verra s'il sommeille. L'Espagne tombera dès » que j'aurai anéanti l'influence anglaise à Saint-» Pétersbourg; il me fallait huit cent mille » hommes, et je les ai; je traîne toute l'Eu-» rope avec moi, et l'Europe n'est plus qu'une » vieille p.... pourrie dont je ferai tout ce qui » me plaira avec huit cent mille hommes. Ne » m'avez-vous pas dit autrefois que vous faisiez » consister le génie à ne rien trouver d'impos-

» sible? Eh bien, dans six ou huit mois vous
» verrez ce que peuvent les plus vastes combi-
» naisons réunies à la force qui sait mettre en
» œuvre. Je me règle d'après l'opinion de l'ar-
» mée et du peuple plus que par la vôtre, mes-
» sieurs, qui êtes trop riches, et qui ne trem-
» blez pour moi que parce que vous craignez
» la débâcle. Soyez sans inquiétude; regardez
» la guerre de Russie comme celle du bon sens,
» des vrais intérêts, du repos et de la sécu-
» rité de tous. D'ailleurs, qu'y puis-je, si un
» excès de puissance m'entraîne à la dictature
» du monde? N'y avez-vous pas contribué,
» vous et tant d'autres qui me blâmez aujour-
» d'hui, et qui voudriez faire de moi un roi
» débonnaire? Ma destinée n'est pas accomplie;
» je veux achever ce qui n'est qu'ébauché. Il
» nous faut un code européen, une cour de
» cassation européenne, une même monnaie,
» les mêmes poids et mesures, les mêmes lois;
» il faut que je fasse de tous les peuples de
» l'Europe le même peuple, et de Paris la ca-
» pitale du monde. Voilà, monsieur le duc, le
» seul dénouement qui me convienne. Aujour-
» d'hui, vous ne me serviriez pas bien, parce

» que vous vous imaginez que tout va être remis
» en question ; mais avant un an vous me servi-
» rez avec le même zèle et la même ardeur
» qu'aux époques de Marengo et d'Austerlitz.
» Vous verrez encore mieux que tout cela ; c'est
» moi qui vous le dis. Adieu, monsieur le duc ;
» ne faites ni le disgracié, ni le frondeur, et
» mettez en moi un peu plus de confiance. »

Je me retirai stupéfait, après avoir fait une révérence profonde à l'empereur, qui me tourna le dos. Remis de l'étourdissement que m'avait fait éprouver ce singulier entretien, je commençais à réfléchir comment l'empereur avait pu être si exactement informé de l'objet de ma démarche. N'y concevant rien, je courus chez Malouet, dans l'idée que peut-être quelque indiscrétion involontaire de sa part aurait mis sur la voie la haute police, ou l'un des correspondans de l'empereur. Je m'en expliquai ; mais, convaincu bientôt par les protestations de l'homme le plus probe de l'Empire que rien ne lui avait échappé, je trouvai l'incident d'autant plus bizarre, que mes soupçons ne pouvaient se porter sur un tiers. Comment donc l'empereur avait-il pu être informé que je devais

lui présenter un mémoire? J'étais donc épié dans mon intérieur? Tout-à-coup il me vint un trait de lumière; je me rappelai qu'un jour, un homme s'était introduit subitement chez moi sans donner le temps à mon valet-de-chambre de l'annoncer, et qu'il s'était servi d'un prétexte spécieux pour m'entretenir. J'en inférai sur-le-champ, après avoir rallié tous les indices, que c'était un émissaire. En récapitulant tout ce qui avait eu lieu, mes soupçons prirent consistance. J'allai aux enquêtes, et j'appris que cet homme, nommé B...., était un émigré rentré qui avait acheté près de mon château un petit domaine qu'il n'avait pas payé encore; qu'il était maire de sa commune; mais que tout indiquait que c'était un intrigant et un fourbe. Je me procurai de son écriture, et je la reconnus pour être celle d'un ancien agent, chargé à Londres de l'espionnage des Bourbons, des émigrés de marque et des chefs de chouans. J'avais son numéro de correspondance, et cette donnée me suffit pour faire mettre la main dans les bureaux sur les rapports de ce drôle. Un de mes anciens employés se chargea de tout éclaircir : il y parvint. Voici ce qui s'était passé.

Savary, ayant reçu de l'empereur l'injonction de lui rendre compte de ce que faisait l'ex-ministre Fouché dans son château de Ferrières, fit un premier rapport annonçant qu'il était à la recherche d'un agent assez adroit pour remplir les intentions de Sa Majesté. Toutefois il prévenait l'empereur que l'investigation était d'une nature délicate, l'ex-ministre étant invisible pour tous les étrangers, personne, même les gens du pays, n'ayant accès dans son château. Après quelques recherches, Savary jeta les yeux sur le sieur B.... Il mande cet homme, d'une haute taille, d'un abord gracieux, d'un caractère insinuant, fin, adroit, grand parleur, ne se rebutant jamais. Il lui dit : « Monsieur, » vous êtes maire de votre commune; vous connaissez le duc d'Otrante, ou du moins vous » avez été en correspondance avec lui, et vous » avez dû vous former une idée de son caractère » et de ses habitudes; il faut me rendre compte » de ce qu'il fait à Ferrières; il le faut absolument, l'empereur veut le savoir. — Monseigneur, répond B...., vous me donnez là » une commission bien difficile à remplir; je la » regarde presque comme impossible. Vous

» connaissez le personnage ; il est défiant, » soupçonneux, sur ses gardes ; il est d'ailleurs » inaccessible ; comment et sous quel prétexte » puis-je pénétrer chez lui ? En vérité je ne le » puis pas. — N'importe, répond le ministre, » il faut absolument remplir cette mission, à » laquelle l'empereur attache une grande im- » portance ; j'attends de vous cette nouvelle » preuve de dévouement à la personne de l'em- » pereur. Partez, et ne revenez pas sans résul- » tat ; je vous donne quinze jours. »

B...., dans le plus grand embarras, va et vient, prend des informations, et apprend, par voie indirecte, qu'un de mes fermiers est poursuivi par mon homme d'affaires, pour complication de fermages arriérés. Il va le voir, le circonvient ; et, feignant un intérêt pressant, il obtient de lui communication des pièces. Muni de ses papiers, il prend un cabriolet, et se présente, avec une mise soignée, à la grille de mon château, s'annonçant comme étant le maire d'une commune voisine, qui prend un grand intérêt à une famille malheureuse, poursuivie injustement. Arrêté d'abord à la grille, il cajole mon concierge, qui le laisse pénétrer

jusqu'au perron. Là, mon valet-de-chambre s'oppose à ce qu'il entre dans mon appartement. Sans se rebuter, B..... prie, sollicite, devient pressant, et obtient d'être annoncé; mais au moment où le valet-de-chambre ouvre la porte de mon cabinet, il le pousse et entre; j'étais à mon bureau la plume à la main.

L'arrivée subite d'un étranger me surprit; je lui demandai ce qu'il me voulait. : « Monsei-
» gneur, me dit B...., je viens solliciter auprès
» de vous une grâce, un acte de justice et d'hu-
» manité très-urgent; je viens vous supplier de
» sauver d'une ruine totale un malheureux père
» de famille; » et ici il emploie toute sa rhétorique pour me toucher en faveur de son client; il m'explique très-bien toute cette affaire. Après un moment d'hésitation, je me lève et vais chercher dans un carton les papiers relatifs à mes fermages. Tandis que, le dos tourné, je cherche les pièces, B....., sans cesser de parler, parvient, quoiqu'à rebours, à déchiffrer sur mon cahier quelques lignes de mon écriture; et ce qui le frappe surtout ce sont les initiales V. M. I. et R., qui en ressortent; il en tire l'induction que je m'occupe d'un mé-

moire destiné à être présenté à l'empereur. De retour à mon bureau, après deux ou trois minutes de recherches, et séduit par les belles paroles de cet homme, j'arrange avec lui l'affaire, de la meilleure foi du monde, et à la satisfaction de son client; je le congédie ensuite en lui témoignant quelque gré de m'avoir porté à une action louable. B.... sort et court rendre compte à Savary de ce qu'il a vu chez moi. Savary se hâte d'aller porter son rapport à l'empereur. J'avoue que lorsque les détails de cette espèce de mystification me furent connus, j'en fus piqué au vif. J'avais de la peine à me pardonner d'avoir été ainsi joué par un drôle, de qui, pendant long-temps j'avais reçu de Londres les rapports secrets, et au profit de qui j'ordonnançais, chaque année, une somme de vingt mille francs. On verra plus tard (1) que je ne me laissai point dominer par trop de ressentiment.

Cette intrigue était misérable; j'en tirai pourtant un avantage de position qui me donna plus de sécurité et de confiance, tout en me maintenant

(1) En 1815.

dans mon système de circonspection et de réserve. Il était évident qu'une grande partie des ombrages de Napoléon à mon égard étaient dissipés, et que je n'avais plus à craindre, au moment où il allait s'enfoncer en Russie, d'être l'objet d'aucune mesure inquisitoriale et vexatoire. Je savais que dans un conseil de cabinet, où l'empereur n'avait appelé que Berthier, Cambacérès et Duroc, on avait agité la question de savoir s'il était de l'intérêt du gouvernement qu'on s'assurât, par l'arrestation ou par un exil sévère, de M. de Talleyrand et de moi; et que, tout bien considéré, l'idée de ce coup d'Etat avait été abandonné comme impolitique et inutile; impolitique, en ce qu'il aurait trop ébranlé l'opinion et inquiété l'avenir des hauts fonctionnaires et dignitaires; inutile, en ce qu'on ne pouvait citer aucun acte de notre part ni aucun fait à notre charge, qui pût motiver une telle mesure. Préoccupé d'ailleurs par les préparatifs de l'expédition de Russie, le gouvernement éprouvait, d'un autre côté, des inquiétudes plus réelles et des contrariétés plus affligeantes. La France souffrait de plus en plus de la disette des grains. Il y eut des soulèvemens

en divers lieux; on les comprima par la force, et des commissions militaires firent passer par les armes un grand nombre de malheureux que le désespoir avait égarés. Ce ne fut pas sans horreur qu'on apprit que parmi les victimes de ces exécutions sanglantes il s'était trouvé, dans la ville de Caen, une femme.

Il fallut pourtant bien soulever une partie du voile qui dérobait le mystère des grands préparatifs hostiles dont tout le nord de l'Allemagne était déjà le théâtre. Le Sénat fut assemblé extraordinairement pour recevoir la communication de deux rapports qui étaient censés avoir été adressés à l'empereur; l'un par le ministre des relations extérieures, l'autre par le ministre de la guerre. Cette jonglerie, à la fois guerroyante et diplomatique, n'avait pas d'autre but que celui d'obtenir un rappel au service militaire, des hommes que la conscription avait épargnés, et la formation des cohortes du premier ban, d'après une nouvelle organisation de la garde nationale, qui divisait en trois bans ou trois catégories l'immense majorité de notre population virile.

Il n'y avait pas d'exagération, cette fois, à

considérer la France comme un vaste camp, d'où nos phalanges s'élançaient de toutes parts sur l'Europe comme sur une proie. Pour colorer cet appel des classes qui se trouvaient libérées de la conscription, il fallut un mobile et des prétextes nouveaux, puisqu'on ne voulait point encore révéler le vrai motif de mesures si extraordinaires. Maret parla au Sénat de la nécessité de forcer l'Angleterre à reconnaître le droit maritime établi par les stipulations du traité d'Utrecht, stipulations que la France avait abandonnées à Amiens. Mais la levée du premier ban des gardes nationales fut accordée par un sénatus-consulte et cent cohortes furent mises à la disposition du gouvernement; nous étions au Sénat d'une docilité et d'une souplesse admirables.

En même temps on signait les deux traités d'alliance et de secours réciproques avec la Prusse et l'Autriche. Il n'y avait plus de doute, Napoléon allait attaquer la Russie, non-seulement avec ses propres forces, mais encore avec les soldats de l'Allemagne et de tous les petits souverains qui ne pouvaient plus se mouvoir que dans l'orbite de sa puissance.

La guerre était tout-à-fait décidée quand il fit ouvrir, par son ministre intime, de nouvelles négociations avec Londres, mais tard et maladroitement. Quelques personnes, au fait de toutes les intrigues, m'assurèrent alors que le cabinet se servait de ce grossier expédient, de concert avec les principaux Russes du parti français; se voyant à la veille d'être expulsés des conseils de St.-Pétersbourg, ils s'étaient imaginés que l'empereur Alexandre, effrayé par l'idée de la possibilité d'un arrangement entre la France et l'Angleterre, rentrerait dans le système continental, pour ne pas rester isolé, et qu'il fléchirait de nouveau sous la volonté de Napoléon. Quoi qu'il en soit, Maret écrivit à lord Castlereagh une lettre contenant les propositions suivantes : Renoncer à toute extension du côté des Pyrénées, déclarer indépendante la *dynastie actuelle* de l'Espagne, et garantir l'intégrité de cette monarchie; garantir à la maison de Bragance l'indépendance et l'intrégrité du Portugal, de même que le royaume de Naples à Joachim, et le royaume de Sicile à Ferdinand IV. Quant aux autres objets de discussion, notre cabinet proposait de les négocier sur cette

base, que chaque puissance garderait ce que l'autre ne pourrait lui ravir par la guerre. Lord Castlereagh se contenta de répondre que si, par *dynastie actuelle* de l'Espagne, il était question du frère du chef du gouvernement français, et non de Ferdinand VII, il lui était ordonné, par son souverain, de déclarer franchement qu'il ne pouvait recevoir aucune proposition de paix établie sur cette base. Il fallut en rester là. Confus de ses ouvertures, notre cabinet, qui n'avait eu en vue que d'amener la Russie à quelqu'acte de faiblesse, s'aperçut trop tard qu'il avait imprimé à notre diplomatie un caractère de versatilité, de mauvaise foi et d'ignorance.

Comme tout se passait dans le secret du cabinet, ce qui déroutait le plus les politiques, c'est qu'en France, et même en Russie, on gardait encore, tout en faisant d'immenses préparatifs, les dehors de la bonne intelligence. L'empereur Alexandre avait toujours son ambassadeur à Paris, et Napoléon son ambassadeur à Saint-Pétersbourg; mais de plus, Alexandre entretenait à Paris le comte de Czernitscheff, son diplomate de confiance. Cet aimable Russe,

au milieu des dissipations d'une cour brillante et des mystères de plus d'une intrigue amoureuse maladroitement voilée à dessein, ne négligeait pas une mission plus secrète, plus utile à son maître. Secondé par des femmes, les unes passionnées, les autres intrigantes, il faisait mouvoir des fils au moyen desquels il pénétrait les vrais desseins de Napoléon pour l'invasion de la Russie. Soupçonné sur l'objet secret de sa mission, il était épié, surveillé, mais sans fruit. Enfin Savary finit par lui décocher un homme attaché à la police, qui lui donne des renseignemens faux et en tire de nouveaux indices qui aggravent la suspicion. Mais, à la faveur de ses liaisons galantes, Czernitscheff est averti à temps; il évite le piége, maltraite l'espion, et va se plaindre à Maret d'être en butte à des procédés si outrageans. Ce jour-là même, l'empereur, instruit de l'objet de sa démarche, se décide à lui faire communiquer les rapports secrets qui l'inculpent. Czernitscheff sort triomphant de cette épreuve par l'exposé de sa conduite et de ses motifs de plaintes. La police reçoit l'ordre formel de ne plus le surveiller. Libre ainsi de continuer ses

explorations, il parvient à en remplir l'objet. Il avait le plus grand intérêt à se procurer les états de mouvemens de l'armée française; il y réussit à la faveur d'un commis du bureau des mouvemens, appelé Michel. Une imprudence de ce commis, qui livrait ainsi le secret des opérations de l'empereur, ayant donné l'éveil à la police, on le suit et on l'arrête. Czernitscheff en est instruit sur l'heure, et il s'éloigne de Paris en toute diligence, emportant des renseignemens précieux. En vain on donne l'ordre par le télégraphe de se saisir de sa personne; il a cinq à six heures d'avance; elles lui suffisent pour s'échapper et franchir le Rhin. Il venait de passer le pont de Kehl lorsque la transmission télégraphique, portant l'ordre de l'arrêter, parvint à Strasbourg.

La précipitation avec laquelle il avait quitté Paris, lui avait fait négliger de brûler sa correspondance furtive, qu'il avait pris l'habitude de cacher sous le tapis de sa chambre. Naturellement, elle devint l'objet de perquisitions minutieuses qui amenèrent les agens de police à la découverte des papiers de Czernitscheff. On y trouva d'abord la preuve qu'il avait régné une grande

intimité entre ce seigneur russe et plusieurs dames de la cour de Napoléon, entr'autres la duchesse de R.... Elle s'en tira, dit-on, en alléguant qu'elle avait agi de concert avec son mari pour tâcher de pénétrer l'objet secret de la mission de Czernitscheff. Parmi les papiers découverts, on trouva une lettre de la main de Michel, accablante pour ce prévenu, qui paya sa trahison de sa tête. La procédure fit ressortir un fait curieux, c'est que le cabinet russe prévoyait même, à l'époque de l'entrevue d'Erfurt, la possibilité d'une rupture avec la France. C'était alors que Romanzoff disait, pour justifier sa politique complaisante, et en parlant de Napoléon : *Il faut l'user*.

Les circonstances de la fuite de Czernitscheff, bientôt connues dans les salons, firent grand bruit, et cette affaire accéléra la rupture. Déjà l'empereur, dont le départ était résolu, cherchant à obtenir quelque popularité, visitait les divers quartiers de Paris, examinant les travaux publics, et jouant des scènes préparées, soit avec le préfet de Paris, soit avec le préfet de police, Pasquier. Il allait fréquemment aussi à la chasse, affectant de paraître plus occupé

de plaisirs que de la grande entreprise qu'il méditait. Je le vis à Saint-Cloud où j'allai lui faire ma cour, sans aucune intention de solliciter ni d'épier une audience. L'aspect morne de cette cour, l'air soucieux des courtisans, me parurent contraster avec l'assurance du chef de l'État. Jamais il n'avait joui d'une santé plus parfaite; jamais je n'avais vu briller sur son front, sur ses traits, dont les contours dessinaient l'antique, les signes d'une plus grande vigueur d'esprit, d'une plus sûre confiance en lui-même, puisée dans le sentiment profond de sa force. J'en éprouvai une impression de tristesse involontaire, que je n'aurais pu définir si les plus fâcheux pressentimens n'avaient assiégé mon esprit.

Cependant le cabinet de Saint-Pétersbourg, soit qu'il eût réellement l'intention d'employer tous les moyens de rapprochement, compatibles avec l'indépendance de l'empire russe, soit qu'il n'ait eu en vue que de se procurer des données positives sur les vraies intentions politiques de Napoléon, donna l'ordre au prince Kourakin de faire connaître au gouvernement français les bases d'un arrangement que son sou-

verain consentait à conclure. Ces bases étaient la délivrance de la Prusse, une diminution de la garnison de Dantzick et l'évacuation de la Poméranie suédoise. A ces conditions, le czar s'engageait à n'opérer aucun changement aux mesures prohibitives contre le commerce direct avec l'Angleterre, et à concerter avec le cabinet de France un système de licences à établir en Russie.

La note de Kourakin demeura quinze jours sans réponse. Enfin le 9 mai, jour du départ de l'empereur pour l'Allemagne, Maret demande à Kourakin s'il a des pleins pouvoirs pour traiter; Kourakin répond que le caractère d'ambassadeur dont il est revêtu doit suffire. Ne pouvant obtenir qu'une réponse dilatoire, il requiert ses passe-ports, qu'on lui refuse sous divers prétextes. On ne les lui expédie que de Thorn, le 20 juin, manége oblique ayant pour objet de donner le temps à Napoléon de passer le Niémen avec toutes ses forces, pour surprendre à Wilna son auguste adversaire, avant qu'il ait pu recevoir de son ambassadeur la moindre information.

Le sort en est jeté; le Niémen est franchi

par six cent mille hommes, par la plus belle armée, la plus formidable qu'ait jamais pu rassembler aucun des conquérans de la terre. Maintenant laissons Napoléon, laissons cet illustre fou courir à sa perte; ce n'est pas son histoire militaire que je raconte.

Constatons l'état de l'opinion, au moment où traversant l'Allemagne et s'arrêtant à Dresde, il attirait à lui les regards inquiets de vingt peuples. Voyons d'abord ce qu'on en pensait dans ces mêmes salons de Paris, dont il désirait tant le suffrage : on y laissait échapper des vœux pour son abaissement et même pour sa chute, tant son agression semblait inspirée par une ambition en délire. Dans les classes intermédiaires et parmi le peuple, l'esprit public ne lui était pas plus favorable. Toutefois, le mécontentement n'y était point hostile. On aurait voulu garantir Napoléon de ses propres excès, et le contenir dans de plus justes bornes.

Quelques personnes s'imaginaient qu'une résistance combinée de ses maréchaux et de l'armée, finirait pas régler ses déterminations et le maîtriser lui-même. C'était bien peu connaître le prestige de la guerre et les habitudes des

camps. J'avais été à portée de m'assurer qu'il n'était jamais sorti de la tête d'aucun général mécontent, la moindre vue politique propre à nous garantir des abus de la victoire ou des dangers d'un désastre.

Il y avait d'ailleurs, au fond de tout cet esprit désapprobateur, un sentiment qui prévalait : celui d'une vive attente, d'une curiosité inquiète sur l'issue de l'expédition gigantesque de l'homme extraordinaire dont l'ambition dévorait les siècles. On admettait assez généralement qu'il resterait vainqueur et maître de la terre.

Quant aux têtes politiques, en considérant la destruction de la Pologne d'une part, et les empiétemens de la révolution de l'autre, ils voyaient l'Allemagne entre deux débordemens : celui des Français à l'Occident, et à l'Orient celui des Russes. C'étaient ceux-ci que Napoléon voulait refouler sur les glaces du pôle, ou dans les *stèpes* de l'Asie. Cet homme, que rien ne pouvait arrêter, qui entraînait à sa suite la moitié des soldats de l'Europe, et dont les ordres étaient exécutés ponctuellement dans un espace qui comprenait dix-neuf degrés de lati-

tude et trente degrés de longitude, cet homme qui débordait en Russie, allait jouer sa fortune et l'existence de la France.

En proclamant la guerre, en s'élançant au-delà du Niémen, il s'écrie par une inspiration feinte : « La fatalité entraîne les Russes, que » les destins s'accomplissent! » Plus calme, son adversaire, qui n'ose l'attendre à Wilna, recommande à ses peuples de défendre la *patrie et la liberté*. Quel constrate entre les deux pays, entre ces deux adversaires et leur langage!

D'abord la retraite forcée des Russes, qui, partout les plus faibles et les moins aguerris, cherchent à éviter le choc; et la dévastation du territoire qu'ils opèrent systématiquement, sont regardés comme deux grandes mesures de guerre, résultat d'un plan arrêté pour attirer Napoléon au fond de l'Empire.

Mais l'imagination s'effraie bientôt, quand, après un furieux combat, Napoléon dépasse Smolensk, seul boulevard de la Russie sur les frontières de la Pologne, contre l'avis de la majorité de ses maréchaux, et au mépris de l'espèce d'engagement qu'il a contracté à Paris envers son propre conseil. On s'inquiète, quand

on le voit s'avancer sur la ligne de Moscou sans hésitation, affrontant tous les hasards, ne calculant ni le caractère de ses ennemis, ni les dispositions de l'Europe impatiente du joug, ni le temps, ni les distances, ni l'âpreté du climat.

Enflé du gain de la plus sanglante bataille de nos temps modernes, où cent mille soldats sont sacrifiés à l'ambition d'un seul homme (1), et nullement ému du pénible et douloureux aspect de ses bivouacs, Napoléon croit enfin pouvoir opérer la destruction d'un vaste et puissant Empire, comme il a improvisé jadis la chute des républiques de Gênes, de Venise et de Lucques.

Les Russes se retirent armés de torches : ils ont brûlé Smolensk, Dorigobni, Viazma, Ghiat, Mojaïsk, et il s'imagine qu'ils vont lui réserver Moscou. L'incendie de cette belle capitale en le désabusant trop tard, vint éclairer la France de ses lueurs sinistres : la sensation fut profonde. J'y vis, hélas! se réaliser mes

(1) Bataille de la Moskowa, ou de Borodino, livrée le 7 septembre, à vingt-cinq lieues en avant de Moscou.
(Note de l'éditeur.)

pressentimens ; j'y vis un but : celui d'enlever au vainqueur un gage, et au vaincu un motif pour conclure la paix.

Que fait Napoléon, témoin de ce grand sacrifice national ? Il campe quarante jours sur les cendres de Moscou, dans la contemplation de sa vaine conquête, ne doutant pas de clore la campagne par des négociations, ne soupçonnant pas même la réunion ordonnée sur Borisow, à cent lieues sur ses derrières de deux armées russes : l'une partie du golfe de la Livonie, l'autre de la Moldavie. Il ignorait peut-être que la Russie, sans un seul allié à l'ouverture de la campagne, venait de signer coup sur coup trois traités d'union : avec la Suède, l'Angleterre et la régence de Cadix.

Dans l'intervalle a eu lieu l'entrevue d'Abo entre l'empereur Alexandre et Bernadotte, en présence de lord Cathcart, entrevue où a été fait le premier appel à Moreau qu'on voudrait opposer à son persécuteur, à celui qu'on signale comme l'oppresseur de l'Europe. On lui a livré le cadavre de Moscou, et il ne comprend pas encore un système de guerre qui est hors de sa stratégie. Pendant vingt-deux jours il attend

une démonstration suppliante de l'empereur de Russie, dont le cabinet se joue de ses pourparlers et de ses négociateurs. Aveugle en Espagne, Napoléon reste tel à Moscou. Des dispositions prudentes rentraient trop dans un ordre méthodique dont il avait horreur.

Il se met enfin en retraite, mais quand l'heure fatale a sonné; il se met en retraite, et, le jour même de l'évacuation tardive de Moscou, le 23 octobre, éclate à Paris la conspiration Malet, si humiliante pour le chef de l'État, pour ses suppôts, pour sa police; conspiration qui le met lui-même à deux doigts de perdre l'Empire pour avoir voulu satisfaire la vanité de dater quelques décrets de Moscou.

La conspiration Malet n'a pas été comprise. Malet n'était pas un fou, c'était un audacieux.

Peu connu comme général, il fut d'abord compromis en 1802 dans la conspiration dite *du Sénat,* dont Bernadotte était l'ame, Mme de Staël le foyer et lui l'agent principal; conspiration pour laquelle je fus dénoncé moi-même comme complice par le préfet de police, Dubois. Il fallut bien en porter toute la culpabilité sur Malet. On le mit en prison. Rendu à la liberté

lors de l'amnistie du sacre, il fut employé en 1805 à l'armée d'Italie; là et à son retour il ourdit de nouvelles trames contre l'empereur, compromit tantôt Brune, tantôt Masséna, et finit en 1808 par être jeté dans le donjon de Vincennes. Ce fut dans l'ombre de cette prison, qu'il trama sa conspiration double, qui devait rallier les opposans de tous les partis au gouvernement de l'empereur. Mais toute la conspiration n'était pas dans la tête de Malet (1). La pensée en était royaliste et l'exécution républicaine. En effet, aucun succès n'était possible que par l'accord des deux opinions extrêmes, que cimentait une haine commune et un besoin mutuel de renverser l'oppresseur pour rétablir les libertés publiques. Tout était opportun pour les conjurés dans la plus hardie des entreprises. Du moment que le mode d'exécution ne dépendait que d'un homme seul, et que cet homme était sûr, plein de résolution, de courage, toutes les conditions pour la probabilité du succès étaient remplies. Le reste était livré aux chances du hasard. Essayons de le démon-

(1) Ceci mérite attention. *(Note de l'éditeur)*

trer; et d'abord voyons dans quelles mains le pouvoir était délégué dans l'absence de l'empereur. Sans aucun doute, l'archichancelier Cambacérès en était le dépositaire : homme lâche et flétri, vrai sycophante. Parmi les ministres, un seul se gonflait parce qu'il tenait la police, qui, pour lui, restait muette de révélations. Mais cet homme, roide officier de gendarmerie, était nul en politique et en affaires d'état. Venait, en seconde ligne, Pasquier, préfet de police, excellent magistrat pour statuer sur les boues et les lanternes, pour régler la police des marchés, des jeux, des courtisanes, mais vide de sens et chargé de paroles; nul quant au tact et à l'investigation : voilà pour le civil. Passons au militaire : le pouvoir du sabre résidait dans la personne d'Hullin, commandant de Paris, épais soldat, mais ferme, quoique tout aussi engourdi, tout aussi gauche en politique. Ajoutons que l'exercice de l'autorité étant devenu pour les principaux fonctionnaires une sorte de mécanisme, hors de là, ils n'apercevaient plus rien que l'obéissance passive; ajoutons que l'impératrice Marie-Louise résidait à St.-Cloud; qu'il n'y avait alors, dans la garnison de Paris, aucune de ces

vieilles troupes fanatisées, qui, au nom de l'empereur, auraient mis tout à feu et à sang; qu'on les avait remplacées par des cohortes organisées nouvellement, et la plupart commandées par d'anciens officiers patriotes; ajoutons enfin que, chez les hauts fonctionnaires, l'inquiétude sur le dénouement de l'expédition moscovite commençait à ébranler la sécurité. Or, Paris, comme on le voit, pouvait, à la suite d'un habile et vigoureux coup de main, rester au premier occupant. L'extrême éloignement de l'empereur, l'irrégularité et l'interruption fréquente des courriers, en aggravant les inquiétudes, et en préparant les esprits, permettaient de calculer toutes les chances à qui saurait oser dans un moment de stupeur et d'effroi. *L'empereur est mort;* un décret du Sénat abolit le gouvernement impérial, un gouvernement provisoire le remplace, tel fut le pivot de la conjuration dont le moteur et le chef était Malet. Lui-même avait fabriqué le sénatus-consulte portant abolition du gouvernement impérial.

Mais, vous le voyez, dira-t-on, il n'y avait pas de décret du Sénat; il n'y avait pas de gouvernement provisoire, l'empereur était plein

10*

de vie, et la conjuration n'avait pour base qu'une fiction. Or, comment Malet aurait-il pu l'accomplir en supposant même qu'il fût resté maître de Paris?

Il n'y avait pas de décret du Sénat, dites-vous; mais êtes-vous bien sûr qu'il n'y eût pas dans le Sénat un noyau d'opposition qu'on eût pu faire agir *selon les circonstances*? Je pose en fait que, sur cent trente sénateurs, près de soixante (1) qui, d'ordinaire, marchaient sous la direction de M. de Talleyrand, de M. de Semonville et sous la mienne, auraient secondé toute révolution, dans un but salutaire, à la seule manifestation de l'accord de cette triple influence. Or, une telle coalition n'était ni improbable, ni impraticable.

Cette possibilité explique la création d'un gouvernement provisoire éventuel, composé de MM. Mathieu de Montmorency, Alexis de Noailles, le général Moreau, le comte Frochot,

(1) Les mêmes sans doute qui, dix-huit mois après, le 2 avril 1814, ont eu le *courage*, sous la protection de deux cent mille baïonnettes, de déclarer Napoléon *déchu du trône*. (*Note de l'éditeur.*)

préfet de la Seine, et un cinquième qu'on n'a pas nommé. Eh bien! ce cinquième, c'était M. de Talleyrand, et je devais moi-même remplacer le général Moreau absent, dont le nom était là, soit comme pierre d'attente, soit pour satisfaire ou diviser l'armée.

Quant à Malet, instrument précieux, il eût cédé de son propre mouvement le commandement de Paris à Masséna, qui, ainsi que moi, vivait alors dans la retraite et dans la disgrâce.

Mais, répondez, dira-t-on, à cette dernière et plus forte objection? L'empereur était plein de vie. Sans doute, mais souvenez-vous comment s'opéra la révolution impériale qui renversa Néron (sans que je veuille pourtant comparer les deux personnages). Elle se fit à l'aide de faux bruits et d'alarmes par un sénat servile et tout-à-coup déchaîné. Au moment où Malet fit son coup de main, où était Napoléon? Il évacuait Moscou; il commençait sa désastreuse retraite, qui n'était que pressentie, mais qui, une fois dévoilée, aurait décidé la défection, si quinze à vingt personnes considérables eussent remplacé, au pouvoir et au nom *du salut de la France*, les premiers moteurs de la conjuration.

Songez que déjà les courriers et les bulletins étaient interrompus ; que les vingt-six et vingt-septième bulletins, annonçant l'évacuation et la retraite, sous la date du 23 octobre, ne furent suivis que par le vingt-huitième qui porte la date du 11 novembre ; or, il y eut plus de quinze jours d'interruption ; ils auraient suffi pour assurer le triomphe d'une trame dont les ramifications resteront long-temps inconnues. Pendant un mois, on n'allait apprendre qu'une suite continuelle de désastres, dont la connaissance seule pouvait alors fermer à jamais les portes de la France à l'empereur. Cru mort dans les premiers momens, il n'aurait ressuscité que pour être frappé d'un décret de déchéance. Jamais une époque plus propice ne s'était encore présentée pour opérer le renversement de sa dictature militaire ; jamais il n'eût été plus facile d'établir les prémices d'un gouvernement qui nous eût reconciliés avec nous-mêmes et avec l'Europe. Admettez-en la supposition : à combien de calamités nouvelles la France n'aurait-elle pas été soustraite ?

A présent examinons quelles furent les causes qui firent échouer Malet, au milieu même de

son triomphe. Le dirais-je? c'est pour avoir réglé ses moyens d'exécution sur une base trop largement philantropique. Expliquons-nous. Malet, républicain, tenant de même que Guidal et Laborie, devenus ses complices, à la société secrète des Philadelphes, craignit avec raison de faire revivre l'appréhension du retour de ces jours de sang et de deuil dont la France conservait une juste horreur. Cette considération morale l'emporta sur tout autre considération plus décisive, et au lieu de tuer sur-le-champ Savary, Hullin et les deux adjudans, Doucet et Laborde, meneurs de l'état-major, Malet crut pouvoir se borner à la mesure de leur arrestation sans effusion de sang. Elle lui réussit d'abord à l'égard de la police, qui se trouva désorganisée dès que Savary et Pasquier se laissèrent surprendre et traîner honteusement en prison. Mais quand la résistance d'Hullin eut forcé Malet de tirer ses pistolets, son hésitation le perdit, ne pouvant faire feu à la fois sur Hullin et sur Laborde. Ce dernier, resté libre, eut le temps de rallier quelques hommes à lui, et se jetant sur Malet, le désarma, l'arrêta et fit évanouir la conjuration. Malet mourut avec sang-froid,

emportant le secret d'un des plus hardis coups de main que la grande époque de notre révolution légue à l'histoire.

La facilité avec laquelle cette surprise du pouvoir s'était effectuée, semblait un indice qu'elle n'était pas inattendue. Tout était prêt à l'Hôtel-de-Ville pour l'installation du gouvernement provisoire. Pâle, tremblant, jusqu'à dix heures du matin, l'archichancelier, en proie aux plus vives alarmes, croyait tantôt qu'on allait venir le tuer, tantôt qu'il partagerait au moins le cachot de Savary. Quant au peuple, il ne fit rien, il est vrai, pour le succès d'une entreprise, d'abord enveloppée des ombres de la nuit, mais il la secondait par cette force d'inertie toujours contraire aux mauvais gouvernemens. Enfin, quoique déjoué, ce complot frappa au cœur la dynastie de Napoléon, en révélant un funeste secret pour son fondateur, pour sa famille, pour ses adhérens : c'est que son établissement politique finirait avec sa personne.

Ce fut à Smolensk, du 14 au 16 novembre, que l'empereur, au milieu des angoisses de sa retraite, reçut le premier avis de la conjuration

et de la prompte exécution de ses auteurs. Il en fut troublé. « Quelle impression cela va faire » en France ! » dit-il. Savary et Cambacérès lui mandaient qu'il eût à surveiller l'armée, où il s'ourdissait des trames contre sa vie. Aussitôt des précautions inusitées sont prises ; on forme un escadron sacré des officiers les plus dévoués, dont on confie à Grouchy le commandement ; mais cette cavalerie d'élite est bientôt entraînée dans la dissolution générale. Soupçonneux à l'excès de tout ce qui menace son trône, Napoléon songe bien plus à le garantir qu'à sauver les débris de son armée, dont il précipite la retraite. Grâce à l'inhabile poursuite de Kutusow, il dérobe trois marches aux Russes, arrive sur la Bérézina, trompe les généraux de l'armée de Moldavie, et, sous la protection d'un désastre immense, gagne la rive opposée. Mais toute l'armée se débande ; on ne voit plus çà et là que des spectres errans qui succombent aux rigueurs du froid, de la fatigue et de la misère. Napoléon, décidé à terminer en fugitif une expédition qui va le rabaisser comme général et lui ravit sa réputation d'homme d'état, fuit en traîneau, ne se confiant qu'au dévouement de Caulin-

court; il se dirige en toute hâte et furtivement sur Paris, où tout le fait trembler pour la perte de sa couronne. A Varsovie, lui-même révèle à son ambassadeur sa position et l'état de son ame par ces paroles si connues: »Du sublime au » ridicule, il n'y a qu'un pas.» Toujours frappé de la crainte de ne pouvoir regagner la France, il cherche à surmonter le péril par la rapidité de sa fuite, en traversant toute l'Allemagne et toujours incognito. En Silésie, on le voit au moment d'être retenu par les Prussiens; à Dresde, il n'échappe à un complot pour l'enlever que par le seul motif que lord Walpole, à Vienne, n'ose en donner le signal.

Et comme si la fortune eût voulu l'éprouver jusqu'au bout, il rentre au palais des Tuileries, le 18 décembre, le lendemain de la publication de son vingt-neuvième bulletin, qui porte le deuil dans toutes les familles. Mais c'est de sa part un nouveau piége offert au dévouement et à la crédulité d'une nation généreuse, qui, toute consternée, croit que son chef, corrigé par les revers, est prêt à saisir la première occasion favorable de ramener la paix et d'asseoir enfin le fondement du bonheur général.

C'est ainsi que la France se prépare aux plus grands sacrifices pour le soutien d'un homme qui n'a réussi qu'à fouler les cendres de Moscou, à porter le ravage dans une vaste étendue de territoire qu'il laisse jonché de cent cinquante mille cadavres de ses sujets ou alliés, abandonnant un nombre plus considérable de prisonniers, toute son artillerie et tous ses magasins. De quatre cent mille soldats qui ont franchi le Niémen, à peine, cinq mois après, trente mille repassent le fleuve, parmi lesquels les deux tiers n'ont pas vu le Kremlin.

Cependant Napoléon paraît d'abord bien moins préoccupé de la perte de son armée, que de la conspiration qui vient de révéler un secret fatal, celui de la fragilité des fondemens de son Empire. Tourmenté de la prévoyance qu'on a de sa mort, son front soucieux reste chargé de nuages; la conspiration est l'objet de ses premiers discours, de ses premières enquêtes. Il s'enferme avec Cambacérès, et le scrute dans un long entretien secret; puis il mande Savary, qu'il accable de questions et de reproches; il reçoit plusieurs membres de son conseil, et paraît toujours occupé de la conjuration, tandis

qu'il trouve ses ministres, ses agens dans la terreur.

Mais sa police, intéressée à isoler la trame, soutient que tout le complot était dans la tête de Malet; telle est aussi l'opinion de Cambacérès, du ministre de la guerre et des conseillers intimes, qui fortifient Napoléon dans l'idée que le plus grand danger pour lui et contre lequel il doit se prémunir réside dans les souvenirs de la république. Furieux contre le préfet de la Seine, adepte du tribun Mirabeau, et qu'on a vu fléchir devant les conjurés, il éclate contre les *magistrats pusillanimes*, qui, dit-il, « détruisent l'empire des lois et les » droits du trône. Nos pères avaient pour cri » de ralliement: *le roi est mort: vive le roi!* Ce » peu de mots, ajoute Napoléon, contient les » principaux avantages de la monarchie. » Tous les corps de l'État viennent aussitôt protester de leur fidélité présente et future. L'orateur du Sénat, Lacépède, qualifiant son corps de *premier Conseil de l'empereur*, ajoute bien vite : « dont l'autorité n'existe que lorsque le » monarque la réclame et la met en mouve» ment. » Cette allusion au mobile, dont s'était

servi Malet, frappa les sénateurs. Dans sa réponse au Conseil d'état, Napoléon, attribuant à l'*idéologie* (métaphysique ténébreuse) tous les malheurs qu'*a éprouvé la belle France*, s'efforça de flétrir la philosophie et la liberté. Il ne vit pas qu'en cessant de continuer la révolution et ses principes, il cessait d'y trouver aide et appui; et qu'en préconisant les maximes de la légitimité monarchique, il rouvrait aux Bourbons les voies fermées par la révolution. Et pourtant, dans les grandes crises, les Bourbons occupaient sa pensée. Outre ce que j'avais vu et entendu de lui à cet égard, j'eus alors connaissance du trait suivant. Ney, en me racontant les désastres de la retraite, et faisant ressortir la fermeté de sa conduite militaire en opposition avec l'imprévoyance et la stupeur de Napoléon, ajouta qu'il avait remarqué en lui une sorte d'égarement. « Je le crus fou, me dit Ney, » quand, frappé de son désastre, au moment de » nous quitter, il nous dit, comme un homme » qui se croyait sans ressources : *Les Bourbons* » *s'en tireraient.* » Propos dont le sens échappait à Ney, incapable de combiner deux idées politiques.

Or, il s'agissait pour Napoléon de faire prévaloir la *quatrième dynastie* sur la *troisième*, et de surmonter la crise. Aussi vit-on tous les corps de l'État occupés à résoudre une nouvelle question de droit public, d'après l'impulsion du cabinet, d'après les premières paroles échappées au maître. « Je vais, leur dit-il, réfléchir sur » les différentes époques de *notre* histoire. » Aussitôt chacun songe aux moyens d'assurer l'hérédité. Tous les orateurs s'empressent de développer la doctrine nouvelle; on ne parle plus que d'hérédité, de droits légitimes; c'est le thême de tous les discours d'apparat. Il faut, dit-on, couronner le roi de Rome sur la demande expresse du Sénat, et qu'un serment solennel unisse d'avance l'Empire à l'héritier du trône.

Voilà sur quel mobile prétendait s'appuyer l'homme qui, redevable à la révolution d'une vaste puissance dont il venait de détruire la magie, reniait cette même révolution et s'isolait d'elle. Il sentait pourtant toute l'instabilité d'un trône qui ne s'appuyait que sur l'épée.

Pendant qu'il se gendarmait contre les hommes et les principes de la révolution, je lui revins

à l'esprit, moi, contre lequel il avait nourri tant de soupçons et d'inquiétudes. D'ailleurs, pouvait-il me pardonner mes avertissemens désapprobateurs et ma prévoyance importune? On m'avertit que j'avais été de sa part l'objet d'une sourde enquête au sujet de la tentative de Mallet; mais que tous les rapports sur mon isolement et ma circonspection s'étaient trouvés unanimes. Ne pouvant m'atteindre, il me frappa dans mon ami, M. Malouet, ne lui pardonnant pas de m'avoir visité ouvertement dans ma disgrâce, doublement inquiet de cette franche alliance d'un patriote de la révolution avec un royaliste patriote, et irrité, en dernier lieu, de l'esprit d'opposition qu'apportait Malouet dans les discussions de son conseil sur tant de mesures outrées, vexatoires. Éloigné du Conseil d'état, Malouet fut exilé à Tours, où il alla vivre en sage, moins sensible à la rigueur dont il était l'objet, qu'aux maux de la patrie. Sa disgrâce fut pour moi un nouvel indice qu'il fallait persister dans la même réserve vis-à-vis d'un gouvernement qui, dans son désespoir, pouvait en frappant dépasser toutes les bornes.

Déjà son pouvoir était chancelant, et des

yeux exercés apercevaient les élémens de sa destruction. Mais secondé par ses conseillers intimes, Napoléon fit usage de tous les artifices susceptibles de pallier nos désastres, et de nous dérober leurs invincibles conséquences. Il réunit toute la phalange de ses adulateurs, devenus ses organes; il les endoctrina, et tous de concert attribuèrent à la seule rigueur des élémens la perte de l'armée, la funeste issue de la campagne. A force de déceptions, ils accréditent, et tous les échos répètent, que tout peut se réparer si la nation se montre grande et généreuse; que de nouveaux sacrifices ne doivent rien lui coûter pour la conservation de son indépendance et de sa gloire. L'esprit public est travaillé par des adresses mendiées auprès des chefs de cohortes des premiers bans de gardes nationales, qui réclament de marcher à l'ennemi, hors de la France, et aussi par les offres des départemens et des communes, de fournir des cavaliers, offres commandées par l'administration elle-même. Napoléon cherche en même temps à se faire des créatures, à soutenir des affections chancelantes; il distribue de secrètes largesses, qu'il tire de ses propres tré-

sors; il en a déjà soustrait près de cent millions pour les dépenses de la guerre de Russie. Cette fois, il va y puiser à pleines mains, soit pour se créer une nouvelle armée, soit pour payer à des ministres de certains cabinets des subsides secrets afin de les maintenir dans sa politique. C'était dans ses trésors qu'il trouvait une armée de réserve.

En attendant, il tenait des conseils privés où étaient appelés Cambacérès, Lebrun, Talleyrand, Champagny, Maret et Caulaincourt. Maret, qui venait de Berlin, assura qu'il avait reçu des ministres de Prusse et du roi lui-même, les plus fortes protestations qu'ils persévéreraient dans notre alliance; il ajouta que tout devait concourir à rassurer l'empereur sur les affaires du Nord. Soit que Maret fût de bonne foi, soit que tout fût concerté afin d'aiguillonner le conseil qui penchait pour les voies de négociations, Napoléon, affectant aussi plus de confiance, dit qu'il pouvait compter sur l'Autriche, et, selon toute apparence, sur la Prusse; or, que rien n'était alarmant dans sa position; que d'ailleurs il retrouvait son frère Joseph à Madrid et les Anglais rejetés en Portugal; qu'en

outre, il avait déjà sous les armes cent cohortes et la levée anticipée des conscrits de 1813. Il décida que la guerre d'Espagne et celle du Nord seraient menées de front.

D'un autre côté, le contenu de la correspondance d'Otto (1) commençait à percer; on savait que lord Walpole avait fait à l'Autriche les offres les plus brillantes; qu'il avait présenté l'Allemagne prête à se soulever, et la France à la veille d'une révolution. Otto ajoutait qu'il fallait s'attendre à la défection de l'Autriche. Mais ce cabinet, instruit bientôt que Napoléon avait ressaisi le pouvoir, qu'il faisait de nouveaux armemens, qu'il n'y avait dans l'intérieur aucune apparence de crise, se hâta de dépêcher à Paris le comte de Bubna. Otto changeant aussi de langage, ses lettres furent d'accord avec les assertions de l'Autriche, qui n'aspirait, disait-elle, qu'à intervenir comme alliée pour une pacification générale.

Plein de confiance, Napoléon fait parler officiellement son *Moniteur*; à l'en croire: «L'Au» triche et la France sont inséparables; aucune

(1) Ambassadeur de Napoléon à Vienne.

» puissance du continent ne s'éloignera de lui ;
» d'ailleurs, quarante millions de Français ne
» craignent rien... Si l'on veut savoir, ajoute-t-
» il, les conditions auxquelles je pourrais sous-
» crire à une paix générale, il faut lire la lettre
» que le duc de Bassano a écrite à lord Castle-
» reagh avant l'ouverture de la campagne de
» Russie. » Cela voulait dire qu'il consentait, comme s'il n'avait éprouvé aucun revers à Moscou, à laisser la Sicile à Ferdinand IV, et le Portugal à la maison de Bragance, mais qu'on n'eût à lui demander aucun autre sacrifice.

Arrive la nouvelle de la défection du corps prussien d'Yorck. « Ce qui suffisait hier ne suf-
» fit plus aujourd'hui, » s'écrie Napoléon; et tous ses conseillers voient à l'instant même tout le parti qu'ils peuvent tirer d'un pareil événement. Maret fait un rapport rempli, selon l'usage, d'invectives contre le gouvernement britannique, et conclut par proposer une levée de trois cent cinquante mille hommes. Regnault court demander au Sénat, au nom de l'empereur, les jeunes Français des cent cohortes auxquels on a donné l'assurance de n'être occupés qu'à des jeux militaires dans l'intérieur : un sé-

natus-consulte les met à la disposition du gouvernement.

On convoque le Corps législatif pour qu'il vote les impôts. » La paix, dit Napoléon, dans son » discours d'ouverture, est nécessaire au monde; » mais je ne ferai jamais qu'une paix honora- » ble et conforme à la *grandeur* de mon Em- » pire. » Rien de plus pompeux que l'exposé de sa situation présenté par le ministre de l'intérieur Montalivet; tout prospère : population, agriculture, manufactures, commerce, instruction publique, marine même. Vient ensuite la présentation du budget par le comte Molé, conseiller d'état, et ici le digne élève de Fontanes, émerveillé de tant de belles choses, s'écrie en terminant : « Il suffit, pour produire tant de » merveilles, de douze ans de guerre et d'un » seul homme! » Et aussitôt onze cent cinquante millions sont mis sans discussion à la disposition de ce seul homme.

Il avait mis aussi au premier rang des affaires urgentes l'accommodement de ses différends avec le pape, qui, depuis le mois de juin, était relégué au château de Fontainebleau. Sous prétexte d'une partie de chasse, Napoléon court lui

arracher un nouveau concordat qui le dépouillait du temporel, mais que le saint vieillard rétracte presque aussitôt ; et la chose religieuse s'envenime de plus en plus.

La défection ouverte de la Prusse ne laissa bientôt plus aucun doute sur les progrès de la coalition. Frédéric-Guillaume, quittant Berlin tout à coup, s'était mis en fuite sur Breslaw, protégé par la bonhomie de notre ambassadeur, Saint-Marsan, et en quelque sorte sous l'égide d'Augereau, qui s'était humanisé. Rien de plus bénins que nos généraux, nos ambassadeurs depuis nos désastres. A la nouvelle que le roi de Prusse lui est échappé, Napoléon regrette de ne l'avoir pas traité comme Ferdinand VII et comme le pape. » Ce n'est pas la première » fois, dit-il, qu'en politique la générosité est » un mauvais conseiller. » Lui, généreux envers la Prusse !

Cependant le reflux de la guerre, parti des ruines de Moscou, marchait avec rapidité vers l'Oder et vers l'Elbe. Eugène, qui avait rallié quelques milliers d'hommes, s'était retiré successivement sur le Wartha, l'Oder, la Sprée, l'Elbe et la Saale. L'insurrection allemande,

excitée par les sociétés secrètes, se propageait de ville en ville, de village en village, et le nombre des ennemis de Napoléon grossissait chaque jour. Comment compter sur nos alliés? La défection de la Prusse nous en faisait prévoir bien d'autres. Voulant faire face à tout, Napoléon ordonne de mettre en disponibilité la conscription de 1814. Le voilà comme le dissipateur, dévorant d'avance son revenu d'hommes. Il rêve encore, avec ses familiers, une armée de mille bataillons, offrant un effectif de huit cent mille hommes et de quatre cents escadrons ou cent mille chevaux; en tout un million de soldats à défrayer. Il se berce de cette imposante chimère, et déjà ses ministres demandent un supplément de trois cents millions.

D'un autre côté, cent soixante mille conscrits errent dans les campagnes, fuyant leurs drapeaux, et protégés par le mauvais esprit des provinces. Napoléon redoute cette rebellion sourde à la loi militaire, à laquelle il ne manquera bientôt que des chefs tous prêts quand il en sera temps. Que fait-il? Par la plus astucieuse des combinaisons, il enveloppe dans une formation de gardes-d'honneur dix mille jeunes

gens tirés des familles les plus riches et les plus illustres; ce sont autant d'ôtages destinés à garantir la fidélité de leurs parens.

La médiation de l'Autriche ne faisant aucun progrès, Napoléon essaie de nouveau une négociation directe avec le ministère anglais; il lui envoie le banquier Labouchère, qui, cette fois, n'est pas plus écouté que de mon temps. De son côté, la Prusse, qui vient de s'allier avec la Russie, fait proposer un armistice, moyennant que Napoléon se contentera de la ligne de l'Elbe, et fera la cession de toutes les places de l'Oder et de la Vistule. Dans notre cabinet, un parti s'obstinait à soutenir que la paix était encore possible; M. de Talleyrand disait qu'on était toujours le maître de ne pas se battre; Lebrun et Caulaincourt étaient d'avis également de prendre la Prusse au mot, et de négocier. Mais comment décider Napoléon à livrer des forteresses? Il ne peut se résoudre à rien céder par négociation. « Qu'on me prenne, » disait-il, mais je ne veux rien donner. »

Il fait dire à ses journaux: « l'Espagne est » à la dynastie française; aucun effort humain » ne peut l'empêcher. » Instruit, le 31 mars,

que les Russes ont commencé à passer l'Elbe, il dit lui-même, par l'organe de ces mêmes journaux : « Que des batteries ennemies, placées » sur les hauteurs de Montmartre, ne l'amène- » raient pas à céder un pouce de terre. »

Et pourtant il recevait de tous côtés des conseils pacifiques et des avis utiles.

J'étais piqué de voir M. de Talleyrand rentré, sinon en grâce, du moins rappelé dans les conseils, tandis que je restais dans l'oubli et dans la défaveur ; j'en sentais le motif, qui tenait à l'impression qu'avait laissé, dans l'esprit de l'empereur, le complot Malet, auquel on avait donné, avec affectation, une couleur républicaine et libérale ; je pouvais aussi l'imputer à mes représentations contre la guerre de Russie. Persuadé pourtant que tôt ou tard mes conseils seraient réclamés, je crus en hâter le terme par une nouvelle démarche. Je n'ignorais pas qu'on répandait clandestinement une déclaration de Louis XVIII au peuple Français, datée de Hartwel, le 1er février, où le Sénat était appelé *à être l'instrument d'un grand bienfait* ; je savais que l'empereur avait connaissance de cette pièce, dont on pouvait contester l'authen-

ticité, n'ayant encore donné lieu, en Angleterre, à aucune remarque ni discussion publique. Je m'en procurai une copie, que je lui adressai, en la lui certifiant.

Je lui exposais, dans ma lettre, que ses triomphes avaient endormi le faubourg St.-Germain, et que ses revers le réveillaient; qu'ils opéraient un grand changement dans l'opinion de l'Europe; que déjà même en France l'esprit public s'altérait; que les partisans de la maison de Bourbon étaient aux aguets; qu'ils se réorganiseraient secrètement dès l'instant où la puissance du chef de l'Empire perdraït de ses prestiges; que la lassitude de la guerre était le sentiment le plus général et le plus profond; qu'il ne fallait rien moins que celui de l'honneur national pour faire sentir la nécessité de conquérir la paix par une nouvelle campagne, où nous nous présenterions tous armés, pour appuyer des négociations si impatiemment attendues; que, pour notre salut et pour le sien, il était urgent qu'il fît la paix ou qu'il rendît la guerre nationale; que trop de confiance dans l'alliance autrichienne pouvait le perdre; qu'il fallait faire un pont d'or à l'Autriche et lui

rendre bien vite tout ce qu'on ne pourrait plus lui refuser; que, du reste, je ne croyais pas que le comte Otto fût l'homme qui convînt dans une telle complication d'intérêts politiques, et en présence d'un diplomate tel que M. de Metternich; j'indiquai M. de Narbonne comme seul capable de pénétrer les vraies intentions de l'Autriche, dont l'allure était si équivoque.

Ce ne fut qu'après quinze à vingt jours que j'eus la preuve sans réplique, par l'envoi de M. de Narbonne à Vienne, que ma lettre avait produit son effet; je n'en voulais pas davantage, et je ne m'étais pas attendu à plus; le reste devait venir tôt ou tard. J'étais sûr du crédit et de la faveur de M. de Narbonne, dont la mission était d'une grande importance.

Du reste, qu'on ne s'étonne pas si, au moment où la Prusse obtenait la levée en masse des peuples d'Allemagne derrière la ligne des armées de la confédération du Nord; si, au moment où elle présentait la délivrance de la patrie allemande comme le but de la guerre, Napoléon s'ôtait volontairement la meilleure défense, celle d'une guerre nationale. Il savait bien qu'il ne pourrait en obtenir l'élan qu'en

rappelant à lui l'opinion, qu'en faisant à nos libertés des concessions faciles à tout autre, mais qui lui auraient coûté plus que la vie, puisqu'elles auraient blessé son orgueil et mis un frein à sa puissance; j'étais donc sûr qu'il ne s'y prêterait pas davantage, que de rendre à la Prusse les places de la Vistule et de l'Oder, et à l'Autriche le Tyrol et l'Illyrie. Napoléon crut parer à tout par la formation d'une nouvelle armée de trois cent mille hommes, et en organisant une régence pour le cas même de sa mort.

En la conférant à Marie-Louise, avec le droit d'assister aux différens conseils d'état, il se proposa deux choses : de flatter l'Autriche, et en même temps de prévenir tout complot de gouvernement provisoire. Mais la régente ne pouvant autoriser par sa signature la présentation d'aucun sénatus-consulte, ni proclamer aucune loi, son rôle se bornait à une simple comparse au conseil. Elle était d'ailleurs sous la tutelle de Cambacérès, qui, lui-même, était sous la tutelle de Savary; on avait aussi attaché à la régence, en qualité de secrétaire, l'ex-ministre Champagny, chargé de consigner dans un registre nouveau, ridiculement appelé *livre*

d'État, les intentions *définitives* de l'empereur absent. En effet, dès que la régence eut été mise en activité, *la pensée* du gouvernement n'en courut pas moins la poste avec Napoléon, qui ne se fit pas faute de lancer des décrets de tous ses quartiers-généraux mobiles.

Les alliés, à la suite de divers combats, se disposaient à passer l'Elbe, quand l'empereur, après avoir déployé pendant trois mois, dans ses préparatifs, une activité extraordinaire, quitte Paris le 15 avril, et va se mettre à la tête de ses troupes.

D'abord il étonne l'Europe par la création, et par l'apparition subite, au cœur de l'Allemagne, d'une nouvelle armée de deux cent mille hommes, qui lui permet de reprendre l'offensive. Coup sur coup il gagne deux batailles, l'une à Bautzen, en Saxe; l'autre à Wurtchen, au-delà de la Sprée, rétablissant ainsi la renommée de ses armes. Leur premier effet ramène le roi de Saxe, qui revient se jeter tête baissée dans notre alliance.

Les Prusso-Russes, que Napoléon a battus, c'est-à-dire les troupes de Frédéric-Guillaume et de l'empereur Alexandre, continuent leur

retraite vers l'Oder, et lui se laisse entraîner à leur poursuite. Mais, à mesure qu'il avance, il s'éloigne de ses renforts, tandis que les alliés se rejettent sur les leurs.

Tout-à-coup se répand dans Paris la nouvelle d'un armistice. Napoléon y adhère, parce qu'il a besoin de se recruter, et qu'il redoute, sous le manteau d'une médiation, l'intervention armée de l'Autriche.

Mais sur quelle ligne de démarcations les deux armées s'arrêteront-elles ? Hambourg et Breslaw sont les deux points qu'on se dispute avec le plus de vivacité. Les Prussiens insistent avec une grande opiniâtreté pour que la Silésie leur reste. Napoléon craint que l'ennemi ne cherche dans l'armistice des moyens de guerre, plutôt qu'un préliminaire pour la paix. Il se décide pourtant : le vœu général autour de lui est pour une suspension d'armes. Il renonce à la possession de Breslaw, abandonne la ligne de l'Oder, et consent à faire replier son armée sur Leignitz. L'armistice est conclu le 4 juin à Plessevig ; Napoléon reprend son quartier-général à Dresde.

Tels furent les événemens qui remplirent les

deux premiers mois d'une campagne qui allait décider du sort de l'Europe. Ils avaient excités au plus haut degré l'attente et l'intérêt public, en-deçà et au-delà du Rhin.

On respirait, on se berçait en général de l'espoir d'une paix prochaine, qu'invoquait le vœu des peuples. N'était-ce pas ainsi, d'ailleurs, que Napoléon, après toutes ses victoires, était parvenu à pacifier le monde? Mais qu'aux yeux de l'observateur les temps étaient changés! Jusqu'alors, faute d'informations positives, on n'avait à Paris que des idées peu arrêtées sur des événemens dont nous ignorions le secret et les mobiles.

J'attendais du quartier-général des nouvelles par une voie détournée, quand je reçus de l'archichancelier l'invitation d'aller conférer avec lui sur un objet important. C'était, me dit-il, de la part de l'empereur, qu'il était chargé de me faire une communication. L'empereur, qui se proposait d'accepter de nouveau mes services, désirait qu'au moment où il allait écrire au roi de Naples, pour qu'il vînt le joindre à Dresde, je me servisse moi-même de l'intimité que j'avais conservée avec ce prince pour le déterminer

à ne pas différer de répondre à l'appel de l'empereur; je devais lui faire observer qu'il devenait urgent de déployer en Saxe tout l'appareil de nos forces, tous nos moyens militaires et politiques, afin d'amener l'ennemi à conclure une paix honorable pour nous. L'archichancelier me fit lire la lettre de l'empereur, à laquelle il joignit ses propres instances, me répétant qu'il ne formait aucun doute que je ne fusse appelé incessamment à remplir une mission qui ne serait au-dessous ni de mes talens ni de ma dignité. Je répondis à l'archichancelier que j'étais prêt à remplir les volontés de l'empereur; que j'allais écrire au roi de Naples, et que je lui communiquerai ma lettre pour qu'il pût en rendre compte.

Quoique je ne fusse pas éloigné, d'après quelques antécédens, de m'attendre que je rentrerais bientôt dans une carrière active, je ne savais trop sur quoi je devais porter mes idées à cet égard. Je me défiais de l'Italie, qui, au cas de la reprise des hostilités, ne serait pour moi qu'un honorable exil inspiré par la défiance. N'importe. Je fis ma lettre à Murat, qui n'était pas non plus dans une position ordinaire.

Joachim Murat, franc et brave général, mais roi sans aucune fermeté dans les résolutions, s'était créé à Naples une sorte de popularité et de puissance militaire; il en était ébloui au point de vouloir secouer le joug de Napoléon, qui ne voyait en lui qu'un vassal à ses ordres. Ce n'avait pas été sans peine que sur son injonction, il s'était décidé à faire partie de l'expédition de Russie avec son contingent formé de douze mille Napolitains et d'une partie de sa garde. C'était à lui que Napoléon, en fuyant, avait confié le commandement des malheureux débris de l'armée. Joachim, prévoyant les changemens qui allaient s'opérer dans le système politique de l'Europe, résolut de rentrer dans son royaume, et de tâcher de le mettre à couvert des suites d'un tel désastre. Il quitta l'armée à Posen, et, dix jours après (1), le *Moniteur* annonça son départ en ces termes : « Le » roi de Naples, étant indisposé, a dû quitter » le commandement de l'armée, qu'il a remis » au prince vice-roi. Ce dernier a plus d'habi» tude d'une grande administration et il a la » confiance entière de l'empereur. »

(1) 27 janvier 1813.

Cette boutade officielle blessa d'autant plus Murat, que, dans le cours des deux années précédentes, l'empereur lui avait trop fait sentir qu'il n'était qu'un vassal du grand Empire; Murat, voyant qu'il aurait à craindre le sort de son beau-frère Louis, si l'empereur, réparant son désastre, ressaisissait tout son pouvoir, rechercha l'alliance de l'Autriche, qui ne s'était point encore détachée de Napoléon. Ses premiers rapports avec la cour de Vienne furent ménagés par le comte de Miër, ministre d'Autriche à Naples. Il y eut aussi quelques négociations avec lord Bentinck, commandant les forces anglaises en Sicile. Joachim et lord Bentinck eurent même une entrevue secrète dans l'île de Ponza; mais Napoléon épiait Murat.

Quand on sut à Naples que l'empereur, resté vainqueur à Lutzen et à Bautzen, rassemblait une nombreuse armée en Saxe, la reine Caroline écrivit à son frère de mieux traiter son époux, et usa de tout son pouvoir sur le roi pour rompre ses relations précipitées avec l'Autriche et l'Angleterre. Napoléon écrivit à Murat, qui d'abord refusa de se rendre en Saxe. Il lui fit alors écrire une lettre affectueuse, par

laquelle, au nom de l'empereur, Berthier l'engageait à se rendre au quartier-général, l'assurant que peut-être la campagne ne se rouvrirait pas; qu'on allait traiter de la paix, et qu'il était d'un grand intérêt pour lui de se rapprocher des négociations, afin d'y stipuler ses intérêts. Ma lettre fut à peu près dans les mêmes termes; je le flattai, j'ajoutai qu'il y aurait de la gloire à acquérir, et qu'il était de son honneur de se joindre à ses frères d'armes. Murat n'hésita plus. Avant même qu'il eût pu recevoir ma dépêche, un courrier, arrivant de Dresde, m'en apporta une de l'empereur, qui me mandait à son quartier-général. Je jugeai aussitôt que, redoutant ma présence à Paris, pour le moins autant que celle de Murat à Naplés, c'étaient deux ôtages qu'il voulait avoir sous la main en nous appelant près de lui. Je fis mes dispositions à la hâte, et je me dirigeai sur Dresde par Mayence.

La garde de Mayence, notre principale clef du Rhin, était confiée à Augereau, avec qui je désirais m'aboucher, et qui était chargé en outre de rassembler un corps d'observation sur le Mein. Je le trouvai croyant peu à la paix, blâ-

mant Napoléon, et plaignant les pauvres Mayençais encore troublés de l'idée d'un siége et de la dévastation des rians environs de leur ville. Voyant qu'il était au fait de tout ce qui venait de se passer, je le fis causer. » Nos beaux jours » sont passés ! me dit-il. Ah ! que ces deux vic- » toires qu'enfle Napoléon, qu'il fait sonner si » haut dans Paris, ressemblent peu aux victoires » de nos belles campagnes d'Italie où j'appre- » nais à Bonaparte la guerre dont il ne sait plus » faire que l'abus. Que de peines maintenant » pour avancer de quelques marches. A Lut- » zen, notre centre avait fléchi; plusieurs ba- » taillons se débandaient; en vain nos deux ailes » se prolongeant, menaçaient d'envelopper les » forces que l'ennemi accumulait au centre : » nous étions perdus sans seize bataillons de la » jeune garde et quatre-vingts pièces de canon. » Il ne peut plus compter, vous dis-je, que sur » la supériorité de son artillerie; nous leur » avons appris à se battre. Après Bautzen, il a » pressé le passage de l'Elbe et a fait une trouée » dans le Nord; mais il a fallu s'arrêter devant » Wurtchen, au-delà de la Sprée; là, nous » n'avons emporté les positions et le camp re-

» tranché qu'à force de sang. J'ai des lettres
» du quartier-général ; et, encore après cette
» horrible boucherie, point de résultat, point
» de canons, point de prisonniers. Dans un pays
» entrecoupé, on trouvait l'ennemi retranché
» partout, et disputant le terrain avec avantage;
» nous avons même été maltraités au combat de
» Reichembach. Et notez que dans ce court
» début de la campagne, un boulet a emporté
» Bessières en-deçà de l'Elbe ; et un autre bou-
» let a renversé Duroc à Reichembach ; Duroc,
» le seul ami qu'il eût ! Le même jour, Bruyè-
» res et Kirgener tombent aussi sous des bou-
» lets perdus. Quelle guerre ! ajoutait Auge-
» reau en continuant ses réflexions découra-
» geantes, quelle guerre ! nous y passerons tous !
» Que veut-il faire maintenant à Dresde ? Il ne
» fera pas la paix ; vous le connaissez encore
» mieux que moi ; il se fera cerner par cinq
» cent mille hommes ; car, croyez bien que
» l'Autriche ne lui sera pas plus fidèle que la
» Prusse. Oui, s'il s'obstine ; s'il n'est pas tué,
» et il ne le sera pas, nous y passerons tous. »

Je pus, dès-lors, juger par moi-même ce qu'on m'avait déjà dit, que l'impatience de la paix et

de revenir à Paris était dans l'âme de presque tous les généraux dont la fortune était faite.

Dresde me parut à la fois un vaste camp retranché et une ville capitale. Les forêts du voisinage tombaient sous la hache des sapeurs. Partout, en arrivant, je vis remuer la terre, abattre des arbres, faire des fossés, des palissades. L'empereur était en course, tant pour examiner les travaux que pour étudier le pays. Il était presque toujours entouré de Berthier, de Soult et de l'ingénieur-géographe, Bacler d'Albe, parcourant, la carte à la main, tous les débouchés qui aboutissaient à la plaine de Dresde. La jetée des ponts, le tracé des routes, la construction des redoutes et l'assiette des camps étaient aussi le but de ses excursions et de ses promenades.

Toutes ces fortifications, toutes ces lignes pouvaient être considérées comme des ouvrages avancés de Dresde, point central d'une forte position sur la rive supérieure de l'Elbe; les ouvrages sur la rive droite autour de la ville touchaient à leur perfection; des paysans, requis de toutes les parties de la Saxe, venaient travailler aux travaux.

L'empereur faisait compléter l'enceinte de la ville par des fossés et des palissades qui devaient suppléer à toutes les interruptions des murs ; les approches en étaient défendues par une ligne de redoutes avancées dont les feux se croisaient et battaient au loin la campagne. Ne se bornant point à fortifier les environs de Dresde, c'était sur la ligne de l'Elbe, dans toute son étendue, qu'il venait d'établir l'armée à cheval sur le fleuve, la tête à Dresde et la queue allant aboutir à Hambourg. Les villes de Kœnigstein, Dresde, Torgau, Wittemberg et Magdebourg, étaient ses principaux points fortifiés sur l'Elbe ; ils lui assuraient la possession de cette large et belle vallée. Tous ces travaux commencés et poursuivis avec ardeur, révélaient assez le projet de Napoléon, de concentrer la majeure partie de ses forces aux environs de Dresde et de s'y tenir pour voir venir les événemens. Ainsi, je le trouvais très-occupé de négociations, après avoir choisi les environs de Dresde pour son champ de bataille et la ligne de l'Elbe pour son point d'appui. La plupart de ses généraux considéraient Dresde comme ayant tous les avantages d'une position centrale propre à devenir le pivot de

toutes les opérations que méditait l'empereur; cependant il y en eut qui m'avouèrent que si l'Autriche se déclarait, nous nous trouverions en *l'air*, exposés à être débordés entre l'Elbe et le Rhin. Ils regardaient le partage des forces ennemies bien distinctes entr'elles comme formant trois grandes masses: au nord, sur la route de Berlin, l'armée de Bernadotte, prince de Suède; à l'est, sur la route de Silésie, l'armée de Blucher, et derrière les montagnes de la Bohême, en observation, l'armée autrichienne de Swartzemberg; car déjà on regardait à l'état-major les Autrichiens comme prêts aussi à se déclarer.

Instruit que l'empereur était de retour au palais Marcolini, dans Friederichstadt, je m'empressai d'aller me présenter à son audience. Il me fit entrer dans son cabinet; je l'y trouvai soucieux. Vous venez tard, M. le duc, me dit-il. —
» Sire, j'ai fait toute la diligence possible pour
» me rendre aux ordres de Votre Majesté. — Que
» n'étiez-vous ici avant mon grand débat avec
» Metternich; vous l'auriez pénétré. — Sire,
» ce n'est pas ma faute. — Ces gens-là, sans
» tirer l'épée, voudraient me dicter des lois;

» et savez-vous qui sont ceux qui me tracassent » le plus aujourd'hui? vos deux amis, Bernadotte et Metternich; l'un me fait une guerre » ouverte, l'autre une guerre sourde. — Mais, » sire!..... — Voyez Berthier; il vous communiquera les résumés de ma chancellerie et » vous mettra au fait de tout; vous viendrez » ensuite me donner vos idées sur cette maudite négociation autrichienne qui m'échappe; » il nous faut toute votre habileté pour la retenir. Je ne veux rien pourtant qui compromette ma puissance ni ma gloire! Ces » gens-là sont si âpres! ils voudraient, sans se » battre, de l'argent et des provinces que je » n'ai acquises qu'à la pointe de l'épée. J'y ai » mis bon ordre, quant au premier point; Narbonne nous a éclairé; vous verrez ce qu'il en » pense. Abouchez-vous avec Berthier le plutôt possible, mûrissez vos idées; je vous attends sous deux jours. »

M'étant retiré, il me fut impossible, ce jour-là, de causer avec Berthier, qui, devenu depuis la mort de Duroc à la fois le confident politique et militaire, ne quittait plus l'empereur et dînait même tous les jours à sa table. Il me ren-

voya au lendemain. En attendant, une personne du cabinet me mit provisoirement au fait de deux incidens qui étaient venus obscurcir notre horizon politique, et rendre encore plus incertaines les espérances de paix. Je veux parler de la contestation politique du comte de Metternich avec l'empereur, (j'y reviendrai tout-à-l'heure) et de la nouvelle arrivée, le même jour, de l'entière déroute de notre armée d'Espagne à Vittoria; elle laissait Wellington maître de la péninsule, et portait la guerre aux pieds des Pyrénées. Un tel événement, connu à Prague, ne pouvait manquer d'exercer une fâcheuse influence sur les négociations.

L'empereur, étourdi de ce nouveau revers, qu'il imputait à l'impéritie de Joseph et de Jourdan, chercha un général capable de réparer tant de fautes. Il jeta les yeux sur le maréchal Soult, alors auprès de lui dans sa garde. Il lui enjoignit d'aller rallier les troupes, et de défendre pied à pied le passage des Pyrénées. Soult n'eût pas hésité, si sa femme, arrivée à Dresde depuis peu avec un grand étalage, n'eût témoigné de l'humeur, se refusant de retourner en Espagne, où il n'y avait plus, disait-elle, à recevoir que

des coups. Comme elle avait sur son mari beaucoup d'empire, Soult tourmenté eut recours à l'empereur, qui mande aussitôt madame la duchesse. Elle vient avec de grands airs, affectant le ton impérieux, et déclare que son mari ne retournera point en Espagne, qu'il n'y a que trop guerroyé, et qu'il est temps enfin qu'il se repose. « Madame, s'écrie Napoléon en colère,
» je ne vous ai point mandé pour entendre vos
» algarades; je ne suis point votre mari; et si
» je l'étais, vous vous comporteriez autrement.
» Songez que les femmes doivent obeir; retour-
» nez à votre mari et ne le tourmentez plus. »
Il fallut fléchir; vendre chevaux, équipages, et se mettre en route tristement pour les Pyrénées occidentales. On riait au quartier-général d'une scène où venait de figurer une duchesse altière, et qui faisait diversion aux malins propos, dont une de nos plus belles actrices, mademoiselle Bourgoin, avait été récemment l'objet. Appelée à Dresde avec l'élite de la comédie française, et invitée un jour au déjeuner de l'empereur, avec Berthier et Caulaincourt, elle avait pris, dit-on, tour-à-tour, en quittant le

rôle de Melpomène, le masque d'Hébé, de Therpsicore et de Thaïs.

Mais passons à des faits plus graves. Je conférai enfin avec Berthier, qui avait un pied à terre au palais de Brühl (1). Il serait trop fastidieux de rapporter littéralement les détails de notre long entretien, sur la situation politique et militaire de l'empereur à cette époque. Je n'en donnerai ici que la partie essentiellement historique, en y entremêlant quelques aperçus tirés de mes souvenirs. Commençons par la négociation autrichienne. Ce fut Narbonne qui, le premier, écrivit de Vienne vers la fin d'avril, qu'il fallait peu compter sur l'Autriche, ayant arraché à M. de Metternich l'aveu que le traité d'alliance, du 14 mars 1812, cessait de paraître applicable à la conjoncture; il appelait une sérieuse attention sur les exigeances et les armemens de l'Autriche. L'empereur conçut dès-lors

(1) Nous croyons que c'est le même que le palais Marcolini, occupé par Napoléon, et qui avait appartenu autrefois au comte de Brühl, ministre d'Auguste III, électeur de Saxe et roi de Pologne.

(*Note de l'éditeur.*)

le projet le neutraliser au moins le cabinet de Vienne, moyennant deux négociations : l'une officielle, et l'autre secrète; il comptait pour amortir l'influence de la coalition du Nord, et sur l'empereur son beau-père et sur M. de Metternich.

L'empereur s'était fait une fausse idée de cet homme d'état, qui avait résidé trois ans à Paris en qualité d'ambassadeur, et qui avait négocié, comme principal ministre, le traité de Vienne et l'alliance. C'était, sans contredit, le ministre de l'Europe qui avait le mieux sondé le gouvernement et la cour de Napoléon. Il y était parvenu sans effort, par ses hautes relations, en offrant successivement des hommages intéressés à Hortense, à Pauline, et avec plus de prédilection, à la femme de Murat, devenue depuis reine de Naples. L'empereur jugea superficiellement un diplomate qui, sous les dehors d'un homme du monde, aimable, galant, livré aux plaisirs, cachait une des plus fortes têtes de l'Allemagne, un esprit essentiellement européen et monarchique. Encore abusé, même après ses revers, l'empereur s'imagina que des intrigues l'emporteraient à Vienne sur les plus importantes con-

sidérations d'état : telle fut la source de ses erreurs. Quand avec l'épée il crut avoir tranché tous les nœuds de la politique dans les champs de Lutzen et de Vurtchen, il pensa qu'il avait assez fait pour ramener à lui l'Autriche. On lui dépêcha M. de Bubna, qui, tout en le cajolant, ne lui dissimula point que sa cour demanderait en Italie les provinces illyriennes; du côté de la Bavière et de la Pologne, une augmentation de frontières, et enfin, en Allemagne, la dissolution de la Confédération du Rhin. Napoléon, regardant comme une faiblesse d'acheter par de pareils sacrifices une neutralité seulement, répondit à la lettre autographe de son beau-père, qu'il préférait mourir les armes à la main à se soumettre, si on prétendait lui dicter des conditions. L'incertitude sur l'alliance s'étant prolongée après l'armistice, on revit Bubna aller et venir de Vienne à Dresde, de Dresde à Prague, et enfin annoncer que la Russie et la Prusse adhéraient à la médiation de sa cour. Dès lors, on parla de la réunion d'un congrès à Prague. Narbonne y suivit la cour d'Autriche; à peine fut-il dans le voisinage de Dresde, qu'il vint y prendre de nou-

velles instructions. « Eh bien ! lui dit l'empe-
» reur, que disent-ils de Lutzen ? — Ah ! sire,
» répond le courtisan spirituel, les uns disent
» que vous êtes un dieu, les autres que vous êtes
» un démon; mais tout le monde convient que
» vous êtes plus qu'un homme. » Narbonne, observateur profond, ne s'abusait pas du reste sur le pouvoir surnaturel de celui dont il comparait la tête à un volcan.

Il faut qu'on sache que la négociation secrète roulait sur deux conditions : la rétrocession des provinces illyriennes et le paiement d'un subside provisoire de quinze millions, comme une faible compensation de ce que l'Autriche refusait, disait-elle, dix millions sterlings que lui offrait le cabinet de Londres pour l'entraîner contre nous. Déjà dix millions lui avaient été donnés en deux paiemens égaux.

Après avoir conféré avec Narbonne, l'empereur décide qu'on s'adressera, pour négocier, directement à M. de Metternich, et que je serai mandé à Dresde, comme ayant tenu long-temps les fils des menées secrètes de l'investigation diplomatique.

Tandis qu'un courrier m'est dépêché, M. de

Metternich arrive, apportant la réponse de son cabinet aux notes pressantes du ministre des relations extérieures. Il faut d'abord se résoudre à déchirer l'alliance réputée inconciliable avec la médiation. Le ministre d'Autriche ne dissimule pas non plus la prétention de sa cour de se placer entre les puissances belligérantes, pour qu'elles ne communiquent entr'elles que par la chancellerie de Vienne. Ici surviennent les difficultés, Napoléon ne voulant point entendre à ce mode inusité de négociation. Porteur d'une lettre particulière de son maître, le comte de Metternich vient la remettre lui-même à l'empereur, qui le reçoit en audience confidentielle. Ici commence l'altercation. D'abord Napoléon se plaint qu'on a déjà perdu un mois, que la médiation de l'Autriche est presque hostile, et qu'elle ne veut plus garantir l'intégrité de l'Empire français ; il se plaint qu'elle est venue arrêter son élan victorieux, en parlant d'armistice, et de médiation. « Vous parlez de » paix, d'alliance, dit-il à M. de Metternich, » et tout s'embrouille. La coalition resserre ses » liens par des traités que cimente l'or de » l'Angleterre. Aujourd'hui que vos deux cent

» mille hommes sont prêts ; vous venez me » trouver pour me dicter des lois ; votre cabinet » veut profiter de mes embarras pour recou- » vrer tout ou partie de ce qu'il a perdu et pour « nous rançonner sans combattre. Eh bien ! » traitons, j'y consens ; mais qu'on s'explique » avec franchise. Que voulez-vous ? — L'Au- » triche, répond Metternich, ne veut qu'éta- » blir un ordre de choses qui, par une sage » répartition des forces européennes, place la » garantie de la paix sous l'égide d'une asso- » ciation d'Etats indépendans. — Soyez plus » clair. Je vous ai offert l'Illyrie ; j'ai adhéré » à un subside pour que vous restiez neutre ; » mon armée est suffisante pour amener les » Russes et les Prussiens à la raison. » M. de Metternich fait alors l'aveu que les choses en sont au point que l'Autriche ne peut plus rester neutre ; qu'elle est forcée de se déclarer pour la France ou contre la France. Poussé dans ce défilé, Napoléon, sans tergiverser, saisit une carte de l'Europe, et presse Metternich de s'expliquer. Voyant que l'Autriche ne veut pas seulement l'Illyrie, mais la moitié de l'Italie, le retour du pape à Rome, la reconstruction de

la Prusse, l'abandon de Varsovie, de l'Espagne, de la Hollande et de la Confédération du Rhin, ne se possédant plus alors : « C'est donc pour en venir au partage, s'écrie-t-il, que vous vous transportez d'un camp à un autre ! C'est le démembrement de l'Empire français que vous voulez! » d'un trait de plume vous prétendez faire » tomber les remparts des plus fortes places de » l'Europe, dont je n'ai pu obtenir les clefs » qu'à force de victoires! Et c'est sans coup » férir que l'Autriche croit me faire souscrire » à de telles conditions ! Et c'est mon beau-père » qui accueille une prétention qui est un ou» trage ! Il s'abuse s'il croit qu'un trône mutilé » puisse être un refuge pour sa fille et pour son » petit-fils. Ah ! Metternich, combien avez» vous reçu de l'Angleterre pour vous décider » à jouer un tel rôle contre moi?.... »

A ces mots, l'homme d'état offensé ne répond que par la fierté du silence. Napoléon, confus, reprenant plus de calme, déclare qu'il ne désespère pas encore de la paix; il insiste pour que le congrès soit ouvert. En congédiant M. de Metternich, il lui dit que la cession de l'Illyrie n'est pas son dernier mot. Le ministre

autrichien ne quitte Dresde (1) qu'après y avoir fait accepter la médiation de sa cour, et proroger l'armistice jusqu'au 10 août. Quand on vint demander à Napoléon s'il fallait payer les cinq derniers millions du subside, « Non, dit- » il, bientôt ces gens-là nous demanderaient » toute la France. »

Tel était, à mon arrivée à Dresde, l'état des affaires. Je ne dissimulai pas à Berthier, dont le jugement était sain et les opinions raisonnables, que je ne formais plus aucun doute que l'Autriche n'entrât dans la coalition, si l'empereur n'abandonnait pas au moins l'Allemagne et l'Illyrie. J'ajoutai que si on reprenait les hostilités, je présageais les plus grands malheurs, attendu qu'il n'avait jamais existé, depuis la révolution, contre notre puissance, un principe de coalition plus compacte. Berthier partagea ma manière de voir. « Mais, me dit-il, vous ne » sauriez croire combien il me faut user de cir- » conspection avec l'empereur; je l'irriterais » sans le ramener par une contradiction ouverte; » je suis forcé d'employer des biais, à moins

(1) Le 30 juin.

» qu'il ne m'interpelle. Par exemple, depuis que
» l'Autriche semble vouloir nous faire la loi,
» nous discutons souvent des plans de campagne
» dans l'hypothèse de la rupture; c'est là mon
» terrain. Eh bien! le croirez-vous? je n'ai pas
» osé le presser d'abandonner la ligne de l'Elbe
» pour se rapprocher méthodiquement de celle
» du Rhin, ce qui nous mettrait à couvert avec
» toutes nos forces disponibles. Qu'ai-je fait? J'ai
» appuyé, sous main, le plan d'un officier-géné-
» rale très-capable (1); plan qui consiste à rap-
» peler tout ce que nous avons par delà l'Elbe,
» à réunir tous les corps détachés, et à se reti-
» rer en masse sur la Saale et de là sur le Rhin.
» Une considération décisive milite en faveur
» de ce plan. Admettons que l'Autriche se dé-
» clare : elle ouvrira aussitôt les portes de la
» Bohême, elle permettra aux alliés de tour-
» ner toutes nos positions, en un mot de nous
» couper de la France. Rien n'a pu faire impres-

(1) Nous sommes fondés à croire qu'il s'agit du lieutenant-général Rogniat, qui commandait l'arme du génie à la campagne de Saxe.

(Note de l'éditeur.)

» sion sur l'empereur. Eh bon Dieu! s'est-il
» écrié, dix batailles perdues pourraient à peine
» me réduire à la position où vous voulez me
» placer tout d'abord. Vous craignez que je ne
» reste trop *en l'air* au cœur de l'Allemagne?
» N'étais-je pas dans une position plus hasar-
» dée à Marengo, à Austerlitz, à Wagram?
» Eh bien! j'ai vaincu à Wagram, à Austerlitz,
» à Marengo. Comment, vous me croyez en l'air,
» moi qui suis appuyé sur toutes les places de
» l'Elbe et sur Erfurt? Dresde est le pivot sur le-
» quel je veux manœuvrer pour faire face à
» toutes les attaques. Depuis Berlin jusqu'à Pra-
» gue, l'ennemi se développe sur une circonfé-
» rence dont j'occupe le centre; croyez-vous que
» tant de nations différentes conserveront long-
» temps de l'ensemble dans des opérations si
» étendues? Je les surprendrai tôt ou tard dans
» de faux mouvemens. C'est dans les plaines de
» la Saxe que le sort de l'Allemagne doit se dé-
» cider. Je vous le répète, la position que j'ai
» prise m'offre des chances telles que l'ennemi,
» vainqueur dans dix batailles, pourrait à peine
» me ramener sur le Rhin, tandis que moi,
» vainqueur dans une seule journée, et me re-

» portant de là sur les capitales de l'ennemi,
» je délivrerais mes garnisons de l'Oder et de
» la Vistule, et je forcerais les alliés à une
» paix qui laisserait ma gloire intacte. Au sur-
» plus, j'ai tout calculé; le sort fera le reste.
» Quant à votre plan de défense rétrograde, il ne
» peut me convenir; d'ailleurs, je ne vous de-
» mande pas des plans de campagne; n'en faites
» pas; contentez-vous d'entrer dans ma pensée
» pour exécuter les ordres que je vous donne. »

Mais, dis-je à Berthier, si tous les généraux, si tous les chefs de l'armée pensaient comme vous, et je ne doute pas, qu'au fond, ils ne voient de même, croyez-vous que ce concert d'opposition morale ne déciderait pas l'empereur à ne pas tout compromettre par son obstination? — Ne vous faites pas illusion, répliqua Berthier; les opinions sont bien partagées au quartier-général. Parce que nous avons été longtemps victorieux, on s'imagine que nous le serons encore, et on ne voit pas combien les temps sont changés. Voyez d'ailleurs comment l'empereur est entouré: Maret est tout confit dans son système; il ne faut rien en attendre. Si Caulaincourt, qui possède sa confiance encore plus que

Maret, s'exprime parfois avec franchise et lui dit assez souvent la vérité, il n'en est pas moins obséquieux et courtisan. L'empereur ne consulte guère ses deux plus braves généraux, Murat et Ney, que sur le champ de bataille, et il a raison. Ses alentours habituels le poussent à la guerre : j'en excepte Narbonne, Flahaut, Drouot, Durosnel et le colonel Bernard, qui se distinguent par leurs manières, et dont les opinions rentreraient aisément dans un système raisonnable. Quant à ses autres familiers, surtout Bacler d'Albe, qui, ses cartes à la main, le suit partout, ils espèrent comme lui que les alliés feront des fautes et qu'on les écrasera ; ils en parlent avec mépris comme n'ayant pas de système ; ils ne veulent pas voir que tout a changé depuis notre malheureuse campagne de Russie ; que nous leur avons appris à faire la guerre, et que s'ils ne peuvent atteindre à la promptitude, à la précision de nos manœuvres, à la supériorité de notre artillerie, d'autres avantages, notamment celui du nombre, finiront par les faire triompher ; car de même que du temps du maréchal de Saxe, ce sont encore les gros bataillons qui gagnent les batailles. — Dites aussi

la coopération des peuples, qui sont excités aujourd'hui à l'insurrection contre nous, et par les sociétés secrètes, et par leurs gouvernemens mêmes. — Oui, sans doute, répliqua Berthier, et ajoutez que nous manquons aussi d'espions et d'une bonne cavalerie. — Me voilà éclairé, lui dis-je en le quittant ; je vais jeter sur le papier vos données, j'y ajouterai les miennes, et demain, avec ce petit arsenal, je verrai l'empereur ; je lui dirai la vérité, comme je l'ai fait à toutes les époques. . . . . . .

Mon intention n'était pas de m'engager dans une discussion militaire, ni même dans une dissertation politique approfondie ; je savais, d'ailleurs, qu'il ne m'en donnerait pas le temps, soit par la brusquerie de son dialogue et de ses interpellations, soit par le ton absolu de son vouloir. J'avais pu juger, dans ma première audience, que deux hommes le préoccupaient essentiellement : Bernadotte et M. de Metternich. Je savais à quoi m'en tenir sur celui-ci ; m'occuper du premier était plus difficile ; il le fallait pourtant. On m'avait assuré qu'à l'entrevue d'Abo (1), l'empereur de Russie lui avait dit :

(1) Septembre 1812.

« Si Bonaparte ne réussit point dans son attaque » contre mon Empire, et que, par suite de sa » défaite, le trône de France devienne vacant, » je ne vois personne de plus en mesure que » vous d'y monter. » Ces paroles, qui servaient à expliquer la conduite de Bernadotte, n'avaient-elles pas été plutôt un stimulant que l'indice d'une conviction intime de la part de l'auguste organe qui les avait proférées ? Rien dans l'intérieur n'était préparé alors pour un semblable événement. Que de chances n'aurait-il pas fallu pour le rendre probable ? A la suite des désastres de Moscou, il ne pouvait plus être question dans les cabinets de l'Europe, de substituer un chef militaire au chef militaire de la France. On commençait à se rappeler qu'il y avait une dynastie des Bourbons. L'annonce de la prochaine arrivée de Moreau sur le continent à la suite de Bernadotte, éclaircissait bien des obscurités. La première opération de Charles-Jean, débarqué à Stralsund avec le corps suédois, avant l'armistice, fut de nous reprendre la Poméranie. Quelle allait être sa politique ? On le disait toujours accompagné et presque gardé à vue par le général anglais Stewart, le général

autrichien baron de Vincent, le général russe Pozzo-di-Borgo, et le général prussien de Krusemarck. Bien des défiances et quelques lueurs d'espoir se groupaient autour de lui; presque tous les partis étaient représentés à son quartier-général, et jusqu'à la coterie des mécontens, dont madame de Staël était l'âme.

Napoléon venait d'apprendre que, profitant de l'armistice, Charles-Jean sortait de visiter l'empereur Alexandre et le roi de Prusse au quartier-général de Reichembach, pour les affermir dans la résolution de ne pas signer la paix tant qu'il resterait un seul soldat français sur la rive droite du Rhin. Qu'on juge dans quelles dispositions j'allais le trouver! Je me prémunis, et me présentai aux jardins Marcolini. Introduit presque aussitôt, je trouvai l'empereur environné de cartes et de plans. A peine m'aperçoit-il, que, se levant, il me parle en ces termes: » Eh bien! monsieur le duc, connaissez-» vous notre position? — Oui, sire. — Allons-» nous être entre deux feux : entre les obus de » votre ami Bernadotte et les bombes de mon » grand ami Swartzemberg? — Selon moi, il » n'y a pas là-dessus le moindre doute, à moins

» de satisfaire l'Autriche. — Je ne le ferai pas ;
» je ne me laisserai pas dépouiller sans com-
» battre. Je le sais, on soulève contre moi
» toutes les ambitions et beaucoup de passions.
» Votre Bernadotte, par exemple, peut nous
» faire beaucoup de mal en donnant la clef de
» notre politique, et la tactique de nos armées
» à nos ennemis. — Mais, sire, votre cabinet
» n'a-t-il pas essayé de le ramener à un système
» moins hostile? — Quel moyen? il est à la
» solde anglaise; je lui ai pourtant fait écrire,
» et j'ai près de lui un homme sûr; mais la tête
» lui tourne de se voir recherché et encensé
» par les légitimes. — Sire, tout ceci me paraît
» si grave que j'ai pris aussi la plume pour tâ-
» cher d'ouvrir les yeux au prince de Suède
» qui peut bien venir parader en Allemagne,
» mais qui, dans aucun cas, ne doit faire la
» guerre à la France. — Bah! la France! la
» France! c'est moi. — Que Votre Majesté
» daigne me dire si elle approuve ma lettre;
» j'y démontre au prince de Suède qu'il se fait
» l'instrument de la Russie et de l'Angleterre
» pour le renversement de votre puissance et
» pour faire revivre la cause des Bourbons. (Je

» remets ma lettre à l'empereur qui la lit at-
» tentivement.) — C'est bien; mais par quelle
» voie la lui ferez-vous parvenir? — Je pense
» que Votre Majesté pourrait se servir de l'in-
» termédiaire du maréchal Ney, long-temps
» l'ami et le compagnon d'armes du prince de
» Suède, et qui pourrait y joindre ses instances
» personnelles dans le même but politique, en
» l'autorisant à choisir pour émissaire le co-
» lonel T.... — Non, cet officier a été jacobin.
» — Sire, on pourrait y employer le lieutenant
» de la gendarmerie L...., dont Votre Majesté
» connaît le dévouement et l'intelligence. — A
» la bonne heure; je lui ferai remettre des ins-
» tructions et je le dépêcherai à Ney. »

Après un silence de deux minutes, l'empereur reprenant tout-à-coup la parole : « Avez-
» vous réfléchi aux moyens de suivre la négo-
» ciation secrète avec l'Autriche? — Oui, sire.
» — M'avez-vous préparé une note? — Oui,
» sire, la voilà. — (L'empereur après l'avoir
» lue :) Quoi! tout vous paraît inefficace? Vous
» ne voyez, dans mes moyens, que des pallia-
» tifs, des demi-mesures; vous vous rangez de
» l'avis de ceux qui voudraient me voir désarmé,

» réduit à l'autorité d'un maire de village ?
» Croyez bien, M. le duc, que vous ne trouverez pas une égide plus sûre que la mienne.
» — Sire, j'en suis tellement persuadé, que c'est précisément l'un des motifs qui me fait désirer si ardemment de ne plus voir le trône de Votre Majesté exposé aux hasards des batailles. Mais je ne dois pas le dissimuler, la réaction de l'Europe, arrêtée long-temps par vos glorieux triomphes, ne saurait plus l'être aujourd'hui que par d'autres triomphes plus difficiles à obtenir. Les mêmes ministres, qui étaient toujours prêts à négocier avec votre cabinet, qu'il vous était si facile autrefois de diviser et d'intimider, se vantent aujourd'hui que leurs voix ne sera plus étouffée dans les conseils des rois par une politique étroite et imprévoyante; ils prétendent qu'il s'agit pour eux du salut de l'Europe. — Eh bien! il s'agit pour moi du salut de l'Empire, et certes je ne me chargerai pas du rôle dont ils ne veulent plus. — Mais enfin il faut une solution; si vous ne désarmez pas l'Autriche, ou si elle ne passe pas dans votre camp, vous aurez contre vous toute l'Europe, cette fois

» unie invariablement. Le mieux serait l'œuvre » de la paix; elle est possible en abandonnant » l'Allemagne pour conserver l'Italie, ou en » cédant l'Italie pour conserver un pied en Al- » lemagne. De fâcheux pressentimens, sire, » me préoccupent; au nom du ciel, pour la » gloire et l'affermissement de ce bel Empire » que je vous aidai à organiser, évitez, je vous » en supplie, la rupture, et conjurez, il en est » temps encore, une croisade générale contre » votre puissance. Songez que cette fois, au » moindre revers de vos armes, tout changerait » de face, et que vous perdriez le reste de vos » alliés qui chancèlent; qu'en vous refusant à » une défense nationale, seul abri contre les » revers, vos ennemis se prévaudraient de » cette force d'inertie fatale au pouvoir qui s'i- » sole; c'est alors qu'on verrait se réveiller de » vieilles espérances assoupies, et que l'An- » gleterre aux aguets verserait à Bordeaux, » dans la Vendée, en Normandie et dans le » Morbihan, ses émissaires chargés d'y relever, » au moindre événement favorable, la cause » des Bourbons. Je vous adjure, sire, au nom » de notre sûreté et de votre gloire, de ne pas

» en venir à jouer dans un va-tout et votre cou-
» ronne et votre puissance. Qu'arriverait-il ?
» Que cinq cent mille soldats, soutenus en se-
» conde ligne par toute une population insur-
» gée, vous forceraient à déserter l'Allemagne
» sans vous donner le temps de renouer des
» négociations. » A ces mots l'empereur, rele-
vant la tête, et prenant une attitude guer-
rière : « Je puis encore, me dit-il, leur li-
» vrer dix batailles, et une seule me suffit
» pour les désorganiser et les écraser. Il est
» fâcheux, monsieur le duc, qu'une fatale
» disposition au découragement domine ainsi
» les meilleurs esprits; la question n'est plus
» dans l'abandon de telle ou telle province;
» il s'agit de notre suprématie politique, et pour
» nous l'existence en dépend. Si ma puissance
» matérielle est grande, ma puissance d'opi-
» nion l'est bien davantage; c'est de la magie :
» n'en brisons pas le charme. Pourquoi tant
» d'alarmes ? laissons se produire les événemens.
» Quant à l'Autriche, personne ne doit s'y
» tromper; elle veut profiter de ma position
» pour m'arracher de grands avantages; au fond
» j'y suis presque décidé; mais je ne me per-

» suaderai pas qu'elle consente à m'abattre
» tout-à-fait, et se livrer ainsi elle-même à
» la toute-puissance de la Russie. Voilà ma
» politique, et j'entends que vous me serviez
» de tous vos moyens. Je vous ai nommé gou-
» verneur-général de l'Illyrie; et c'est vous,
» vraisemblablement, qui en ferez la remise à
» l'Autriche. Partez; passez à Prague; nouez-
» y vos fils pour la négociation secrète; et de
» là dirigez-vous à Gratz et sur Laybach, d'où
» vous suivrez les affaires; allez vîte, car ce
» pauvre Junot, que vous remplacez, est dé-
» cidément fou à lier; et l'Illyrie a besoin
» d'une main sage et ferme. — Je suis tout prêt,
» sire, à répondre à la confiance dont vous m'ho-
» norez; mais si j'osais, je vous ferais observer
» que l'un des principaux mobiles de la négo-
» ciation secrète, serait, sans aucun doute, in-
» dépendamment de la rétrocession des pro-
» vinces, la perspective de la régence, telle que
» l'a organisée Votre Majesté dans toute sa lati-
» tude. — Je vous entends; eh bien! dites tout
» ce que vous voudrez là-dessus, je vous donne
» carte blanche. »

Je ne songeai plus, dans la supposition d'une

nouvelle rupture, qu'à tirer parti, pour l'intérêt de l'État, de ma nouvelle position. D'ailleurs, la négociation secrète avec l'Autriche me semblait sans objet du moment où l'empereur ne faisait point à ce cabinet les concessions sans lesquelles il ne pouvait le retenir dans ses intérêts. Or, ma mission n'était, à l'égard de l'Autriche, qu'un leurre, et envers moi qu'un prétexte pour m'éloigner, pendant la crise, du centre des affaires. L'empereur avait deux autres buts. D'abord, de tenir le plus long-temps possible encore la cour d'Autriche en suspens, et d'y alimenter un parti tout prêt à se rapprocher de lui, si, en cas de rupture, il parvenait, par quelque grande défaite, à disloquer la coalition du nord. En second lieu, il avait à cœur de me faire traverser la monarchie autrichienne d'un bout à l'autre pour me rendre à mon gouvernement, persuadé que je n'y jetterais pas en vain un coup-d'œil d'observation. Berthier m'avoua que telle était l'intention de l'empereur; qu'il désirait même que je m'arrêtasse à Prague autant que possible, pour me concerter avec Narbonne et y pénétrer les vues ultérieures de l'Autriche. Il ne manqua pas de faire ressortir les grands

pouvoirs dont j'étais investi dans les provinces illyriennes, pouvoirs qui à la fois civils et militaires, me conféraient une sorte de dictature; mais je savais à quoi m'en tenir sur cette Illyrie, soit que la guerre se rallumât, soit que cette province fût rétrocédée à l'Autriche. Quant à mon séjour et à mes observations à Prague, je jugeai qu'à moi plus qu'à tout autre il ne convenait ni de prolonger l'un, ni d'étendre les autres au-delà des limites que prescrivaient les convenances.

Je voulais pourtant m'arrêter à un plan raisonnable et utile, car je ne connais rien de pire que d'agir dans le vague. Ne pouvant rien sur l'état politique existant, je combinais mes idées sur un avenir probable. L'empereur, me dis-je, doit succomber devant une confédération générale; il peut périr les armes à la main, ou être atteint par un décret de déchéance à la suite de nouveaux revers qui dissiperaient tout-à-fait le prestige de sa puissance. Malgré l'égoïsme, l'aveuglement et même la lâcheté qui règnent parmi les principaux fonctionnaires de l'État, il est impossible que des idées de haute conservation ne viennent pas à germer dans

quelques-unes des premières têtes de Paris ; ceci peut amener une de ces révolutions que la gravité des circonstances et les exigeances de l'opinion déterminent. Il peut y avoir urgence, car si l'Angleterre, l'âme de cette coalition nouvelle, en prend la direction politique, on verra renaître des chances en faveur des Bourbons. Je n'ai pas besoin de dire que mes antécédens ne me permettaient pas de diriger mes vues de ce côté, en supposant même le renversement de l'Empire, et peut-être m'imputera-t-on d'être trop sincère en avouant que, dans les hauts emplois, les Bourbons n'auraient trouvé, pendant les six derniers mois de 1813, que bien peu de fonctionnaires influens sur lesquels ils pussent raisonnablement compter. En effet, tous les intérêts de la révolution qui se détachaient de l'empereur, ceux même des royalistes qui s'étaient incorporés dans le gouvernement impérial, devaient d'abord chercher à se rallier sous le pouvoir de la régence, dont Napoléon avait lui-même posé les bases, si quelques hommes habiles se trouvaient en mesure d'en préparer la transition en cas de revers. Mais il était clair qu'il ne fallait pas attendre

que tout fût désespéré. L'Autriche avait un grand intérêt à voir s'établir une régence sous l'égide d'une archiduchesse, et à soutenir un système qui, l'alliant à la France réconciliée avec l'Europe et réduite à ses limites naturelles, les Alpes et le Rhin, lui permît tout d'abord de balancer la trop grande prépondérance qu'allait acquérir la Russie. Ce fut sur ces bases que je combinais mes idées, et je les rédigeai dans un Mémoire où j'établis l'hypothèse d'une régence effective, dont on pouvait laisser entrevoir l'éventualité aux hommes d'état. D'après mon plan, tous les intérêts devaient être représentés dans le conseil de régence. J'en faisais naturellement partie, ainsi que MM. de Talleyrand, Narbonne, Macdonald, Montmorency, et deux autres personnes que je puis me dispenser de désigner. Quant à l'ambition des maréchaux, elle eût été satisfaite par l'érection de grands gouvernemens militaires qu'ils auraient eu en partage, et qui eussent accru leur influence dans l'État; en un mot, la régence, selon mes idées, aurait concilié tous les intérêts et toutes les opinions. D'oppresseur qu'il était, le gouvernement serait redevenu protecteur;

et sa forme eût été une monarchie tempérée par le mélange d'une aristocratie raisonnable et d'une démocratie représentative. C'était sans contredit le plan le plus approprié à la gravité des circonstances, puisqu'il pouvait préserver la France du double danger de l'invasion et du démembrement.

J'étais plus que fondé à croire qu'il serait accueilli par l'homme d'état, alors le régulateur de la politique autrichienne, dont je connaissais la solidité du caractère et la profondeur des vues, de M. de Metternich enfin. Sa bienveillance pour moi remontait à la déclaration de guerre de l'Autriche en 1809. A cette époque, l'empereur m'ordonna de le faire enlever, contre toutes les convenances de la diplomatie, par une brigade de gendarmerie, pour être conduit ainsi escorté jusqu'aux confins de l'Autriche, en ajoutant à ce procédé toutes les duretés qui pouvaient le rendre plus injurieux. Révolté de ce traitement inoui, je pris sur moi d'en adoucir les formes. J'ordonnai qu'on m'amena ma voiture; je me fis conduire chez l'ambassadeur, je lui exposai le motif de ma visite, et lui exprimai combien j'en éprouvais

de regret; de là quelques épanchemens mutuels, assez du moins pour que nous pussions nous comprendre. Ayant demandé au maréchal Moncey un capitaine de gendarmerie qui sût tempérer par l'aménité et la politesse de ses manières ce que sa mission avait d'outrageant, je lui commandai de monter dans la chaise de poste de l'ambassadeur, à qui j'accordai tous les délais convenables. En nous séparant, il me témoigna combien il était sensible aux égards et aux ménagemens que j'avais employés dans cette occasion.

Mes idées étant donc fixées, comme on l'a vu plus haut, pressé d'ailleurs par l'empereur et par Berthier, je me mis en route avec M. de Chassenon, auditeur près l'intendance générale de la grande armée, et je me dirigeai vers la ville de Prague, non sans avoir été rendre hommage, avant mon départ de Dresde, au vénérable souverain de la Saxe, qui se vouait avec tant de persévérance à la cause française. J'avais pu remarquer combien les Saxons gémissaient de voir ainsi leur roi engagé dans les intérêts de Napoléon, et combien ils prévoyaient qu'il en pourrait résulter de malheurs.

J'arrivai à Prague au moment où l'on croyait toucher à l'ouverture du congrès, sur lequel je ne fondais aucune espérance, et qui, à mes yeux, n'était qu'une de ces représentations diplomatiques imaginées pour justifier l'emploi de la force. M. de Metternich, et les plénipotentiaires de la Russie et de la Prusse venaient d'y arriver; toute la chancellerie autrichienne y était établie. Des deux plénipotentiaires français, Narbonne fut le seul que j'y trouvai; il attendait Caulaincourt, et avait ordre de ne rien faire sans son collègue. Déjà quelques difficultés précédaient la réunion du congrès; Napoléon venait de se déclarer contre la nomination de M. d'Anstett, plénipotentiaire de Russie, Français né en Alsace, et qu'il signalait dans son *Moniteur* comme un agent de guerre très-actif. Outre ces altercations, on s'attendait que la question de forme arrêterait dès les premiers jours la marche des affaires. Napoléon s'était expliqué avec Narbonne dans le même sens qu'avec moi. « La paix que je ne veux pas faire, » lui avait-il dit; est celle que mes ennemis » veulent m'imposer. Croyez-moi, celui qui a » toujours dicté la paix ne peut pas à son tour

» la subir impunément. Si j'abandonne l'Allemagne, l'Autriche combattra avec plus d'ardeur jusqu'à ce qu'elle obtienne l'Italie ; si je lui cède l'Italie, elle s'empressera, pour se la garantir, de me chasser de l'Allemagne. » La seule instruction positive qu'eût encore reçue Narbonne était de chercher à ne pas mettre l'Autriche dans une position ennemie. Je lui communiquai les intentions de l'empereur relativement à la négociation secrète, et il n'en augura pas mieux que moi.

Je me trouvai à Prague dans une sphère toute nouvelle et sur un terrain qui m'était inconnu. On savait que je n'y venais qu'en passant. Il me fallut user de certains ménagemens pour m'aboucher avec le chef de la chancellerie autrichienne. Je trouvai partout les mêmes défiances à l'égard de Napoléon, et des griefs plus ou moins fondés. On m'assura, par exemple, que dès le mois de décembre (1), il avait fait offre d'abandonner à l'Autriche l'Italie, les provinces illyriennes, la suprématie de l'Allemagne, et enfin de rétablir l'ancienne splendeur

(1) 1812.

de la cour de Vienne ; mais qu'aussitôt qu'il s'était vu en état d'ouvrir une nouvelle campagne, il avait tout éludé, se bornant à ne plus céder que de minces avantages, qui ne pouvaient entrer en compensation de ce qui se présentait naturellement à l'Autriche pour reprendre en Europe son rang et sa prépondérance.

Le cabinet de Vienne voulait évidemment profiter de l'affaiblissement de notre puissance pour recouvrer ce qu'il avait perdu par la paix de Presbourg et par celle de Schœnbrunn. Il n'attachait que peu d'intérêt à la rétrocession de l'Illyrie, qui ne pouvait manquer, au premier coup de canon, de rentrer dans son vaste domaine.

J'appris à Prague que la coalition du nord venait de se déclarer contre la Confédération du Rhin, à l'ouverture même de la campagne, et que, dès le 25 mars, le maréchal Kutusoff avait annoncé, par une proclamation publiée à Kalisch, que la Confédération du Rhin était dissoute. C'était une sorte de sanction offerte d'avance à toutes les défections de troupes allemandes employées dans nos armées. J'appris également que les conférences de Reischenbach

venaient d'être reprises à Trachenberg; que l'empereur de Russie, le roi de Prusse et le prince royal de Suède y assistaient, de même que M. de Stadion, pour l'Autriche, et lord Aberdeen pour l'Angleterre, ainsi que les généraux en chef de l'armée combinée. Là on déterminait les forces que les puissances coalisées allaient consacrer à la guerre la plus active contre Napoléon; là on concertait leurs mouvemens, l'aggression et l'offensive; enfin, on indiquait le rendez-vous des trois grandes armées *dans le camp même de l'ennemi*. Il était impossible de ne pas y voir un accord de toutes les parties contractantes qu'allaient cimenter des traités de partage et de subsides.

Cependant on était décidé à ouvrir le congrès, mais pour y renfermer Napoléon dans le cercle de Popilius. Bien que non admise ouvertement aux conférences, l'Angleterre devait en être l'âme; elle allait en diriger les négociations.

Ainsi, plus de doute que l'Autriche ne fût à la veille de compléter son accession à la confédération du nord, en y portant deux cent mille hommes de troupes de première ligne. A tout ce que nous essayions d'alléguer confidentiel-

lement pour l'en détourner, elle répondait qu'elle pouvait à peine trouver dans Napoléon l'assurance de n'être plus exposée à de nouvelles spoliations, tandis que l'état des affaires lui promettait davantage.

Tous mes efforts pour renouer la négociation secrète furent infructueux. Quant à mes vues particulières, ayant pour objet la garantie future de notre établissement politique, on me laissa bien entrevoir que le plan d'une régence dans l'intérêt de l'Autriche, pourrait influer sur les déterminations de sa politique, mais seulement lorsque des suppositions seraient converties en réalités. Je ne pus faire prendre aucun engagement provisoire sur un ordre de choses éventuel; j'obtins seulement l'assurance qu'on ne commencerait que par la destruction de la puissance extérieure de Napoléon, et que l'Autriche refuserait de se prêter à l'exécution d'aucun projet de bouleversement dans l'intérieur. Je ne dois pas oublier de dire que parmi les griefs qui me furent présentés par la chancellerie autrichienne, je remarquai les reproches qu'elle faisait à Napoléon au sujet

des diatribes de son *Moniteur*, et de certains articles insérés dans d'autres journaux.

Je m'éloignais de Prague avec plus de lumières, sans doute, mais sans y avoir trouvé aucun élément de garantie pour l'avenir; au contraire, j'en emportai la triste conviction qu'un million de soldats allait décider du sort de l'Europe, et que, dans ce grand conflit, il serait bien difficile de stipuler à temps pour les intérêts que j'avais combinés et qu'aucune diplomatie ne mettait encore en première ligne.

En traversant la monarchie autrichienne pour me rendre en Illyrie, je tirai de ce voyage, quoique fait avec rapidité, plus d'une instruction; je me convainquis d'abord que cette monarchie compacte, quoique composée de tant d'États divers, était mieux gouvernée et administrée qu'on ne le supposait généralement; qu'elle était d'ailleurs habitée et défendue par une population fidèle et patiente; que sa politique avait une sorte de longanimité propre à triompher des revers, pour lesquels on lui voyait toujours des palliatifs en réserve. Par sa persévérance dans ses maximes d'état, elle l'emportait tôt ou tard sur la politique mobile de

circonstance; enfin, il était évident que l'Autriche, par l'entier développement de sa puissance, allait mettre un poids décisif dans la balance de l'Europe.

Je me dirigeai par Gratz, capitale de la Styrie, et par les Alpes styriennes sur Laybach, ancienne capitale du duché de Carniole, considéré alors comme le chef-lieu de nos provinces illyriennes. J'y arrivai à la fin de juillet, et je m'y installai immédiatement en qualité de gouverneur général. Ces provinces, cédées par le traité de paix de Schœnbrunn en 1809, se composaient du Frioul autrichien, du gouvernement de la ville et du port de Trieste, de la Carniole, qui renferme la riche mine d'Idria, du cercle de Willach, d'une partie de la Croatie et de la Dalmatie, c'est-à-dire, tout le pays situé à la droite de la Save, en partant du point où cette rivière sort de la Carniole, et prend son cours jusqu'à la frontière de la Bosnie; ce dernier pays comprend la Croatie provinciale, les six districts de la Croatie militaire, Fiume et le littoral hongrois, l'Istrie autrichienne, et tous les districts sur la rive droite de la Save, dont le Thalweg servait de limites entre le royaume

d'Italie et la terre d'Autriche. On voit par là que c'était un assemblage de parties hétérogènes se repoussant entre elles, mais qui, réunies plus long-temps à l'Empire français, eussent pu former un seul tout, et acquérir par leur position une haute importance, d'autant plus que la Dalmatie et une partie de l'Albanie y étaient comprises. Mon arrivée dans ces provinces fit d'autant plus de sensation, que mon nom comme ancien ministre de la police générale y était connu, et que j'y remplaçais dans le gouvernement civil et militaire un aide-de-camp de l'empereur, un de ses familiers, Junot enfin, duc d'Abrantès, qui venait d'être pris en flagrant délit de démence. Voici ce qui était arrivé à ce pauvre Junot : l'action corrosive de l'âpre climat de Russie sur la blessure qui l'avait défiguré en Portugal, des chagrins domestiques, et le ressentiment de n'avoir pas obtenu le bâton de maréchal d'Empire, affectèrent tellement ses organes, qu'il donna six semaines avant mon arrivée des marques publiques de folie. Un jour, faisant monter son aide-de-camp dans sa calèche, à laquelle six chevaux étaient attelés, et que pré-

cédait un piquet de cavalerie, lui-même se place tout couvert de ses décorations sur le siége du cocher, et un fouet à la main. Ainsi en évidence, il se promène, pendant plusieurs heures, d'une extrémité de la ville de Goritz à l'autre, au milieu de la foule des habitans étonnés. Le lendemain, il dicte les ordres et les lettres les plus absurdes, qu'il terminait par cette formule : « Sur ce, monsieur le com- » mandant, je prie *Sainte Cunégonde* de vous » avoir en sa digne garde. » Des scènes déplorables s'étant succédées, le malheureux Junot fut transporté en France, où il mourut quinze jours après, à la suite d'un accès de fureur, en se précipitant des fenêtres du château de son père. Tel était l'homme que je venais remplacer dans le gouvernement général des provinces qui, le moins en harmonie avec ce qu'on appelait l'Empire français, étaient encore gouvernées sur le pied de la conquête. A la vérité, j'allais être secondé par le lieutenant général baron Fresia, nommé commandant militaire sous mes ordres immédiats. Cet officier général, l'un des Piémontais qui s'étaient le plus distingués dans les armées françaises, était pénétrant et capable ;

il commandait une division de cavalerie à la grande armée à Dresde, quand l'empereur l'envoya dans les provinces illyriennes.

Nous nous y trouvâmes sous un ciel doux et pur, au milieu des sites les plus variés, quelquefois d'un aspect sauvage, mais toujours pittoresques, et chez des peuples offrant tour-à-tour les traces d'une civilisation avancée et les mœurs des temps primitifs.

A mon départ de Dresde, prenant congé de l'empereur, il me dit que, dans ses mains, l'Illyrie était une avant-garde au sein de l'Autriche, propre à la contenir; une sentinelle aux portes de Vienne pour forcer de marcher droit; que cependant son intention n'avait jamais été de la garder; qu'il ne l'avait prise qu'en gage, ayant d'abord eu l'idée de l'échanger contre la Gallicie, et aujourd'hui l'offrant à son beau-père pour le retenir dans son alliance. Je m'étais aperçu, du reste, qu'il avait plus d'un projet sur cette Illyrie, car il en changeait souvent. Il me dit en outre qu'à tout événement il allait envoyer au prince vice-roi, Eugène Beauharnais, l'ordre de se tenir prêt sur la frontière italienne pour attaquer au cœur les États hé-

réditaires, si la cour de Vienne se déclarait contre nous; il ajouta qu'il prescrirait en même temps à l'armée bavaroise, au corps d'observation du maréchal Augereau, et au corps de cavalerie du général Milhaud, de seconder l'entreprise du vice-roi, auquel il ordonnerait de pénétrer jusqu'à Vienne. Mais Napoléon pouvait-il s'abuser encore sur ses idées gigantesques, et ne les mettait-il pas en avant pour contenir l'Autriche?

A peine arrivé dans mon gouvernement, je pus juger par moi-même que le temps des idées hardies était passé; qu'il ne fallait plus songer aux opérations offensives qui devaient jeter de puissantes diversions au centre même des États héréditaires. Nous n'avions en Illyrie que de faibles détachemens, et depuis les désastres de la campagne de Moscou, l'état militaire du royaume d'Italie était presque nul. Trois corps d'observation en avaient été tirés successivement depuis 1812, ce qui avait épuisé tous les cadres des corps français et italiens; les garnisons étaient absolument dégarnies de troupes, et les états de situation n'offraient que les numéros des régimens; le vice-roi venait pourtant de

recevoir l'ordre positif de former rapidement une nouvelle armée. On lui assignait, en conséquence, les conscriptions des départemens les plus voisins du royaume d'Italie. Le recrutement fut assez rapide, mais les cadres commençaient à peine à se remplir, et cette armée qui devait être de cinquante mille hommes, n'avait encore ni matériel, ni organisation, lorsque une lettre de Prague que m'écrivait Narbonne m'annonça la rupture du congrès. Là, le mot de l'Autriche avait été enfin prononcé le 7 août; elle avait demandé : la dissolution du duché de Varsovie, et son partage entre elle, la Russie et la Prusse; le rétablissement des villes anséatiques dans leur indépendance; la reconstruction de la Prusse avec une frontière sur l'Elbe; la cession à l'Autriche de toutes les provinces illyriennes, y compris Trieste. On renvoyait à la paix générale la question de l'indépendance de la Hollande et de l'Espagne. Napoléon employa la journée du 9 à délibérer. Il se décide enfin à donner une première réponse, dans laquelle, acceptant une partie des conditions, il en rejette d'autres. La journée du 11 se passe à en attendre l'effet; mais il apprend

bientôt que dans la matinée le congrès a été dissous. Le même jour, l'Autriche abandonnant notre alliance pour celle de nos ennemis, les troupes russes accourent en Bohême. Napoléon adopte, trop tard, dans leur entier, les conditions énoncées par M. de Metternich ; mais ces concessions qui auraient pu faire la paix le 10 ne peuvent plus rien le 12. L'Autriche déclare la guerre, et ajourne indéfiniment la question de la reprise d'un congrès. A la réception de cette lettre, je ne formai plus aucun doute que l'attaque ne commençât par l'Illyrie.

En traversant les États héréditaires, je n'avais pas été sans m'apercevoir d'un grand mouvement de troupes autrichiennes. J'appris que le feld-maréchal lieutenant Hiller était attendu à Agram ; qu'il y était précédé par les généraux Frimont, Fenner et Morshal ; que la force de l'armée dont il allait prendre le commandement s'éleverait à quarante mille hommes, et que déjà les régimens qui se trouvaient dans la Croatie autrichienne étaient mis sur le pied de guerre. A mon arrivée, j'en avais donné avis au prince vice-roi. Tous les rapports m'annon-

çaient parmi les habitans de la Croatie française des menées secrètes et une fermentation sourde pratiquées par des agens autrichiens envoyés en-deçà de la Save ; ils y préparaient un mouvement insurrectionnel qui pût faciliter une invasion. En effet, le 17 août, le lendemain du jour de l'expiration de l'armistice d'Allemagne, deux colonnes autrichiennes, sans déclaration de guerre préalable, passèrent la Save à Sissek et à Agram, se dirigeant sur Carlstadt et sur Fiume. Le général Jeanin, commandant à Carlstadt, chef-lieu de la Croatie française, fit d'abord quelques dispositions de défense ; mais, abandonné par les soldats croates sous ses ordres, et assailli par les habitans insurgés, il opéra sa retraite presque seul sur Fiume. Moins heureux, l'intendant de la Croatie, M. de Contades, arrêté dans sa fuite, fut en danger de perdre la vie. Échappé comme par miracle à la fureur des habitans déchaînés contre les employés de l'administration française, il fut retenu prisonnier par le général Nugent, qui ne consentit à le rendre à la liberté que sur une autorisation de la cour de Vienne.

La conduite des Croates, dans cette circons-

tance, ne me causa point de surprise; je connaissais leur attachement pour le gouvernement autrichien. Presque toutes les autres parties des provinces illyriennes suivirent l'exemple de la Croatie. Bientôt même les villes de Zara, Raguse et Cattaro, défendues par les généraux Roise, Montrichard et Gauthier, avec de faibles garnisons italiennes et quelques employés français, furent assiégées par des troupes autrichiennes, auxquelles se joignirent des bandes de Dalmates. Au premier avis de ces mouvemens, j'avais fait mettre en état de défense les châteaux de Laybach et de Trieste. Instruit que le général autrichien Hiller, commandant en chef l'armée ennemie, réunissait près de Clagenfurt la plus grande partie de ses forces, pour forcer Willach et Tarvis, et pénétrer ensuite dans le Tyrol par la vallée de la Drave, j'en donnai avis au prince vice-roi. Déjà il avait mis son armée en mouvement sur l'Illyrie. L'arrivée à Laybach de la division italienne du général Pino, me mit en état de soutenir les hostilités.

Je ne m'abusai pas cependant; Hiller opérait avec quarante mille hommes, et il avait

pour lui la population. Le vice-roi, réduit, soit par la faiblesse numérique de son armée, soit par l'inexpérience de ses soldats, à une guerre défensive, dans le seul but de gagner du temps, ne pouvait songer à reprendre la ligne de la Save que l'ennemi avait déjà dépassée. Les plus grandes forces autrichiennes se dirigeant en effet sur Clagenfurt, il était réellement à craindre que l'ennemi ne vint à forcer les positions de Tarvis et de Willach. Ce mouvement eût débordé la gauche de l'armée du vice-roi, et ouvert aux Autrichiens, par le vallon de la Drave, l'accès du Tyrol. Le prince prit la position d'Adelberg, sa gauche aux sources de la Save et sa droite vers Trieste. Sur l'extrême gauche, il fit garder les débouchés du Tyrol par un corps détaché.

Cependant l'ennemi continua l'offensive. S'il occupa Fiume et Trieste sans de grands efforts, ces deux villes furent reprises par le général Pino avec la même facilité. Willach, pris et repris, souffrit du combat plus encore que les combattans. La seule opération vigoureuse fut l'enlèvement du camp de Felnitz par le lieutenant-général Grenier.

Ainsi se passa tout le mois de septembre. Comme le disait l'empereur, c'était en Allemagne que devait se décider le sort de l'Italie. A Dresde, la rupture venait d'être suivie d'événemens militaires plus importans.

Mais la bataille de Dresde, en répandant l'allégresse parmi les partisans de l'empereur, ne fut pour eux qu'un éclair d'espérance; ils se virent replongés tout-à-coup dans l'incertitude et la crainte. Les nouvelles des revers de la Katsbach, de Gross-Beeren et de Culm commençaient à transpirer à Paris et à Milan. J'apprenais, par mes correspondans, qu'on était resté à Paris dix-huit jours sans recevoir de courriers. Les rumeurs commençaient à attrister la France où l'empereur perdait la confiance de ses peuples. On me mandait que les intrigues royalistes recommençaient dans la Vendée et à Bordeaux, et qu'on se disait tout bas, dans les cercles et les salons de la capitale : *C'est le commencement de la fin.*

On pouvait en dire autant de notre belle Italie. Depuis les dernières nouvelles d'Allemagne, les généraux autrichiens qui nous combattaient, se montraient de plus en plus con-

fians. De notre côté, les troupes italiennes ne montraient plus la même ardeur. Un de leur chef, le général Pino, qui d'abord avait manœuvré sous mes yeux pour la défense de l'Illyrie, trahissant le découragement secret qui commençait à gagner tous les rangs, quitta l'armée tout-à-coup, et alla résider à Milan dans l'attente du résultat de la campagne.

J'allai conférer de l'état des choses avec le prince vice-roi, que je trouvai lui-même inquiet, mais toujours dévoué à l'empereur. Il était peiné de la rupture, et n'avait plus la même confiance dans la fortune de Napoléon : « Mieux eût valu, me dit-il, qu'il eût perdu, » sans trop de dommage, les deux premières » batailles dans le début de la campagne, il se » serait retiré à temps derrière le Rhin. » Je ne lui cachai pas que je lui en avais donné le conseil à Dresde, mais que rien n'avait pu faire impression sur son esprit. « Cela est d'autant » plus fâcheux, lui dis-je, qu'à la première bataille qu'il perdra en personne, on traitera de » la reconstruction politique de l'Europe sans » lui. » Eugène fut frappé de cette réflexion, et, pour la première fois peut-être, il sonda la

fragilité de son établissement politique. Je ne m'ouvris pas davantage cette fois, peu confiant dans son entourage.

Il m'avoua enfin, ce que je pressentais, que les plus fortes raisons le portaient à croire que la Bavière était au moment de se détacher de notre alliance; que l'armée bavaroise, sur les frontières de l'Autriche, n'avait fait aucun mouvement pour arrêter ceux des Autrichiens qui s'avançaient en force, quoiqu'avec lenteur, par le vallon de la Drave vers le Tyrol; que ne pouvant plus défendre lui-même l'Italie allemande, il allait se retirer derrière l'Isonzo, pour mettre les défilés entre lui et l'ennemi. « Si, contre toute attente, lui dis-je, vous ne » pouviez vous y maintenir, tâchez, car j'ai » plus de confiance dans vos talens que dans » vos soldats, tâchez au moins de disputer » assez long-temps le pays entre la Piave et » l'Adige pour donner le temps aux événemens » de se développer. Ce sera beaucoup si, pen- » dant l'hiver qui s'approche, vous mettez à » couvert Mantoue, Vérone, Milan et les » bouches du Pô.

Il fit aussitôt ses dispositions de retraite,

et de mon côté j'évacuai Laybach, après avoir laissé dans le château un simulacre de garnison, composée en grande partie de convalescens, que je mis sous le commandement du colonel Léger. Je suivis l'armée, qui vint occuper les lignes de l'Isonzo. Le même jour, les Autrichiens s'étant reportés en forces sur Trieste, le lieutenant-général Fresia évacua définitivement par mon ordre cette place, ne laissant dans le château qu'une petite garnison, commandée par le colonel Rabié, qui ne capitula, un mois après, qu'à la suite d'une très-belle défense.

Du quartier-général de Gradisca, j'adressai à l'empereur mon rapport. Je lui exposai que le vice-roi, croyant ne devoir plus écouter que des motifs de prudence, venait d'ordonner la retraite sur l'Isonzo; que, par suite de ce mouvement, les provinces illyriennes étaient désormais perdues; que cependant le rôle auquel l'armée d'Italie allait borner ses efforts, avait aussi ses avantages; qu'il ne laissait rien au hasard, et pouvait assurer, pour quelque temps encore, la tranquillité de l'Italie. J'ajoutai que ma mission touchant à son terme, je le suppliais

de me donner une autre destination, et que j'attendais ses ordres.

Dans l'attente soit des événemens, soit de ce que Napoléon déciderait à mon égard, j'allai jeter un coup-d'œil de prédilection sur cette magnifique Lombardie, à la liberté de laquelle je m'étais voué à mon début dans la carrière des hauts emplois. Hélas! elle gémissait aussi sous l'oppression impériale, et sa destinée politique ne dépendait que trop de la destinée de Napoléon.

En conquérant l'Italie, nous y avions apporté notre activité, notre industrie, le goût des arts et du luxe. Milan fut la ville qui retira le plus d'avantages de la révolution française que nous y avions transplantée. Milan reçut plus de lustre encore lorsqu'elle devint capitale d'un royaume : une cour, un conseil d'état, un sénat, un corps diplomatique, des ministres, des administrations civiles et militaires, des tribunaux, ajoutèrent près de vingt mille habitans à sa population, qui dépassait cent mille âmes. Milan s'embellit; mais sa période brillante fut de courte durée, comme celle de tous les royaumes italiens que l'ambition du dominateur

épuisa bientôt d'hommes et d'argent dans sa vaine pensée de conquérir le monde. Le vice-roi, Eugène, ne fut bientôt plus aux yeux des Lombards que l'exécuteur obéissant de toutes ses volontés. Après Moscou, tous les ressorts du gouvernement avaient perdu leur élasticité en Italie comme en France. Le sentiment de la puissance de Napoléon s'éteignait en même temps que s'éclipsait l'illusion de sa fortune militaire. Dans ces derniers temps, Eugène sembla craindre de se populariser pour ne pas lui porter ombrage. D'ailleurs brave soldat, et d'une loyauté éprouvée, Eugène était parcimonieux, un peu léger, trop docile aux conseils de ceux qui flattaient ses goûts, ne connaissant point assez le caractère des peuples qu'il gouvernait, et trop confiant dans quelques Français ambitieux; il lui manquait de posséder la tactique politique au même degré que celle des armes. Arrivé à ces derniers temps d'épreuve, ce prince acheva de mécontenter les peuples par des conscriptions et des réquisitions forcées; en un mot, le vice-roi ne céda que trop à l'exemple et à l'impulsion du souverain dominateur. Sa position devint d'autant plus difficile, qu'il eut

bientôt contre lui, et les partisans de l'indépendance italienne, et ceux de l'ancien ordre de choses. Les premiers s'inquiétant davantage, cherchaient un appui. De même que son père adoptif, Eugène n'en trouvait plus d'autre, pour le maintien de son autorité, que dans son armée, qu'il s'était hâté d'organiser et d'aguerrir.

Tout restait en suspens en Italie. On savait que trois grandes armées en Allemagne environnaient, pour ainsi dire, l'armée de l'empereur, avec le projet de manœuvrer sur les bases de sa ligne d'opération à Dresde, et si les événemens de la guerre leur étaient favorables, de se réunir en arrière de cette ligne entre l'Elbe et la Saale. On savait aussi que Napoléon avait à opposer aux trois grandes armées des alliés à peine deux cent mille hommes répartis dans onze corps d'infanterie, quatre de cavalerie, et dans sa garde qui présentait une réserve formidable. Nous venions de savoir enfin qu'il s'était décidé, pour ne pas se laisser tout-à-fait cerner, d'abandonner sa position centrale de Dresde pour aller manœuvrer à Magdebourg et sur la Saale. Tout-à-coup, vers les derniers jours d'octobre, je re-

çois du quartier-général du vice-roi, un billet conçu en ces termes : « Pour ne vouloir rien » céder, il a tout perdu. » Qu'on juge de ma perplexité et de mon impatience à connaître toute l'étendue de l'événement. Dès le lendemain se propagèrent des bruits sinistres sur les fatales journées de Leipsick, qui allaient ramener sur le Rhin Napoléon poursuivi par l'Europe en armes. Ici se réalisaient tous mes pressentimens, toutes mes prévisions. Mais qu'allions-nous devenir ? et quel serait le sort de cet Empire chancelant ? Il était facile de prévoir que l'énorme pouvoir dont l'empereur s'était emparé, s'il n'était abattu, serait au moins réduit ; d'un autre côté, je ne m'abusais pas sur le genre d'opposition qu'il pourrait rencontrer dans l'intérieur de l'Empire ; tous les élémens constitutifs de la puissance publique m'étaient connus ; tous les hommes plus ou moins influens, je pouvais les apprécier, et juger de la portée de leur courage et de leur énergie. Il fallait un audacieux, et il n'y avait que des lâches. Le seul homme qui, par son talent et par la souplesse de son génie aurait pu maîtriser les événemens et sauver la révolution, n'avait

point de nerf politique, et craignait pour sa tête. Quant à moi, qui certes n'eût pas manqué de résolution, j'étais éloigné du vrai foyer, soit par des chances fortuites, soit par des combinaisons préparées de longue main. J'en frémissais d'impatience, et, décidé à tout braver pour rentrer dans la capitale, et y ressaisir les fils secrets d'une trame qui nous eût conduit à un but salutaire, j'étais déjà en route, quand une lettre de l'empereur, datée de Mayence, m'ordonna, en réponse à mon dernier rapport, d'aller prendre le gouvernement général de Rome, dont je n'avais été jusqu'alors que le titulaire. Je vis le coup, mais nul moyen de le parer : l'homme qui perdait l'Empire se trouvait encore en sûreté avec les débris de sa puissance militaire. Je rallentis ma route pour voir se dessiner les événemens, et dans l'attente de recevoir de mes affidés de Paris des informations positives sur la sensation que produirait le retour subit de l'empereur à la suite de ces nouveaux désastres. Mais que je connaissais bien le terrain, et que j'avais bien jugé les hommes qui l'occupaient ! Pas vingt sénateurs qui ne crussent l'Empire hors de danger, parce que

l'empereur était sauvé! pas un grand fonctionnaire qui soupçonnât les armées européennes capables de franchir le Rhin! Malgré la stupeur qui régnait dans toutes les classes, l'aveuglement créait encore des illusions en faveur du pouvoir. Il faut en excepter sans aucun doute l'homme habile que j'ai suffisamment désigné; il semblait épier avec une astuce et une ironie cachée l'instant d'une chûte qui ne lui paraissait pas être arrivé encore à son terme.

Cependant l'Italie allait changer d'aspect; abandonnant successivement l'Isonzo, le Tagliamento, la Piave et la Brenta, le vice-roi venait de repasser l'Adige et d'établir son quartier-général à Vérone. L'armée autrichienne, marchant toujours en avant et recevant des renforts, s'établit à Vicence, à Bassano et à Montebello, formant déjà le blocus de Venise, de Palma-Nova et d'Osopo. Dans les négociations secrètes dont j'avais tenu les fils, l'abandon des États de Venise jusqu'à l'Adige, était consenti comme un des préliminaires de paix avec l'Autriche. Mais, où pouvaient s'arrêter aujourd'hui les prétentions de cette puissance? Les deux armées restèrent ainsi en présence comme en quartier

d'hiver. C'était sur l'Italie méridionale que se portaient tous les regards, et d'où l'on attendait les déterminations politiques et militaires, qui rendraient quelque activité aux deux armées qui s'observaient sur la Brenta et sur l'Adige. Murat, jugeant les affaires de Napoléon entièrement perdues après les journées de Leipsick, s'était hâté de retourner à Naples, pour y reprendre le plan qu'il supposait devoir le maintenir sur le trône, même après la ruine de celui qui l'y avait fait monter. Dans une entrevue avec le comte de Miër, au quartier-général d'Ohlendorf en Thuringe, le 23 octobre, il venait d'ébaucher, pour ainsi dire, son accession à la coalition et son traité avec la cour d'Autriche. Je n'avais alors aucune donnée particulière sur les déterminations de Murat; mais je pressentais le changement de sa politique. J'appris qu'en arrivant à Lodi, venant de Leipsick et de Milan, tandis qu'il changeait de chevaux, et plusieurs Italiens de marque entourant sa voiture, comme l'un d'eux lui eût demandé s'il viendrait bientôt secourir le vice-roi : « Sans » doute, répondit-il avec son air gascon, avant » un mois, je viendrai vous secourir avec cin-

» quante mille bons b....... » Et il partit comme un éclair. J'en inférais qu'il avait dit précisément le contraire de ce qu'il méditait. En effet, il entrait alors dans les vues de Murat, en même temps qu'il s'allierait à l'Autriche, de se présenter aux Italiens comme le soutien de leur indépendance ; j'appris même qu'il avait accueilli, en traversant la haute Italie, plusieurs chefs italiens et officiers supérieurs qui travaillaient aussi à l'affranchissement de leur patrie, en leur promettant d'embrasser leur cause et d'amener une armée sur le Pô.

A mon arrivée à Rome, je trouvai le général Miollis et l'administrateur Janet, pleins de défiance et de soupçons sur la conduite de Murat, qui, me dirent-ils, se rapprochait ouvertement de la coalition et organisait une nouvelle armée, composée en partie de Napolitains, de transfuges italiens, de Corses et de Français. Tous les avis de Naples annonçaient qu'il venait d'abolir le système continental dans ses États, et de permettre l'entrée dans ses ports des vaisseaux de toutes les nations; on assurait que non-seulement il négociait avec la cour de Vienne, mais encore avec lord Bentinck, dans l'intention de

conclure sa paix séparée avec la Grande-Bretagne. Les craintes du commandant militaire de Rome étaient partagées par le vice-roi, qui venait de dépêcher à Naples son aide-de-camp Gifflenga, pour s'assurer des dispositions du roi. On lui donna des assurances de paix et d'amitié dont se contenta ce jeune officier, peu au fait des manéges de cette cour.

Murat se déclarant pour l'indépendance italienne, trouvait un parti dans les États romains, parmi les *carbonari* et les *crivellari*, espèces d'illuminés politiques qui recrutaient parmi les grands seigneurs, les jurisconsultes et les prélats romains. Le prêtre Battaglia venait d'insurger les campagnes des environs de Viterbe; il s'était mis à la tête d'une troupe de révoltés, s'emparant des caisses publiques et levant des contributions sur les personnes attachées au parti français. En même temps, des écrits et des proclamations incendiaires étaient répandus avec profusion dans les États pontificaux. Miollis ayant fait marcher la force armée, dispersa bientôt les bandes d'insurgés; Battaglia ayant été arrêté et conduit à Rome, ses dépositions laissèrent entrevoir qu'il était l'agent du consul na-

politain Zuccari, chargé par sa cour de susciter des soulèvemens contre la domination française. Je pensais qu'il fallait opposer aux menées des Napolitains beaucoup de circonspection et de prudence, et ne rien précipiter.

Cependant Murat venait de mettre en mouvement ses troupes sur la haute Italie. Dès les premiers jours de décembre, une division d'infanterie et une brigade de cavalerie napolitaines, avec seize bouches à feu, entrèrent dans Rome: ces troupes étaient commandées par le général Carascosa. Quoique l'empereur eût donné l'ordre de traiter le roi de Naples comme un allié *qui était prêt à montrer de bonnes dispositions*, et que le mouvement de son corps d'armée fût concerté avec le vice-roi, le général Miollis reçut les Napolitains avec défiance, faisant mettre en état de défense Civita-Vecchia et le château Saint-Ange, où furent transportés les caisses et tous les effets précieux. Trois ou quatre divisions napolitaines se succédèrent, en se dirigeant à la fois par les Abruzzes sur Ancône, et par Rome, soit sur la Toscane, soit vers Pesaro, Rimini et Bologne. C'était dans cette dernière ville que Murat venait d'envoyer le prince Pi-

gnatelli Strongoli, moins pour marquer la route de son armée, dont la présence sur le Pô paraissait avoir pour but de contenir les Autrichiens, que pour disposer tous les amis de la cause de l'indépendance à l'aider dans ses entreprises. Pignatelli avait ordre de travailler à lui faire des partisans.

Dans ces entrefaites, je reçus de l'empereur la mission de me rendre à Naples, pour tâcher de détourner Murat de se déclarer contre lui; mes instructions portaient de le ménager et d'user de beaucoup d'adresse dans cette négociation; de le flatter même de la perspective qu'on lui abandonnerait les marches de Ferme et d'Ancône, dépouilles de l'État romain dont il ambitionnait depuis long-temps la possession. Je fus précédé à Naples par trois lettres de l'empereur adressées à Joachim, l'une d'elles annonçant ma prochaine arrivée comme chargé de ses pouvoirs. Je fis mon entrée à la cour de Naples vers la mi-décembre.

C'était une singulière cour que celle de Joachim, et une royauté bien vacillante que sa royauté du Vésuve. Murat avait un grand courage et peu d'esprit; aucun grand personnage

du jour ne poussa plus loin que lui le ridicule de la parure et l'affectation de la pompe; c'est lui que les soldats appelaient le *roi Franconi.* Toutefois Napoléon, qui ne se méprenait pas sur le caractère de son beau-frère, crut à tort que la reine Caroline, sa sœur, femme ambitieuse et hautaine, conduirait son mari, et que sans elle Murat ne saurait être roi. Mais dès les premiers temps de son règne, soupçonnant l'empire auquel on voulait le soumettre maritalement, il affecta de s'en affranchir; et les circonstances politiques où il se trouvait alors combattirent d'autant plus l'ascendant de la reine, qu'il n'avait alors pour conseils et pour alentours que des hommes qui le poussaient à se déclarer contre Napoléon, en lui présentant ce revirement de système comme une nécessité politique.

Dans une cour où la politique n'était que de l'astuce, la galanterie de la dissolution, et la représentation extérieure une pompe théâtrale, je me trouvais à peu près, si la comparaison n'était pas trop ambitieuse, comme Platon à la cour de Denys. Dès mon arrivée, je fus assailli d'intrigans des deux nations, parmi lesquels,

sous le masque d'une sorte d'ingénuité, je reconnus des émissaires de Paris. Il y en avait aussi dans le conseil du roi; et je me défiais surtout d'un certain marquis de G...., qui des deux acceptions dans lesquelles son nom est pris en latin, avait toute la vigilance de l'une et rien de la franchise de l'autre. Lors de mes premières conférences en présence de Murat, je dus y apporter une grande réserve; je feignis d'être sans instructions, et je priai le roi de m'expliquer sa situation politique. Il m'avoua qu'elle était critique et embarrassante; qu'il se trouvait placé d'une part entre son peuple et son armée, abhorrant toute idée de persévérance dans l'alliance française; de l'autre, entre l'empereur Napoléon qui le laissait sans direction et l'abreuvait de dégoût, et les souverains alliés, qui exigeaient de lui qu'il prononcât sans délai son accession complète à la coalition; que, d'un autre côté, les chefs des Italiens lui demandaient de concourir à déclarer l'indépendance de leur patrie, tandis que le vice-roi était en opposition à toutes les mesures favorables aux indépendans, soit par les ordres de l'empereur, soit d'après ses propres vues. En-

fin, ajouta le roi, j'ai encore à lutter contre les manœuvres de lord Bentinck, qui, de la Sicile, cherche à soulever les Calabres, et assiste d'argent et de promesses les *carbonari* dans toute l'étendue de mon royaume. Je dis au roi qu'il ne m'appartenait point de lui donner aucun conseil; que de sa part c'était une résolution qu'il fallait prendre; que je devais me borner à l'engager à en prendre une, et, une fois prise, à s'y tenir d'une manière invariable.

Le roi, à l'issue de la conférence, m'avoua qu'ayant communiqué à l'empereur, un mois auparavant, ses craintes qu'un détachement autrichien ne fût dirigé sur les bouches du Pô, il lui avait demandé à cette occasion qu'il renonçât franchement à la possession directe de l'Italie, et complétât ainsi ses bienfaits pour elle en proclamant son indépendance. Je répondis au roi qu'il était difficile de croire que l'empereur fît de nécessité vertu; que, dans cette supposition, je réclamerais la priorité pour la France, moi qui l'avais supplié en vain, à plusieurs reprises, de rendre la guerre nationale.

Mes autres conférences furent tout aussi oiseuses. Murat était lancé; son conseil le pous-

sait de plus en plus dans les intérêts de la coalition ; situation politique, incompatible avec son projet d'appeler l'Italie à l'indépendance. Je le lui fis sentir, mais en vain ; alors je me bornai à lui recommander, dans une conférence secrète, d'augmenter son armée et d'avoir de bonnes troupes, et de rattacher à tout prix à sa cause la secte des *carbonari* qu'il avait impolitiquement persécutée, et qui me paraissait prendre plus de consistance à mesure que les événemens acquéraient plus de gravité. Je terminai par conseiller au roi de ne pas trop compter sur sa cohue princière d'altesses napolitaines, et de s'entourer plutôt de gens qui auraient d'autre *excellence* que celle de nom, et à la fermeté desquels il pourrait se confier.

Ma mission à Naples n'était pas sans agrément. Je respirais en plein hiver sous le plus beau ciel de l'Europe ; je me voyais accueilli et considéré dans une cour brillante ; mais toutes mes pensées se tournaient vers la France, et mes regards ne la quittaient point. L'invasion la menaçait ; l'étranger était à ses portes ; qu'allait faire l'empereur ? qu'allait-il devenir ? J'étais convaincu qu'il n'aurait point

assez de grandeur d'âme pour s'identifier avec la nation. Isolé, sa ruine était certaine; mais les éclats de sa chute graduelle pouvaient encore être long-temps funestes à la patrie.

Ne recevant aucune dépêche directe, et n'ayant que des notions vagues sur l'état de Paris, je me hâtai de reprendre la route de Rome, où m'attendait ma correspondance. Je crûs d'autant plus convenable de quitter la la cour de Murat, que je savais, d'une manière certaine, qu'on y attendait l'arrivée du comte de Neyperg, plénipotentiaire d'Autriche, chargé de conclure son traité d'accession; et que je me serais trouvé alors dans une fausse position à Naples. Rentré dans la capitale du monde chrétien, je n'eus rien de plus pressé que d'ouvrir mes dépêches de Paris. Elles contenaient la nouvelle qu'on s'attendait, d'un moment à l'autre, à la violation de la neutralité de la Suisse par les alliés, et à l'invasion de notre territoire par les frontières de l'Est; qu'à peine l'empereur pourrait-il rassembler, entre Strasbourg et Mayence, une soixantaine de mille hommes dans le court espace d'un mois, tant les maladies épidémiques et la désor-

ganisation avaient causé de ravages dans ses armées; que cependant il s'obstinait à repousser *les bases sommaires* que les alliés venaient de lui faire parvenir de Francfort, bien que dans le conseil Talleyrand le poussât fortement à la paix, en ne cessant de lui répéter qu'il se méprenait sur l'énergie de la nation, qu'elle ne seconderait pas la sienne, et qu'il s'en verrait abandonné.

Sourd à de si sages conseils, que méditait Napoléon dans cette crise? Un coup d'état: de se faire proclamer dictateur. Sorti des factions et des orages d'une révolution où les mots ont eu beaucoup d'empire, il s'était persuadé, par suite de la confusion d'idées qui régnait dans sa tête en matière d'histoire ancienne, que le nom de dictateur produirait un grand effet. Il y renonça néanmoins, sur les représentations de Talleyrand et de Cambacérès. Ils observèrent qu'il fallait faire la chose sans le dire; qu'il pouvait même prendre les clefs du Sénat dans sa poche, sans avoir besoin d'aucun titre nouveau. C'est ce qu'il fit, et le palais du Sénat fut depuis ce temps gardé à vue.

Tel était le résumé de ma correspondance; et

dans les dispositions où m'avait jeté l'impression que j'en ressentis, j'écrivis à l'empereur la lettre suivante :

« J'ai pris congé du roi de Naples : je ne » dois dissimuler à Votre Majesté aucune des » causes qui ont arrêté l'activité naturelle de » ce prince.

» 1°. C'est l'incertitude où vous l'avez laissé » sur le commandement des armées d'Italie. » Le roi, dans ces deux dernières campagnes, » vous a donné tant de preuves de son dévoue- » ment et de ses qualités militaires, qu'il s'at- » tendait à recevoir de vous cette marque de » confiance. Il se sent humilié à la fois et de » vos soupçons, et de l'idée de se trouver placé » sur la même ligne que vos généraux.

» 2°. On dit sans cesse au roi : si, pour con- » server l'Italie à l'empereur, vous dégarnissez » votre royaume de troupes, les Anglais vont » y opérer des débarquemens et y exciter des » séditions d'autant plus dangereuses que les » Napolitains se plaignent hautement de l'in- » fluence de la France : dans quel état, ajoute- » t-on, se trouve cet Empire ? Sans armée, dé- » couragé par une campagne que ses ennemis

» ne regardent pas comme le terme de ses
» maux, puisque le Rhin n'est plus une bar-
» rière, et que l'empereur, loin de pouvoir
» garantir l'Italie, a peine à s'opposer à l'en-
» vahissement de ses frontières d'Allemagne,
» de Suisse et d'Espagne. Songez à vous, lui
» écrit-on de Paris, ne comptez que sur vous-
» même. L'empereur ne peut plus rien, même
» pour la France; comment garantirait-il vos
» États? Si, dans le temps de sa toute-puis-
» sance, il eut la pensée de réunir Naples à
» l'Empire, quel sacrifice serait-il porté à faire
» pour vous? Il vous sacrifierait aujourd'hui à
» une place forte. . . . .

» 3°. D'un autre côté, vos ennemis opposent
» au tableau de la situation de la France celui
» des avantages immenses que présente au roi
» son accession à la coalition: ce prince conso-
» lide son trône, agrandit ses États; au lieu de
» faire à l'empereur le sacrifice inutile de sa
» gloire et de sa couronne, il va répandre sur
» l'un et l'autre l'éclat le plus brillant en se
» proclamant le défenseur de l'Italie, le garant
» de son indépendance. Se déclare-t-il pour
» Votre Majesté, son armée l'abandonne, son

» peuple se soulève. Sépare-t-il sa cause de celle » de la France, l'Italie tout entière accourt » sous ses drapeaux. Tel est le langage que par- » lent au roi des hommes qui tiennent de près » à votre gouvernement. Peut-être ne fait-on » en cela que s'abuser sur les moyens de servir » Votre Majesté. La paix est nécessaire à tout » le monde : déterminer le roi à se mettre à la » tête de l'Italie, est, à leurs yeux, le plus sûr » moyen de vous forcer à faire la paix.

» Je suis arrivé à Rome le 18. Ici, comme » dans toute l'Italie, le mot d'*indépendance* a » acquis une vertu magique. Sous cette ban- » nière se rangent sans doute des intérêts di- » vers; mais tous les pays veulent un gouver- » nement local; chacun se plaint d'être obligé » d'aller à Paris pour des réclamations de la » moindre importance. Le gouvernement de la » France, à une distance aussi considérable de » la capitale, ne leur présente que des charges » pesantes sans aucune compensation. Conscrip- » tion, impôts, vexations, privations, sacrifi- » ces, voilà, se disent les Romains, ce que nous » connaissons du gouvernement de la France. » Ajoutons que nous n'avons aucune espèce de

» commerce, ni intérieur ni extérieur; que nos
» produits sont sans débouchés, et que le peu
» qui nous vient du dehors, nous le payons un
» prix excessif.

» Sire, lorsque Votre Majesté était au plus
» haut degré de la gloire et de la puissance,
» j'avais le courage de lui dire la vérité, parce
» que c'était la seule chose qui lui manquait.
» Aujourd'hui je la lui dois également, mais
» avec plus de ménagement, puisqu'elle est
» dans le malheur. Son discours au Corps lé-
» gislatif aurait fait une profonde impression
» sur l'Europe et aurait touché tous les cœurs,
» si Votre Majesté eût ajouté au désir qu'elle a
» manifesté pour la paix, une renonciation ma-
» gnanime à son ancien système de monarchie
» universelle. Tant qu'elle ne se prononcera pas
» sur ce point, les puissances coalisées croiront
» ou diront que ce système n'est qu'ajourné,
» que vous profiterez des événemens pour y re-
» venir. La nation française elle-même restera
» dans les mêmes alarmes. Il me semble que
» si, dans cette circonstance, vous concentriez
» toutes vos forces entre les Alpes, les Pyré-
» nées et le Rhin; si vous faisiez une déclara-

» tion franche de ne pas dépasser ces frontières
» naturelles, vous auriez tous les vœux et tous
» les bras de la nation pour défendre votre Em-
» pire; et certes, cet Empire serait encore le
» plus beau et le plus puissant du monde; il
» suffirait à votre gloire et à la prospérité de la
» France. Je suis convaincu que vous ne pouvez
» avoir de véritable paix qu'à ce prix. Je crains
» d'être seul à vous parler ce langage; défiez-
» vous des mensonges des courtisans; l'expé-
» rience a dû vous les faire connaître. Ce sont
» eux qui ont poussé vos armées en Espagne,
» en Pologne et en Russie, qui vous ont fait
» éloigner de vous vos plus fidèles amis, et qui,
» dernièrement encore, vous ont détourné de
» signer la paix à Dresde. Ce sont eux qui vous
» trompent aujourd'hui et qui vous exagèrent
» votre puissance. Il vous en reste assez pour
» être heureux et pour rendre la France pai-
» sible et prospère; mais vous n'avez rien de
» plus, et toute l'Europe en est persuadée; il
» serait même inutile à lui faire illusion, on ne
» la tromperait plus.

« Je conjure Votre Majesté de ne pas reje-
» ter mes conseils, ils partent d'un cœur qui

» n'a cessé de vous être attaché. Je n'ai point
» le sot amour-propre de voir mieux qu'un
» autre; si chacun avait la même franchise il
» vous tiendrait le même langage. Il vous au-
» rait parlé comme moi après la paix de Til-
» sitt, après la paix de Vienne, avant la guerre
» contre la Russie, et, en dernier lieu, à
» Dresde.

» Il est affligeant, pour la dignité de l'homme,
» que je sois le seul qui ose vous dire ce qu'il
» pense. Si Votre Majesté éprouve de nouveaux
» malheurs, je n'aurai pas à me reprocher d'a-
» voir cessé de lui dire la vérité. Au nom du
» ciel, mettez un terme à la guerre; faites que
» les âmes puissent trouver un moment pour
» se reposer. »

Ma lettre était à peine partie, que Napoléon frappait son dernier coup d'état : la dissolution du Corps législatif. De ce palais des Tuileries qui n'aurait dû retentir que de vœux et d'hommages, et qui fut transformé soudainement en une arène d'orgueil, de colère et de scandale, on vit sortir, épouvantés, législateurs et magistrats, généraux et fonctionnaires publics. Tous furent pénétrés d'une profonde douleur de voir

le chef de l'Etat et la nation se retirer l'un de l'autre au moment où ils auraient le plus besoin de leurs secours mutuels. Sous quels aupices allait donc s'ouvrir le troisième lustre de l'Empire ? cette année serait-elle la dernière de sa durée ? Quels funestes présages pour la défense de la patrie envahie par cinq armées étrangères, marchant sous les drapeaux de tous les potentats de l'Europe !

Pour continuer d'en imposer à l'Autriche, et se croyant maître de la détacher, à son gré, de la coalition, l'empereur, au début de cette campagne définitive, conserva la régence à Marie-Louise ; de sorte que l'Empire, dans son agonie, eût de fait deux gouvernmens, l'un au camp de Napoléon, l'autre à Paris. Bientôt même il ajouta encore à tout ce que cette régence avait d'absurde dans la pratique comme dans la conception, en déférant à son frère Joseph, presqu'au moment où il venait d'investir l'impératrice du pouvoir dirigeant, la lieutenance générale de l'Empire. Ce n'était qu'un élément de division de plus qu'il jetait dans son gouvernement. . . . .

Ce n'est pas ainsi que j'avais conçu la régence

et que j'aurais fini par la faire prévaloir si le mauvais génie de la révolution ne m'eût pas tenu enchaîné au-delà des Alpes.

Je le demande, quelle était, dans cette incohérence du pouvoir, la personne ou l'autorité qu'on pouvait réellement considérer comme dépositaire de la pensée de Napoléon? Joseph n'était que le contre-poids de l'archichancelier Cambacérès, qui l'était de l'impératrice et de Joseph, et l'impératrice n'était là que pour la forme. Voilà donc Cambacérès la cheville ouvrière de la régence de Paris; mais il ne l'était que sous la surveillance du ministre de la police, véritable inquisiteur domestique. En elle-même, la police n'est qu'une puissance occulte, dont la force réside dans l'opinion qu'elle sait donner de sa force; alors elle peut devenir l'un des plus grands ressorts de l'Etat; mais dans les mains d'un Savary, le talisman de la police s'était brisé à jamais.

On voit par ce qui précède que jamais gouvernement ne s'était tenu prêt à succomber sous autant de précautions, et peut-être par excès de précautions. Il est poutant vrai de dire que toutes les autorités se trouvaient d'accord sur

un point, l'impossibilité de conserver le gouvernement dans les mains de Napoléon. Personne n'a eu le courage de le proclamer tout haut et d'agir en conséquence; mais aussi quelle honte pour tant d'hommes capables et expérimentés d'avoir laissé consommer la ruine de l'État, et opérer, sous l'influence de l'étranger, une révolution dont la patrie en pleurs réclamait l'initiative!

O vous qui m'avez dit depuis et après coup: Pourquoi n'étiez-vous pas là? Combien cette sorte de regret ne révèle-t-il pas votre lâcheté! Je n'étais pas là, précisément parce que j'aurais dû y être, et qu'on avait pressenti que, par la seule force des choses, tous les intérêts de la révolution que je représentais à moi seul, auraient prévalu et paré à la catastrophe.

Je me méprenais si peu sur notre état réel, que, voulant hâter mon retour et mettre un terme à ma mission, j'écrivis à l'empereur une seconde lettre où je lui représentai combien il était contraire à sa dignité que je restasse en qualité de son gouverneur général à Rome, envahi par les Napolitains, et sous leurs canons, pour ainsi dire; que d'ailleurs il devenait impossible que Rome, la Toscane et l'Etat de Gênes pus-

sent être conservés, si le roi de Naples accédait à la coalition, et que, selon moi, la politique commandait d'entrer, avec ce prince, en arrangement pour lui abandonner l'occupation militaire provisoire des pays qu'il nous serait impossible de garder ou de défendre; que nous en retirerions le double avantage de sauver nos garnisons et de rattacher indirectement le roi de Naples à la cause française; que, du reste, trouvant ma dignité blessée à Rome où mon autorité ne pouvait plus avoir aucun poids, je me dirigeais sur Florence où j'attendrais ses dernières instructions.

Je trouvai Florence comme le reste de l'Italie, inquiète, en suspens, partagée sur l'opinion qu'on devait se former des mouvemens de Murat, vers la Haute-Italie. Les adhérens de Napoléon assuraient que les Napolitains, restés fidèles et dévoués à sa cause, ne se portaient sur le Pô que pour seconder nos efforts contre l'ennemi commun, et que Murat viendrait les commander en personne. Les partisans de l'indépendance ne voyaient, dans la marche des Napolitains, que la prochaine arrivée d'auxiliaires qui les aideraient à s'affranchir du joug

des Français. D'autres enfin, ne voyaient pas sans inquiétude, sur le théâtre de la Haute-Italie, une nouvelle armée qui n'était à leurs yeux qu'un ramassis de vagabonds et de pillards enrôlés par force et tout-à-fait indisciplinés. Qu'attendre, me disait-on, d'un Carascosa, médiocre talent, mais plein de forfanterie; d'un Macdonaldo, ancien aide-de-camp du vieux général cisalpin Trivulzi, dont il a épousé la concubine, et qui, n'ayant pu obtenir d'emploi ni en France ni dans le royaume d'Italie, s'est jeté de désespoir dans les troupes de Murat; d'un ex-général lombard Lecchi, malheureusement connu pour ses cruautés, ses éxactions et ses rapines en Espagne, et qui, traduit en France devant un conseil de guerre, fut renvoyé sans emploi. Peut-être viendra-t-on vanter le jeune Lavauguion, récemment rentré en grâce auprès de Murat, qui, par une boutade de jalousie, l'avait disgracié en 1811, époque où, à la tête des vélites à cheval de sa garde, il était, selon les uns trop remarqué par la reine Caroline, et, selon d'autres, rival encore plus heureux de Murat. Les autres généraux n'ont ni plus de consistance ni plus de considération. Ainsi, je sus

bientôt à quoi m'en tenir sur cette armée napolitaine; elle se composait de quarante bataillons, vingt escadrons, en tout vingt mille hommes et de cinquante pièces d'artillerie; du reste, elle était d'une assez belle tenue, mais en effet peu disciplinée.

Le gouvernement de Toscane était d'autant plus inquiet sur son avenir, que, dès le 10 décembre, les Anglais avaient opéré un débarquement à Via-Reggio, et de-là s'étaient présentés devant Livourne; mais la bonne contenance de la garnison française les avait décidés à se rembarquer. Toutefois, cette tentative ne paraissait être de leur part qu'une première reconnaissance.

Ce fut au milieu de ces circonstances que je me présentai à la cour de la grande-duchesse, où je fus parfaitement accueilli; je trouvai en elle une femme singulière, que pour cette fois j'eus le temps d'étudier. Dépourvue de beauté et de charmes, Elisa n'était pas sans esprit, et les premiers mouvemens de son cœur étaient bons; mais un défaut incurable de jugement, et ses penchans à la lubricité, la jetaient dans des écarts et dans l'extravagance. Son tic consistait

à se modeler par imitation sur les habitudes de son frère, affectant sa brusquerie, recherchant le faste, l'appareil militaire, et négligeant les arts de la paix, les lettres mêmes, dont jadis elle s'était érigée en protectrice par engouement. Dans un pays où avait tant fleuri l'agriculture et le commerce, elle ne s'était occupée qu'à se former une cour splendide et servile, organisant des bataillons de conscrits, faisant et défaisant les généraux; là où jadis les universités de Pise et de Florence, les académies de la Crusca, del Cimento et del Disegno avaient jeté tant d'éclat, elle avait laissé dépérir les études, n'accordant de protection qu'à des histrions, des baladins et des joueurs de luth. En un mot, Elisa était redoutée et n'était point aimée. Quant à moi, loin d'avoir à m'en plaindre, je la trouvai prévenante, affectueuse, résignée même à toutes les traverses dont elle était menacée, et déférant volontiers à mon expérience et à mes conseils. Dès ce moment, je devins le directeur de sa politique. Elle laissa percer devant moi son dépit de ce que Napoléon était à la veille, non seulement de perdre peut-être l'Empire par son obstination, mais encore de

sacrifier sans hésiter les établissemens dont sa famille était en possession. Je devinai alors toutes ses craintes, et je compris combien elle était alarmée de l'état précaire de la Toscane qu'elle s'attendait avec douleur à voir échapper de ses mains. Je ne lui dissimulai pas qu'à Dresde j'avais donné à Napoléon les avis les plus sincères et les plus à propos; que je l'avais averti qu'il allait jouer sa couronne, seul, contre toute l'Europe; qu'il devait céder l'Allemagne et se tenir ensuite derrière le Rhin, en appelant la nation à son aide; qu'il serait forcé malgré lui d'en venir là, mais qu'alors il prendrait trop tard un parti commandé par la nécessité.

Cependant les différens corps de l'armée de Murat parvenaient successivement à leur destination, soit à Rome, soit dans les Marches. Le général Lavauguyon, son aide-de-camp, qui était à Rome même, à la tête de cinq mille Napolitains, se déclarant tout-à-coup commandant des Etats romains, prit possession du pays. Le général Miollis, qui n'avait que dix-huit cents soldats français, se renferma dans le château St.-Ange. Lavauguyon le somma inu-

tilement de se rendre et fit cerner le château; il demanda une entrevue à Miollis que celui-ci refusa nettement.

Mais bientôt Murat lui-même, qui était parti de Naples le 23 janvier, fit son entrée à Rome avec cette pompe qu'il recherchait avec tant d'empressement; il fut reçu avec de grands témoignages de satisfaction par les indépendans.

Murat fit proposer au général Miollis, ainsi qu'au général Lasalcette, qui défendait Civita-Vecchia avec deux mille hommes, de retourner en France eux et leur garnison; ces deux généraux s'y refusèrent, et le roi laissa un corps d'observation chargé de bloquer ces deux places. En même temps il avait fait commencer le siége de la citadelle d'Ancône, où s'était retiré le général Barbou. Toutefois, il n'y avait point encore d'hostilités ouvertes; mais le roi de Naples, suivi de neuf mille hommes d'infanterie et de quatre mille chevaux, ayant fait son entrée à Bologne, fit occuper Modène, Ferrare et Cento. Sa conduite équivoque, et les mouvemens de ses troupes qui s'avançaient vers Parme et vers la Toscane, ne laissaient plus de doute

sur sa prochaine défection. Joachim était entré dans Bologne le premier février. Le jour même il détacha de son armée le général Minutolo, avec huit cents hommes, pour prendre possession de la Toscane, dont il nomma gouverneur le général Joseph Lecchi. A cette nouvelle, le trouble s'empara de la cour de la grande-duchesse, qui se lamentait d'être ainsi dépouillée par son beau-frère. Appelé au conseil, et d'ailleurs instruit que le peuple allait partout au-devant des troupes napolitaines, je conseillai à la grande duchesse de céder à l'orage et de se retirer soit à Livourne soit à Lucques. Cette résolution prise, elle enjoignit à son mari, le prince Félix Baciocchi, d'opérer l'évacuation militaire de la Toscane.

Je fus témoin de cette débâcle qui, sur une moindre échelle, n'était que la répétition de la grande scène dont Paris allait être prochainement le théâtre. Mais en Toscane il n'y eut pas d'effusion de sang, ce ne fut que fuite d'une part et de l'autre guerre dérisoire de jeux de mots et de sarcasmes dont les Florentins poursuivirent les chefs et les agens du gouvernement. Par exemple, le Baciocchi, en changeant de for-

tune, avait cru devoir changer de nom ; il s'était fait appeler *Félix* (l'heureux) au lieu de *Pascal*, nom aussi ridicule en Italie que celui de Jocrisse en France. De là, ce jeu de mots des Florentins qui lui disaient au moment de sa déconfiture : *Quando eri Felice, eravamo Pasquali; adesso che sei ritornato Pasquale, saremo felici.*

Le préfet de Florence, mon ami intime, ne fut pas exempt des atteintes de ce genre ; comme il était très-rigide pour la conscription, et que toutes les fois qu'un homme se présentait pour être réformé, il le congédiait avec sa formule habituelle : *bon à marcher;* au moment où les autorités furent contraintes d'abandonner la ville, on écrivit sur sa porte en gros caractères : *bon à marcher.*

Tandis que la grande-duchesse et moi étions retirés à Lucques, Baciocchi tenait encore la citadelle et les forts de la ville de Florence et celui de Volterra. J'attendais de jour en jour les pouvoirs que j'avais demandés pour l'évacuation militaire de la Toscane et des États romains. La grande-duchesse désirait également voir la Toscane délivrée des troupes françaises dans l'espoir d'un arrangement avec Murat,

dont la fortune lui paraissait offrir plus de chances que celle de Napoléon. Elle se défiait surtout du petit Lagarde, que l'empereur lui avait imposé en qualité de commissaire-général de police et qui m'était redevable de sa fortune. Elle allait jusqu'à le soupçonner d'adresser à Napoléon des rapports qui lui étaient contraires, de même qu'à moi. Elisa s'en ouvrit franchement et me témoigna un jour combien était vif son désir de s'emparer du porte-feuille de ce commissaire-général, afin de vérifier si ses soupçons étaient fondés. Persuadé moi-même que la correspondance de Lagarde devait m'être encore plus défavorable qu'à la grande-duchesse, je ne cherchai point à la dissuader, quand elle me dit qu'elle allait lui donner une mission pour se rendre à Pise, et qu'elle le ferait ensuite arrêter par des hommes masqués et apostés sur la route. Il me parut plaisant de voir ainsi détrousser sur le grand chemin un commissaire-général de police, qui, tout en affectant de la rondeur et de la bonhomie, se vantait d'être plus fin que l'Italien le plus rusé. Il s'agissait de donner un démenti à sa suffisance. En effet, à son retour de Pise, les hommes apostés l'arrêtent, le font

descendre de sa voiture; et tandis que deux d'entre eux le tiennent en joue sur le bord d'un fossé, les autres lui enlèvent argent, bijoux, et surtout ses papiers, qui étaient dans une caisse de l'avant-train. Quand nous vîmes venir des gens tout effarés nous apprendre la mésaventure de M. le commissaire-général, nous eûmes peine, la grande duchesse et moi, à conserver notre gravité, et il fallut nous retirer à l'écart pour donner cours au rire qui nous suffoquait. Mais pourtant, dans cette *opera seria*, tout le monde fut mystifié; les prétendus papiers du commissaire-général qu'on nous apporta, consistaient dans une liasse des numéros du *Moniteur* que Lagarde, ayant une voiture à double fond où était cachés ses papiers secrets, avait fait placer dans la caisse extérieure. Il en fut quitte pour son argent, ses bijoux et la peur, et suivant toute probabilité pour la peur seulement, car il n'aura pas manqué de s'indemniser, soit à Florence, soit à Paris.

Cependant Murat, qui déjà occupait les légations, s'efforçait de remplir de son nom l'Italie entière. Il m'écrivait lettre sur lettre, me répétant que son alliance avec la coalition lui parais-

sait le seul moyen de conserver le trône, et m'engageant de dire à l'empereur toute la vérité sur l'état actuel de l'Italie. Je lui répondis que je l'avais prévenu sur ce point, et qu'il n'avait pas besoin de m'encourager pour oser dire la vérité à l'empereur; que j'avais toujours pensé que c'était trahir les princes que de la leur cacher; j'insistai sur la nécessité pour le roi de Naples de se constituer une bonne armée comme moyen d'influence dans la coalition; je lui recommandai surtout de bannir toute indécision; il lui était très-essentiel, lui disais-je, de se créer une grande considération et de faire estimer son caractère; et puisque sa décision paraissait arrêtée, je devais à l'amitié qu'il avait pour moi, de lui avouer que la moindre hésitation serait funeste; qu'elle appellerait sur lui la défiance; qu'il pouvait, d'ailleurs, servir sa patrie en contribuant à la pacification générale, et en relevant la dignité des trônes et l'indépendance des nations. J'ajoutais que je voyais avec peine les soulèvemens des campagnes; qu'il ne fallait pas remuer les passions qu'on ne pouvait pas satisfaire. Invité aussi par ce prince à lui envoyer, par écrit, les réflexions que je lui avais

présentées à Naples sur les constitutions que lui demandaient les partisans de la liberté, je l'avertissais de ne pas se laisser entraîner à jeter au milieu du peuple napolitain des idées auxquelles il n'était point préparé; enfin, lui disais-je, je crains que ce mot de constitution, que j'entends sur toute ma route, ne soit, dans le grand nombre, qu'un prétexte mis en avant par le désir de s'affranchir de toute obéissance.

Les troupes de Murat étaient arrivées sur les rives méridionales du Pô. En prenant possession de la Toscane et des Etats romains, il s'était prononcé contre l'empereur, son beau-frère, en faveur de l'Autriche. Il était engagé et on ne l'était pas vis-à-vis de lui; car le traité qu'il avait signé à Naples, le 11 janvier, avec le comte de Neyperg, n'était pas ratifié.

Je jugeai, d'après la gravité des événemens, devoir m'aboucher encore avec Murat, et j'allai conférer avec lui secrètement à Modène. Là, je lui fis sentir, puisqu'il avait pris un parti décisif, qu'il devait le déclarer. Si vous aviez, lui dis-je, autant de fermeté dans le caractère que votre cœur renferme de qualités, vous seriez plus fort en Italie que la coalition. Vous ne

pouvez la dominer ici que par beaucoup d'élan et de franchise. Il hésitait encore : je lui communiquai mes nouvelles de Paris les plus récentes. Déterminé par leur contenu, il me confia son projet de proclamation, ou plutôt de déclaration de guerre, pour lequel j'indiquai quelques changemens qu'il adopta. Cette proclamation, datée de Bologne, était conçue en ces termes :

« Soldats ! aussi long-temps que j'ai pu
» croire que l'empereur Napoléon combattait
» pour la paix et le bonheur de la France, j'ai
» combattu à ses côtés ; mais aujourd'hui, il
» ne m'est plus permis de conserver aucune
» illusion ; l'empereur ne veut que la guerre.
» Je trahirais les intérêts de mon ancienne pa-
» trie, ceux de mes États et les vôtres, si je ne
» séparais pas sur-le-champ mes armes des
» siennes, pour les joindre à celles des puis-
» sauces alliées, dont les intentions magna-
» nimes sont de rétablir la dignité des trônes et
» l'indépendance des nations.

» Je sais qu'on cherche à égarer le patrio-
» tisme des Français qui sont dans mon armée
» par de faux sentimens d'honneur et de fidé-

» lité; comme s'il y avait de l'honneur et de la
» fidélité à assujétir le monde à la folle ambi-
» tion de l'empereur Napoléon.

» Soldats ! il n'y a plus que deux bannières
» en Europe ; sur l'une vous lisez : religion,
» morale, justice, modération, lois, paix et
» bonheur ; sur l'autre : persécutions, artifices,
» violences, tyrannie, guerre et deuil dans
» toutes les familles : choisissez. »

J'eus aussi à traiter avec Murat d'une affaire particulière qui touchait à mes intérêts ; j'avais à réclamer, comme gouverneur-général des Etats romains et ensuite de l'Illyrie, un arriéré de traitemens qui s'élevait à la somme de cent soixante et dix mille francs. Le roi de Naples s'étant emparé des Etats romains et des revenus publics, à ce titre il devait acquitter ma créance. Il en donna l'ordre ; l'exécution souffrit quelque retard ; néanmoins, avant de partir d'Italie, je pus dire que je n'y avais pas fait la guerre à mes dépens.

Je retrouvai à Lucques la grande duchesse toujours en émoi et dans une vive inquiétude sur la marche des événemens. Je lui annonçai que Murat allait en venir enfin à sa levée de

bouclier, mais que je doutais néanmoins qu'il mît assez de vigueur et de rectitude dans ses opérations pour s'attirer la confiance de ses nouveaux alliés; que les ministres d'Autriche et d'Angleterre lui reprochaient d'être français et surtout trop attaché à l'empereur; que les révolutionnaires qui gouvernaient Florence en ce moment disaient hautement que le roi de Naples avait des intelligences avec la France, et qu'il trompait les Italiens; qu'ils allaient même jusqu'à imputer à mes conseils l'inaction des troupes napolitaines, que les Autrichiens étaient impatiens de voir marcher contre le vice-roi, lequel allait être incessamment attaqué par le général comte de Bellegarde. Je lui dis enfin que j'avais laissé Murat malade de chagrin; qu'il sentait dans quelle situation épineuse il s'était placé; mais que désormais il me serait difficile de lui faire parvenir mes avis.

Peu de jours après, je reçus du ministre de la guerre une dépêche contenant les instructions de l'empereur relatives à l'évacuation de l'État romain et de la Toscane. A ces instructions était jointe une lettre pour le roi de Naples, que j'étais chargé de lui remettre per-

sonnellement; il m'était prescrit de lui faire en même temps certaines communications confidentielles, que je pouvais modifier selon la position où je trouverais ce prince. Je partis aussitôt pour Bologne, où se trouvait alors Murat. Jusqu'à Florence je n'éprouvai aucune difficulté; mais à mon arrivée dans cette ville, les nouvelles autorités me signifièrent que je ne pouvais ni continuer ma route, ni m'arrêter à Florence, et que je devais me retirer à *Prato* pour y attendre la réponse du roi. Je lui expédiai aussitôt un courrier, et revins à Lucques, préférant séjourner dans cette ville, *Prato* étant déjà en insurrection. Je reçus bientôt la réponse de Murat, qui m'annonçait avoir donné l'ordre à ses généraux de traiter avec moi de l'évacuation de la Toscane et des États romains.

Les pouvoirs dont m'avait investi l'empereur vinrent fort à propos. La plupart des troupes françaises qui étaient en Toscane s'étaient concentrées à Livourne; celles qui étaient à Pise faisaient mine de résister. Déjà même le général napolitain Minutolo, s'étant porté avec une colonne de l'armée de Murat, de Florence à Livourne, il y avait eu à Pise des hostilités entre

cette troupe et un détachement français ; elles allaient devenir sérieuses. Instruit de l'événement, je partis de Lucques en toute hâte et je me présentai aux avant-postes. M'étant fait reconnaître, je stipulai aussitôt une convention, par laquelle les troupes françaises abandonneraient les postes et les forteresses qu'elles occupaient, et rentreraient en France ; je donnai l'ordre aussitôt aux garnisons de Livourne et de la Toscane de se replier sur Gênes. . . . .

Peu de jours après, je traitai, en vertu des mêmes pouvoirs, avec le lieutenant-général Lecchi, gouverneur pour le roi de Naples en Toscane, de l'évacuation des États romains. Cette nouvelle convention stipulait la remise du château Saint-Ange et de Civita-Vecchia aux Napolitains. Les garnisons françaises devaient être transportées par mer à Marseille, aux frais du roi de Naples. . . . .

Ainsi se termina ma mission en Italie, dont j'étais si impatient de voir arriver la fin, pour rentrer dans ma patrie alors dans un état si déplorable ; elle était inondée de troupes étrangères qui s'avançaient de plus en plus vers la capitale, dont Napoléon était réduit à défendre

les approches. De loin j'avais quelque embarras à m'expliquer la marche de certains événemens : par exemple, pourquoi les deux armées alliées réunies s'étaient séparées de nouveau après avoir gagné sur Napoléon la bataille de la Rhotière, au lieu de marcher ensemble sans délai sur Paris. Par là on eût devancé de deux mois les événemens de la fin de mars, ce qui aurait évité bien des désastres, bien du sang et des larmes inutilement répandus. Mais les alliés n'avaient alors rien de prêt dans Paris, et les cabinets qui ne penchaient pas pour la régence, prolongèrent à regret, sans doute, les calamités de la guerre, afin d'arriver à d'autres combinaisons et à d'autres résultats. Quant au congrès de Châtillon, je pensais qu'il aurait l'issue du congrès de Prague. Tout annonçait que le dénouement de ce grand drame ne se ferait pas long-temps attendre.

Avant de prendre la route de France, je me transportai à Volta, quartier-général du prince vice-roi ; il avait opéré sa retraite sur le Mincio ; et au moment de la dénonciation de la guerre du roi de Naples contre la France, il avait livré aux Autrichiens une de ces batailles, qui ne décidant rien en politique, ne profitent qu'à l'hon-

neur des armes. J'eus avec le vice-roi deux conférences particulières, dans lesquelles je lui représentai que donner des batailles devenait d'autant plus inutile que tout allait se décider dans le rayon de Paris ; je le détournai de déférer à l'ordre de l'empereur de porter l'armée d'Italie sur les Vosges ; d'abord, parce qu'il était trop tard pour qu'une jonction pût s'opérer, ensuite qu'en passant les Alpes il perdrait à jamais son établissement en Lombardie. Eugène m'avoua que Murat lui avait fait proposer secrètement de s'unir à lui pour se partager l'Italie après avoir renvoyé toutes les troupes françaises, et qu'il avait repoussé cette proposition extravagante ; que sa déclaration de guerre le mettait, lui Eugène, dans le plus grand embarras, et qu'il ne croyait pas pouvoir tenir long-temps si Murat mettait quelque chaleur à servir les Autrichiens. Je le rassurai à cet égard, connaissant le caractère incertain de Murat, et sachant d'ailleurs que ses vœux pour l'indépendance italienne étaient déjà contrariés par les alliés.

J'étais au quartier-général d'Eugène, lorsque je vis arriver, dépêché par l'empereur,

Faypoult, ancien préfet, en qui Murat avait une certaine confiance, et que Napoléon lui envoyait, ainsi qu'à Eugène, avec la nouvelle des succès récens obtenus dans la Brie et à Montereau. Ces avantages étaient exagérés à dessein pour soutenir l'espoir d'Eugène d'une part, et de l'autre, pour ralentir le zèle de Murat dans la cause de ses nouveaux alliés. Un aide-de-camp d'Eugène, le comte Tacher, qu'il avait envoyé à Napoléon, étant revenu aussi en toute hâte, lui rapporta les propres paroles que l'empereur, enivré par quelques succès brillans, mais passagers, lui avait adressées : « Retournez » auprès d'Eugène, lui avait dit Napoléon, » racontez-lui comment j'ai arrangé tous ces » gens-là; c'est de la canaille que je chasserai » à coups de fouet. » Tout le monde en était dans la joie au quartier-général. Je pris Eugène à part, et je lui dis que de telles fanfaronnades ne devaient inspirer de confiance qu'à des hommes follement enthousiastes, mais qu'elles ne pouvaient rien sur l'esprit de personnes raisonnables; que celles-ci voyaient dans toute son étendue le danger imminent qui menaçait le trône impérial; que ce n'était point les bras

qui manquaient au gouvernement, mais bien le sentiment pour les faire mouvoir, et qu'en se séparant de la nation, l'empereur, par son despotisme, avait tué l'esprit public. Je donnai quelques conseils à Eugène, et je me mis en route pour Lyon, laissant l'Italie en proie, pour ainsi dire, à quatre armées différentes, française, autrichienne, napolitaine et anglaise; car, cette fois, lord Bentinck avait réellement débarqué à Livourne; de là, signifiant à Élisa qu'il ne reconnaissait ni l'autorité de Napoléon, ni la sienne comme grande duchesse; et, dictant ainsi des lois à la Toscane, il vint se réunir aux Napolitains, qui occupaient Bologne, Modène et Reggio.

Ainsi je laissai l'Italie dans un état équivoque, embarrassé; et rien de plus précaire alors que nos établissemens au-delà des Alpes. Ni le vice-roi, ni Murat, et certes ils ne manquaient ni l'un ni l'autre de bravoure, n'avaient assez de talens politiques, ni même assez de consistance aux yeux même des Italiens, pour soutenir les restes de notre puissance en Italie, surtout en marchant tous les deux dans des directions opposées.

Du reste, j'étais bien plus inquiet de l'état alarmant de la France que de la situation chancelante du vice-roi et même de Murat; au fond, le sort de l'Italie allait dépendre du résultat de la lutte, alors si vivement engagée entre Napoléon et les monarques alliés, qui s'efforçaient de le resserrer entre la Seine et la Marne.

Ce fut au milieu de ces circonstances que j'entrai dans Lyon, vers les premiers jours de mars. Tout y était dans une sorte de confusion et d'incertitude sur le résultat de la campagne. Le préfet, le commissaire-général de police et quelques généraux secondaires voulaient défendre Lyon, par suite de la persuasion où l'on était à Lyon qu'on défendrait Paris, et c'était avec des ouvrages de campagne qu'on prétendait arrêter l'ennemi devant la seconde ville de l'Empire, menacée par l'arrivée d'un renfort de quarante cinq mille Allemands. On circonvint Augereau, détracteur de Napoléon, mais guerrier peu politique, et qui, dans cette crise, cédant à de mauvais conseils, ne voyait de salut pour la France qu'en l'identifiant à sa destinée. Une ligne de fortifications fut tracée à la hâte, et tous les moyens furent employés pour don-

ner un caractère national à cette résistance parmi le peuple. Mais les mêmes dispositions, qui alors se faisaient apercevoir dans Paris, siége du gouvernement, prévalaient aussi à Lyon. Le préfet Bondy se battait les flancs pour exalter le patriotisme des Lyonnais assoupis, et détruit par les mêmes causes qui le faisaient tomber en langueur dans le reste de la France.

La nuit même de mon arrivée, je fus admis aux conférences des principaux fonctionnaires publics, qui avaient lieu tous les soirs chez le maréchal Augereau. Je m'aperçus, dès l'abord, que tout ce qui ressemblait à des partis désespérés, n'étaient plus accueillis que par le préfet, par quelques-uns des officiers généraux accourus avec un corps de l'armée d'Aragon, et par le commissaire-général de police Saulnier. J'annonçai franchement la défection du roi de Naples, et qu'un million d'hommes allait se précipiter sur la France, qu'il n'était plus possible de sauver que par une grande mesure politique; je vis que mes opinions, aussi bien que mes révélations, contrariaient les fonctionnaires, qui, par zèle pour l'empereur, ne reculaient pas devant les horreurs d'un siége. Ils

ne déguisèrent pas la gêne qu'ils ressentaient de ma présence, et je m'aperçus bientôt qu'ils avaient des instructions secrètes à mon égard. Augéreau, n'ayant point prêté l'oreille au seul projet de délivrance qui fût dans les intérêts de la révolution dont il était pourtant un zélateur sincère, finit par donner les mains à la mesure provoquée par le préfet et le commissaire-général de police, qui tendait à me forcer de quitter Lyon pour aller résider provisoirement à Valence. Je cédai, quoiqu'à regret, et je pris la route du Dauphiné, en jetant un regard d'impatience sur celle de Paris, la seule que j'aurais voulu pouvoir traverser en poste.

Ce fut à Valence que j'appris l'arrivée à Vesoul de Monsieur, comte d'Artois, et les terreurs de Napoléon aux premières lueurs de royalisme qui venaient de percer à Troyes en Champagne. J'appris peu de jours après, coup sur coup, l'arrivée du duc d'Angoulême au quartier-général de lord Wellington, la perte de la bataille d'Orthez par Soult, la perte de la bataille de Laon par Napoléon, et l'entrée du duc d'Angoulême à Bordeaux. Combien alors mes regrets devinrent plus vifs de me voir à plus

de cent lieues de la capitale, où une révolution politique devait nécessairement éclater à la suite de tant de désastres! L'occupation de Lyon par les Autrichiens, ayant eu lieu presqu'aussitôt, et le maréchal Augereau, reculant son quartier-général à Valence, je me rendis à Avignon dans l'attente des événemens, et toujours à la veille de m'élancer vers Paris au premier signal. Mais, entouré par différens corps d'armée, réduit à des conjectures et à des bruits vagues par l'interruption des courriers, et par la difficulté des communications, je balançai trop sans doute à prendre un parti décisif. Que je me suis repenti, dans la suite, de ne pas m'être rapproché furtivement de Paris par le centre de la France, libre encore de l'invasion étrangère! Une seule considération put m'arrêter; je craignis que les instructions secrètes qui me concernaient n'eussent été transmises à chaque préfet individuellement.

J'étais à Avignon sans aucun caractère politique, et j'habitais les mêmes appartemens où fut assassiné un an plus tard le malheureux Brune. Là, je trouvai l'esprit public monté contre Napoléon, au point que je pus faire affi-

cher que je recevrais tous les corps, toutes les autorités constituées, auxquels j'annonçais le renversement prochain du gouvernement impérial, mais que Murat, dans la Haute-Italie, travaillait pour la bonne cause. Plus qu'à Lyon et à Valence, il se manifestait à Avignon des dispositions à voir Napoléon déchu, remplacé par une autorité quelconque. Enfin, la nouvelle des événemens du 31 mars me parvint. Forcé de faire un long détour, de prendre la route de Toulouse et de Limoges, je n'arrivai à Paris que dans les premiers jours d'avril, mais il était trop tard. La formation d'un gouvernement provisoire dont j'aurais dû faire partie, la déchéance de Napoléon que j'eusse ambitionné de prononcer, mais effectuée sans moi; enfin, la restauration des Bourbons, à laquelle je me fusse opposé pour faire prévaloir le plan de régence qui était mon ouvrage, anéantissaient mes projets et me rejetaient dans la nullité politique, en présence de princes que j'avais offensés; je sentais que la clémence pouvait être d'accord avec la bonté de leur cœur, mais qu'elle n'en était pas moins incompatible avec le principe de la légitimité.

J'ai entendu agiter depuis cette double question : si le duc d'Otrante se fût trouvé à Paris, eût-il fait partie du gouvernement provisoire, et dans cette supposition quel eût été le résultat de la révolution du 31 mars ?

Ici je dois à mes contemporains quelques éclaircissemens relatifs à des circonstances secrètes que j'ai jugé à propos de ne point morceler dans mes récits, afin de les mieux présenter dans tout leur jour, car il est des aveux qui ne peuvent être justifiés que par les conjonctures, et qu'on ne doit se permettre qu'à la faveur des temps. Je confesserai d'abord que, pénétré de la nécessité de prévenir la réaction de l'Europe et de sauver la France par la France, les événemens de 1809, c'est-à-dire la guerre d'Autriche et l'attaque des Anglais sur Anvers, n'étaient que les premiers moyens d'exécution d'un plan de révolution, qui avait pour but le détrônement de l'empereur. Je confesserai aussi que j'avais été l'âme de ce plan, seul capable de nous réconcilier avec l'Europe, et de nous ramener à un gouvernement raisonnable. Il demandait le concours de deux hommes d'état, l'un dirigeant le cabinet de Vienne, l'autre, le

cabinet de St.-James, je veux parler du prince de Metternich et du marquis de Wellesley, à qui j'avais envoyé, à cet effet, M. de Fagan, ancien officier au régiment irlandais de Dillon, que son caractère insinuant rendait propre à une mission si délicate.

Avant d'en venir à de pareilles ouvertures, je n'avais point négligé, dans l'intérieur, de me rapprocher du seul homme dont la coopération me fut indispensable : on devine qu'il s'agit du prince Talleyrand. Notre réconciliation avait eu lieu dans une conférence à Surêne, chez la princesse de Vaudémont. Dès les premiers épanchemens, nos idées politiques s'étaient accordées, et une sorte de coïncidence s'était établie entre nos plans pour l'avenir. Pourtant je n'avais pu échapper à la morsure épigrammatique de mon noble et nouvel allié qui, après l'entrevue, questionné par ses affidés sur ce qu'il pensait à mon égard, répondit : « Oui, » oui, j'ai vu Fouché, c'est du papier doré sur » tranche. »

On ne manqua pas de me rapporter le propos ; je ne m'en montrai pas offensé ; les consi-

dérations de politique dominant toujours chez moi l'irritabilité de l'amour-propre.

J'avais également senti la nécessité de me mettre en rapport direct avec l'un des sénateurs les plus influens, M. de S....., qui, lui-même, était en relation intime avec la secrétairerie d'état par l'entremise de Maret, son ancien compagnon de captivité. Une pareille conquête m'était d'autant plus précieuse que, depuis la disgrâce de Bourienne, je n'avais plus à la secrétairerie d'état, dans mes intérêts, que des subalternes, à qui les fils des hautes intrigues échappaient souvent. Mais quel moyen de m'attacher un personnage que je comptais depuis long-temps au nombre de mes antagonistes déclarés! La sénatorerie de Bourges étant venue à vaquer, j'y vis aussitôt le prix de la réconciliation; je manœuvrai en conséquence : S........ l'obtint; j'eus dès-lors un ami de plus au Sénat, et comme un œil toujours ouvert dans le cabinet de Napoléon.

Un homme me manquait encore; le maréchal M......, chef de la gendarmerie. Jusqu'alors il m'avait été contraire; nommé au commandement d'un corps d'armée en Catalogne,

mais quoique dans les grands emplois, dénué de ressources pécuniaires pour entrer en campagne; je connus son embarras, et je lui envoyai, d'après le conseil d'un ami, une réserve de quatre-vingt mille francs dont je pouvais disposer, et pour la remise de laquelle j'obtins l'autorisation de l'empereur. Ainsi, dans l'espace de très-peu de mois, de tous mes ennemis je me fis des amis. J'avais deux ministères dans mes mains : l'intérieur et la police; j'avais la gendarmerie à ma disposition et une nuée d'observateurs à mes ordres; j'avais de plus pour levier dans l'opinion la clientelle immense des vieux républicains et des royalistes persévérans, qui trouvaient une égide dans mon crédit. Tels étaient les élémens de mon pouvoir, quand Napoléon, engagé dans la double guerre d'Espagne et d'Autriche, et désormais jugé perturbateur incorrigible, me parut dans une position tellement inextricable que je formai le plan que j'ai révélé plus haut. Soit que son instinct m'eût deviné, soit que des indiscrétions inhérentes au caractère français eussent éveillé ses soupçons : car, pour trahi, je ne le fus pas; ma disgrâce presque subite, comme je l'ai raconté

dans la suite des événemens de 1809, reculèrent de cinq années la ruine du trône impérial. Et c'était, protégé par de tels souvenirs, soutenu par une puissance d'opinion qui ne m'avait abandonné ni lors de ma défaveur, ni dans mon exil; c'était, en outre, secondé par la réputation d'homme d'état qui avait prophétisé la chute de Napoléon avec la précision d'un calculateur froid et prévoyant, que je me trouvai surpris par les événemens du 31 mars. Si j'eusse été à Paris alors, sans aucun doute le poids de mon influence et ma connaissance parfaite des secrets de tous les partis m'auraient permis d'imprimer à ces événemens extraordinaires une toute autre direction. Ma prépondérance et ma décision prompte auraient prévalu sur l'influence plus mystérieuse et plus lente de M. de Talleyrand. Cet homme si élevé n'aurait pu cheminer qu'attelé avec moi au même char. Je lui aurais révélé toutes les ramifications de mon plan politique; et en dépit de l'odieuse police de Savary, du ridicule gouvernement de Cambacérès, de la lieutenance générale du mannequin Joseph et de la lâcheté du Sénat, nous aurions redonné la vie à ce cadavre de la révolution; et ces patri-

ciens dégradés n'auraient plus songé, comme ils l'ont fait trop tard, qu'à se conserver eux-mêmes. Par notre impulsion ils auraient prononcé, avant l'intervention étrangère, la déchéance de Napoléon, et proclamé le conseil de régence, tel que j'en avais arrêté les bases. Ce dénouement était le seul qui pût mettre à couvert la révolution et ses principes. Mais les destins en avaient autrement décidé. (1). Napoléon lui-même conspira contre son propre sang. Que de ruses de sa part; que de prétextes pour me tenir éloigné de la capitale, où il redoutait même la présence de son fils et de sa femme! car, on ne doit pas s'y méprendre, l'ordre laissé à Cambacérès de faire partir immédiatement pour Blois l'impératrice et le roi de Rome, à la moindre apparition

(1) Dites plutôt qu'en dépit de tant d'intrigues, de toute la puissance militaire de Bonaparte, et des longues aberrations de la politique européenne, la Providence a voulu enfin que les Bourbons, que nos princes du sang français pussent reprendre leur sceptre. Nous sommes consolés aujourd'hui de tant de guerres et de calamités par le règne de Charles x, que la haute sagesse de Louis xviii a su nous ménager.

(Note de l'éditeur.)

des alliés, n'eut pas d'autre motif que de parer à une révolution qui pouvait être opérée par l'établissement d'une régence nationale. Lorsqu'après s'être laissé, pour ainsi dire, escamoter sa capitale par l'empereur Alexandre, il voulut avoir recours à la régence pour dernier expédient, il était trop tard. Les combinaisons de M. de Talleyrand avaient prévalu, et ce fut lorsqu'un gouvernement provisoire était déjà tout formé, que je vins me présenter devant la restauration. Quelle position, grands dieux ! Agité par la conscience de tant de titres qui me reportaient au pouvoir, et par le sentiment d'un remords qui m'en repoussait; frappé moi-même d'un spectacle tout nouveau pour la génération; l'entrée publique d'un fils de France, qui, jouet de la fortune pendant vingt-cinq ans, revoyait, au milieu des acclamations et de l'allégresse publique, la capitale de ses aïeux, décorée des drapeaux et des emblêmes de la royauté; ému, je l'avoue, par ce tableau touchant d'une bonté royale, se mêlant à une ivresse royaliste, je fus subjugué (1); je ne dis-

(1) Voyez ici les effets de cette même Providence :

simulai ni mon regret ni mon repentir; je les manifestai en plein Sénat, en le pressant d'envoyer une députation à S. A. R. Monsieur, et me déclarant indigne d'en faire partie, de paraître moi-même devant le représentant du monarque; m'élevant avec force contre ceux de mes collègues qui prétendaient imposer des chaînes aux Bourbons.

Le mois n'était pas écoulé que, tourmenté d'une secrète inquiétude que m'inspirait le voisinage de Napoléon à l'île d'Elbe, voisinage que j'entrevoyais pouvoir devenir fatal à la France, je pris la plume et je lui adressai la lettre suivante que je livre à l'impartialité de l'histoire :

Quel sublime et touchant spectacle que celui de la rentrée du fils de France dans l'immortelle journée du 12 avril 1814! Ce spectacle touche l'âme d'un régicide; le sentiment du remords l'oppresse; il reconnaît dans ce grand dénouement la main de la divine Providence, qui préparait, dix années à l'avance, la douce et paternelle domination de Charles x, de ce roi chevalier, salué par les acclamations des Parisiens dans les préludes de notre restauration.

(Note de l'éditeur.)

« Sire, lorsque la France et une partie de
» l'Europe étaient à vos pieds, j'ai osé vous faire
» entendre constamment la vérité. Maintenant
» que vous êtes dans le malheur, j'éprouve plus
» de crainte de blesser votre sensibilité, en vous
» parlant le langage de la sincérité; mais je
» vous le dois, puisqu'il vous sera utile et même
» nécessaire.

» Vous avez accepté, comme retraite, l'île
» d'Elbe et sa souveraineté. Je prête une oreille
» attentive à tout ce qui se dit au sujet de cette
» souveraineté et de cette île. Je crois qu'il est
» de mon devoir de vous assurer que la situa-
» tion de cette île, en Europe, ne vous con-
» vient pas, et que le titre de souverain de
» quelques acres de terre convient encore
» moins à celui qui a possédé un Empire im-
» mense.

» Je vous supplie de peser ces deux consi-
» dérations, et vous sentirez combien elles sont
» fondées.

» L'île d'Elbe est à très-peu de distance de
» l'Afrique, de la Grèce et de l'Espagne; elle
» touche presqu'aux côtes d'Italie et de France.
» De cette île, la mer, les vents et une petite

» felouque peuvent vous amener subitement » dans les pays les plus exposés à l'agitation, » aux événemens, aux révolutions. La stabilité » n'existe encore nulle part ; dans cet état de » mobilité des nations, un génie comme le » vôtre peut toujours exciter de l'inquiétude » et des soupçons parmi les puissances euro- » péennes ; sans être criminel, vous pouvez être » accusé, et sans être criminel, vous pouvez » aussi faire du mal, car l'alarme est un grand » mal tant pour les gouvernemens que pour les » nations.

» Un roi qui monte sur le trône de France » désire régner uniquement par la justice; » mais vous savez de combien de passions un » trône est entouré, et avec quelle adresse la » haine donne à la calomnie les couleurs de la » vérité.

» Les titres que vous conservez, en rappe- « lant à chaque instant ce que vous avez perdu, » ne peuvent servir qu'à augmenter l'amertume » de vos regrets; il ne paraîtront pas des dé- » bris, mais une vaine représentation de tant » de grandeurs qui se sont évanouies. Je dis » plus, sans vous honorer, il vous exposeront

» à de plus grands dangers. On dira que vous
» ne gardez les titres que parce que vous con-
» servez toutes vos prétentions. On dira que le
» rocher de l'île d'Elbe est le point d'appui sur
» lequel vous voulez placer le levier, d'où
» vous chercherez à soulever de nouveau le
» monde entier.

» Permettez-moi de vous dire toute ma pen-
» sée. Il serait plus glorieux et plus consolant
» pour vous de vivre comme un simple parti-
» culier; et, à présent, l'asile le plus sûr et
» le plus convenable pour un homme comme
» vous, est dans les Etats-Unis de l'Amérique.
» Là, vous recommencerez votre existence au
» milieu d'un peuple encore neuf, qui saura
» admirer votre génie sans le craindre. Vous
» serez sous la protection de lois également im-
» partiales et inviolables, comme tout ce qui
» respire dans la patrie de Francklin, de Wa-
» singthon et de Jefferson. Vous prouverez aux
» Américains que si vous étiez né parmi eux,
» vous auriez pensé et voté comme eux; et que
» vous auriez préféré leurs vertus et leur li-
» berté à toutes les dominations de la terre. »

Cette lettre, dont je crois pouvoir m'honorer,

fut mise plus tard, par des royalistes, sous les yeux de Monsieur, comte d'Artois, avec la lettre suivante que j'adressai à Son Altesse Royale.

» Monseigneur,

» J'ai voulu rendre un dernier service à » l'empereur Napoléon, dont j'ai été dix ans » le ministre. Je crois devoir communiquer à » Son Altesse Royale la lettre que je viens de » lui écrire. Ses intérêts ne peuvent être pour » moi une chose indifférente, puisqu'ils ont » excité la pitié généreuse des puissances qui » l'ont vaincu. Mais le plus grand de tous les » intérêts pour la France et pour l'Europe, ce- » lui auquel on doit tout sacrifier, c'est le re- » pos des peuples et des puissances après tant » d'agitations et de malheurs; et le repos, » même alors qu'il serait établi sur de solides » bases, ne serait jamais suffisamment assuré; » on n'en jouirait jamais tant que l'pereurem » Napoléon serait dans l'île d'Elbe. Napoléon » sur ce rocher serait pour l'Italie, pour la » France, pour toute l'Europe, ce que le Vé- » suve est à côté de Naples. Je ne vois que le

» Nouveau-Monde et les États-Unis auxquels
» il ne pourra pas donner de secousses. »

Par cette lettre, le prince, dont la sagacité ne peut être révoquée en doute, put juger ce qu'il ne savait qu'imparfaitement peut-être, que je ne devais pas être rangé au nombre des adhérens de Napoléon.

Consulté par des courtisans et par des ministres, je leur répétai plusieurs fois : « Gardez le
» silence sur tous les torts ; placez-vous à la
» tête du bien qui s'est fait depuis vingt-cinq
» ans ; rejetez le mal sur les gouvernemens qui
» vous ont précédés, et plus justement encore
» sur les événemens ; servez-vous à la fois de
» la vertu qui a éclaté dans l'oppression, de
» l'énergie qui s'est développée dans nos dis-
» cordes, et des talens qui se sont produits dans
» le délire. Si le roi ne prend pas la nation pour
» point d'appui, son autorité s'affaiblira, ses
» courtisans seront réduits à provoquer autour
» de lui de stériles hommages qui le perdraient.
» Gardez-vous, ajoutais-je, de toucher à la
» couleur de la cocarde et du drapeau ; cette
» question n'est pas bien comprise, elle n'est
» frivole qu'en apparence, elle décide de tout,

» c'est la question de l'étendard sous lequel la » nation se ralliera; la couleur du ruban sem» blera décider de la couleur du règne. Ce sa» crifice est pour le roi ce que fut pour Henri IV » celui de la messe. » On voit que dans mes conseils je n'hésitais pas à constituer le roi chef de la révolution, à qui se fut offerte ainsi une garantie plus sûre que celle de la Charte elle-même; mes opinions, les intérêts de ma patrie et les miens m'en prescrivaient la loi; mais si j'avais pour moi de nombreux partisans, soit parmi les royalistes, soit parmi les hommes de la révolution, j'avais contre moi les bonapartistes et les restes de la police de Savary. Ceux-ci me représentaient comme rongé de chagrin de n'avoir pu aider au renversement de l'édifice que je m'étais complu à élever, comme étant accouru auprès du trône légitime, affectant des remords et offrant à tout prix mes services à l'auguste famille que j'avais outragée; ceux-là, au contraire, me désignaient comme le seul homme capable de fonder la sécurité des Bourbons, comme un chef plein de sagacité, pouvant disposer d'une partie des élémens du corps politique. Je ne crois pas m'abuser en affirmant

que telle était l'opinion de la majorité du faubourg St.-Germain.

J'entrai en correspondance avec plusieurs personnages importans de la cour; entre autres avec mon ami Malouet, qui, de son exil à Tours, venait d'être appelé par le roi au ministère de la marine. Toutes les lettres que je lui écrivais étaient mises sous les yeux du roi; je lui recommandais, ainsi qu'à tous ceux qui venaient de la part du monarque me demander des conseils, de ne point établir de lutte entre les anciennes passions et les nouvelles, entre la nation et les émigrés; mais on n'avait la force de suivre aucun de mes avis; on se laissait entraîner par le torrent.

Vers la fin de juin, le roi ayant ordonné à M. de Blacas de venir conférer avec moi, j'eus la visite de ce ministre que je reçus avec froideur; je le savais entouré de personnes qui étaient mes ennemis, et qui ne jouissaient d'aucun crédit dans l'opinion, telles que Savary, Bourienne, l'ancien préfet de police Dubois, et une certaine madame P****, femme décriée et affichée; je savais que tous réunis, ils s'efforçaient de circonvenir et d'égarer M. de Blacas.

Le peu de liant de son esprit, son inexpérience des affaires, jointe à l'aversion que m'inspirait ses entourages, firent qu'il ne put me comprendre et que je ne m'ouvris pas entièrement. Toutefois, comme Louis XVIII allait être instruit que j'avais apporté de la réserve et de la défiance dans mes communications avec son ministre, je pris la plume, et j'écrivis le lendemain à M. de Blacas une lettre détaillée, bien sûr que le roi en aurait bientôt connaissance. Je lui disais que l'agitation de la France avait pour cause dans le peuple la crainte du retour des droits féodaux; dans les possesseurs des biens d'émigrés, l'inquiétude pour leurs domaines; dans ceux qui s'étaient prononcés fortement, soit pour la république, soit pour Bonaparte, le doute sur leur sûreté personnelle; dans l'armée, la perte et le regret de tant d'espérances, de gloire et de fortune; et enfin dans les constitutionnels, l'étonnement où les laissait la Charte, dont le roi avait voulu faire une émanation de la puissance héréditaire de son trône. Parmi ces causes, la plus dangereuse était précisément celle dont toute la sagesse du roi et de ses ministres n'aurait pu prévoir ni em-

pêcher entièrement l'action; je veux parler du mécontentement des troupes, et j'en déduisais les motifs; je disais, entr'utres, qu'une armée, et une armée surtout formée par la conscription, prend toujours l'esprit de la nation au milieu de laquelle elle vit, et qu'elle finit toujours par être contente ou mécontente avec la nation et comme elle. J'ajoutais que dans cette cause de mécontement, se mêlait encore le génie de Bonaparte. « Une nation, observais-je encore,
» où depuis vingt-cinq ans les esprits et les
» âmes ont été dans une action assez forte pour
» donner des secousses à l'univers, ne peut pas,
» sans de longues gradations, rentrer dans un
» état doux et paisible; il ne faut donc pas entre-
» prendre d'arrêter son activité; il faut donner
» à cette activité, devenue dévorante, d'autres
» alimens; il faut ouvrir et élargir de toutes
» parts les carrières sans bornes de toutes les
» industries, de toutes les branches de com-
» merce, de tous les arts, de toutes les sciences
» et de leurs découvertes; enfin de tout ce qui
» étend la raison et la puissance de l'homme.
» Le dix-neuvième siècle commence à peine;
» il faut qu'il porte le nom de Louis XVIII,

» comme le dix-septième siècle porta le nom
» Louis XIV. » Je plaidais également la cause de la liberté de la presse et de la liberté individuelle ; et je terminais ainsi : « Une multitude
» de Français, dévoués à tous les malheurs des
» Bourbons comme ils l'avaient été à leur puis-
» sance, sont revenus avec la dynastie de leurs
» rois ; ils ne peuvent plus prétendre à rentrer
» dans leurs domaines sans exciter de violentes
» commotions et une guerre civile : eh bien !
» qu'un des ministres du roi, avec la logique
» d'un esprit sain et l'éloquence d'une âme qui
» sent tout ce qu'on doit à de grands malheurs
» et à de grandes vertus, demande aux deux
» Chambres une somme annuelle destinée à
» servir d'indemnité à des infortunes et à des
» indigences si dignes d'être assistées par une
» nation héroïque et sensible ; j'en réponds, la
» proposition, dans les Chambres, serait trans-
» formée en loi par acclamation. »

Mais de tels avis ne pouvaient être que stériles, tant qu'ils partiraient d'un homme hors de la sphère du pouvoir. J'avoue que, poussé et appuyé par un parti royaliste nombreux, et dont les ramifications s'étendaient jusqu'à la cour ;

j'avoue qu'on m'avait laissé entrevoir la possibilité d'arriver au ministère pour dominer les circonstances; mais j'avais contre moi M. de Blacas livré à l'influence astucieuse de Savary, qui, vendu à Bonaparte, tremblait qu'une porte me fût ouverte aux conseils du roi. J'avais de plus à combattre trop de souvenirs, d'intérêts, et surtout de prétentions rivales. Je ne me dissimulai pas que l'argument qu'on reproduisait sans cesse contre moi était malheureusement sans réplique. Je jugeai ma position, et je partis avec ma famille pour mon château de Ferrières, d'où je me proposais d'observer les événemens. Il me fallut résister aux vœux de mes amis, pour me tenir ainsi à quelque distance de la capitale.

J'étais persuadé d'avance que les hommes faibles ou incapables qui tenaient le timon de l'État, continueraient à suivre de fausses maximes de politique, et à donner aux affaires une fâcheuse direction.

Ainsi, que de sérieuses réflexions venaient m'assiéger sur la position équivoque et bizarre du nouveau gouvernement! Comme homme d'état, il ne pouvait m'échapper qu'il s'était

opéré une restauration sans révolution, puisque tous les rouages du gouvernement impérial subsistaient encore, et qu'il n'y avait de changé, si je puis m'exprimer ainsi, que l'*individualité* du pouvoir. Et en effet, que retrouvait-on dans un laps de vingt années qui fût resté immuable? Clergé, noblesse, institutions, corporations diverses, grandes propriétés héréditaires, rien n'avait échappé au bouleversement. En remontant sur le trône, les Bourbons trouvèrent de l'appui dans les cœurs, mais non dans les intérêts. Telle fut l'origine et la cause première de la commotion dont les indices précurseurs commençaient dès-lors à se révéler à mes yeux. La France était partagée en partisans et en adversaires de la restauration; Louis XVIII régnait sur une nation divisée et souffrante; tous les fauteurs de la domination impériale, tous les hommes qui avaient marqué dans nos crises révolutionnaires, appréhendèrent d'entrer en partage de dignités avec l'ancienne noblesse; ils avaient cherché des garanties, ils en avaient obtenu, ou du moins ils avaient cru en trouver dans cette déclara-

tion réclamée du roi, et promulguée par ce prince avant son entrée dans la capitale.

Mais, d'un autre côté, les revers de Napoléon s'étaient succédés avec tant de rapidité, que les possesseurs des hauts emplois et des grandes fortunes n'avaient pas eu le temps de réformer leur luxe. Quand les Bourbons furent rappelés, il fallut compter avec soi-même, et arrêter subitement le cours de ces dépenses effrénées. Quelle source de mécontentement et d'irritation dans les notabilités sociales! Une autre cause bien plus alarmante d'instabilité pour le nouveau gouvernement, résidait dans l'armée encore intacte; on ne l'avait point licenciée, faute énorme! car tous les vieux soldats, tous les prisonniers rendus à la France étaient animés d'un esprit opposé à la restauration, et dévoués aux intérêts de l'ex-empereur.

Le roi, au lieu d'accepter la Charte, l'avait octroyée; autre sujet de mécontentement de la part de cette grande masse de Français dont l'ère politique datait de la révolution. La Charte confirmait, il est vrai, les titres, les honneurs, et en quelque sorte les places; elle légalisait les

acquisitions des propriétés nationales; ce n'était point encore assez pour tant d'hommes inquiets et prévenus. D'ailleurs, la Charte trouvait une foule de contradicteurs. Selon les uns, elle n'était point assez libérale; selon les partisans de l'ancien régime, la vieille constitution du royaume eût été préférable. Qu'on ajoute à cet état de choses la mollesse et l'incertitude de ministres qui, n'étant ni royalistes, ni patriotes, s'imaginaient pouvoir rendre la France ministérielle. Qu'on y joigne enfin les appréhensions qu'entretenait le congrès de Vienne, qui, en voulant reconstruire l'Europe, menaçait les États devenus le domaine de la révolution de les soumettre à un ordre politique anti-révolutionnaire. C'est ainsi que s'alarmèrent les intérêts émanés de vingt-cinq années de troubles. Les royalistes s'affaiblissaient et se divisaient à mesure que leurs adversaires, frémissant au nom seul des Bourbons, mettaient plus d'opiniâtreté à méconnaître leurs droits. La possibilité du retour de Napoléon, rangée d'abord parmi les chimères, devint l'idée favorite de l'armée; on forma des complots, on se joua de la police royale. Il est facile de concevoir

qu'ayant occupé tant de postes élevés dans l'État, conservant encore dans les affaires de si nombreuses relations, et dans la capitale une clientelle si dévouée, mes observations s'étendaient sur toutes les trames qu'on y préparait.

J'étais dans ces dispositions, lorsqu'un homme qui avait eu beaucoup d'influence, et qui commençait à la perdre, m'écrivit pour m'engager à faire partie d'un comité secret où il s'agissait d'un projet de bouleversement. Je fis sur le billet même d'invitation cette seule réponse, qui ne resta point inconnue : « Je ne travaille point » en *serres chaudes*; je ne veux rien faire qui » ne puisse paraître au *grand air*. »

Cependant il se formait des affiliations; des hommes influens contractaient entre eux des engagemens politiques. Il me parut bientôt évident que l'État marchait vers une crise, et que les adhérens de Napoléon s'étaient coalisés pour la faire éclore. Mais aucun succès n'était possible sans ma coopération; je n'étais rien moins que décidé à l'accorder à un parti contre lequel je couvais de longs ressentimens. On revint plusieurs fois à la charge, divers plans me furent proposés; tous tendaient à détrôner le

roi et à proclamer ensuite, soit un prince d'une autre dynastie, soit une république provisoire. Un parti militaire vint me proposer de déférer la dictature à Eugène Beauharnais. J'écrivis à Eugène, croyant la partie déjà liée : je n'en reçus qu'une réponse vague. Dans l'intervalle, tous les intérêts de la révolution vinrent se grouper autour de moi et de Carnot, dont la lettre au roi produisit une sensation qui accusait de plus en plus l'impéritie du ministère. L'affaire d'Excelmans vint ajouter à la conviction qu'un parti considérable, dont le foyer était à Paris, voulait rétablir Napoléon et le gouvernement impérial.

Quand, aux approches de l'hiver, je rentrai dans la capitale, le gouvernement royal me parut miné par deux partis ennemis de la légitimité, et désormais sans ressource. Le roi, dans sa haute sagesse, avait chargé M. le duc d'Havré de remplacer M. de Blacas dans ses communications confidentielles avec moi. La noblesse du caractère de ce seigneur, autant que sa franchise, lui concilièrent toute ma confiance; je lui ouvris mon cœur, et je me trouvai entraîné à une expansion que je n'avais

jamais connue; jamais je n'avais eu dans aucun instant de ma vie autant d'abandon; jamais je ne trouvai dans mon âme une éloquence aussi vraie, une sensibilité aussi profonde que celles qui accompagnèrent le récit des circonstances par lesquelles j'avais été fatalement entraîné à voter la mort de Louis XVI. Je puis le dire, cet épanchement arraché à mon cœur, tenait à la fois du remords et de l'inspiration. Je ne me rappelle pas moi-même, sans être ému, les larmes que je vis répandre à mon vertueux interlocuteur, à ce noble duc, type de la vraie chevalerie française et loyale.

Nos entretiens politiques étaient tous recueillis pour être ensuite communiqués au roi. Mais les plaies de l'État étaient sans remède, un grand coup était inévitable. Placé, d'un côté, entre les Bourbons, qui ne m'accordaient qu'une demi-confiance, dont le système me fermait toutes les routes du pouvoir et des honneurs, envers qui je me trouvais dans une fausse position, et d'ailleurs sans aucune espèce d'engagement; de l'autre, entre le parti auquel j'étais redevable de ma fortune, et où me poussait une communauté d'opinions et d'intérêts, au mo-

ment où une incertitude prolongée de ma part pouvait m'isoler de l'un et de l'autre, je me jetai tout entier dans ce dernier. Intérieurement ce n'était point aux Bourbons que je me décidai à faire la guerre, mais au dogme de la légitimité. J'étais pourtant contrarié dans mes combinaisons par l'existence d'un parti bonapartiste, qui, usant de toute son influence sur l'armée, nous tenait tous sous sa dépendance. Ce fut mon ancien collègue Thibaudeau qui, le premier, me révéla les progrès de la faction de l'île d'Elbe, dont il était le principal agent. Je vis qu'il n'y avait pas de temps à perdre; je jugeai d'ailleurs que Napoléon servirait au moins de point de ralliement à l'armée, sauf à le culbuter ensuite, ce qui me parut d'autant plus facile que l'empereur n'était plus à mes yeux qu'un personnage usé, dont le premier rôle ne pouvait pas être joué une seconde fois. Je consentis alors que Thibaudeau fît des ouvertures aux affidés de Napoléon, et je fis admettre aux conférences Regnault, Cambacérès, Davoust, S*, B*, L*, C*, B* de la M, M. de D*; mais j'exigeai des concessions et des garanties, refusant de me joindre à ce parti si leur chef, abjurant le despotisme, n'adoptait

pas un système de gouvernement libéral. Notre coalition fut cimentée par la promesse d'un partage égal de pouvoir, soit dans le ministère, soit dans le gouvernement provisoire au moment de l'explosion. D'après le plan arrêté avec Thibaudeau, je me hâtai d'envoyer mon émissaire J***** à Murat, pour le presser de se déclarer l'arbitre de l'Italie; en même temps le grand comité dépêcha le docteur R****** à l'île d'Elbe. Lyon et Grenoble devinrent dans le Midi les deux pivots de l'entreprise; dans le Nord, un mouvement militaire, dirigé par d'Erlon et Lefebvre-Desnouettes, devait déterminer la fuite ou l'enlèvement de la famille royale, ce qui eût amené la formation d'un gouvernement provisoire dont je devais faire partie avec Carnot, Caulaincourt, Lafayette et N..... Ressaisir le pouvoir suprême au milieu de la confusion générale, tel était le but de nos combinaisons. Pressé de se réconcilier avec Napoléon, et dans l'espoir de rester maître de l'Italie, Murat, quoique allié de l'Autriche, prit le premier les armes sous des prétextes insidieux; cette levée de boucliers, en apparence dirigée contre Louis XVIII, jeta le trouble dans le conseil du roi. Trente mille

hommes furent aussitôt dirigés vers Grenoble et les Alpes, ou plutôt ainsi jetés au devant de Napoléon. L'habileté de cette tactique ne fut point pénétrée. Sur ces entrefaites se fit, à Cannes, le débarquement de l'empereur; et ce qui prouve que nous ne sommes point une nation conspiratrice, c'est que, depuis plus de quinze jours, le renversement des Bourbons était publiquement avoué par tous les partis et un sujet de conversation universel; la cour seule s'obstinait à ne pas voir ce qui n'avait plus de nuage que pour elle.

Avant d'aborder les événemens du 20 mars, jetons un regard en arrière. On a dû voir que je n'avais eu d'abord aucune intention d'embrasser le parti de la révolte; j'avais eu seulement le dessein d'amener le cabinet des Tuileries à se saisir des rênes de la révolution et à les maîtriser en les dirigeant d'une main forte au milieu de tous les obstacles. Je crois pouvoir l'avouer sans trop d'orgueil, j'étais seul capable de me mettre à la tête d'un pareil système et de le maintenir; à la cour, à Paris et dans les provinces, tout le monde me désignait pour cette tentative hardie. J'eus à lutter contre

des rivalités à qui mes antécédens paraissaient fournir des armes invincibles ; mais jusqu'au dernier moment, je ne cessai de chercher quelque *mezzo-termine*, quelque voie de conciliation, qui pût dispenser de recourir à l'expédient désespéré du retour de l'empereur. On a vu comme en cela je n'avais fait que céder à la nécessité. Ce ne fut qu'au moment du débarquement de Napoléon que j'eus une parfaite connaissance de la fatale combinaison qui le ramenait sur notre rivage. Son but embrassait trois parties distinctes : le retour de Napoléon à Paris, l'enlèvement du roi et de la famille royale, l'évasion de Marie-Louise et de son fils retenus à Vienne. La première partie de ce plan était celle dont l'exécution offrait le plus de facilité, vu la disposition à la défection de presque toutes les troupes. Il n'en était pas de même de l'enlèvement du roi et de la famille royale ; il aurait fallu qu'une armée vînt fondre sur la capitale, ce qui excluait la possibilité du secret ; aussi la tentative de Lefèvre-Desnouettes échoua-t-elle. Quant à l'évasion de Marie-Louise et de son fils, elle fut aussi tentée, et peu s'en fallut avec succès. Reculant avec une sorte de saisis-

sement contre l'idée de sacrifier à un coup de main militaire la famille d'un monarque qui avait témoigné assez de déférence à mon égard pour prendre mes avis, je fis demander une audience au roi aussitôt que j'appris que Napoléon marchait sur Lyon. Cette entrevue ne me fut point accordée, mais deux gentilshommes vinrent de la part du roi recevoir mes communications. Je les avertis du péril que courait Louis XVIII, et je me fis fort d'arrêter les progrès du fugitif de l'île d'Elle, si la cour voulait consentir aux conditions que j'exigeais. Mes propositions ressortaient de la nature même des événemens qui se développaient. Un parti patriote, non moins ennemi que moi du despotisme impérial, venait de s'organiser subitement; il avait pour chefs MM. de Broglie, Lafayette, d'Argenson, Flaugergues, Benjamin-Constant, etc.; ils avaient arrêté de demander au roi: le renvoi de ses ministres, la nomination à la Chambre des pairs de quarante nouveaux membres, l'élite des hommes de la révolution, et celle de M. de Lafayette au commandement de la garde nationale. On proposait, en outre, l'envoi dans les provinces

de commissaires patriotes, pour arrêter la défection des troupes, et stimuler dans leur âme une énergie nationale. Je n'étais pas étranger au mouvement de ce parti, par lequel j'arrivais de suite au ministère. Je sentais pourtant qu'il fallait réunir tous les élémens de la révolution pour les opposer en corps à l'envahissement du pouvoir du sabre; qu'il fallait opposer un nom à un nom, et le prestige des souvenirs que réveilleraient dans les cœurs des hommes libres, l'héritier du premier moteur de la révolution, à celui d'une gloire qui, en se ravivant tout-à-coup, éblouissait les camps. Lorsque les ministres du roi me firent demander quels étaient les moyens que je me proposais d'employer pour empêcher Napoléon d'arriver jusqu'à Paris, je refusai de les communiquer, ne voulant les révéler qu'au roi lui-même; mais je protestai que j'étais sûr du succès. Les deux conditions principales que je réclamais étaient la nomination du premier prince du sang à la lieutenance générale du royaume, et la remise dans mes mains, et dans celles de mon parti, de la puissance et du mouvement des affaires. On refusa l'essai de mes moyens politiques, et nous nous

vîmes forcés, en quelque sorte, de seconder l'essor du parti que j'aurais voulu paralyser, me croyant d'ailleurs en mesure de substituer au gouvernement què menaçait de faire revivre Napoléon, un gouvernement plus populaire.

Les alarmes dans le palais des Tuileries croissant d'heure en heure, à mesure que la marche de Napoléon devenait plus rapide et plus certaine, la cour tourna de nouveau ses regards de mon côté. Quelques royalistes s'entremirent pour me ménager du moins une entrevue avec Monsieur, frère du roi, chez M. le comte d'Escars. Je demandai seulement qu'il me fût permis de me rendre au château la nuit à la dérobée, la publicité d'une telle démarche pouvant compromettre mon influence dans mon parti. Tout fut réglé en conséquence. Monsieur ne se fit pas long-temps attendre. Il n'était accompagné que de M. le comte d'Escars. L'affabilité du prince, son abord gracieux, son accueil empressé, où se peignait sa sollicitude sur les destinées de la France et de sa famille, enfin ses paroles nobles et touchantes m'émurent le cœur et redoublèrent mon regret de ce qu'on s'était décidé trop tard à une entrevue d'une si haute

importance ; je déclarai avec douleur à ce prince franc et loyal qu'il n'était plus temps, et qu'il m'était désormais impossible de servir la cause du roi. Ce fut à la suite d'un entretien qui ne s'effacera point de mon souvenir quegubjuu, és par le charme d'une confiance auguste, et puisant dans le douloureux dépit de mon impuissance une subite inspiration, je m'écriai en effet, au moment de prendre congé du prince : » Sauvez le roi, je me charge de sauver la mo-» narchie. »

Qui aurait pu croire qu'après des communications d'un intérêt si élevé, il se tramerait presqu'immédiatement contre moi, contre ma liberté, une sorte de complot, car ce n'était pas autre chose, complot tout-à-fait étranger d'ailleurs aux véritables intentions d'un souverain magnanime et de son noble frère : j'en signalerai les auteurs. Quoi qu'il en soit, j'étais sans nulle défiance dans mon hôtel, lorsque des agens de la police de Paris, à la tête de laquelle venait d'être placé un Bourienne, parurent tout-à-coup accompagnés de gendarmes pour m'arrêter. Prévenu à temps, je pris à la hâte des mesures à l'effet de m'échapper. Déjà les agens

de police se livraient à une recherche active dans mes appartemens, lorsque les gendarmes chargés de mettre à exécution l'ordre du nouveau préfet, se présentèrent devant moi. Ces hommes, qui m'avaient si long-temps obéi, n'osant porter la main sur ma personne, se bornèrent à me remettre le mandat qui les faisait agir. Je prends ce papier, je l'ouvre, et à peine ai-je feint de le parcourir, que je dis avec assurance : « Cet » ordre n'est point régulier ; restez-là, je vais » protester contre. » Je passe dans mon cabinet, dont la porte était ouverte; je me place devant mon secrétaire et j'écris; je me lève un papier à la main, et faisant une soudaine conversion, je descends précipitamment à mon jardin par une porte secrète. Là, je trouve une échelle appliquée contre un mur contigu à à l'hôtel de la reine Hortense. Je grimpe lestement; un de mes gens élève l'échelle, dont je m'empare et que je laisse tomber sur ses pieds de l'autre côté du mur; je l'escalade aussitôt, et je descends avec encore plus de promptitude; j'arrive en fugitif près d'Hortense, qui me tend les bras, et, comme dans le merveilleux d'un conte arabe, je me vois tout-à-coup au

milieu de l'élite des bonapartistes, dans le quartier-général d'un parti où je trouve l'hilarité, et où ma présence apporte l'ivresse.

Cette circonstance impromptu, acheva de dissiper la défiance que ce parti nourrissait contre moi, et ceux-mêmes qui m'avaient regardé jusqu'alors comme un partisan presque acquis aux Bourbons, ne virent plus en moi qu'un ennemi proscrit par les Bourbons.

Qu'on sache donc à présent que les considérations politiques n'entraient pour rien dans la tentative de mon arrestation. S. A. R. MONSIEUR alla même jusqu'à faire dire à des membres influens de la seconde Chambre, que c'était contre son aveu qu'on avait tenté de m'arrêter, et qu'elle répondait de la sûreté de ma personne.

Cette tentative n'était que le résultat d'une connivence intéressée entre Savary, Bourienne, et B....; quel que fût l'événement du 20 mars, ce *triumvirat*, ou plutôt les trois membres de ce tripot, voulaient s'assurer l'exploitation des jeux, et ils étaient convaincus qu'il fallait me sacrifier pour que leur cupide ambition pût acquérir une sorte de garantie et d'affermissement.

Une fois dans leurs mains, qu'auraient-ils fait

de moi? On a dit qu'ils devaient me transférer à Lille; non, ce n'était point à Lille, je l'ai su depuis, c'était au château de Saumur; et là, je le demande encore, quel sort me réservaient-ils? Si j'en crois des révélations que fit éclore mon retour au pouvoir, l'un de mes ennemis, car tous les trois n'étaient point capables d'un crime, voulait m'y faire poignarder, et l'on aurait ensuite imputé ma mort aux royalistes, qui en auraient subi tout l'odieux.

Telle était ma position singulière, qu'il me fallut le départ de Louis XVIII et l'arrivée de Napoléon pour me rendre une entière liberté. Instruit, l'un des premiers, que les Tuileries étaient vacantes, j'appris en même temps que Lavalette avait envoyé un courrier à Fontainebleau, où Napoléon venait d'arriver, pour l'informer du départ du roi. Madame Ham...., qui avait tant intrigué dans ce bouleversement, fut contrariée de cette avance qu'on prenait sur elle, et, dépêchant elle-même un courrier en toute hâte pour gagner l'autre de vîtesse, se donna ainsi le mérite du premier avis.

Porté par les soldats et par quelques flots de peuple, Napoléon reprit possession des Tuile-

ries, au milieu des siens, qui firent éclater une joie bruyante. Je ne me trouvais point parmi les autres dignitaires de l'Etat, avec lesquels il s'entretint tout d'abord de la situation des affaires. Napoléon m'envoya chercher : « On a » donc voulu vous enlever, me dit-il en l'a» bordant, pour vous empêcher d'être utile à » votre pays? eh bien, je vous offre l'occasion » de lui rendre de nouveaux services; le mo» ment est difficile, mais votre courage ainsi » que le mien sont supérieurs à la crise; ac» ceptez encore une fois le ministère de la po» lice. » Je lui représentai que le porte-feuille des affaires étrangères serait plus que tout autre l'objet de mon ambition, dans la persuasion où j'étais de pouvoir là, mieux qu'ailleurs, rendre service à ma patrie. « Non, me dit-il, chargez» vous de la police, vous avez appris à juger » sainement l'esprit public; à deviner, à pré» parer, à diriger les événemens; vous connais» sez la tactique, les ressources, les prétentions » des partis : la police est votre fait. » Il n'y eut pas moyen de reculer. Je lui fis connaître dans toute leur étendue le danger de la situation des choses. Comme s'il eût voulu me faire

entrer plus avant dans ses intérêts, il me donna l'assurance que l'Autriche et l'Angleterre, afin de balancer la prépondérance de la Russie, approuvaient secrètement son évasion et sa rentrée en France; sans y ajouter beaucoup de foi, j'acceptai le ministère.

Dès le lendemain, j'appris par Regnault qui m'était dévoué, que Bonaparte, toujours soupçonneux et défiant à mon égard, aurait voulu ne point me voir mettre un pied dans le gouvernement; mais qu'il avait cédé aux instances de Bassano, de Caulaincourt, de Regnault lui-même, et de ses principaux affidés, qui, en lui exposant leurs engagemens avec moi, lui firent sentir combien il lui importait de se fortifier de ma popularité et de l'adhésion du parti dont je disposais.

Cambacérès, qui pressentait l'issue fatale de ce nouvel intermède, n'accepta qu'après beaucoup d'hésitation le ministère de la justice. Le porte-feuille de la guerre fut donné à Davoust, encore plus attaché à sa fortune qu'à Napoléon. Caulaincourt, persuadé qu'on ne pourrait rétablir aucune relation avec les puissances, refusa d'abord les affaires étrangères; Napoléon les

offrit à Molé qui n'en voulut point et refusa de même l'intérieur. Trop dévoué à l'empereur pour le laisser sans ministre, Caulaincourt accepta enfin. De chute en chute l'intérieur tomba dans les mains de Carnot, choix considéré comme une garantie nationale. La marine fut rendue au cynique et brutal Decrès, et la secrétairerie d'état à Bassano, connu pour penser avec les idées de Napoléon et ne voir qu'avec ses yeux. Par déférence pour l'opinion publique on éconduisit Savary; toutefois, Moncey ayant refusé la gendarmerie, on la lui donna; au moins là était-il à sa place. Champagny et Montalivet, qu'on avait vus sur le pinacle revêtus des plus hauts emplois, quand Napoléon, presque maître du monde, ne marchait point encore sur un terrain mouvant, furent se caser modestement, l'un à l'intendance des bâtimens, l'autre à celle de la liste civile. Bertrand, également aimable, insinuant et dévoué, remplaçait Duroc dans les fonctions de grand-maréchal du palais. Napoléon replaça près de sa personne presque tous les chambellans, écuyers, maîtres de cérémonies qui l'entouraient avant son abdication. Peu corrigé de sa passion malheureuse pour les grands

seigneurs d'autrefois, il lui en fallait à tout prix ; il se serait cru au milieu de la république, s'il n'eût pas été environné de l'ancienne noblesse.

Et pourtant ceux qui lui avaient tendu la main pour franchir la Méditerranée, prétendaient qu'il avait songé autant à rétablir la république ou le consulat que l'Empire; mais je savais à quoi m'en tenir; je savais combien j'avais eu besoin d'insister auprès de ses adhérens, pour qu'ils le contraignissent à abandonner son système oppressif et à fournir des gages aux libertés de la nation. Ses décrets de Lyon n'avaient pas été volontaires; il y avait pris l'engagement de donner une constitution nationale à la France. « Je re-
» viens, avait-il dit, pour protéger et défendre
» les intérêts que notre révolution a fait naître.
» Je veux vous donner une constitution invio-
» lable, et qu'elle soit l'ouvrage du peuple et
» de moi. » Par ses décrets de Lyon, il avait renversé la Chambre des pairs d'un seul coup et aboli la noblesse féodale. C'était aussi de Lyon que, dans l'espoir de prévenir le ressentiment des puissances, il avait chargé son frère Joseph, alors en Suisse, de leur faire connaître, par l'intermédiaire de leur ministre près la

Confédération helvétique, qu'il était dans l'intention positive de ne plus troubler le repos de l'Europe et de maintenir loyalement le traité de Paris.

Cette disposition forcée de sa part, la défiance qu'il trouva dans l'intérieur sur la franchise de ses arrière-pensées, et, je puis le dire, mon attitude répressive, arrêtèrent l'élan de cet homme prêt à embrâser de nouveau l'Europe. En effet, la nuit même de son arrivée aux Tuileries, il mit en délibération s'il ne rallumerait pas tous les brandons de la guerre par l'invasion de la Belgique. Mais un sentiment de répulsion s'étant manifesté dans ceux qui l'environnaient, il lui fallut abandonner ce projet; il fléchit sous la main de la nécessité, quoiqu'il fût armé encore une fois de son pouvoir militaire. D'ailleurs, depuis les décrets de Lyon, ce pouvoir avait changé de nature.

Par décret du 24 mars, supprimant la censure et la direction de la librairie, il compléta ce qu'on était convenu d'appeler la restauration impériale. La liberté de la presse, parmi nous si agitatrice, et qui n'en est pas moins la mère de toutes les libertés, venait d'être reconquise; je

n'y avais pas peu contribué, en présence même de son plus grand ennemi. Napoléon m'objecta que les royalistes, d'une part, allaient en user pour servir la cause des Bourbons, et les jacobins, de l'autre, pour rendre suspects ses sentimens et ses projets. « Sire, lui dis-je, il faut » aux Français des victoires, ou les alimens de » la liberté. » J'insistai aussi pour que ses décrets ne continssent plus d'autres qualifications que celle d'empereur des Français, l'amenant ainsi à supprimer les *et cætera* remarqués avec inquiétude dans ses proclamations et ses décrets de Lyon.

Mais il se regimbait à l'idée d'être redevable aux patriotes de sa réinstallation aux Tuileries. « Certains meneurs, me dit-il avec amertume, » voulaient s'approprier l'affaire et travailler » pour leur propre compte. Ils prétendent au- » jourd'hui m'avoir frayé le chemin de Paris; » je sais à quoi m'en tenir : c'est le peuple, » les soldats, les sous-lieutenans qui ont tout » fait; c'est à eux, à eux seuls que je dois tout. » Je vis à quoi ces paroles avaient trait, et qu'elles mordaient sur mon parti et sur moi-même.

On sent bien qu'avec de telles dispositions,

il lui fallait s'assurer d'une police autre que la mienne. Il mande Réal, qu'il venait d'établir préfet de police; et après l'avoir alléché par de belles promesses et des dons effectifs, il l'abouche avec Savary, pour aviser aux moyens de suivre à la piste et de déconcerter mes projets : mais j'étais en mesure.

Dans ces entrefaites, il apprit avec peine que Louis XVIII se proposait de rester en observation sur les frontières de la Belgique. Il eut un autre chagrin. Ney, Lecourbe et d'autres généraux voulaient lui faire acheter leurs services et le rançonner; il s'en indigna. L'issue de l'échauffourée royale vint le calmer un peu. Il fut étonné du courage que déploya le duc d'Angoulême dans la Drôme, et surtout MADAME royale à Bordeaux; il admira l'intrépidité de cette héroïque princesse, que n'avait pu abattre la défection d'une armée entière. Je dois ici rendre justice à Maret. Instruit que Grouchy venait de faire prisonnier le duc d'Angoulême au mépris de la capitulation de la Palud, à laquelle manquait seulement la ratification de Napoléon, obtenue alors, mais non encore expédiée, Maret cèle l'arrestation du Prince à Napoléon, trans-

met ses premiers ordres, et ne l'instruit de l'annullation de la convention que lorsque l'obscurité de la nuit eut rendu impossible toute transmission télégraphique.

Le lendemain, dans le conseil, il fut question d'obtenir en échange du duc d'Angoulême les diamans de la couronne, qui étaient un objet de quarante millions. Je proposai à l'empereur de donner M. de Vitrolles par-dessus le marché, si l'on consentait à les restituer. « Non, dit Napoléon avec colère, c'est un » intrigant et l'agent de Talleyrand; c'est lui » qui a été dépêché à l'empereur Alexandre, » et qui a ouvert les portes de Paris aux alliés. » Cet homme a été arrêté travaillant à Tou-» louse contre moi, on aurait dû le fusiller, » et Lamarque n'aurait fait que son devoir.» Je lui représentai pourtant que si l'on en était venu à des exécutions militaires de part et d'autre, la France eût été bientôt couverte de sang; que la politique lui prescrivait d'autres ménagemens, et qu'en rendant à la liberté le duc d'Angoulême, on pouvait bien stipuler pour M. de Vitrolles, qui n'était que l'agent avoué des Bourbons. Il y consentit enfin, et

j'entamai à l'instant une négociation à ce sujet.

Nous avions bien d'autres sollicitudes. Caulaincourt venait d'avoir, chez Mme de Souza, une entrevue avec le baron de Vincent, ministre d'Autriche, auquel on retardait à dessein la délivrance d'un passe-port. Ce ministre ne dissimula point la résolution des puissances alliées de s'opposer à ce que Napoléon conservât le trône; mais il laissa entrevoir que son fils n'inspirerait pas la même répugnance. On a vu que c'était sur cette même base que j'avais combiné le plan d'un édifice que je me crus alors plus en état d'élever.

Napoléon fit écrire à l'empereur Alexandre et au prince de Metternich par Hortense, et encore à ce dernier par sa sœur, la reine de Naples, espérant par ce moyen amortir les coups qu'il n'était point encore prêt de parer. Il chargea également Eugène et la princesse Stéphanie de Bade de ne rien négliger pour les détacher de la coalition. En même temps il fit faire des ouvertures au cabinet de Londres, par un agent que je lui indiquai. Croyant enfin captiver les suffrages du parlement et de la nation anglaise, il abolit par un décret la traite des nègres.

Cependant toutes nos communications au-dehors étaient interceptées par les ordres des cabinets. Ce qui se passait au congrès de Vienne était pour les Tuileries un objet d'attente et d'une pénible anxiété. Nous connûmes enfin, d'une manière certaine, ce que le public savait déjà : la déclaration du congrès de Vienne du 13 mars, qui mettait Napoléon hors de la loi des nations. La France fut dès-lors effrayée des malheurs que lui présageait l'avenir; elle gémit d'être exposée à subir une nouvelle invasion pour un seul homme. Napoléon affecta de ne pas en être ému; il nous dit en plein conseil : « Cette fois » ils sentiront qu'ils n'auront point affaire à la » France de 1814, et que leurs succès, s'ils » parvenaient à en obtenir, ne serviraient qu'à » rendre la guerre plus meurtrière et plus opi- » niâtre, au lieu que si la victoire me favorise, » je puis redevenir aussi redoutable que jamais. » N'ai-je pas pour moi la Belgique, les provinces » en-deçà du Rhin? Avec une proclamation et » un drapeau tricolore, je les révolutionne- » rai en vingt-quatre heures. »

J'étais loin de me laisser endormir par de telles fanfaronnades. A peine eus-je connais-

sance de la déclaration, que je n'hésitai pas un moment à faire demander au roi, par un intermédiaire sûr, qu'il daignât consentir à ce que je me dévouasse, quand il en serait temps, à son service. Je n'y mettais d'autre condition que de conserver ma tranquillité et ma fortune dans ma retraite de Pont-Carré. Tout fut accepté et sanctionné par lord Wellington, qui arrivait alors à Gand du congrès de Vienne; cette espèce de convention avait déjà été arrêtée, en ce qui me concernait, entre le prince de Metternich, le prince de Talleyrand et le généralissime des alliés.

Il n'est pas hors de propos d'expliquer ici cette disposition de bienveillance que je rencontrais dans la famille Wellesley, non-seulement en la personne du marquis, mais encore en celle de lord Wellington. Elle avait son origine dans l'empressement que je mis, lors de mon second ministère, à faire cesser la captivité d'un membre de cette famille honorable détenu en France, par suite des mesures rigoureuses qu'avait ordonné Napoléon.

Le traité du 25 mars, par lequel les grandes puissances s'engageaient, de rechef, à ne point

déposer les armes tant que Napoléon serait sur le trône, ne fut que la conséquence naturelle de l'acte du 13. Les ouvertures indirectes avaient échoué complètement. « Point de paix, point de » trève avec cet homme, avait répondu l'empe» reur Alexandre à la reine Hortense : tout, » excepté lui. « Flahaut, envoyé à Vienne, n'avait pu dépasser Stuttgard; et Talleyrand refusait de se rattacher à Napoléon. Toutefois, malgré la défaveur de ses premières ouvertures, il se détermine à en faire de nouvelles auprès de l'empereur d'Autriche. En même temps qu'il lui envoie le baron de Stassart, il dépêche à M. de Talleyrand, MM. de S. L*. et de Monteron, connus par leurs relations avec cet homme d'état, le dernier étant son ami le plus intime et le plus dévoué. Mais ces tentatives de second ordre ne pouvaient guères changer le cours des choses.

Je devenais de plus en plus, pour Napoléon, un sujet d'ombrage, d'autant que je ne manquais aucune occasion de m'opposer à l'essor que voulait reprendre son génie despotique et aux mesures révolutionnaires qu'il promulguait. On ne me désignait déjà plus, parmi ses familiers, qu'avec l'épithète du *ministre de Gand*. Voici

quels étaient ses nouveaux griefs : M. de Blacas, sourd à tous les avis, ayant laissé faire le 20 mars, sans y croire et sans s'en douter, oublia, dans son cabinet, par un effet du trouble et de la précipitation de son départ, une masse de papiers qui auraient compromis un grand nombre de citoyens respectables. Instruit de ce fait, je chargeai, dès le 21 mars, par un esprit de prévoyance, le notaire Lainé, colonel de la garde nationale, de s'établir dans le cabinet de M. de Blacas, de classer tous les papiers, et de détruire ceux qui auraient pu servir à inquiéter les signataires. Savary et Réal m'ayant dépisté dans cette opération, l'empereur me fit redemander ces papiers que je lui représentai en liasse. N'y trouvant que des choses insignifiantes, il ne manqua pas de me soupçonner d'en avoir soustrait ceux qu'il y cherchait.

Le 25 mars il avait exilé, par un décret, à trente lieues de Paris, les royalistes, chefs vendéens, volontaires royaux et gardes-du-corps. Opposé à cette mesure générale, je fis appeler chez moi les principaux d'entr'eux ; et, après leur avoir témoigné l'intérêt que je prenais à leur position, et exposé les efforts que j'avais

tentés pour prévenir leur exil, je les autorisai assez généralement à rester à Paris.

L'humeur que donnait à Napoléon les menées royalistes, et ma tendance à tout mitiger, le portèrent à promulguer son fameux décret, censé né à Lyon, quoiqu'il n'ait vu le jour qu'à Paris, par lequel il ordonnait la mise en jugement et le séquestre des biens de MM. de Taleyrand, Raguse, d'Alberg, Montesquiou, Jaucourt, Beurnonville, Lynch, Vitrolles, Alexis de Noailles, Bourienne, Bellard, Laroche-Jacquelein, et Sosthène de Larochefoucauld. Sur cette liste se trouvait, en outre, le nom d'Augereau; mais il en fut rayé à la prière de sa femme, et en considération de sa proclamation du 13 mars. Je m'exprimai vertement dans le conseil sur cette nouvelle table de proscription, pour laquelle on avait éludé toute délibération privée. Je soutins que c'était un acte de vengeance et de despotisme, une première infraction des promesses faites à la nation, et qui provoquaient les murmures publics. En effet, ils avaient déjà des échos dans l'intérieur même du palais des Tuileries.

Cependant l'Angleterre et l'Autriche allaient

adopter successivement une politique ouverte, ayant pour objet d'isoler de plus en plus Napoléon. Dans son *memorandum* du 25 avril, l'Angleterre déclara « qu'elle ne s'était pas engagée,
» par le traité du 29 mars, à rétablir Louis XVIII
» sur le trône, et que son intention n'était point
» de poursuivre la guerre dans la vue d'imposer
» à la France un gouvernement quelconque. »
Une déclaration semblable de la part de l'Autriche, parut le 9 mai suivant. Dans l'intervalle, je faillis me trouver compromis d'une manière grave au sujet de l'Autriche. Un agent secret du prince de Metternich m'ayant été dépêché, cet homme, par suite de quelques indiscrétions, fut deviné, et l'empereur donna ordre à Réal de le faire arrêter. On ne manqua pas de l'effrayer pour en tirer des aveux. Il déclara qu'il m'avait remis une lettre de la part du prince, et un signe de reconnaissance qui devait servir à l'agent que je lui enverrais à Bâle, à l'effet de conférer avec M. Werner, son délégué confidentiel. L'empereur me mande à l'instant même, comme s'il avait eu à m'entretenir d'affaires d'état. Sa première idée avait été de faire saisir mes papiers, mais il l'abandonna

bientôt, persuadé que je n'étais pas homme à laisser des traces qui pussent me compromettre. N'ayant pas le moindre indice qu'on eût arrêté l'envoyé de M. de Metternich, je ne montrai ni embarras ni inquiétude. L'empereur inférant de mon silence au sujet de ces relations secrètes, que je le trahissais, réunit ses affidés, et leur dit que j'étais un traître, qu'il en avait la preuve, et qu'il allait me faire fusiller. Mille réclamations s'élevèrent; on lui observa qu'il faudrait des preuves plus claires que le jour pour en venir à un acte qui produirait, dans le public, la plus vive sensation. Carnot voyant qu'il insistait : « Vous êtes le maître, lui dit-» il, de faire fusiller Fouché; mais demain, » à pareille heure, vous n'aurez plus aucun » pouvoir. — Comment! s'écria l'empereur. » — Oui, sire, reprend Carnot; il n'est plus » temps de feindre : les hommes de la révolu-» tion ne vous laissent régner qu'avec l'assu-» rance que vous respecterez leurs libertés. » Si vous faites périr militairement Fouché, » qu'ils regardent comme une de leur plus forte » garantie, demain, soyez-en sûr, vous n'aurez » plus aucune puissance d'opinion. Si Fouché

» est réellement coupable, il faut en acquérir
» une preuve convaincante, le dénoncer ensuite
» à la nation et lui faire son procès en règle. »
Cet avis réunit toutes les opinions; il fut résolu qu'on chercherait à pénétrer la trame, et qu'un agent serait envoyé à Bâle, afin d'obtenir toutes les preuves nécessaires pour me confondre. L'empereur confia cette mission à son secrétaire Fleury (1). Muni de tous les signes de reconnaissance, il partit aussitôt pour Bâle, et se mit de suite en communication avec M. Werner, comme s'il eût été envoyé par moi-même. On sent bien que la première question qu'il lui fit, eut pour objet de s'informer des moyens que les alliés comptaient employer pour se défaire de Napoléon. M. Werner dit qu'il n'y avait encore rien d'arrêté à ce sujet, que les alliés n'auraient voulu employer la force qu'à la dernière extrémité, qu'ils auraient désiré que j'eusse pu trouver le moyen de délivrer la France de Bonaparte sans répandre de nouveaux flots de sang. Fleury, continuant l'esprit de son rôle : « il ne
» reste alors, dit-il, que deux moyens, le détrô-

(1) Le baron Fleury de Chaboulon.

» ner ou l'assassiner. — L'assassiner ! s'écria » M. Werner avec indignation, jamais un tel » moyen ne s'offrit à la pensée de M. de Metter- » nich ni des alliés. » Fleury, malgré tous ses artifices et ses questions captieuses, ne put tirer contre moi d'autre témoignage, si ce n'est que M. de Metternich était convaincu que je détestais l'empereur, et que cette conviction lui avait fait naître l'idée d'entrer en relation avec moi. J'avais si peu caché ma pensée à M. de Metternich à cet égard, que l'année précédente (1814), à pareille époque, l'ayant revu à Paris, je lui reprochai vivement de n'avoir point fait enfermer Bonaparte dans un château fort, lui prédisant qu'il reviendrait de l'île d'Elbe ravager de nouveau l'Europe. Fleury et M. Werner se séparèrent, l'un pour se rendre à Vienne et l'autre à Paris, afin de se munir de nouvelles instructions, avec promesse de se retrouver à Bâle sous huit jours. . . .

Mais Fleury venait à peine de se mettre en route pour Bâle, qu'un second émissaire direct m'ayant donné l'éveil et conduit à découvrir tout ce qui se passait, je mis dans mon porte-feuille la lettre du prince de Metternich ; et après mon

travail avec l'empereur, feignant de me recorder :
» Ah ! sire, dis-je du ton d'un homme qui revient
» d'un long oubli, à quel point les affaires m'ac-
» cablent ! Je suis assiégé dans mon cabinet ;
» voilà cependant plusieurs jours que j'oublie
» de mettre sous vos yeux cette lettre de M. de
» Metternich. C'est à Votre Majesté de décider
» si je dois lui envoyer l'agent qu'il me de-
» mande. Quel peut être son but ? Je ne doute
» pas que les alliés, pour éviter les calamités
» d'une guerre générale, ne cherchent à vous
» amener à une abdication en faveur de votre
» fils ; je suis convaincu que tel est en particu-
» lier le désir de M. de Metternich ; j'ose vous
» le répéter, sire, tel est aussi le mien ; je ne
» vous l'ai point caché, et je suis encore d'avis
» qu'il vous est impossible de résister aux ar-
» mes de l'Europe entière. » Je vis à l'instant, par les mouvemens de sa physionomie, qu'il était intérieurement partagé entre l'humeur que lui causait ma franchise et le contentement qu'il ressentait de l'explication de ma conduite.

Quand Fleury fut de retour, l'empereur me l'envoya pour me tout avouer, comme s'il eût voulu lui-même subjuguer ma confiance. Je me

jouai légèrement de ce jeune homme, plein d'élan et de feu, qui mit une finesse grave et étudiée à m'empêcher de deviner le second rendez-vous qu'il avait à Bâle. Je le laissai partir; il y arriva très-empressé, et en fut pour les fatigues de son voyage et la chaleur de son beau zèle. Cependant Monteron et Bresson, qui venaient de Vienne, chargés pour moi de communications confidentielles de la part de M. de Metternich et de M. de Talleyrand, renouvelèrent les défiances de Napoléon à mon égard. Il les manda l'un et l'autre, les questionna longuement, et n'en put rien tirer de positif. Inquiet, il voulut les faire mettre en surveillance; mais il apprit avec beaucoup de mécontentement que Bresson venait de partir subitement pour l'Angleterre, avec une mission apparente de Davoust, pour l'achat de quarante mille fusils proposés par un armateur. Il ne manqua pas de soupçonner une connivence de Davoust avec moi, et que Bresson n'était que notre instrument.

Dans ma position, je ne devais rien négliger pour me conserver l'opinion dominante. J'avais aussi mes véhicules de popularité, par mes cir-

culaires et mes rapports anti-royalistes. Je venais d'établir dans toute la France des lieutenans de police qui m'étaient dévoués ; à moi seul était réservé le choix des agens secrets : je m'emparai des journaux, et je devins ainsi maître de l'esprit public. Mais j'eus bientôt sur les bras une affaire bien autrement importante, l'insurrection intempestive de la Vendée qui dérangeait tous mes calculs. Il m'importait d'avoir pour moi les royalistes, mais non pas de les laisser intervenir dans nos affaires. Ici mes vues se trouvèrent d'accord avec les intérêts de Napoléon. Il se montra très-contrarié de cette nouvelle fermentation d'un vieux levain. Je me hâtai de le tranquilliser en l'assurant que je l'aurais bientôt éteinte ; qu'il me donnât seulement carte blanche, et mit à ma disposition douze mille hommes de vieilles troupes. Certain que je ne les sacrifierais pas aux Bourbons, il me laissa toute liberté d'agir. Je persuadai sans peine aux idiots du parti royaliste, dont je disposais à mon gré, que cette guerre de quelques écervelés était inopportune ; que les mesures qu'elle allait suggérer, ramèneraient la terreur et causeraient le déchaînement des

révolutionnaires; qu'il fallait absolument obtenir un ordre du roi pour faire poser les armes à toute cette cohue; que la grande question ne se déciderait pas dans l'intérieur, mais aux frontières. A l'instant même je fis partir trois négociateurs, Malartic, Flavigny et Laberaudière, munis d'instructions et de l'ordre de s'aboucher avec ceux des chefs que l'effervescence n'avait point entraînés dans ce parti, et qui auraient saisi volontiers un prétexte plausible d'attendre les événemens. Toute cette affaire fut bien conduite; on en fut quitte pour quelques escarmouches, et au moment décisif la Vendée se trouva tout à la fois comprimée et presque assoupie.

La levée de boucliers de Murat me causa une inquiétude d'un autre genre, et d'autant plus grave, que ni l'empereur ni moi n'avions nul moyen efficace de le seconder ou de le diriger. Malheureusement l'impulsion venait de nous, car il avait bien fallu que quelqu'un *attachât le grelot*. Mais cet homme, toujours hors de mesure, n'avait pas su s'arrêter à temps; récemment je lui avais écrit en vain, ainsi qu'à la reine, de se modérer et de ne pas

trop presser des événemens auxquels on serait peut-être trop tôt obligé d'obéir. Quand j'appris que ses troupes étaient déjà engagées contre les troupes de l'Autriche, je me dis : Cet homme est perdu, la lutte n'est pas égale. Et en effet il s'abîma dans les flots qu'il avait soulevés. Vers la fin de mai, il débarqua en fugitif au golfe de Juan. Cette nouvelle produisit l'effet d'un funeste présage, et jeta la consternation autour de l'empereur.

De son côté, Napoléon se trouvait embarrassé dans un dédale d'affaires plus sérieuses les unes que les autres, et au milieu desquelles tous ses esprits étaient absorbés dans la pensées de faire face aux armemens de l'Europe. Il aurait voulu transformer la France en un camp et les villes en arsenaux. Les soldats lui appartenaient ; mais les citoyens restaient partagés. Ce n'était d'ailleurs qu'en tremblant qu'il mettait en œuvre les instrumens de la révolution, en autorisant le rétablissement des clubs populaires et la formation des confédérations civiques, ce qui lui faisait craindre d'avoir exhumé l'anarchie, lui qui s'était tant vanté de l'avoir détrônée. Aussi que de soins, que d'inquiétudes,

que de contrainte dans toute son allure pour modérer ces associations si dangereuses à manier.

Cette affectation de popularité l'avait protégé dans l'opinion nationale jusqu'au moment de la promulgation de son acte additionnel aux constitutions de l'Empire. Napoléon les regardait comme les titres de propriété de sa couronne, et en les annullant, il aurait cru recommencer un nouveau règne. Lui qui ne pouvait dater que d'une possession de fait, il préféra se modeler d'une manière ridicule d'après Louis XVIII, qui supputait les temps sur les bases de la légitimité. Au lieu d'une constitution nationale qu'il avait promise, il se contenta de modifier les lois politiques et les sénatus-consulte qui régissaient l'empire. Il rétablit la confiscation des biens, contre laquelle s'élevaient presque tous ses conseillers. Enfin il s'obstina, dans un conseil tenu à ce sujet, à ne point soumettre sa constitution à des débats publics et à la présenter comme un acte additionnel. Je combattis fortement son idée, aussi bien que Decrès, Caulaincourt, et presque tous les membres présens. Il persista, en dépit de nos efforts, à renfermer toutes ses

concessions dans cette ébauche informe. Ce mot *additionnel* désenchanta les amis de la liberté. Ils y virent le maintien maladroitement déguisé des principales institutions créées en faveur du pouvoir absolu. Dès lors on ne vit plus dans Napoléon qu'un despote incurable ; et moi je le regardai comme un fou livré pieds et poings liés à la merci de l'Europe. Réduit à ce genre de suffrages populaires dont Savary et Réal avaient l'entreprise, il fit convoquer les hommes de la plus basse classe, qui, sous le nom de fédérés, vinrent défiler sous les balcons des Tuileries, aux cris répétés de *vive l'empereur !* Là, il annonce lui-même à ce ramas qu'il se porterait aux frontières si les rois osaient l'attaquer. Cette scène humiliante indigna jusqu'aux soldats. Jamais cet homme, qui avait revêtu la pourpre avec tant d'éclat, ne l'avait si fort rabaissée. Il ne fut plus aux yeux des patriotes qu'un histrion soumis à la *criée* de la plus vile populace.

Des scènes aussi dégradantes m'affectèrent vivement ; certain d'ailleurs que toutes les puissances, unanimes dans leur résolution, se disposaient à marcher contre nous, ou plutôt contre

lui, je me rendis aux Tuileries le lendemain de bonne heure; et, pour la seconde fois, je représentai à Napoléon, avec des couleurs encore plus fortes, qu'il était de l'impossibilité la plus absolue que la France divisée soutînt le choc de toute l'Europe réunie; qu'il convenait qu'il s'expliquât franchement avec la nation; qu'il s'assurât des dernières intentions des souverains; et que s'ils persistaient, comme tout le donnait à penser, alors il n'y avait plus à balancer; que ses intérêts et ceux de la patrie lui faisaient une loi de se retirer aux États-Unis.

Mais à sa réponse qu'il balbutia, où il entremêla des plans de campagnes, des terreurs, des batailles, des soulèvemens de peuples, des inspirations gigantesques, des décrets de la fatalité, je vis qu'il était résolu à remettre au sort des armes les destins de la France, et que la faction militaire l'emportait malgré mes conseils.

L'assemblée du Champ-de-Mai ne fut qu'un spectacle d'une pompe vaine, où Napoléon, déguisé en citoyen, espéra séduire la multitude par le prestige d'une cérémonie publique. Les différens partis n'en furent pas plus satisfaits

qu'ils l'avaient été par l'acte additionnel; les uns auraient désiré qu'il eût rétabli la république; les autres qu'en se démettant de la couronne, il eût laissé à la nation souveraine le droit de l'offrir au plus digne; et enfin, la coalition des hommes d'état dont j'étais l'âme lui reprochait de n'avoir point profité de cette solennité pour proclamer Napoléon II, événement qui nous eût fait trouver de l'appui dans certains cabinets, et vraisemblablement nous eût préservés de la seconde invasion. On ne niera pas que dans la position critique de la France, ce dernier expédient ne fût le plus raisonnable.

Dès que nous eûmes acquis la conviction que toute tentative pour obtenir ce résultat dans l'intérieur resterait sans succès, à moins d'en venir à une déposition que le parti militaire n'eût pas laissé consommer, il fallut se résoudre à voir se rouvrir toutes les portes de la guerre. Mon impatience s'accrut alors, et je travaillai à précipiter les événemens. En vain Davoust, dans le conseil, avait répété à plusieurs reprises à Napoléon que sa présence à l'armée devenait indispensable; trop peu sûr de la capitale pour la laisser long-temps derrière lui sans défiance, il

ne prit la résolution de partir que lorsque tout fut prêt à frapper un grand coup sur les frontières de la Belgique, dans l'espoir de débuter par un triomphe et de reconquérir la popularité par la victoire. Il part; il part, dis-je, laissant à Réal le soin de ses fédérés; beaucoup d'argent pour faire crier *Napoléon ou la mort*; et la haute-main sur la promulgation de ses bulletins militaires avec un plan de campagne arrêté pour l'offensive, et dont le secret me fut communiqué par Davoust.

Dans un moment aussi décisif, ma position devint et bien délicate, et bien difficile; je ne voulais plus de Napoléon; et s'il fût resté victorieux, il m'eût fallu subir son joug ainsi que toute la France, dont il eût prolongé les calamités. D'un autre côté, j'avais des engagemens avec Louis XVIII, non pas que je fusse porté à le rétablir, mais la prudence exigeait que je me ménageasse d'avance une garantie. D'ailleurs mes agens auprès de M. de Metternich et de lord Wellington avaient promis monts et merveilles. Le généralissime s'attendait à ce que je lui livrasse au moins le plan de campagne.

Dans le premier moment....? mais la voix de

ma patrie, la gloire de l'armée française qui ne fut plus à mes yeux que celle de la nation, enfin le cri de l'honneur me firent horreur de l'idée que le mot de traître pût jamais servir d'épithète au nom du duc d'Otrante, et ma résolution resta pure. Cependant quel parti devait prendre, en de telles conjonctures, un homme d'état auquel il n'est point permis de rester sans ressources? Voici celui auquel je m'arrêtai. Je savais positivement que le choc inopiné de l'armée de Napoléon aurait lieu du 16 au 18 au plus tard; Napoléon voulant même livrer bataille le 17 à l'armée anglaise, séparée des Prussiens, après avoir marché sur le ventre à ces derniers. Il était d'autant plus fondé à espérer la réussite de son plan, que Wellington, trompé par de faux rapports, croyait pouvoir retarder l'ouverture de la campagne jusqu'au premier juillet. Le succès de Napoléon reposait donc sur une surprise. Je combinai mes démarches en conséquence; je dépêchai, le jour même du départ de Napoléon, Mme. D..... munie de notes écrites en chiffres et révélant le plan de campagne. En même temps je suscitai des obstacles sur la partie de la frontière

qu'elle devait franchir, de manière à ce qu'elle ne pût arriver au quartier-général de Wellington qu'après l'événement. Voilà l'explication de l'inconcevable sécurité du généralissime, qui fit naître un étonnement universel et des conjectures si diverses.

Si Napoléon a succombé qu'il s'en prenne donc à son destin; la trahison n'eut point de part à sa défaite; lui-même avait fait tout ce qu'il devait pour vaincre, mais il ne couronna pas dignement sa chute; si l'on me demande ce que je voulais qu'il fît, je répondrai comme le vieil Horace : ....Qu'il mourût!

C'était à condition qu'il sortirait vainqueur de la lutte, que les patriotes avaient consenti à lui prêter leur appui; il était vaincu, ils jugèrent le pacte dissous. J'appris en même temps son arrivée nocturne à l'Elysée, et qu'à Laon, après sa déroute, Maret, par son impulsion, avait ouvert l'avis de quitter l'armée et de se rendre à Paris sans perdre de temps, dans la crainte d'un revirement subit. Je fus informé aussi dans la matinée que Lucien, soutenant son courage, s'efforçait de chercher des ressources dans un parti désespéré; qu'il le poussait à s'emparer de

la dictature, à ne s'environnner que d'élémens militaires, et à dissoudre la Chambre.

C'est alors que je sentis la nécessité de mettre en œuvre toutes les ressources de ma position et de mon expérience. La déroute de l'empereur, sa présence dans Paris, qui soulevait l'indignation générale, me plaçaient dans la circonstance la plus favorable pour arracher de lui une abdication, à laquelle il s'était refusé quand elle aurait pu le sauver. Je mis en campagne tous mes amis, tous mes adhérens, tous mes agens avec le mot d'ordre. Moi-même, je m'abouchai, avant le conseil, avec l'élite de tous les partis. Aux membres inquiets, défians et ombrageux de la Chambre, je leur dis : « Il faut » agir, faire peu de phrases et courir aux » armes; il est revenu furieux, décidé à dis- » soudre la Chambre et à saisir la dictature. » Nous ne souffrirons pas, je l'espère, ce re- » tour à la tyrannie. » Je dis aux partisans de Napoléon : « Ne savez-vous pas que la fer- » mentation contre l'empereur est à son comble » parmi un grand nombre de députés. On veut » sa déchéance, on exige son abdication. Si » vous êtes résolus à le sauver, vous n'avez

» qu'un parti sûr, c'est de leur tenir tête avec
» vigueur, de leur montrer quelle puissance il
» lui reste encore, et qu'il ne lui faut qu'un
» mot pour dissoudre la Chambre. » J'entrai ainsi dans leur langage et dans leurs vues ; ils se se montrèrent alors à découvert, et je pus dire aux chefs des patriotes qui se groupaient autour de moi : « Vous voyez bien que ses meilleurs
» amis n'en font pas mystère ; le danger est
» pressant ; dans peu d'heures les Chambres
» n'existeront plus ; vous seriez bien coupables
» de négliger le seul moment de vous opposer
» à leur dissolution. »

Le conseil assemblé, Napoléon fit lire par Maret le bulletin de la bataille de Waterloo, et finit en nous déclarant qu'il avait besoin, pour sauver la patrie, d'être revêtu d'un grand pouvoir, d'une dictature temporaire ; qu'il pourrait s'en emparer, mais qu'il croyait plus utile et plus national qu'il lui fût donné par les Chambres. Je laissai à ceux de mes collègues, qui pensaient et agissaient comme moi, le soin de combattre cette proposition déja décréditée et battue en ruines.

Ce fut alors que M. de La Fayette, instruit

de ce qui se passait au conseil, et sûr de la majorité, fit sa motion de la permanence des Chambres, motion qui déconcerta tout le parti militaire, et, ralliant le parti patriote, lui donna une grande force morale.

Attaqué par les Chambres, Napoléon n'ose prendre aucun parti; il sonde Davoust pour opérer militairement la dissolution; Davoust s'y refuse.

Le lendemain nous manœuvrâmes tous pour arracher son abdication; il y eut une foule d'allées et de venues, de pourparlers, d'objections, de répliques, en un mot des évolutions de tout genre; il y eut du terrain pris, abandonné, repris de nouveau; enfin, après une journée chaude, Napoléon se rendit en plein conseil, persuadé qu'une plus longue résistance serait inutile; alors, se tournant vers moi, il me dit avec un rire sardonique : « Ecrivez à ces » messieurs de demeurer en repos, ils seront » satisfaits. » Lucien prit la plume, et rédigea, sous la dictée de Napoléon, l'acte d'abdication tel qu'il fut rendu public.

Ici, changement de scène; le pouvoir n'étant plus dans les mains de Napoléon, qui donc allait

rester le maître du terrain? Je pénétrai bientôt les desseins secrets du cabinet : je découvris que le parti bonapartiste, dirigé alors par Lucien, voulait faire envisager comme conséquence de l'abdication, la proclamation immédiate de Napoléon II, et l'établissement d'un conseil de régence. C'eût été laisser triompher le camp ennemi. En effet, cette régence, depuis si long-temps le but de tous mes calculs, et l'objet de tous mes vœux, venant à s'organiser sous une autre influence que la mienne, m'excluait du gouvernement. Je dus alors recourir à de nouvelles combinaisons et dresser des contre-batteries pour écarter, avec la même adresse, le système de régence et le rétablissement des Bourbons. J'imaginai la création d'un gouvernement provisoire établi d'après mes indications, et qu'en conséquence je dirigerais selon mes vues. Je me présentai à la Chambre pour lui persuader de se conduire avec fermeté, en consacrant les principes et les lois de la révolution.

La Chambre ayant accepté l'abdication de Napoléon sans faire aucune mention de la clause qu'elle renfermait, Lucien s'agita pour obtenir

la proclamation de Napoléon II. Il avait pour lui les fédérés, les militaires, la populace et un grand parti dans la Chambre des pairs. J'avais pour moi la majorité de la Chambre des représentans, un parti aussi dans la Chambre des pairs, la garde nationale, la plupart des généraux, et les royalistes qui me ménageaient et me circonvenaient, dans l'espoir que je dirigerais la chance en faveur des Bourbons.

Déjà Lucien avait mandé Réal à l'Élysée pour rassembler les fédérés sous les croisées de Napoléon. Ce ne fut pas sans peine qu'on obtint le consentement de l'ex-empereur; on n'y parvint qu'en lui faisant observer que mon parti voulait faire considérer son abdication comme pure et simple; que s'il ne conservait pas au moins l'ombre de la puissance, on ne pourrait assurer ni sa fuite, ni le transport de ses richesses; que d'ailleurs l'abdication en faveur de son fils amènerait peut-être l'Autriche à lui procurer un traitement plus favorable de la part des alliés. Réal entre aussitôt en campagne et ameute, aux Champs-Elysées, toute la canaille de Paris. De son côté, Lucien monte en voiture, court à la Chambre des pairs et leur dit, dans

un discours préparé : *L'empereur est mort, vive l'empereur! proclamons Napoléon II!* La majorité semble accéder à cette proposition. Lucien revient triomphant aux Champs-Elysées, y endoctrine les deux à trois mille bandits que Réal avait ameutés autour du palais, et leur fait promettre de se transporter à la chambre des représentans pour décider la proclamation de Napoléon II. Il rentre dans l'Élysée et amène, sur la terrasse, son frère, dont la physionomie offrait déjà des marques d'abattement. Là, Napoléon fait quelques signes de la main, salue la bande des exaltés, qui défile devant lui aux cris de *vive notre empereur et son fils, nous n'en voulons pas d'autres!*

Mais ces démonstrations et ce dévouement de commande m'inquiétèrent peu. Je surveillais les moindres mouvemens, et le seul fil solide était dans mes mains. Je m'étais d'ailleurs assuré l'initiative, et, au moment même de ce brouhaha ridicule, les Chambres nommaient une commission exécutive provisoire, dont la présidence m'était dévolue.

Cependant Réal avait donné le mot d'ordre aux fédérés pour qu'ils allassent défiler devant

le palais du Corps législatif; ils s'y rendirent en tumulte, mais il n'était plus temps. Les législateurs effrayés venaient de déserter leur salle, après avoir nommé la commission. La nuit dissipa l'attroupement, qui, en traversant les rues de Paris, répandait la terreur parmi les citoyens par la décharge de leurs armes, et faisait entendre hautement des cris de mort contre quiconque ne reconnaîtrait pas Napoléon II.

L'agitation du jour se termina par des conciliabules nocturnes, préludes d'une séance des plus animées pour le lendemain. Dès le matin j'étais entré en possession avec mes collègues, Caulaincourt, Carnot, Quinette et le général Grenier, des rênes du gouvernement. Nous procédions à notre organisation quand j'appris que le député Bérenger, à l'ouverture de la séance, venait de demander que les membres de la commission fussent responsables collectivement. Cette proposition avait évidemment pour objet de porter chacun d'eux à s'isoler de mon vote, et à me surveiller par suite de la défiance que j'excitais dans la faction bonapartiste. Comme s'il n'en avait pas dit assez, il ajouta : « Si ces » hommes étaient inviolables, en supposant que

» l'un d'eux vînt à trahir ses devoirs, vous n'au-
» riez aucun moyen de le faire punir. »

Je ne redoutais rien de ces attaques détournées ; je l'ai déjà dit, mon parti était le plus fort.

Le conseiller Boulay de la Meurthe, l'un des adhérens les plus exaltés de Buonaparte, en vint à une philippique, où il signala et dénonça la faction d'Orléans ; c'était avertir les amis des Bourbons et les bonapartistes qu'un troisième parti apparaissait à la faveur de la doctrine du gouvernement de fait, que, depuis trois mois, nous opposions au dogme de la légitimité.

Il est certain que, me trouvant embarqué avec un nouveau parti plus d'accord avec mes principes que ceux qui n'offraient d'autre perspective que le gouvernement absolu ou la contre-révolution, et pressantant l'impossibilité de conserver le trône à Napoléon II, je me sentis plus disposé à seconder les efforts de ce nouveau parti, pour peu que les cabinets ne s'y montrassent pas trop contraires. La déclamation de Boulay avait pour principal objet de faire proclamer Napoléon II par la Chambre. La partie étant fortement liée, il fallut de l'adresse pour esquiver l'attaque. M. Manuel se char-

gea de ce soin délicat dans un discours qui emporta tous les suffrages, et où l'on crut reconnaître le cachet de ma politique. Il conclut en s'opposant à ce qu'aucun membre de la famille de Bonaparte fût appelé à la régence ; c'était le point décisif, c'était m'abandonner le champ de bataille. L'assentiment de la Chambre fut pour la commission du gouvernement une nouvelle garantie, et me donna dans les affaires, en ma qualité de président, une prépondérance incontestée.

Installés dès le 23 juin, notre première opération fut de faire déclarer la guerre nationale, et d'envoyer cinq plénipotentiaires (1) au quartier-général des alliés, avec la mission de traiter de la paix et d'adhérer à toute espèce de gouvernement, excepté celui des Bourbons. Leurs instructions secrètes portaient de laisser placer la couronne, à défaut de Napoléon II, sur la tête du roi de Saxe ou du duc d'Orléans, dont le parti s'était renforcé d'un grand nombre

(1) Ces plénipotentiaires étaient M. de Lafayette, Laforêt, Pontécoulaut, d'Argenson et Sébastiani. M. Benjamin-Constant les accompagnait en qualité de secrétaire d'ambassade. (*Note de l'éditeur.*)

de députés et de généraux. J'avoue que je faisais ainsi une concession un peu large aux meneurs actuels, et qu'au fond je doutais très-fort qu'on parvînt au but qu'on se proposait; j'avais même d'autant plus lieu de croire que la cause des Bourbons était loin d'être désespérée, qu'un de mes agens secrets vint bientôt m'annoncer l'entrée de Louis XVIII à Cambray, et m'apporter sa déclaration royale. Aussi nos plénipotentiaires furent-ils d'abord amusés par des réponses dilatoires.

Qu'on juge de ma position! Le parti de Napoléon, toujours vivace, se recrutait, pour ainsi dire, de quatre-vingt mille soldats qui venaient se rallier sous les murs de Paris, tandis que les armées confédérées s'avançaient rapidement sur la capitale, chassant devant elles tous les bataillons, tous les corps qui essayaient de leur barrer le passage. Il me fallut à la fois contenir les fédérés, m'assurer des généraux pour maîtriser l'armée, déjouer les nouveaux plans de Bonaparte, qui ne tendaient à rien moins qu'à le replacer à la tête des troupes, et refréner l'impatience des royalistes, qui auraient voulu ouvrir les portes de Paris à Louis XVIII, au

milieu même du déchaînement de tant de passions contraires d'où pouvaient naître encore d'horribles convulsions.

Je ne raconterai point ici une foule de petites intrigues, de détails accessoires, de contrariétés et de chicanes qui, pendant cette tourmente, m'infligèrent toutes les tribulations du pouvoir. Avant l'abdication, j'étais épié et continuellement sur le *qui vive* vis-à-vis les adhérens les plus chauds de Napoléon, tels que Maret, Thibaudeau, Boulay de la Meurthe, Regnault lui-même, qui m'était tantôt favorable et tantôt contraire; maintenant j'avais à me défendre des exigeances d'un autre parti; j'avais à me prémunir contre les défiances de mes propres collègues, de Carnot entr'autres, qui de républicain était devenu tellement zélé pour Napoléon, qu'il l'avait pleuré à chaudes larmes en ma présence, après avoir opiné seul, mais vainement, contre l'abdication.

On sent bien que je n'étais parvenu à museler cette tourbe de hauts fonctionnaires, de maréchaux, de généraux, qu'en leur garantissant, pour ainsi dire sur ma tête, la sûreté de leur personne et de leur fortune. C'est ainsi que

j'eus, pour ainsi dire, carte-blanche pour négocier.

J'expédiai d'abord, au quartier-général de Wellington, mon ami M. G*, homme probe, qui jouissait de toute ma confiance. Il était porteur de deux lettres cousues dans le collet de son habit, l'une pour le roi, l'autre pour le duc d'Orléans, car, jusqu'au dernier moment, et dans l'incertitude prolongée sur les intentions des alliés, il ne fallait négliger aucun des moyens de rentrer au port. Mon envoyé fut introduit de suite auprès de lord Wellington, et lui dit qu'il désirait être présenté au duc d'Orléans, « Il n'est point ici, lui répondit le » généralissime, mais vous pouvez vous adres- » ser à votre roi »; et, en effet, il prit la route de Cambray et alla au-devant du roi. Ne le voyant pas revenir, je fis partir, pour la même destination, le général de T*******, homme de cœur et de tête, à qui je donnai la commission expresse de sonder les intentions de lord Wellington, de lui faire connaître ma position particulière, combien les esprits étaient exaspérés, et les passions tellement enflammées, que je ne répondais point de pré-

server la France d'être mise à feu et à sang, si l'on s'opiniâtrait à vouloir rendre le trône aux Bourbons. J'offrais de traiter directement avec lui sur tout autre bâse. Cette fois la réponse du généralissime fut absolue et négative ; il déclara qu'il avait ordre de ne traiter que sur l'unique base du rétablissement de Louis XVIII. Quant au duc d'Orléans, ce n'eût été, selon l'expression de Wellington, qu'un usurpateur de bonne famille. Cette réponse, que je cachai soigneusement à mes collègues, rendit ma position bien autrement délicate.

D'un autre côté, nos plénipotentiaires, sortis de Laon le 26 juin, étaient arrivés le 1er. juillet au quartier-général des souverains alliés, à Haguenau. Là, les souverains, ne jugeant pas convenable de leur accorder audience, nommèrent une commission pour les entendre. On ne manqua pas de leur faire la question que j'avais prévue : « De quel droit la nation prétendait » expulser son roi et se choisir un autre sou- » verain ?..... » Ils répondirent par un exemple tiré de l'histoire même d'Angleterre.

Avertis par cette question des dispositions des alliés, les plénipotentiaires nationaux s'atta-

chèrent moins à obtenir Napoléon II qu'à repousser Louis XVIII. Ils insinuèrent enfin que la nation pourrait agréer le duc d'Orléans ou le roi de Saxe, s'il ne lui était pas possible de conserver le trône au fils de Marie-Louise. Après quelques pourparlers insignifians, ils furent congédiés par une note portant que les cours alliées ne pouvaient entrer, quant à présent, dans aucune négociation ; qu'elles regardaient comme une condition essentielle que Napoléon fût hors d'état, pour l'avenir, de troubler le repos de la France et de l'Europe ; et que, d'après les événemens survenus au mois de mars, les puissances devaient exiger qu'il fût remis à leur garde. Ainsi, la commission du gouvernement se voyait frustrée de l'espoir d'obtenir le duc d'Orléans ou Napoléon II. Avant même le retour des plénipotentiaires, j'étais directement instruit des véritables intentions des puissances.

Je ne m'occupai plus, dès-lors, qu'à donner un cours aux événemens, tel qu'ils pussent aboutir au dénouement qui serait le plus favorable pour la patrie et pour moi-même. J'avais demandé un armistice, et envoyé, à cet effet,

des commissaires (1) aux généraux alliés qui venaient de commencer l'investivement de la capitale. Blucher et Wellington éludèrent toute proposition à ce sujet, élevant plus que des objections contre le gouvernement de Napoléon II, parlant de Louis XVIII comme du seul souverain qui leur semblait réunir toutes les conditions qui empêcheraient l'Europe d'exiger des garanties pour sa sécurité et se plaignant vivement de la présence de Bonaparte à Paris, au mépris de son abdication. Cet homme, comme si la fatalité l'eût poussé à se précipiter de lui-même dans l'abîme, s'était d'abord obstiné, au lieu de gagner précipitamment un de nos ports, à rester au palais de l'Elysée, puis à la Malmaison, toujours dans l'espoir de ressaisir l'autorité, non plus comme empereur, mais au moins comme général. Il alla même, excité par de fanatiques amis, jusqu'à nous en adresser la demande formelle. Ce fut alors que je m'écriai en plein conseil de la commission : « Cet homme » est fou sans doute, veut-il donc nous en-

(1) MM. Andréossy, Boissy-d'Anglas, Flaugergues, Valence et Labesnardière.

(Note de l'éditeur.)

» traîner dans sa perte ? » Et je dois le dire, toute la commission, Carnot lui-même, votèrent avec moi pour une résolution définitive à son égard. Il était gardé à vue, et Davoust était déterminé à le faire arrêter à la moindre tentative de sa part pour nous débaucher l'armée. Il était d'autant plus urgent de prendre un parti décisif à son égard, que la cavalerie ennemie, poussant des partis jusques dans les environs de la Malmaison, pouvait l'enlever d'un moment à l'autre, et l'on n'aurait pas manqué de m'imputer une part dans cet événement. Il nous fallut négocier son éloignement, et envoyer un officier général pour y présider. Le reste est connu. Cette courte explication des faits suffira pour répondre aux accusations de ces détracteurs aveugles et passionnés, qui, apercevant quelque similitude entre la captivité de Napoléon et de Persée, roi de Macédoine, ont attribué celle du premier à des combinaisons perfides qui, en calculant les jours et les heures, l'aurait livré aux Anglais par des moyens détournés et habilement ménagés.

Nous espérâmes, après le départ de Napoléon, pouvoir obtenir l'armistice; il n'en fut rien.

Ce fut alorsque j'écrivis, à chacun des généraux en chef des armées assiégeantes, les deux lettres qui ont été rendues publiques. On put remarquer, dans ces lettres où je feignis, par la nécessité des circonstances, de plaider la cause de Napoléon II, que je regardais la question comme irrévocablement décidée en faveur des Bourbons; mais, pour endormir la vigilance des partis, il me fallut paraître pencher tour-à-tour pour la branche cadette ou pour la branche régnante. J'espérais d'ailleurs qu'en aidant Louis XVIII à se rétablir, ce prince consentirait à écarter quelques hommes dangereux et à faire à la France de nouvelles concessions, sauf, si je ne pouvais rien obtenir, à recourir plus tard à d'autres combinaisons. . . . .

J'eus alors des conférences nocturnes soit avec M. de Vitrolles, à qui je venais de procurer la liberté, soit avec plusieurs autres royalistes éminens et deux maréchaux qui inclinaient pour les Bourbons; j'envoyai à la fois des émissaires au roi, au duc de Wellington et à M. de Talleyrand. Je savais que M. de Talleyrand, après avoir quitté Vienne, s'était transporté à Francfort, puis à Wisbad, pour être plus à portée

de négocier soit à Gand, soit à Paris. Très-ardent contre Napoléon, il jugea pourtant, après son entrée à Paris, devoir s'entendre avec moi, me promettant de son côté de me garantir auprès des Bourbons, dont le rétablissement, après la bataille de Waterloo, lui parut infaillible. Je pensais qu'il devait être alors auprès du roi, et je savais, à n'en pas douter, que pour rester maître des affaires, il réclamerait l'éloignement de M. de Blacas; je manœuvrai aussi en conséquence. Mais il m'était presque impossible de ne pas exciter la défiance de mes collègues. Mes démarches étant observées, j'eus à supporter des bordées de reproches et des déclamations amères de la part de quelques meneurs révolutionnaires et bonapartistes, dont je repoussai froidement les imputations. Telle était ma position, que j'avais à entretenir des négociations avec tous les partis, et à transiger avec toutes les opinions dans mon intérêt, non moins que dans celui de l'Etat. Je ne me dissimulai pas que cette conduite, où il entrait nécessairement quelque chose de ténébreux, et dirigée, en quelque sorte, par des voies souterraines, soulèverait contre moi tous les soup-

çons et toutes les haines des partis blessés dans leurs plus chères espérances. Le moment redoutable devait être celui où le jour pénétrerait dans ce chaos d'intrigues si diverses et si opposées.

Ce qui était plus grave encore et plus dangereux, c'était l'exaltation des fédérés et la violence des énergumènes de la Chambre qui ameutaient contre moi ceux de mon parti, les soldats et la populace. J'écrivis à lord Wellington qu'il était temps de mettre fin à leurs fureurs et à leurs excès, car bientôt ils ne me laisseraient plus le maître d'agir. Mais Wellington était contrarié par son intraitable collègue Blucher; ce Prussien, si impatient et si fougueux, voulait pénétrer dans Paris, afin, disait-il, de mettre les honnêtes gens à l'abri du pillage dont les menaçait la populace; ce n'était que dans les murs de la capitale qu'il prétendait conclure un armistice. Sa lettre nous indigna; mais que faire? il fallait soutenir un siége, livrer bataille sous les murs de Paris, ou capituler. Découragés par l'abdication, les soldats paraissaient irrésolus; les généraux eux-mêmes étaient rendus timides par l'incertitude de l'avenir. Le

ministre de la guerre, général en chef de l'armée, Davoust, m'écrivait qu'il avait vaincu ses préjugés et reconnaissait qu'il n'existait plus d'autre moyen de salut que de proclamer sur-le-champ Louis XVIII. Je mis ma réponse à cette lettre sous les yeux de la commission. Elle pensa que je jugeais implicitement la question du rappel de Louis XVIII, et que je laissais trop de latitude à Davoust. Je passai par-dessus cette mince difficulté, la détermination de ce maréchal m'ayant paru devoir être d'un si grand poids que je lui avait fait promettre un sauf-conduit, de la part du roi, par M. de Vitrolles.

Pressé de délibérer sur notre situation militaire, la commission, d'après mon avis, s'entoura des lumières, des conseils, et de la responsabilité des hommes les plus expérimentés dans l'art de la guerre. Les principaux généraux furent appelés en présence des présidens et des bureaux des deux Chambres. Ce fut par l'organe de Carnot qui, lui-même, avait visité nos positions et celles de l'ennemi, que se fit un rapport sur la situation de Paris. Carnot déclara que la rive gauche de la Seine se trouvait entièrement à découvert et offrait un vaste champ aux entre-

prises des généraux en chef des deux armées combinées, qui venaient d'y porter la majeure partie de leurs forces. J'avoue que j'attachai un grand intérêt national à ce que la défense de Paris ne fût pas prolongée. Nous étions dans un état désespéré : le trésor était vide, le crédit éteint, le gouvernement aux abois; enfin, par le choc et le heurtement de tant d'opinions contraires, Paris se trouvait placé sur un volcan. D'un autre côté, le territoire était chaque jour inondé de nouveaux débordemens de troupes étrangères. Si, dans de telles circonstances, la capitale venait à être enlevée de vive force, nous n'avions plus à espérer ni capitulation, ni arrangement, ni concessions. Dans une seule journée qui eût été le complément des journées de Leipsick et de Waterloo, tous les intérêts de la révolution pouvaient être engloutis dans des flots de sang français. Voilà cependant ce qu'auraient voulu les frénétiques d'un parti aux abois.

Dans une telle crise, n'était-ce pas mériter de la patrie que de replacer la France, sans effusion de sang, sous l'autorité de Louis XVIII? Devions-nous d'ailleurs attendre que les armées étrangères nous livrassent pieds et poings liés à

nos adversaires? Je parvins, à force d'insinuations et de promesses, à ramener des hommes jusqu'alors intraitables.

On arrêta que la question militaire serait soumise, dès la nuit suivante, à un conseil de guerre convoqué par le maréchal Davoust. Ainsi on allait décider s'il était possible de défendre Paris. Capituler, sauvait Paris, mais compromettait la cause nationale; combattre, offrait de grands et inévitables dangers pour la capitale en proie à tous les excès de la fureur populaire si nous étions vaincus. Et, en effet, à quelles chances funestes ceux qui voulaient livrer bataille, auraient-ils exposé cette immense cité et la France elle-même, dans le cas d'une défaite!

Les débats furent solennels; et, sur la réponse négative et unanime du conseil de guerre, la commission statua que Paris ne serait pas défendu et qu'on remettrait la ville aux alliés, puisqu'ils ne consentaient à suspendre les hostilités qu'à ce prix. Mais Blucher voulut aussi la reddition de l'armée; une telle condition n'était pas proposable : c'était vouloir tout mettre à feu et à sang. Je dépêchai à la hâte, aux deux généraux ennemis, MM. Tromeling et Maci-

rone, à qui je remis, à l'insu de la commission, une note confidentielle conçue en ces termes : « L'armée est mécontente parce qu'elle est » malheureuse; rassurez-la, elle deviendra fi» dèle et dévouée. Les Chambres sont indociles » et par la même raison. Rassurez tout le » monde, et tout le monde sera pour vous. » Qu'on éloigne l'armée; les Chambres y con» sentiront en promettant d'ajouter à la Charte » les garanties spécifiées par le roi. Pour se » bien entendre, il est nécessaire de s'expliquer; » n'entrez donc pas dans Paris avant trois jours. » Dans cet intervalle, tout le monde sera d'ac» cord. On gagnera les Chambres; elles se croi» ront indépendantes et sanctionneront tout. » Ce n'est point la force qu'il faut employer » auprès d'elles, c'est la persuasion. »

Blucher devint aussitôt plus maniable, et on consentit à traiter de la reddition militaire de Paris, qui fut conclue à Saint-Cloud dans la journée du 3 juillet. Je m'opposai à ce qu'on donnât le nom de capitulation à ce traité; j'y fis substituer celui de convention qui me parut moins dur et plus acceptable.

La faction était encore trop exaspérée pour

qu'on pût éviter le tumulte et le désordre. Il fallut opposer la garde nationale aux fédérés, qui ne furent pas contenus sans peine par la masse des citoyens paisibles. Réal, qui avait la direction des fédérés, et que je savais facile à effrayer, cédant à mes conseils, fit le malade, laissant là sa place de préfet de police. La faction y mit Courtin, le protégé de la reine Hortense, qui, montrant elle-même, pendant toute cette crise, une grande exaltation, s'efforçait en vain de soutenir les restes du parti bonapartiste expirant. Toutes ces manœuvres vinrent échouer devant le plus grand de tous les intérêts, l'intérêt public. On ne tarda pas d'imputer aux généraux et à la commission d'avoir livré Paris et trahi l'armée. Pour justifier la conduite du gouvernement, j'adressai aux Français une proclamation explicative, où j'invoquais l'union de tous les citoyens, sans laquelle nous ne pouvions toucher au terme de tous nos maux.

Après avoir capitulé avec les étrangers, il fallut capituler avec l'armée, qui, au moment de se diriger vers la Loire, se mutina pour nous arracher la solde qui lui était due; grâces à quelques millions avancés par le banquier La-

fitte, on désarma les mutins et l'on satisfit les cupides. Cependant tous les émissaires et les agens du roi, entr'autres M. de Vitrolles, avec qui Davoust et moi nous avions eu des conférences, nous assuraient que le roi fermerait les yeux sur tout ce qui s'était passé, et qu'une réconciliation générale serait le gage de son retour. J'avais déjà vaincu bien des répugnances à l'aide de ces promesses, quand parurent, imprimées par ordre des Chambres, les proclamations royales datées de Cambray. Ce fut un nouvel embarras de ma position devant la Chambre des représentans qui se montrait de plus en plus hostile à l'égard des Bourbons. Bientôt nous apprîmes, par le retour de nos agens et de nos commissaires, que Blucher et Wellington déclaraient hautement que l'autorité des Chambres et des commissions émanaient d'une source illégitime, qu'en conséquence elles n'avaient rien de mieux à faire que de donner leur démission et de proclamer Louis XVIII.

Alors, sur la proposition de Carnot, la commission délibéra s'il ne lui convenait pas de se rallier avec les Chambres et l'armée, derrière la Loire. Je combattis vivement cette proposi-

tion, qui aurait infailliblement rallumé la guerre étrangère et la guerre civile. Je soutins que ce moyen désespéré perdrait la France ; que j'étais sûr d'ailleurs que la plupart des généraux n'y souscrirait pas, et je déclarai que je serais le dernier à quitter Paris. Ramenée par mes raisonnemens, la commission prit le parti plus prudent et plus sage d'attendre dans Paris l'issue des événemens.

La convention de Paris une fois signée, le duc de Wellington, instruit de mon désir de m'aboucher avec lui, témoigna la volonté de s'entendre avec moi sur l'exécution de la convention. La commission du gouvernement ne s'opposa pas à notre entrevue, qui eut lieu au château de Neuilly. Là, je m'expliquai avec franchise devant le généralissime des alliés. Je savais que les mots de modération et de clémence étaient propres à séduire une grande âme, et sans chercher à diminuer les torts de ceux qui avaient trahi les Bourbons, je soutins que le trône rétabli ne pouvait être consolidé que par l'entier oubli du passé. Je représentai combien était encore menaçante et redoutable l'énergie des patriotes, et je parlai des ménagemens dont

il fallait user pour calmer leur effervescence ; je ne dissimulai pas la faiblesse des royalistes, leur routine et leurs préjugés, et j'affirmai qu'on ne pourrait ramener la tranquillité qu'en s'opposant aux réactions, aux vengeances, et en ne laissant à aucune faction l'espoir de dominer l'État. Je réclamai l'exécution des deux déclarations authentiques de l'Angleterre et de l'Autriche, portant que leur intention n'était point de continuer la guerre dans la vue de rétablir les Bourbons ou d'imposer à la France un gouvernement quelconque. Le généralissime m'objecta que cette déclaration n'avait eu lieu que dans le but de prévenir la guerre et dans l'espoir que la France ne s'armerait point pour la cause de Napoléon, frappé alors d'anathême par le congrès ; mais que, s'étant levées en sa faveur, nous avions dégagé les alliés d'une disposition purement conditionnelle. Ce sophisme ne me laissa aucun doute que nous avions été joués. Lord Wellington me déclara sans détour que les puissances s'étaient prononcées formellement en faveur de Louis XVIII, et que ce souverain ferait son entrée à Paris le 8 juillet. Le général Pozzo-di-Borgo, qui était présent, me répéta la même

déclaration au nom de l'empereur de Russie ; il me communiqua une lettre du prince de Metternich et du comte de Nesselrode, exprimant la volonté de ne reconnaître que Louis XVIII, et de n'admettre aucune proposition contraire aux droits de ce monarque. Alors j'insistai pour une amnistie générale, et réclamai des garanties. A ces conditions, je consentais à servir le roi et à donner même des gages compatibles avec ma réputation et mon honneur. Le généralissime me répondit qu'il était décidé qu'on écarterait M. de Blacas, et que je ferais partie, ainsi que M. de Talleyrand, du conseil, le roi ayant daigné consentir à me confirmer dans le ministère de la police générale ; mais il ne me dissimula point que toutes les mesures étaient prises pour que Napoléon tombât comme ôtage au pouvoir des alliés, et qu'on exigeait de moi que je ne fisse rien pour favoriser son évasion ; qu'on exigeait aussi que l'armée se soumît au roi, et même qu'on punît pour l'exemple quelques-uns des chefs. Je me récriai ; je protestai que si Bonaparte n'était pas venu, il y aurait eu également une crise. Toutes mes objections échouèrent devant une résolution bien arrêtée.

Je jugeai le mal sans remède, mais susceptible de palliatifs par ma présence dans le conseil. Le duc m'annonça que le lendemain il me présenterait lui-même à S. M., ou du moins qu'il me conduirait, dans sa voiture, au château d'Arnouville. Je lui répondis que mon intention était d'adresser au roi une lettre que j'avais préparée et que je lui communiquai. Elle était conçue en ces termes :

« Sire, le retour de Votre Majesté ne laisse » plus aux membres du gouvernement d'autres devoirs à accomplir que celui de se séparer. Je demande, pour l'acquit de ma conscience personnelle, à lui exposer fidèlement » l'opinion et les sentimens de la France.

» Ce n'est pas Votre Majesté que l'on redoute ; elle a vu pendant onze mois que la » confiance dans sa modération et dans sa » justice soutenait les Français au milieu des » craintes que leur inspiraient les entreprises » d'une partie de sa cour.

» Tout le monde sait que ce ne sont ni les » lumières ni l'expérience qui manquent à » Votre Majesté ; elle connaît la France et son » siècle, elle connaît le pouvoir de l'opinion ;

» mais sa bonté lui a trop souvent fait écouter
» les prétentions de ceux qui l'ont suivie dans
» l'adversité.

» Dès lors, il y a eu deux peuples en France.
» Il était pénible sans doute à Votre Majesté
» d'avoir sans cesse à repousser ces prétentions
» par des actes de sa volonté. Combien de fois
» elle a dû regretter de ne pouvoir leur oppo-
» ser des lois nationales.

» Si le même système se reproduit, et que,
» tirant tous les pouvoirs d'hérédité, Votre
» Majesté ne reconnaisse aucun des droits du
» peuple autres que ceux qui viennent des con-
» cessions du trône, la France, comme la pre-
» mière fois, sera incertaine dans ses devoirs;
» elle aura à hésiter entre son amour pour la pa-
» trie et son amour pour le prince, entre son
» penchant et ses lumières. Son obéissance
» n'aura d'autre base que sa confiance person-
» nelle dans Votre Majesté; et si cette confiance
» suffit pour maintenir le respect, ce n'est pas
» moins ainsi que les dynasties s'affermissent
» et qu'on écarte tous les dangers.

» Sire, Votre Majesté a reconnu que ceux
» qui entraînaient le pouvoir au-delà de ses li-

» mites, sont peu propres à le soutenir quand il
» est ébranlé ; que l'autorité se perd elle-même
» dans le combat continuel qui la force de ré-
» trograder dans ses mesures ; que moins on
» laisse de droits au peuple, plus sa juste dé-
» fiance le porte à conserver ceux qu'on ne peut
» lui disputer ; et que c'est toujours ainsi que
» l'amour s'affaiblit et que les révolutions se
» préparent.

» Nous vous en conjurons, sire, daignez cette
» fois ne consulter que votre propre justice et
» vos lumières. Croyez que le peuple français
» met aujourd'hui à sa liberté autant d'impor-
» tance qu'à sa propre vie. Il ne se croira jamais
» libre, s'il n'y a pas entre les pouvoirs des droits
» également inviolables. N'avions-nous pas sous
» votre dynastie des États-généraux qui étaient
» indépendans du monarque ?

» Sire, votre sagesse ne peut attendre les
» événemens pour faire des concessions ; c'est
» alors qu'elles seraient nuisibles à votre inté-
» rêt, et peut-être même plus étendues. Au-
» jourd'hui les concessions rapprochent les es-
» prits, pacifient et donnent de la force à l'au-
» torité royale ; plus tard, les concessions prou-

» veraient sa faiblesse : c'est le désordre qui les
» arracherait; les esprits resteraient aigris. »

Cette lettre fut adressée, le jour même, à Sa Majesté. De retour à Paris, je déclarai à la commission que la rentrée de Louis XVIII était inévitable, que telle était la volonté immuable des puissances alliées, et que le jour en était même fixé au surlendemain. Je lui célai que j'étais conservé au ministère de la police générale, circonstance qui, au lieu d'être considérée comme une garantie pour les patriotes et une espèce de transition qui ferait succéder, avec une secousse moins violente, le gouvernement légitime au gouvernement de fait, n'eût paru aux énergumènes que le salaire de ma trahison, quand elle n'était, en effet, que la récompense méritée du salut de Paris. Le soir même cette nouvelle s'ébruita ; ces mêmes hommes m'accablèrent, dans leurs discours, d'injures et de malédictions ; les royalistes seuls m'en adressèrent des félicitations ; oui, les royalistes, et parmi les écrivains distingués de ce parti, il en est qui ont avoué depuis que, de toutes parts, on avait crié que sans moi il n'y avait ni de sûreté pour le roi, ni de salut pour la France,

et que tous les partis s'étaient entendus pour me porter au ministère. Le lendemain je me dirigeai vers St.-Denis, et me présentai au château d'Arnouville pour avoir ma première audience du roi. Je fus introduit dans son cabinet par le président du conseil, qui s'appuyait sur mon bras. Je suppliai le roi d'apaiser les esprits en tranquillisant chacun sur sa sûreté personnelle; je représentai que la clémence avait sans doute des inconvéniens, mais que la capitulation qu'on venait de conclure semblait devoir faire rejeter tout autre système; qu'une amnistie pleine et entière, et sans condition, me paraissait le seul moyen de donner de la stabilité à l'Etat et de la durée au gouvernement; que le pardon faisait ici partie de la justice; que par amnistie j'entendais, avec l'oubli des injures, la conservation des places, des biens, des honneurs et des dignités. Mon discours parut avoir fait impression sur le roi, qui me prêta une attention soutenue. Ce prince sentait combien nous avions besoin d'habileté et de repos pour rassembler les élémens que le temps et les circonstances avaient dispersés. Je crus voir qu'il comprenait la nécessité de voiler les

fautes commises et de gagner la confiance par une modération et une loyauté exemplaires. Je m'efforçai de rendre public cet entretien pour laisser entrevoir le terme de nos discordes et de nos malheurs.

Je ne me bornai point à des supplications; j'osai représenter au roi que Paris était dans l'état le plus violent d'effervescence; qu'il y aurait pour sa personne du danger de se montrer aux portes de la capitale avec la cocarde blanche, et seulement accompagné des émigrés de Gand. Mon plan consistait à maintenir les Chambres, à faire prendre au roi la cocarde tricoloré, et à licencier toute sa maison militaire; en un mot, j'aurais voulu, comme je l'avais toujours désiré, voir Louis XVIII marcher à la tête de la révolution et la consolider.

On délibéra sur ces différens objets dans le conseil, où mes propositions ne furent rejetées qu'à la majorité d'une seule voix. Le roi, d'ailleurs, resta inébranlable; il déclara qu'il aimerait mieux retourner à Hartwell. Ainsi sa maison militaire ne fut point dissoute, et on décida que dès le lendemain on chasserait la Chambre des représentans. Cette chambre ve-

nait de consigner, dans un nouveau bill des droits, les principes fondamentaux de la constitution, qui, dans sa pensée, pouvaient seuls satisfaire le vœu public. Quoique je n'eusse pas espéré beaucoup de succès de mes démarches, parce que mon tact des affaires m'avait assez montré qu'elle était leur tendance, il me sembla que je ne devais rien négliger pour l'acquit de ma conscience.

Le soir même du 7 juillet, plusieurs bataillons prussiens forcèrent les portes des Tuileries, envahirent les cours et les avenues du palais. La commission du gouvernement n'étant plus libre, cessa ses fonctions, ce qu'elle annonça par un message. Une circonstance particulière signala cette séparation de mes collègues : Carnot, l'un des plus révoltés de ma conservation au ministère, et de se voir sous ma surveillance, pour ainsi dire, en attendant qu'on lui assignât un lieu de résidence, m'écrivit le billet suivant : *Traître, où veux-tu que j'aille?* je lui répondis tout aussi laconiquement : *Imbécille, où tu voudras*. Il faut dire que j'avais eu, dans le conseil, plus d'une altercation avec

Carnot, qui ne me pardonnait pas de l'avoir appelé vieille femme.

Le jour suivant, dès huit heures du matin, les députés se présentèrent pour entrer dans la salle de leurs délibérations; mais, trouvant les portes closes, entourées de gardes et de gens d'armes, ils se retirèrent. Quelques-uns d'entre eux se rendirent chez leur président, où ils consignèrent une protestation. Le roi fit son entrée dans Paris; rien ne troubla l'ivresse portée au comble de la part des royalistes, qui accoururent au-devant du monarque, et se montrèrent fort nombreux. J'avoue que ma prévoyance fut trompée en partie, et que toutes mes appréhensions ne furent pas confirmées. Ici finit l'ère des cent-jours, et recommence le cours d'un règne interrompu dès sa première année. Mais quels auspices accompagnent ce nouvel avènement? Toutes les passions qui fermentent, toutes les vengeances qui cherchent à s'assouvir, tous les intérêts qui s'agitent et se combattent, tous les esprits qui s'exaltent avec fureur, enfin toutes les haines ulcérées qui réagissent! Dans de si déplorables conjonctures,

je ne refusai pas mes efforts et mes travaux à mon pays.

La reddition de Bonaparte, la soumission successive de toutes les villes et de toutes les provinces annoncèrent bientôt que la France était pacifiée sous tous les rapports qui pouvaient intéresser les souverains ; mais elle ne pouvait l'être pleinement eu égard au repos et au bonheur du roi, si tout n'était pas oublié, s'il n'y avait pas une égale répression de toutes les opinions extrêmes, de quelque hauteur que pussent partir ces opinions ; et enfin si tous les partis ne jouissaient pas de la protection des lois avec la même certitude et la même sécurité.

Tels étaient les conseils de modération et de clémence que je donnais à Louis XVIII, comme je les avais donnés à Napoléon, toutefois en proposant des mesures efficaces, en écartant toutes les causes qui auraient pu plonger la France dans une nouvelle révolution. Mais tout le monde, soit dans le conseil, soit hors du conseil, ne partageait pas mes idées ; on voulait des exemples et des punitions. Je faisais partie, depuis quinze jours, du ministère royal, lorsque parut l'ordonnance du 24 juillet ; cinquante-sept

individus, divisés en deux catégories, y étaient frappés sans jugement. On demandera comment j'ai pu contre-signer un tel acte, qui atteignait des hommes dont la plupart avaient suivi la même route que moi. Qu'on sache donc que, dès le lendemain du 8 juillet, le besoin de proscrire envahit toutes les classes du parti royaliste, depuis les salons du faubourg Saint-Germain jusqu'aux anti-chambres du palais des Tuileries; et que des milliers de noms, autant ignorés que connus, furent signalés au ministère de la police pour être enveloppés dans une mesure générale de proscription. On demandait des têtes au ministre de la police, comme preuve de son affection sincère pour la cause royale. Il n'y avait plus pour moi que deux partis à prendre : celui d'être le complice des vengeances, ou de renoncer au ministère. Je ne pouvais souscrire au premier; j'étais engagé trop avant pour que je pusse renoncer au second. Je trouvai un troisième expédient : ce fut de faire réduire les listes à un petit nombre de noms pris parmi les personnages qui avaient joué un rôle plus actif dans les derniers événemens; et je dois le dire ici, je rencontrai dans le conseil, et surtout dans les sen-

je ne refusai pas mes efforts et … , tout
mon pays. … igueur

La reddition de Bonap… nes.
successive de toutes les … çait d'en-
provinces annoncèrent … opposerait
était pacifiée sous … médiateur entre
vaient intéresser … aperçus bientôt qu'on
pouvait l'être … servir de moi comme de
au bonheur … aspire au rétablissement d'une
s'il n'y av… sans contre-poids et sans limites,
les opin… n'aurait plus offert de garantie aux
pu…se … de la révolution. Les deux ordonnances
par … collèges électoraux et sur les élections
… qui allaient donner à la France la Chambre
de 1816, ne me laissèrent plus aucun doute à
cet égard. On a cru que j'avais apporté une insouciance coupable à la formation des colléges électoraux, et on a dit qu'il n'était pas permis à un homme d'état tel que moi, vieilli dans l'expérience et dans l'exercice des grands emplois, de commettre une telle faute politique, ni de se méprendre sur la direction que s'efforçait de donner à l'opinion la faction royaliste qui venait de ressaisir l'influence. Mes principes et ma conduite antérieure auraient dû me mettre à

e telle imputation. Cette accusation
nprévoyante et d'indifférence fu-
graves circonstances, il faut la
able égoïsme et sur l'incurie
dent du conseil qui se ber-
uelles, et n'aimait à voir dans
un ministre qu'un lit de repos.

me réveillai; ce fut alors que parurent mes notes adressées aux puissances alliées et mes rapports faits au roi en plein conseil. Je les avais rédigés sur la demande des souverains, pour leur faire connaître l'état de la France. La divulgation de ces documens produisit une sensation profonde sur les esprits éclairés, mais leur contenu excita, au plus haut point, la fureur du parti *ultrà-royaliste* (1) qui regardait son influence comme perdue, si mes révélations amenaient un changement de système. Le roi, lui-même, vit avec déplaisir la publicité donnée à des rapports d'une nature confidentielle; mais j'avais jugé ma position; trompé par M. de Vitrolles que j'avais introduit dans le cabinet du

(1) C'est Fouché qui, le premier, s'est servi de cette expression, avec laquelle on s'est familiarisé depuis, et qu'on a même usée. (*Note de l'éditeur.*)

roi, délaissé par le président du conseil que le passé n'obligeait pas de sacrifier le présent, je voyais ma chute inévitable, à moins que je ne parvinsse à faire prévaloir mes desseins.

L'avouerai-je ici? oui.... j'ai promis de ne rien dissimuler. Mes notes, mes rapports avaient pour but de remettre de l'ensemble et de l'unité dans les partis disjoints et comme dispersés de la révolution, et surtout de faire craindre à l'Europe une insurrection nationale; par là, j'espérais l'effrayer tellement des suites d'une explosion, qu'elle consentît, pour prix d'un traité de paix définitif, à nous accorder ce que je n'avais cessé de solliciter depuis le congrès de Prague, la dynastie de Napoléon, devenue l'objet de nos réclamations secrètes, de nos vœux et de nos efforts. L'abouchement de deux puissans monarques fit évanouir des espérances fondées; c'est à l'histoire à recueillir et à rapprocher des circonstances qu'il ne m'appartient pas de produire au grand jour. Je crois résumer ma vie en déclarant que j'ai voulu vaincre pour la révolution et que la révolution a été vaincue dans moi.

FIN DE LA SECONDE PARTIE.